

LE MONDE

diplomatique

JUN 1976

N° 267 - 23^e annéeTHE L'ESPRESSO
THE UNIVERSITY OF JOURNALL'HOMME
LA VILLE
ET LA
DÉMOCRATIE

(Pages 11 à 17)

Prix : 5 F
Algérie : 5,00 DA
Canada : 1,50 \$
Espagne : 60 pes.
Italie : 650 lire
Maroc : 5,00 dir.
Roy.-Uni : 60 p.
Suisse : 3,50 S.
Tunisie : 500 mil.
Abonnements : voir tarif page 5.Publication mensuelle
17, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Barbarie

Par CLAUDE JULIEN

La violence a ses pièges. La brève disparition d'un journaliste brésilien, mort sous la torture, a provoqué, voilà quelques mois, plus d'émotion que la mort lente de quelques milliers de ses compatriotes privés non seulement de liberté et d'espoir, mais aussi de pain, par une régime impitoyable. Pendant la guerre du Vietnam, la photographie d'un seul enfant brûlé par le napalm a soulevé plus d'indignation que la corruption d'une société soumise à une loi qui n'était pas la sienne. Au Cambodge, les récits d'exécution sont plus révoltants que les éventuelles représailles économiques annoncées par les États-Unis au cas où le Mexique adhérerait à l'OPPEP.

Bien entendu, aucun lien n'existe entre ces faits disparates. Aucun lien, si ce n'est que l'homme, à chaque fois, est perdant. Aucun lien, si ce n'est que, à chaque fois, l'acte sanglant paraît plus choquant que l'impitoyable violence cachée derrière d'occidentales statistiques qui écrasent des multitudes. Aucun lien, non plus, si ce n'est que, à chaque fois, l'esprit hésite à rechercher les causes lointaines du drame.

CAR cette violence, sanglante ou économique, ne fait jamais brutalement irruption sur la scène mondiale sans avoir été annoncée, préparée, provoquée par tout un faisceau de hommes et de mauvaises raisons. Il est politiquement confortable de dénoncer « toute violence », et cette condamnation générale, semble-t-on croire, permet de surcroît de se soustraire à certaines critiques : « a-t-on bien tenu la balance égale ? Selon ses propres tendances, n'a-t-on pas témoigné de quelque indulgence à l'égard de certains crimes ?

Mais ce monde est soumis à la loi d'airain qui organise les rapports de force. Tout se joue dans des affrontements qui prennent, selon les cas, des formes plus ou moins « civilisées », plus ou moins « barbares ». Le grand mérite des démocraties est bien d'avoir défini les règles de ce jeu qui, si fautive soit, n'en demeure pas moins impitoyable. A tel point que la violence d'individus ou de groupes paraît bien incapable de modifier le fonctionnement de l'appareil d'État. Et pourtant, de plus en plus, les hommes au pouvoir se préoccupent de renforcer les moyens d'autorité dont ils disposent pour fonder éventuellement le jeu institutionnel qui leur substituerait d'autres équipes. Et, de fait, la violence fait d'inquiétants progrès dans les sociétés industrialisées, sans que l'accroissement des forces du maintien de l'ordre parvienne à enrayer l'évolution.

FUT-ELLE violente, la révolte des plus faibles contre les plus forts ressemblait toujours la condamnation des hommes qui ne désespèrent pas de la justice et de « droit à la recherche du bonheur ». Pour eux, les responsabilités ne seraient être également partagées. Une longue imprévoyance, la tolérance d'injustices durables, l'égoïste régression devant la malice d'autrui préparent sûrement les plus sanglantes explosions. Celles-ci sont-elles effacées ? On est en droit d'en douter si l'on parle de l'homme, et si l'on ose, par une absurde arithmétique, comparer les résultats obtenus au coût humain de l'opération.

Mais, alors, que les personnages « civilisés » qui imposent un régime de fer et de sang à des peuples plongés dans la misère veulent bien interroger « la sagesse qu'il faut donner à leur peuple », n'ont-ils pas tenté de justifier l'usage du feu et de la torture au Brésil par un « miracle économique » dont on mesure mal, aujourd'hui la fragilité (voir pages 6 à 10), ou Chili par des espoirs de redressement qu'aucun indice ne vient confirmer ? C'est apparemment au même raisonnement que semblent faire appel les nouveaux dirigeants d'un Cambodge meurtri par une trop longue guerre. Qui sont ces gouvernements ? Il semble bien que, derrière les hommes connus à l'extérieur, d'autres équipes, encore entourées de mystère, détiennent à Phnom-Penh la réalité du pouvoir. Les brutalités qu'ils exercent ne peuvent en aucun cas produire les fruits qu'ils annoncent et auxquels, comme tant d'autres, ils croient peut-être sincèrement.

Mais la sincérité ne change rien au problème, et la bonne conscience, nourrie de religion ou d'idéologie, a déjà conduit à trop de crimes. Bonne conscience de ceux qui ont ordonné l'invasion du Cambodge et de ceux qui l'ont approuvée, croyant ainsi sauvegarder une liberté alors que, de toute évidence — mais ils ne voulaient rien entendre, — ils préparaient sûrement le régime dur qu'ils dénoncent aujourd'hui et qui leur oppose, en toute sérénité, une égale bonne conscience, tout aussi meurtrière.

Faut-il alors désespérer ? Oui, sans doute, si les maîtres de la violence institutionnelle, la plus efficace de toutes, laissent pourrir les drames silencieux annoncés par des massacres.

CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE DANS L'AMÉRIQUE EN CRISE

Le phénomène Carter

Par STANLEY ARONOWITZ *

Le printemps qui s'achève a été chaud et plein de frustrations pour les deux camps des deux grands partis politiques américains. Au fur et à mesure que la saison avançait, les républicains ont vu leur situation devenir de plus en plus embarrassante. M. Ronald Reagan, ancien gouverneur de Californie, était sur le point de s'avouer vaincu quand son étonnante victoire aux « primaires » de l'Illinois a brusquement fait apparaître la possibilité d'un échec de M. Gerald Ford à la convention républicaine ; si tel était le cas, ce serait la première fois depuis plus d'un siècle qu'un président sortant se verrait refuser l'investiture de son parti.

Du côté républicain, les élections primaires de 1976 semblent marquer une réédition de l'épisode victorieux qui avait abouti en 1964 à la nomination de M. Barry Goldwater ; les éléments ultra-conservateurs priment d'un poids toujours aussi considérable au sein de la hiérarchie du parti républicain, et M. Reagan a enroulé un cheval de bataille qui a fait ses preuves : celui de l'anti-communisme. Il concentre le gros de ses attaques sur la politique étrangère de l'administration Ford, qu'il dénonce comme « trop couplante » à l'égard des communistes.

Chez les démocrates, la phénoménale ascension du gouverneur de Georgie, M. Jimmy Carter, paraît spectaculaire. M. Carter paraît résolu à assumer l'investiture de son parti, à moins que les éléments centristes et l'aile libérale ne parviennent à une entente qui, dans l'état actuel des choses, rendrait du miracle. M. Frank Church, le sénateur de l'Idaho, semble aujourd'hui le dernier candidat susceptible de rassembler sur son nom les forces opposées à Carter. Après que M.M. Jackson et Humphrey ont l'un et l'autre abandonné la course, M. Church peut tabler sur l'importante publicité personnelle que lui ont valu les révélations sur les activités secrètes de la C.I.A. et sur son excellente réputation de plier de la « vieille garde » libérale du parti, qui lui permettrait peut-être de coller au poteau M. Jimmy Carter. Mais même si une coalition de dernière minute de tous ses adversaires parvenait à barrer la route à M. Carter, il n'en restait pas moins le candidat favori du parti démocrate. M. Carter n'est pas sans évoquer la campagne menée en 1972 par le sénateur McGovern. M.M. Carter et

McGovern se sont tous deux heurtés dès l'abord au scepticisme des professionnels de leur parti. Ils ont dû faire face l'un comme l'autre à l'hostilité des dirigeants syndicaux ; ils ne disposaient que de soutiens précoces parmi les leaders de la communauté noire et dans les autres minorités et présentaient eux-mêmes leur candidature comme perdue d'avance, tout en se proclamant les représentants des véritables intérêts des électeurs de la base.

M. McGovern parvint en 1972 à arracher la candidature de son parti en lui imposant des structures organisationnelles entièrement nouvelles. Les membres de sa campagne électorale furent recrutés, à l'échelon local en tout cas, en dehors du milieu des professionnels de la politique : ils étaient cadres moyens, jeunes patrons, jeunes avocats, jeunes médecins, uni-

versitaires, fonctionnaires du secteur public ou privé. En cette campagne, qui aboutit à la nomination du sénateur McGovern, a peut-être été l'ultime tentative de révolte des classes moyennes contre les grandes entreprises et le gouvernement central. Mais, comme on pouvait s'y attendre, le poids politique de cette couche sociale s'avéra très insuffisant lors de l'élection finale, bien qu'elle eût démontré l'efficacité du travail d'organisation « à la base ». M. McGovern fut finalement battu par M. Nixon, après avoir été abandonné par la coalition libérale qui dominait le parti démocrate. Sa défaite écrasante se solda par l'échec définitif des classes moyennes au sein de l'appareil démocratique. Aussitôt après l'élection présidentielle, la « vieille garde » libérale s'empara de la présidence du parti, élimina les partisans de M. McGovern de ses instances nationales et se mit en devoir de reprendre le contrôle de la plupart des organisations locales.

Appel direct à la base

COMME, en 1972, ce fut le cas pour M. Carter peut être attribué pour une bonne part à la réforme de la loi électorale que de nombreux États ont adoptée au cours des dix dernières années. Alors qu'autrefois les délégués aux conventions nationales étaient désignés au cours de conventions d'État et de district par les seuls membres actifs des deux grandes formations, la réforme permet aux gouvernements des États d'organiser des élections « primaires » aux fins de désigner à la fois les candidats à l'investiture des partis et les délégués de l'État aux deux grandes conventions. M.M. McGovern et Carter ont tous deux bénéficié de cette innovation, qui leur a permis de s'adresser directement aux électeurs de la base en court-circuitant la « machine » de leur parti. Dans certains États, les électeurs inscrits à l'un des deux partis ont la faculté de pratiquer le « cross-over » et de participer à l'élection primaire du parti adverse, et les électeurs qui ne sont inscrits ni à l'un ni à l'autre peuvent participer indifféremment aux deux primaires : près de 40 % des électeurs américains étant inscrits sur les listes comme « indépendants », ils peuvent peser d'un poids considérable sur la désignation des candidats dans les États où ils ont la faculté de participer aux « primaires ».

La pratique des « primaires » a profondément modifié le mécanisme de la nomination des candidats : il ne s'agit plus de tractations serrées entre les divers groupes d'influence au sein des appareils, mais d'une bataille idéologique et politique qui se livre dans l'arène publique. Alors qu'auparavant les grands moyens d'information n'intervenaient que lors de l'élection finale, les « primaires » leur permettent de jouer un rôle important au stade du choix des candidats. Si bien que les candidats soutenus par les appareils des partis doivent compter à d'autres candidats disposant de leur propre organisation d'attention de la presse écrite et parlée. En outre, si l'on tient compte de la méfiance innée qu'éprouvent les électeurs amé-

ricains à l'égard des politiciens professionnels (méfiance qui s'est encore accrue après le scandale du Watergate, les enquêtes sur la C.I.A. et l'affaire Lockheed), le système des « primaires » fait la part belle aux candidats qui peuvent se décrire comme « indépendants », alors que cela constituait autrefois un handicap sérieux.

M.M. Henry Jackson et Hubert Humphrey sont tous deux considérés comme des hommes d'appareil. Pendant toute leur carrière, ils ont appartenu à différents groupes d'influence puissants au sein du parti démocrate, et ils furent membres de l'établissement du Sénat, petite coterie formée de présidents de commissions et de politiciens hautement respectés qui avaient la haute main sur l'appareil législatif à l'échelon fédéral et soutenaient activement la guerre au Vietnam.

M.M. McGovern et Carter n'ont eu aucun mal à se démarquer de ces dirigeants démocrates traditionnels : ni l'un ni l'autre n'avaient à porter l'écrasante responsabilité de l'aventure asiatique dans laquelle leurs adversaires avaient entraîné M. McGovern avait même été un des tout premiers opposants à la guerre ; mais, malgré cela, sa popularité souffrait d'un lourd handicap.

(Lire la suite page 20.)

PROTOTYPE DU DÉVELOPPEMENT PÉRIPHÉRIQUE

Brésil, le despotisme tropical

Par JULIA JURUNA

UN des traits les plus saillants du régime brésilien est l'extension de l'appareil de répression et de « rééducation » : tous les rouages de la société civile. À l'exception de l'Argentine, où de violents affrontements armés font des dizaines de morts chaque mois, les clefs brésiennes ne sont plus troublées par le crépitements des mitrailleuses et les actions spectaculaires qui marquèrent la période 1966-1972. Au terme de ces années de lutte armée ouverte, le régime a pu organiser une répression plus insidieuse et plus efficace, qui a installé la paix des martyrisés parmi les opposants politiques. Cette situation dramatique trouve ses racines dans l'histoire brésilienne et dans un certain nombre de données internationales qui catalysent des tendances profondes de l'autoritarisme brésilien. L'implantation et l'extension de la grande plantation esclavagiste ont marqué, dès les débuts, la colonisation brésilienne comme une entreprise étroitement liée au capitalisme commercial européen. L'accroissement régulier de la demande de produits coloniaux sur le marché européen établit comme un postulat l'idée de l'insuffisance du peuplement des colonies américaines. On justifie ainsi le peuplement des colonies brésiennes, la main forcée des plantations esclavagistes, l'évolution du capitalisme commercial en Europe passe donc par la « réinvasion » d'un rapport de production archaïque : l'esclavage. Après la percée technologique qui avait donné à leur marine la maîtrise des routes commerciales atlantiques, les Portugais

réussissent, au seizième siècle, une autre innovation capitale : l'établissement de grandes plantations esclavagistes dans le Nouveau Monde. À l'exemple du Portugal, les autres puissances européennes reconnaissent la particularité des conditions de production dans le continent américain — les progrès du Siècle des Lumières s'arrêtent aux rivages européens de l'Atlantique. Au dix-huitième siècle, le marquis de Pombal, despote éclairé, décrète la liberté de tous les naturels de l'empire portugais, sauf les Africains, qui resteront soumis aux chaînes pour être transportés outre-Atlantique dans les champs de canne à sucre, verdoyants mourours qui couvraient le littoral brésilien.

Au moment de l'indépendance du Brésil, en 1822, les planteurs font de nouveau valoir la spécificité du peuplement et des conditions de travail. Jusqu'en 1850, ils s'opposent ainsi avec succès à l'interdiction de la traite d'esclaves. C'est d'Angleterre que viennent les pressions les plus fortes pour son abolition. Le « commerce illégitime » trouble les échanges commerciaux anglo-brésiliens et gêne la pénétration économique et politique de l'Europe en Afrique. Une fois réorientés vers les ports britanniques les échanges commerciaux que le Brésil entretenait avec l'Afrique pour l'achat d'esclaves, les gouvernements européens se montreront plus accommodants à l'égard des planteurs brésiliens qui refusent toute abolition « intempestive » de l'esclavage. Pareille

mesure relevait des affaires intérieures brésiennes, et le commerce néo-colonial limitait son contrôle aux magasins de café des ports brésiliens, sans se préoccuper des conditions de travail dans les plantations.

Certes, l'esclavage apparaissait comme une institution moralement condamnable, mais les milieux les plus avisés de la City suivaient les porte-parole des planteurs lorsque ceux-ci démontraient que la libération des esclaves ruinerait l'économie brésilienne et rendrait insolvable l'État auquel des prêts considérables avaient été consentis.

Malgré le flux continu d'immigrants européens que la misère rejette dans les plantations brésiennes, les planteurs résistent jusqu'au dernier siècle disponible. Le Brésil est ainsi, en 1888, le dernier pays du monde à abolir l'esclavage colonial. Dans un pays qui naît et s'organise pendant quatre siècles autour de l'esclavage, la violence et le terreur qui permettent d'encadrer les populations soumises à un tel système contaminent la société tout entière.

Contrairement aux États-Unis, où l'esclavage resta cantonné dans les États du Sud et où existait déjà un important secteur agricole en dehors de la grande plantation esclavagiste, au Brésil l'esclavage est une institution nationale ; elle est présente sur toute l'étendue du territoire, et les agriculteurs libres ne jouent qu'un rôle limité.

(Lire la suite page 8.)

Dans ce numéro :

Les nouveaux enjeux africains
(Pages 2 et 3.)La planification capitaliste
entre les multinationales
et le tiers-monde
(Pages 4 et 5.)Monde arabe :
rêves d'unité et d'éclairement
(Page 28.)

RLVES

la grande maroquinerie
de Paris



Crocodile 2 faces 550 F

156, rue de Rivoli métro: Louvre

Effervescence intérieure et compétitions internationales

LES NOUVEAUX ENJEUX AFRICAINS

L'accession des anciennes colonies portugaises à l'indépendance ouvre, de toute évidence, une page nouvelle dans l'histoire de l'Afrique. Doivent en tenir compte non seulement les « pouvoirs blancs » de Rhodésie et d'Afrique du Sud, mais aussi les grandes puissances ou groupes d'Etats qui, d'une manière ou d'une autre, jouent un rôle en Afrique. La synthèse des orientations intérieures et des influences extérieures, que nous publions ici, est extraite du Cahier n° 4 de la Fondation pour les études de défense nationale, qui paraîtra prochainement sous le titre : Après le repli portugais, cette fois, l'Afrique noire.

VINGT ans après le Soudan et le Ghana, les colonies portugaises ont « accédé à l'indépendance ». Le continent africain, qui ne détenait que quatre sièges (1) sur cinquante et un à l'ONU en 1945, en occupe maintenant quarante-sept sur cent quarante-quatre. Il en occupe cinquante quand l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie auront été admis. Le cycle de la décolonisation est achevé et cela seul ferait du tournant 1975-1976 une date capitale dans l'histoire de l'Afrique et du monde. Mais il y a beaucoup plus. Le brusque retrait de la doyen des puissances coloniales n'est pas un accomplissement ou un point final : c'est le début d'une ère nouvelle. Non seulement, comme il est assez évident, pour les relations interafricaines et pour les rapports de l'Afrique avec le reste du monde, mais aussi pour l'essence même des nations et des Etats de ce continent.

Problèmes communs et traits particuliers

révèle parfois capable, sur un coup de tête ou par impéritie, de bloquer tout un secteur de l'activité économique — est un personnage qu'on retrouve dans toute l'Afrique.

En fin de compte, à force de dériver loin de leurs modèles européens, les réalités d'aujourd'hui ont acquis bien des caractères spécifiques africains. C'est vrai des réalités politiques sur lesquelles on pèse les réalités sociales, elles-mêmes trop évidemment spécifiques pour qu'il soit utile de s'y attarder.

Mais ce qui a le moins changé, c'est le pouvoir économique. L'absence d'accumulation de capital — ce qui est peu dire puisqu'on assiste encore à une hémorragie de capital non reproductible sous la forme de produits minéraux — laisse entière la dépendance des pays africains. L'Etat peut s'efforcer d'orienter les investissements, sa marge de décision reste faible. Dans une proportion énorme, il est tributaire de l'aide extérieure publique pour les grands travaux d'infrastructure, de la décision de sociétés étrangères pour la recherche pétrolière comme pour l'extraction des minerais, pour le développement industriel et même, souvent, pour l'organisation de la distribution. (...)

Voilà bien des traits fondamentaux à peu près communs aux quarante-deux Etats compris entre le Sahara et le Limpopo. Pourtant, le Nigeria n'a guère de points de ressemblance avec le Botswana ni M. Sékou Touré avec M. Idi Amin. D'autres différences entrent en ligne de compte.

Le produit national brut par habitant du Gabon (1 500 dollars) est vingt-deux fois celui du Mali, vingt fois celui du Burundi, de la Haute Volta, du Rwanda et de la Somalie, dix-sept fois celui de l'Ethiopie et du Tchad. Différence essentielle, certes, mais aberrante, car, avec cinq cent mille habitants et du pétrole, le Gabon est le Koweït de l'Afrique. A cette exception près, les

et pour les caractéristiques du pouvoir africain.

A la différence des colonies françaises et anglaises, les possessions portugaises se sont libérées par une longue lutte. Les structures étatiques des nouveaux pays indépendants ne sont pas dérivées des structures coloniales ou métropolitaines ; elles sont le développement d'institutions embryonnaires mais originales mises en place, avant l'indépendance, dans les zones libérées. Les nouveaux leaders se distinguent par leur culture lusitanienne, élément nouveau dans le concert des nations africaines et par une formation politique acquise non seulement en dehors mais à l'encontre des institutions coloniales. Ils constituent une deuxième génération d'hommes d'Etat africains apparemment et probablement plus révolutionnaires que leurs aînés, et certainement, par nécessité, plus imaginatifs.

Nous allons donc, sans doute, voir prendre forme de nouveaux Etats dont les différences avec les anciens seront parfois superficielles, celles qui peuvent exister entre le Zaïre et le Togo, ou entre la Côte d'Ivoire et la Guinée. A plus ou moins long terme, ce phénomène ne peut être sans conséquences à travers tout le continent.

Dans l'Afrique de 1976, le pouvoir est autocratique. Il est aussi bureaucratique. En partie, du fait d'une volonté dirigée, aussi par facilité. L'administration coloniale était un peu l'Etat-providence et avait tendance à se mêler de toute la vie économique et sociale. Cette tendance a été contestée nulle part et s'est renforcée partout. L'Etat dispense fonctions et salaires, marchés et semences ; l'Etat, c'est-à-dire, concrètement, le fonctionnaire, à différents niveaux. Le petit fonctionnaire qui se donne de l'importance et qui se révèle parfois capable, sur un coup de tête ou par impéritie, de bloquer tout un secteur de l'activité économique — est un personnage qu'on retrouve dans toute l'Afrique.

En fin de compte, à force de dériver loin de leurs modèles européens, les réalités d'aujourd'hui ont acquis bien des caractères spécifiques africains. C'est vrai des réalités politiques sur lesquelles on pèse les réalités sociales, elles-mêmes trop évidemment spécifiques pour qu'il soit utile de s'y attarder.

Différences économiques et, tout aussi évidentes à première vue, différences idéologiques. A la fin de 1975, entre deux discours fusant l'impérialisme et le néo-colonialisme et dénonçant les grandes sociétés capitalistes comme l'ennemi numéro 1 du Congo, qu'il fallait abattre par tous les moyens, on inaugurait en grande pompe, à Brazzaville, un hypermarché de la S.C.O.A., temple de la société de consommation d'un luxe à rendre jaloux les Abidjanais. Au terme de plusieurs années de proclamations d'orthodoxie marxiste, quand il s'est agi d'enseigner le marxisme à l'université de Brazzaville, on a dû aller chercher un professeur... à Kinshasa.

Cette logomachie a été, sinon l'apanage des régimes qui se proclament de gauche, du moins poussée par eux seuls à ses limites. Il y a longtemps que les Américains ont pris l'habitude de se faire injurier quotidiennement par la Voix de la révolution de Conakry sans que cela perturbe le moins du monde leur digestion de la part du gâteau de bauxite guinéen qui leur revient dans la plus parfaite logique néo-coloniale. Mais certains leaders modérés commencent à se dire qu'ils ont eu tort de ne pas s'élever au même niveau verbal, que ce qu'ils ont gagné en dignité et peut-être, en considération dans le vieux monde, ils l'ont perdue en combattant. C'est ainsi que les dirigeants zambiens emploient maintenant une terminologie symétrique de celle de leurs adversaires, condamnant le « social-impérialisme » soviétique et, au début de 1976, les fantoches (puppets) du M.P.L.A.

Une deuxième génération d'hommes d'Etat, probablement plus révolutionnaire, va-t-elle accéder au pouvoir ?

Par JEAN-PIERRE ROUX et PHILIPPE GAILLARD

Une nouvelle vague de dirigeants

Nul n'a plus clairement et franchement exprimé la situation des Etats africains qu'un d'entre eux, le président Julius Nyerere (2) : « Nous n'avons pas le droit de nous vanter d'avoir construit une utopie en Tanzanie. Nous nous proclamons un Etat démocratique et socialiste ; en réalité, nous ne sommes ni démocrates ni socialistes. (...) Démocratie et socialisme exigent une conscience adulte et populaire de la dignité et de l'égalité des hommes et des femmes, un degré de maturité et d'intégrité chez ceux qui sont responsables des institutions étatiques et sociales, un niveau de richesse nationale et personnelle qui ne sont pas ceux de la Tanzanie ni des Tanzaniens. Beaucoup de nos compatriotes souffrent d'une malnutrition permanente et de toutes les maladies mentales et physiques qui l'accompagnent ; leur pauvreté et leur ignorance rendent difficile tout discours sur la liberté humaine. Nous avons les habitudes de l'arbitraire ; certaines sont des vestiges du pouvoir colonial, d'autres de notre propre histoire. Nous avons des procédures judiciaires qui, pour ne pas dire plus, laissent beaucoup à désirer. Nous avons, dans notre code, des dispositions légales selon lesquelles un individu peut être détenu sans jugement. Nous avons les préjugés traditionnels et la discrimination à l'égard des femmes. Nous aimons trop l'exercice de l'autorité. Nous avons aussi un niveau d'incompétence et même d'irresponsabilité qui réduit souvent à un non-sens notre prétention à mettre en œuvre une politique en faveur de l'égalité et de la dignité humaine. (...) Mais nous nous efforçons sérieusement de construire un Etat démocratique et socialiste. Nous croyons sérieusement que nous ne pouvons pas être démocrates sans être socialistes et vice versa. »

Il est peu d'exemples d'une telle autocratie publique, mais nombreux sont les chefs d'Etat africains qui tiennent le même langage en privé, et presque tous pourraient, seuls en face d'eux-mêmes, y souscrire.

De quelque côté qu'on se tourne, le bilan d'autorité africain n'est satisfaisant. Aurait-on pu faire beaucoup mieux au cours des quinze années de mise en place des Etats que nous venons de vivre ? C'est une mauvaise question à laquelle il ne peut pas être apporté de réponse objective. Ce qui est important, c'est que les jeunes générations ne vont pas d'emblée être amenées, en toute logique et que cela soit juste ou non, à incriminer non seulement les hommes mais les structures. Vraisemblablement, toutes les structures de l'ère immédiatement post-coloniale.

Projet réformiste et modèles européens, libéral ou socialiste, risquent

ainsi d'être remis en cause plus ou moins brutalement. Or, au moment où se lèvent les signes avant-coureurs de cette contestation radicale, voilà qu'apparaît dans les anciennes colonies portugaises un modèle entièrement nouveau. Les contours en sont encore flous et les obstacles qu'il rencontrera le transformeront. Sans céder à l'utopie, on peut y voir les prémices de ce qu'on pourrait appeler, en attendant, aux mots tout leur sens, une démocratie populaire. L'image de l'Etat africain de l'an 2000 a des chances de s'esquisser à Bissau, à Luanda, à Maputo. L'ébauche sera-t-elle réussie ?

Le mieux est de laisser la parole à un universitaire zairois qui nous disait récemment bien les pronostics, assez pessimistes à court terme, franchement optimistes à long terme, de la plupart de nos interlocuteurs africains, qu'ils soient ou non proches du pouvoir, sur l'avenir des Etats africains :

« A quelques exceptions près, sur

notre continent, le pouvoir traditionnel était démocratique. Le chef ne décidait pas : il était un porte-parole du groupe, détenteur, tout au plus, du pouvoir exécutif, au sens premier et restrictif. Pour beaucoup de raisons, la principale étant que les mécanismes de la démocratie traditionnelle n'étaient pas transposables à l'échelle nationale, la première génération de chefs d'Etat a

Le poids de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis

À la différence des puissances occidentales et de la Chine, l'Union soviétique, depuis ses échecs de 1960, n'a jamais manifesté d'intérêt réel pour les problèmes de développement. Les rapports nets qu'elle a faits, en 1974, à l'ensemble des pays en développement (dont moins d'un cinquième sont allés à l'Afrique) se sont élevés à 850 millions de dollars, selon les estimations du Comité d'aide au développement de l'O.C.D.E. (3), soit moins que les apports néerlandais ou 8,5 % des apports américains. Par rapport au produit national brut, ce chiffre de l'aide soviétique au tiers-monde représente 0,16 %, alors que les pourcentages correspondants des Pays-Bas, de la France, de la Grande-Bretagne, du Canada, de la Suède et de la Belgique sont supérieurs à 1, celui des Etats-Unis étant de 0,71. Quant aux autres pays socialistes européens, leurs apports nets aux pays en développement sont passés de 150 millions de dollars en 1972 à 75 millions en 1974. On peut d'ailleurs difficilement qualifier ces derniers flux d'aide au développement, puisqu'ils consistent surtout en crédits à l'exportation, aux conditions du marché.

En réalité, il y a longtemps que l'action soviétique en Afrique suit deux axes : l'aide militaire, incluant le plus possible de participation d'experts aux programmes nationaux, et la formation d'étudiants et de stagiaires. Selon le Pentagone, l'aide militaire soviétique à l'Afrique a atteint, de 1971 à 1975, 2 201 millions de dollars, soit le triple de l'aide civile, et trois mille conseillers militaires sont placés auprès des armées de pays comme la Somalie, l'Algérie, la Libye, la Guinée, le Nigeria, l'Ouganda, le Soudan et le Mali. Quant aux étudiants et stagiaires africains, ils étaient cinq mille en U.R.S.S. en 1974, dont mille Algériens et huit cents Nigériens. (...)

De leur côté, les Etats-Unis, sous la présidence d'Eisenhower, de 1953 à 1960, accordaient leur soutien officiel aux puissances coloniales, mais commencent à s'écarter de plus en plus les mouvements nationalistes considérés comme les plus pro-occidentaux. (...)

Arrivant au pouvoir l'année des indépendances, en 1960, Kennedy avait manifesté un intérêt pour l'Afrique, en particulier en menant dans les nouveaux Etats une activité diplomatique et culturelle importante ; ce qui traduisait bien la continuation de la politique de son prédécesseur et le souci d'occuper le terrain laissé plus ou moins libre

Le rôle de la Chine de l'Europe et des pays arabes

Occidentaux, mais elle est déjà plus importante que celle de l'Union soviétique, et elle progresse. L'ensemble de ses apports nets aux pays en voie de développement a été de l'ordre de 500 millions de dollars en 1974, contre 300 millions en 1973. Cela représente 0,24 % de son produit national brut, soit une fois et demie le pourcentage soviétique, et près des deux tiers de cette aide vont à l'Afrique.

A la différence de l'U.R.S.S. et des pays socialistes européens, la Chine dispense cette aide à des conditions de remboursement aussi libérales, parfois plus, que les pays occidentaux. Elle cherche à la répartir à travers un grand nombre de pays et, refusant tout paternalisme, semble retenu pour principal critère l'intérêt porté au projet par les dirigeants nationaux, quitte à subventionner des réalisations qui avaient été rejetées par d'autres en raison d'une utilité économique incertaine. C'est ainsi que la réalisation la plus importante, le succès le plus éclatant est ce qu'on

perdu le contact avec le peuple et détourné le pouvoir à son profit.

« Isolés dans leur palais par les cloisons étanches qu'ont dressées les courtisans, nos présidents actuels ne perçoivent pas la naissance d'une véritable opinion publique, au sens moderne et national, déjà plus sophistiquée qu'on ne le croit. Dans un premier temps, la pression de cette opinion conduira à de nouveaux coups d'Etat, et il serait vain d'espérer que, sans exceptions, les nouveaux leaders se montrent très différents des anciens, auxquels ils emprunteront les méthodes de gouvernement. Mais le jour viendra où le nouveau chef du pouvoir exécutif, au sens premier et restrictif, pour beaucoup de raisons, la principale étant que les mécanismes de la démocratie traditionnelle n'étaient pas transposables à l'échelle nationale, la première génération de chefs d'Etat a

Les grandes puissances ont-elles toutes une politique africaine définie ? Rien n'est moins sûr, et on peut même fonder une réponse négative sur bien des incohérences de l'action des uns et des autres. Mais s'il n'existe guère de plans d'action délibérés que dans les domaines économiques et de l'assistance au développement, on peut néanmoins indiquer a posteriori les grandes lignes de stratégies assez cohérentes et plus constantes qu'on ne pourrait croire.

À la différence des puissances occidentales et de la Chine, l'Union soviétique, depuis ses échecs de 1960, n'a jamais manifesté d'intérêt réel pour les problèmes de développement. Les rapports nets qu'elle a faits, en 1974, à l'ensemble des pays en développement (dont moins d'un cinquième sont allés à l'Afrique) se sont élevés à 850 millions de dollars, selon les estimations du Comité d'aide au développement de l'O.C.D.E. (3), soit moins que les apports néerlandais ou 8,5 % des apports américains. Par rapport au produit national brut, ce chiffre de l'aide soviétique au tiers-monde représente 0,16 %, alors que les pourcentages correspondants des Pays-Bas, de la France, de la Grande-Bretagne, du Canada, de la Suède et de la Belgique sont supérieurs à 1, celui des Etats-Unis étant de 0,71. Quant aux autres pays socialistes européens, leurs apports nets aux pays en développement sont passés de 150 millions de dollars en 1972 à 75 millions en 1974. On peut d'ailleurs difficilement qualifier ces derniers flux d'aide au développement, puisqu'ils consistent surtout en crédits à l'exportation, aux conditions du marché.

En réalité, il y a longtemps que l'action soviétique en Afrique suit deux axes : l'aide militaire, incluant le plus possible de participation d'experts aux programmes nationaux, et la formation d'étudiants et de stagiaires. Selon le Pentagone, l'aide militaire soviétique à l'Afrique a atteint, de 1971 à 1975, 2 201 millions de dollars, soit le triple de l'aide civile, et trois mille conseillers militaires sont placés auprès des armées de pays comme la Somalie, l'Algérie, la Libye, la Guinée, le Nigeria, l'Ouganda, le Soudan et le Mali. Quant aux étudiants et stagiaires africains, ils étaient cinq mille en U.R.S.S. en 1974, dont mille Algériens et huit cents Nigériens. (...)

De leur côté, les Etats-Unis, sous la présidence d'Eisenhower, de 1953 à 1960, accordaient leur soutien officiel aux puissances coloniales, mais commencent à s'écarter de plus en plus les mouvements nationalistes considérés comme les plus pro-occidentaux. (...)

Arrivant au pouvoir l'année des indépendances, en 1960, Kennedy avait manifesté un intérêt pour l'Afrique, en particulier en menant dans les nouveaux Etats une activité diplomatique et culturelle importante ; ce qui traduisait bien la continuation de la politique de son prédécesseur et le souci d'occuper le terrain laissé plus ou moins libre

appelait, pendant la construction, le Tazara (Tanzanie - Zambie Railway). L'Angleterre et la Canada, d'abord sollicités, avaient de bonnes

(1) Afrique du Sud, Egypte, Ethiopie, Libéria.
(2) Conférence à l'université d'Oxford, 1975.
(3) Tous les chiffres de ce chapitre concernant l'aide au développement sont empruntés, sauf mention contraire, au rapport de novembre 1975 de Maurice J. Williams, président du Comité d'aide au développement de l'O.C.D.E., intitulé « Coopération pour le développement », O.C.D.E., Paris 1976.

LA VIE QUOTIDIENNE DU TRAVAILLEUR IMMIGRÉ

« Les Ambassadeurs »

UN FILM DE NACEUR KTARI

LES autorités de certains pays exportateurs de main-d'œuvre autorisent parfois d'« ambassadeurs » ceux de leurs ressortissants qui s'exportent pour fuir le chômage ; elles leur permettent aussi de surveiller leur comportement, pour ne pas donner prise à des critiques qui rejoindraient sur l'ensemble de la communauté nationale.

L'ironie grotesque de ces propos trahit une méconnaissance probable de l'univers d'humiliation que supportent d'ordinaire les travailleurs immigrés. C'est pour l'édification de ces autorités locales, souvent peu soucieuses de s'informer sur la réalité quotidienne des hommes qu'elles envoient loin du pays (dont elles ne conviennent souvent que les mandats mensuels en devises), et d'autre part, pour broadcaster après d'autres cinéastes, comme Ali Chellal (Algérie), Med Hondo (les Etats-Nègres ou voisins), Ahmed Rachedi (le Doigt dans l'engrenage), et Sidney Sokhona (Nationalité : Immigré), le racisme anti-arabe, dominant aujourd'hui en France, que le réalisateur tunisien Naceur Ktari a réalisé, sur un ton très relevé, les Ambassadeurs, œuvre de réflexion sur les rouages du mépris.

Situé dans le quartier parisien de la Goutte-d'Or, à Barbès, le film se présente comme un carnet de notes sur une série de personnages dont les itinéraires s'entrecroisent et qu'il importe de saisir dans leur détermination au racisme ambiant. Le psychologue est écarté ; la tentation humaniste aussi.

La rue, l'école, le chantier, l'immeuble, le bistrot, autant de lieux où les regards, les paroles, les gestes, témoignent d'une méfiance d'un mépris, d'une crainte qui tissent lentement l'image du froid quotidien.

LES nouveaux venus, frais débarqués du rivage sud de la Méditerranée, comprennent mal les signes du dédain, s'insurgent, interrogent ; d'autres, plus anciens, ont appris à s'en accommoder, ils se sont organisés une vie, ont parfois épousé une Française ; d'autres encore, de la deuxième génération, nés en France, refusent de relever ces petits gestes qui désignent leur différence et témoignent d'un refus. Tous seront victimes.

Ni l'humour, ni l'indifférence ne protègent du racisme, rappelle le réalisateur ; seule une action collective, avec les travailleurs de toutes les nationalités, pourra arrêter le bras des racistes dont le film établit, avec fiabilité, la galerie de portraits minables, tous en retard d'une guerre d'Algérie. Ce qui rend le plus dans le film de Naceur Ktari, c'est cette banalité meurtrière du petit racisme français ; incommodes, les divers jours du Festival de Cannes ont vite écarté, comme un mauvais fantasme, ce témoignage obstiné.

POUR DES PROJECTIONS-DEBATS
Les Ambassadeurs : Réalisation Naceur Ktari. — 1 h 42. — Coeur, 1975. Distribution : UNITE 2, 48, rue Liancourt, 75014 Paris. Tél. : 734-00-07.

GROSPIRON
RAOULT GROSPIRON SUC
DÉMENAGEMENTS
EMBALLAGE
GARDE-MEUBLES
EXPÉDITIONS
49, Rue de la Fédération XV
734-02-66
Rég. Administratif

مکان العمل

ales
AINS

raisons d'estimer que le réseau ferroviaire de la région était suffisant. La Chine en a eu de meilleures pour prendre en considération le soul des Zambiens de ne plus être à la merci de la fermeture de la frontière angolaise après celle de la frontière mozambicaine. Les 1 900 kilomètres de voie ferrée ont été mis en service juste à temps — en avance de deux ans sur le programme initial — pour éviter l'aspix de la Zambie après l'arrêt du trafic du chemin de fer de Benguela.

Les prochaines interventions importantes de la Chine en Afrique sont la construction d'un chemin de fer pour évacuer le minerai de manganesse de Haute-Volta, au coût de 45 millions de dollars, et du port de Nouakchott. Mais, à côté de cela, multiples sont les petits projets peu coûteux et qui « font plaisir », comme l'immeuble du gouvernement à Freetown, le palais présidentiel à Kinshasa, le stade Idi Amin à Kampala, l'étude d'un pont sur le Chari entre Ndjamena et Kousséri, l'assistance technique pour l'exploitation de pierre à chaux au Ghana, l'étude pour la mise en exploitation du minerai de chrome au Soudan.

Partout où ils interviennent, que ce soit massivement sur le chantier du Tazara ou en petite équipe comme, un peu partout, dans des fermes-pilotes, les Chinois se font apprécier par leur efficacité, leur frugalité et leur discrétion. Ce qui permettait au président Nyerere, en visite à Pékin le 24 mars 1974, de dire à Chou En-lai : « En 1965, je vous disais que l'Afrique avait tout le peuple du Tazara puisse venir en Chine pour constater par lui-même ce qu'un peuple déterminé peut faire. Au lieu de cela, des mil-

liers de Chinois sont venus en Tanzanie et ont apporté la leçon avec eux ».

En comparaison avec les résultats positifs, les aspects négatifs sont peu de chose. Mais, pour être exemplaire par certains côtés, l'aide chinoise n'en est pas exempte. C'est ainsi que les accords de construction du Tazara comportaient l'engagement de la part de la Tanzanie et de la Zambie d'acheter des biens de consommation chinois. A Dar-Es-Salaam comme à Lusaka, on se plaint maintenant de la mauvaise qualité de trop de ces produits et on vous montre, dans les supermarchés, les montagnes de boîtes de conserves rouillées. (...)

Qu'en est-il de l'Europe ? La politique africaine de la France est assez connue pour nous épargner une longue description. Mais les choses se sont compliquées quand Paris a voulu diversifier ses relations ; cela a fort mal commencé par l'incroyable erreur politique qu'a été le soutien apporté, contre presque toute l'Afrique, au Biafra. C'était l'illustration d'un nouvel aspect de la politique française : la recherche des avantages économiques à court terme. (...)

Il reste une action d'assistance technique, d'aide à l'éducation et au développement économique et sanitaire très importante dans les anciennes colonies. Mais, comme nous le disait un chef d'Etat francophone : « La France a une politique équilibrée, une politique européenne, etc. Elle n'a pas de politique africaine. » (...)

Hors des pays francophones, son attitude est encore plus fluctuante et vétilleuse. Elle consiste, le plus souvent, à se garder de mettre tous ses œufs dans le même panier. On

l'a vu avec la clarté de l'évidence à propos de l'Angola, où son attitude, ambiguë jusqu'au bout, permettait aux amis du M.P.L.A. de lui reprocher son aide à l'UNITA, tandis qu'à Kinshasa et à Lusaka on l'accusait carrément d'avoir servi d'intermédiaire à l'Union soviétique pour convaincre les pays francophones de reconnaître le M.P.L.A. L'Angleterre n'a pas été capable de garder les mêmes relations am-

icales que la France avec ceux qu'elle a formés. L'Allemagne improvise à grands coups de flatterie une politique affaiblie, mais se met dans une position intenable parce qu'elle s'est trop engagée avec l'Afrique du Sud.

Reste l'Europe, et voici le paradoxe. Ces pays de la vieille Europe qui, individuellement, sont si médiocres dans leurs relations avec l'Afrique, sont capables de se mon-

trer imaginatifs et novateurs lorsqu'ils agissent de concert. Ces gouvernements si soucieux de leurs intérêts à court terme deviennent capables de grands desseins au niveau multinational.

Car, il faut bien le dire, la seule grande décision politique pour l'avenir des relations entre l'Afrique et les pays industrialisés n'a été prise ni à Moscou ni à Washington : elle figure dans la convention de Lomé. C'est la création du Sinaï, ou système de stabilisation des recettes d'exportation des produits de base. En même temps, les Neuf acceptaient le libre accès en franchise tarifaire de la quasi-totalité des produits exportés par les associés des A.C.P. (pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) et mettaient sur pied un centre de développement industriel dont on attend qu'il joue un rôle moteur et coordonnateur dans le domaine qui est le sien. Enfin, et c'est important, car cela souligne l'évolution vers ce qu'on appelle la multilatéralisation de l'aide, l'enveloppe financière de la convention de Lomé est de 3 800 millions d'unités de compte (plus de 4 milliards de dollars) contre 918 millions d'unités de compte seulement pour la convention précédente de Yaoundé-II.

Restent les pays arabes. Dès 1974, avec 4 700 millions de dollars de versements, les pays de l'OPEP sont apparus comme jouant un rôle important dans l'aide au développement. Mais les deux tiers de cette aide sont allés à quatre pays : l'Egypte, la Syrie, le Pakistan et l'Inde. Seuls en Afrique intertropicale, le Soudan, la Somalie et la Mauritanie en ont reçu une part significative. Au début de 1976, toutefois, la Banque arabe pour le

développement économique en Afrique a consenti des prêts de 10 millions de dollars chacun pour participer au financement de constructions ferroviaires au Congo et en Haute-Volta, pour une alimentation multinationale projetée par la Côte-d'Ivoire, le Ghana et la Togo, pour des travaux d'adduction d'eau au Zaïre et pour l'extension du port de Douala. D'autres prêts, moins importants, ont été simultanément consentis au Ghana, au Sénégal, au Lesotho, à Madagascar, au Niger et à la Tanzanie. D'autre part, l'Algérie s'intéresse à ses voisins et, en particulier, à l'installation d'un système de télécommunications au Mali, au Niger et en Haute-Volta.

Un certain développement de ces actions est probable. Mais l'Afrique a été déçue par le manque de réponse, de la part des pays arabes, aux demandes, qui lui paraissent légitimes, de compensation de l'augmentation du prix du pétrole. Sans compter, ajoutée-on en privé dans certaines capitales, que l'Afrique n'a pas été payée de retour pour le soutien qu'elle a apporté sans grand enthousiasme et, souvent, contre son opinion publique peu chaleureuse à l'égard des anciens esclavagistes — à la cause arabe devant les instances internationales.

Bref, si l'Algérie et la Libye ont quelque intention de faire jouer leur influence dans leur voisinage et si la Mauritanie a pu obtenir les aides qui lui étaient nécessaires pour sortir de la zone franc, le monde arabe, dans son ensemble, ne manifeste pas d'ambitions africaines et passera peu dans les confrontations qui s'annoncent.

JEAN-PIERRE ROUX
et PHILIPPE GAILLARD.



ENQUÊTE SUR DES ENQUÊTEURS

L'art d'utiliser des révélations bien choisies

DANS quelle mesure est-il réellement possible d'enquêter sur un service secret, alors même que celui-ci continue de fonctionner avec toutes les prérogatives attachées à sa mission clandestine ? Question légitime au moment où, célébrant quinze mois d'enquête sur les services de renseignements américains, la commission présidée par le sénateur Frank Church publie son rapport détaillé que, face aux pressions de la Maison Blanche, elle a accepté de soumettre aux agences concernées et de censurer selon leurs vœux afin de ne pas compromettre les intérêts de la sécurité nationale.

L'enquête s'était ouverte, pourtant, dans des conditions exceptionnellement favorables : indignés par les récentes révélations sur les activités de la C.I.A. au Chili et à l'intérieur même des États-Unis, le Congrès et l'opinion publique étaient prêts à soutenir ce qui aurait pu être la plus grande investigation de la politique clandestine d'un grand État. Certains prévoyaient des réformes qui bouleverseraient le monde du renseignement, et imposé une morale politique sans précédent en matière de relations internationales. Au lieu de cela, le président Ford et la C.I.A. triomphent, les réformes timides recommandées par le rapport n'étant plus qu'une paille dans l'oreille de la machine à la guerre froide de la C.I.A. et de toute politique de détente, les parlementaires ne se comptent plus qui défendent la nécessité d'une politique clandestine.

Mais aurait-il pu en être autrement ? Ayant décidé d'apprendre toute la vérité sur ces instruments inextinguibles du pouvoir exécutif que sont la C.I.A., le F.B.I. et autres services secrets du gouvernement, le Congrès s'en est remis à ces mêmes agences pour lui fournir tout document nécessaire à son enquête. Estimant qu'une confrontation ne pourrait que nuire à ses recherches, la commission Church a en effet choisi de « coopérer » avec les services concernés, et notamment avec la C.I.A. dont le directeur, William Colby, semblait décidé à faire table rase du passé pour mieux assurer l'avenir de l'Agence. La commission s'est ainsi volontairement privée des pouvoirs de réquisition que le Sénat tenait à l'époque — tout prêt à lui voter, comme il l'avait fait pour la commission Ervin dans l'affaire du Watergate. Résultat : malgré l'absence de documents complétés, de témoignages entendus et de l'absence de rien ne prouve aujourd'hui que tout le monde de la C.I.A., du F.B.I. ou de la N.S.A. (1) ait été effectivement lavé. Quinze mois d'en-

quête ont révélé que la Maison Blanche faisait parfois assassiner des étrangers et que le F.B.I. cambriolait, infiltrait et n'hésitait pas à envoyer des lettres anonymes pour pousser les gens au suicide, mais il n'est pas possible d'affirmer avec certitude que c'est tout.

Le problème est clairement posé par les trois journalistes qui viennent de réaliser les Comptes de la C.I.A., très habile montage des principaux chapitres des rapports d'enquête sur la C.I.A. publiés l'an dernier par les commissions Rockefeller et Church (2). Aidés par une équipe

de mystérieux agents désignés par des noms de code (QJ/WIN ou W/BOGUE) dont on sait seulement qu'ils sont issus de la pygme européenne. Finalement, Lumumba tombe, à son tour, dans le piège, mais il n'est pas possible d'affirmer avec certitude que c'est tout.

D'ailleurs, comme le font observer les auteurs des Comptes de la C.I.A., faut-il ne voir qu'une coïncidence dans le fait que, parmi les cinq

Par NINA SUTTON

de traducteurs, David Antoul, Alain Jambert et Lucien Kovalenko ont repris chacune des grandes affaires citées (« déstabilisation » du régime Allende, tentatives d'assassinat, espionnage intérieur, expérience au L.S.D., etc.), les ont replacées dans leur contexte historique et complétées par les informations parues dans la presse depuis la publication des rapports.

Présentation typographique, découpage, notes et appareil critique font de ce livre, avant tout, un ouvrage de référence. Et pourtant il se lit un peu comme un roman à épisodes. Ainsi, la série de complots concoctés contre Patrice Lumumba, dont l'échec est le résultat d'un hasard, est racontée avec une maîtrise et une précision qui font de ce livre, avant tout, un ouvrage de référence. Et pourtant il se lit un peu comme un roman à épisodes. Ainsi, la série de complots concoctés contre Patrice Lumumba, dont l'échec est le résultat d'un hasard, est racontée avec une maîtrise et une précision qui font de ce livre, avant tout, un ouvrage de référence.

Allen Dulles (alors directeur de la C.I.A.) avait été chargé de la décision, d'ouvrir d'abord les négociations avec des politiciens locaux pour que, moyennant toute aide nécessaire en armes et en argent, ils se chargent de faire disparaître le premier ministre congolais. Plus tard, un « scientifique » de la C.I.A. fut dépêché à Léopoldville avec un flacon de virus mortel. Mais cette arme ne fut pas non plus utilisée. Alors on fit appel aux professionnels du crime,

dirigeants étrangers dont il est aujourd'hui établi que la C.I.A. a cherché à les éliminer, deux soient de droite (Diem et Trujillo), deux soient de gauche (Castro et Lumumba) et le cinquième un officier supérieur libanais (le général Schneider) ? Un peu comme s'il avait fallu donner à la C.I.A. une image de centriste objectif, pour justifier ses interventions.

C'est même sans doute d'un tel genre d'ouvrage que l'on se sert le plus souvent pour justifier, on le retrouve tout au long des innombrables témoignages recueillis par le journaliste américain Sanford Ungar (3) pour la rédaction de l'énorme ouvrage (six cent cinquante pages) qu'il vient de consacrer au Federal Bureau of Investigation, la police fédérale américaine dont les attributions vont de la chasse aux voleurs de voitures jusqu'au contre-espionnage (4). Sanford Ungar a ouvert l'enquête sur le F.B.I. bien avant la commission Church. Premier journaliste à avoir obtenu du F.B.I. l'autorisation de mener son enquête « à l'intérieur » (en s'entretenant avec des employés du F.B.I., du directeur jusqu'aux agents sur le terrain), en passant plusieurs jours dans divers bureaux locaux, à travers les États-Unis et même à Londres ou Paris, sans avoir eu à soumettre son manuscrit pour approbation avant publication, Ungar a réussi à briser un impressionnant portrait de la grande machine policière.

L'engagement qu'il a pris de toujours donner le point de vue du Bureau en réponse aux critiques fait souvent apparaître encore plus clairement comment fonctionne cette gigantesque bureaucratie dont l'une des plus grandes fiertés est sa banque d'empreintes digitales qui ne compte pas moins de cent soixante-neuf

millions de fiches (dont six millions environ concernent des individus décédés). Toute l'histoire de cette super-police qui, à l'origine, devait rester limitée et servir d'appui aux polices des États, est retracée dans le détail. Surtout, Sanford Ungar raconte l'irrésistible ascension de celui qui, pendant près d'un demi-siècle, régna en maître sur le Bureau : J. Edgar Hoover, lui par beaucoup, révéré par d'autres, mais craint non seulement par ses « hommes » (au sens le plus littéral puisqu'il ne voulait pas de femmes-agents), mais par la plupart des politiciens et présidents qui se sont succédés à Washington pendant que, immobile, Hoover restait en place, protégé par les dossiers qu'il avait accumulés sur chacun.

Bureaucraties au service d'un pouvoir exécutif sans cesse en expansion, F.B.I. et C.I.A. malgré les différences d'image de marque, apparaissent très vite comme les deux faces d'une même médaille. Tandis que la C.I.A. ouvrait le courrier de tous ceux qui correspondaient avec des Soviétiques ou des Chinois, le F.B.I. organisait le cambriolage de centaines d'opposants politiques ; tandis que la C.I.A. s'acharnait à faire disparaître Fidel Castro, Edgar Hoover faisait placer des micros dans toutes les chambres écrites par Martin Luther King, et ses agents tentaient de le faire chanter à coup de lettres anonymes, espérant le pousser au suicide ou du moins l'empêcher de recevoir le prix Nobel de la paix.

Ces constatations ne sont possibles que parce que la démocratie américaine nous autorise à examiner une partie au moins de ce que tous les autres gouvernements s'acharnent à dissimuler. Mais n'est-ce pas là, aussi, la plus grande force des États-Unis ? La meilleure façon de faire accepter l'insupportable n'est-elle pas de le banaliser ?

- (1) Les trois agences sur lesquelles la commission Church a mené une enquête et publié un rapport. La National Security Agency (N.S.A.) dépend du Pentagone. Elle est chargée notamment du cryptage des codes et de la surveillance de toutes les communications internationales et par câble.
- (2) Stock, Paris, 600 pages, 48 F. L'éditeur annonce une suite de la Comptes de la C.I.A. avec la publication du rapport Pike et d'une chronologie des activités de l'Agence.
- (3) Ancien chroniqueur judiciaire du Washington Post, auteur notamment d'un livre sur Mal X à Paris, où il était alors correspondant de l'agence UPI.
- (4) F.B.I., Atlantic-Little, Brown Books, Boston-Toronto, 1976.

une première mondiale

vient de paraître

l'annuaire du tiers-monde droit et politique

sous la direction de P.F. GONIDEK

"Un instrument de travail unique offrant une vue d'ensemble sur les problèmes politiques et juridiques des États du Tiers-monde"

Indispensable aux universitaires, hommes politiques, diplomates et fonctionnaires des administrations nationales et internationales.

EDITIONS BERGER-LEVRULT
5, rue Auguste-Comte, 75006 Paris

automobiles PEUGEOT

604

SODEXA

Distributeur officiel pour la vente :

- aux Membres du Corps Diplomatique et des Organisations Internationales
- aux Clients se rendant en France

Exclusivement immatriculations spéciales CD et TT

26, RUE CAMBACÈRES • 75362 PARIS CEDEX 08 • ☎ 742.77.39 • Telex Peujoxa 280.426

Qui doit subir le coût

LA PLANIFICATION CAPITALISTE ENTRE

Les orientations générales de l'économie française, telles qu'elles apparaissent à travers le VII^e plan, posent des questions de fond qui concernent l'ensemble des économies européennes dans leur relations avec les firmes multinationales et avec les pays du tiers-monde. Ces problèmes ont été analysés par le professeur Christian Goux dans un exposé qu'il a fait le 20 mai 1976 devant la commission de la production et des échanges à l'Assemblée nationale. Nous publions ici la presque totalité de sa communication.

Par CHRISTIAN GOUX

La planification est devenue, pour le système capitaliste, une nécessité. Parmi les nombreuses raisons qui peuvent être avancées pour justifier cette proposition, trois viennent immédiatement à l'esprit : celles qui tiennent à l'évolution du tissu industriel, celles qui résultent de l'internationalisation du processus de production, celles enfin qui prennent en compte l'accélération des mutations de toutes sortes.

Sur le premier point, celui de la structure industrielle nationale, il faut constater que non seulement le monde de la concurrence véritable entre petites firmes d'importance équivalente n'a jamais vraiment existé, mais encore que la concentration s'est accrue de telle façon depuis cinquante années que, dans chaque secteur, ce sont deux, ou au maximum trois firmes qui font la loi et qui sont en position de quasi-monopole. Quant aux autres entreprises, elles gravitent autour de ces firmes leaders et jouent bien souvent le rôle de sous-traitants.

La France, pays des petites et moyennes entreprises, est une vision du passé. Certes, il existe encore une myriade de petites affaires, mais sans pouvoir économique réel d'initiative ni de décision.

Mais s'arrêter à la dimension spécifiquement française du phénomène serait lourdement se tromper. Ce serait ignorer la présence de groupes multinationaux qui sont en fait soit des firmes américaines, soit des firmes françaises qui adoptent les mêmes méthodes que leurs sœurs d'outre-Atlantique. Pour ces grandes entités, les nations, hormis les États-Unis, ne sont plus définies, au niveau corporatif, comme un ensemble de citoyens vivant ensemble, définissant leurs propres objectifs et leurs propres modes de vie, mais comme des employés de firmes qui cherchent à résister à une concurrence internationale dont les maîtres du jeu restent américains.

Ce serait une grave erreur de croire d'ailleurs que les mécanismes de la concurrence et du libre échange jouent aux États-Unis plus largement que chez nous. Il y a aussi un plan américain : bien que non écrit, il est tout aussi précis et impératif que celui des autres pays occidentaux. Il concerne la sphère capitaliste tout entière. Les très grandes banques d'affaires, les grandes firmes pétrolières, le Pentagone et les industries d'armement y jouent un rôle décisif.

Le plan est enfin devenu une nécessité pour contrôler les mutations. Le développement profondément inégalitaire de la société française, qui résulte de la logique même du profit capitaliste, crée des tensions qui s'accroissent et dont l'évolution du niveau de vie moyen ne rend pas du tout compte. (...) Le plan s'applique à être un réducteur de tensions sociales en s'efforçant de préserver la volonté délibérée de croissance du profit des

grandes firmes et de maintenir autant que faire se peut les impératifs indispensables à la bonne marche de l'économie : plein emploi et progression du pouvoir d'achat exigé par les travailleurs, déficit budgétaire acceptable et en tout cas non permanent, déficit extérieur tel que la valeur de notre monnaie ne soit pas perpétuellement remise en cause.

Entre tous ces aspects très souvent antagoniques (...), le plan, au niveau des discours et des projections chiffrées, s'efforce et s'efforce encore de venir la balance. Mais, au niveau des réalités, il en a été et il en sera tout autrement. L'impératif industriel, c'est-à-dire celui de la grande industrie, qui n'est pas dans l'optique capitaliste un impératif national, contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire, allait dominer dès que la crise montrerait le bout de l'oreille. On peut dire que, depuis 1970, priorité définitive était donnée à une politique dure pour les travailleurs, seule capable, dans le cadre du système, de faire repartir la machine.

Le redéploiement industriel, avec son cortège de licenciements et de faillites de l'industrie, aujourd'hui, en 1976, il a largement commencé.

Quoi qu'il en soit, et nous y reviendrons par la suite, des plans ont été mis en place et appliqués. Mais s'agit-il de ceux qui sont portés à la connaissance des citoyens et discutés tous les cinq ans ? S'agit-il du plan lui-même ou d'un autre ensemble de dispositions, peu connues du grand public, et qui, élaborées dans l'ombre des cabinets, seraient la stratégie

qu'appliquerait le gouvernement pour aboutir aux objectifs qu'il s'est fixés en accord avec les grands groupes dominants de notre pays ? Je ne le crois pas et j'en prendrai pour exemple le VII^e Plan. Un survol rapide pourrait en effet laisser croire que les véritables difficultés sont économiques et qu'en proposant une croissance normative de 5,7 % par an les documents sont destinés à faire croire qu'en 1980 les problèmes de l'emploi, l'inflation, pour ne citer que ces deux points essentiels, seront sinon résolus du moins en voie de l'être. Mais quand on regarde les choses de près (...), les options du VII^e plan apparaissent dans leur plus grande clarté. C'est bien sûr dans les dossiers proprement économiques et financiers, et notamment dans le rapport du comité du financement du VII^e Plan présidé par M. Deguen, que les rédacteurs ne laissent aucun doute sur leurs intentions : la priorité absolue doit être donnée à l'accroissement des investissements productifs, au détriment de celle donnée dans le passé à l'agriculture et au logement. Si l'on avait encore quelque illusion sur la surcapacité de production actuelle due à un investissement massif et pas toujours efficace dans les vingt dernières années, il faudrait reconnaître que l'on s'est trompé, sur la loi d'évolution du système conduit à une accumulation de capital encore et toujours plus forte. Tout doit s'organiser en fonction de cet objectif. Et en premier lieu revenir à un partage salaires-profits qui permette ces investissements.

A ce point de notre raisonnement, l'on imagine tout de suite l'objection principale. Un plan, quel qu'il soit, ne cherchera-t-il pas lui aussi, à développer les investissements nécessaires à l'épanouissement et à la progression du niveau de vie de tous les Français ? Certes oui, mais c'est là justement la ligne de clivage. Dans un cas, la loi d'évolution, c'est l'accumulation de capital encore et toujours plus forte. Dans l'autre, c'est l'accumulation de capital encore et toujours plus forte, mais dans une autre problématique, celle d'une planification démocratique, ce sont les besoins des Français qui déterminent les choix et le niveau des investissements à réaliser (...).

Impératif exportateur et intégration atlantique

Le problème de fond pour les grandes entreprises au cours des années à venir est de produire plus pour dégager de ce fait des profits eux aussi en augmentation. Pour cela, les débouchés extérieurs sont le relais indispensable à un marché national trop étroit. Mais cette nécessité d'exporter s'accompagne à l'intérieur d'une volonté de restaurer des taux de profit qui ont tendance à s'amenuiser.

L'internationalisation de l'économie française, certes, ne date pas d'aujourd'hui. Celle-ci a été initiée puis encouragée constamment par les États-Unis, dont les industriels commencent dès les années 1955-1960 à s'implanter largement dans les pays européens. Cette ouverture des frontières a recueilli l'adhésion des grands groupes industriels français, qui venaient de reconstruire leurs bases de production et commencent à trouver le marché intérieur trop petit en regard de leurs possibilités de développement. Il est d'ailleurs intéressant de noter que cette volonté d'ouverture de l'économie française vers l'extérieur provient d'abord d'un courant politique dit « européen », issu des milieux

sociaux-démocrates et chrétiens, qui voyaient dans l'organisation d'une Europe capitaliste, excluant les pays de l'Est, un moyen d'abolir les divisions nationales tout en évitant le développement de profondes luttes sociales. Enfin, les gaullistes arrivés aux affaires en 1958, voyaient dans l'essor industriel de la France la base indispensable au rétablissement de sa puissance politique. Mais les résultats se sont révélés décevants. Une sorte de piège dialectique s'est refermé sur le parti gaulliste : l'ouverture sur l'extérieur a internationalisé l'économie, l'a intégrée dans le monde atlantique, l'a livrée à la domination des grands monopoles internationaux et a, par conséquent, réduit la marge de manœuvre politique et économique de notre pays. Ces considérations posent maintenant de peu de poids car on assiste, sous le prétexte certes, réel d'équilibrer notre balance commerciale, à une intensification de la politique d'aide à l'exportation.

L'impératif exportateur, fils naturel de l'impératif industriel, grandit et s'affirme tous azimuts. Ces dernières années, l'augmentation des crédits budgétaires à tout l'appareil adminis-

tratif servant de conseil aux industries exportatrices va croissant, le désencadrement du crédit pour ces dernières, l'accès à des conditions financières privilégiées, les subventions directes, constituent un arsenal maintenant bien au point. Mais surtout, au-delà de cette aide directe, le redéploiement industriel s'effectue en fonction des nécessités de l'internationalisation. Tout d'abord, il s'agit de faire en sorte que, dans les domaines où la valeur ajoutée est la plus forte, les industries françaises soient associées le plus étroitement possible à des firmes américaines. C'est ce qui est passé dans le domaine de l'électronique, c'est ce qui est en train de se faire dans le téléphone et c'est ce qui se profile dans le domaine de l'aéronautique. Il ne s'agit plus de tenter d'établir des pôles industriels français ou européens concurrents des pôles industriels américains, mais de s'allier avec certaines grandes firmes américaines en leur consentant, le plus souvent, des avantages importants dans le domaine des marchés publics et des subventions considérables, de telle sorte que ces firmes acceptent d'établir en France des usines, ou de confier à des groupes industriels français des marchés de sous-traitance.

Mais l'autre axe de la politique industrielle concerne le domaine de l'énergie. Ce secteur est le plus dépendant de l'étranger et cette dépendance s'est considérablement accrue au cours des quinze dernières années. Pour en sortir, les pouvoirs publics ont improvisé une politique de remplacement fondée sur le nucléaire. Très coûteuse — on aurait pu espérer qu'elle aurait pour but de nous désenclaver, il n'en sera rien, bien au contraire. La fusion qui a été approuvée par le gouvernement entre ERAP et la S.N.F.A. vise à maîtriser les actifs industriels de l'ERAP et renforcerait, si elle se réalisait, le poids des grandes compagnies pétrolières et, plus particulièrement, celle de l'ARABCO dans notre approvisionnement pétrolier.

Mais le problème du pétrole, si important soit-il, ne doit pas nous cacher celui plus général des matières premières pour lesquelles le VII^e plan est très net.

En effet, l'hypothèse implicite pour que soient atteints les objectifs du VII^e plan est, ni plus ni moins, le retour aux conditions d'approvisionnement en matières premières qui ont prévalu dans la décennie 60 et qui ont, pendant cette période, permis l'augmentation des profits au détriment des pays du tiers-monde. La commission préparatoire consacrée aux échanges extérieurs a reconnu que

l'adoption d'un taux de croissance élevé se traduirait par un déficit durablement élevé de la balance des paiements courants. L'endettement cumulé de la France atteindrait en 1980 le chiffre inacceptable de 200 milliards, le double des réserves en or et devises, entraînant par conséquent une dépendance effective accrue par rapport à des créanciers de plus en plus exigeants. Aussi doit-on presser d'immenses efforts, au premier rang desquels se situent, d'une part la volonté d'obtenir à bas prix les matières premières et l'énergie indispensables, d'autre part la poursuite des mécanismes qui ont permis à l'impérialisme français de reporter sur la zone franc le poids des contraintes extérieures.

Le premier objectif, confirmé par les hypothèses retenues par les experts dans les différents scénarios exploratoires en matière de prix de l'énergie (baisse de 30 % en début de période puis indécision sur l'inflation, ou indécision puis stagnation nominale en fin de période), passe par l'adhésion de la France au bloc des pays riches. De fait, et malgré les affirmations d'indépendance, c'est l'alignement sur la position des pays forts dans toutes les instances du dialogue international. Alignement qui, tout d'abord, s'il en était besoin, que le VII^e plan n'apparaît réalisable qu'au prix d'une amélioration durable des termes de l'échange par rapport à leur niveau de la fin 1974. Cette hypothèse, qui se situe dans la ligne des mouvements de prix relatifs qui ont eu lieu en 1975 — baisse nominale des prix de produits de base, inflation très accélérée pour les produits exportés vers des pays sous-développés — obère ainsi toute possibilité de politique réellement nationale ; elle impose, au contraire, de suivre celle qui sera dictée par les intérêts des pays dominants.

Le second moyen n'est guère plus original : il s'agit de reporter sur les pays de la zone franc la part la plus grande possible de la contrainte née du quadruplement du prix du pétrole. C'est le choix d'une politique de déséquilibre accru dans les échanges avec ces pays. Il s'agit de leur acheter moins cher une quantité limitée de produits de biens indispensables de leur territoire pour acheter les exportations qui leur sont nécessaires ; là encore l'exemple de 1975, où les ordres de grandeur de l'excédent global et de l'excédent réalisé sur la zone franc ont été éloignés, a inspiré les planificateurs, confiants dans l'idée que les événements de 1973-1974 étaient un accident historique sans lendemain.

L'affrontement entre salaires et profits

TOUT autre devrait pourtant être l'analyse. L'exemple des pays de l'OPPE, avec le pétrole, n'est certes pas exactement imitable pour les autres produits de base. Il est, au demeurant, ambigu par la nature et la diversité mêmes de ses membres. Mais, sans parvenir à ce degré d'efficacité, les autres pays producteurs de matières premières n'acceptent plus, depuis deux ans, le joug qui pèse sur eux depuis des dizaines d'années. Les exemples ne manquent pas — plus phara, haïtiste, fer — de prise de conscience par les pays producteurs ; malgré des résultats jusqu'ici indigents et différés par la crise, la tendance est claire : le partage des bénéfices est doublement illusoire.

Irrealiste dans son aspect chiffré, les hypothèses normatives du VII^e plan en matière d'importations de produits de base révèlent l'idéologie de leurs auteurs, pour lesquels il n'est d'autre solution que celle du retour au passé.

En conclusion de cet éclairage sur la politique exportatrice des grands groupes, on peut noter que la conséquence de l'internationalisation, c'est la limitation de l'indépendance de la France et tout ce que cela impose à moyen et à long terme. Mais il faut maintenant revenir sur les aspects intérieurs du VII^e plan.

C'est au cœur même de l'affrontement décisif entre salaires et profits pour le partage de la valeur ajoutée que nous allons situer notre analyse et commenter les objectifs réels du VII^e plan, avec tout ce qu'ils impliquent pour obtenir leur réalisation. La constance du partage salaires-profits depuis les vingt-cinq dernières années en France et dans la plupart des pays occidentaux est un des faits les plus remarquables du système capitaliste. De nombreux travaux ont été effectués sur ce sujet, sur lesquels on ne peut ici s'appesantir, mais il s'en dégage que, dans le mécanisme complexe de la répartition des revenus, tout se passe comme si l'évolution des prix venait corriger celle de la productivité pour maintenir le ratio procédant entre des bornes très étroites. Certes, à des périodes historiques, et notamment pendant la grande crise de 1929, le bon fonctionnement de l'économie modifie profondément toutes choses, et naturellement ce ratio-là, mais le retour à l'ancienne norme se fait lui aussi dans des circonstances exceptionnelles — guerre, changement de régime politique.

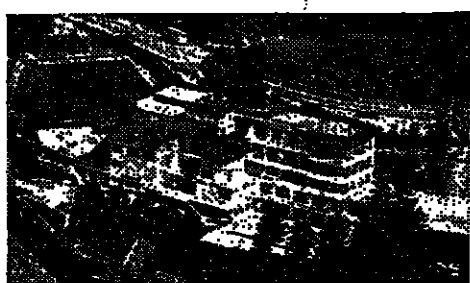
Or, en France, hormis les années 1955 à 1958 où l'on s'était écarté légèrement de la norme, le rapport salaires-valeur ajoutée — par salaires on entend ici les salaires bruts — dans les entreprises non agricoles, corrigé de l'effet de salarisation croissante, s'était fort peu écarté de 42 %. Par contre, en 1974 et 1975, ce rapport a augmenté, passant à 43,4 % puis à 45,6 %. En effet, pendant cette dernière période, si les salaires ont été durement touchés par la baisse de leur pouvoir d'achat et par le chômage, les entreprises, elles-mêmes, ont été très éprouvées, même

FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE
62, route de Chêne
1208 GENÈVE (Suisse)
Tél. : 022-36.71.30

LA CHATAIGNERAIE
1297 FOUNEX (Vaud)
(Suisse)
Tél. : 022-76.17.76

BACCALAUREAT INTERNATIONAL
Maturité fédérale suisse - Baccalauréat français
Internat et externat pour filles et garçons
Sports d'été et d'hiver



LE COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL
BEAU-SOLEIL
A VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)

Vue aérienne du collège Beau-Soleil - Garçons et filles de 5 à 18 ans - Programme officiel des lycées français - Préparation au baccalauréat - Etudes dirigées - Classes à effectif réduit - Tous les sports d'été et d'hiver dans un parc de 15.000 m² - natation, tennis, patinage, ski, football, etc. - Surveillance médicale des élèves - Alimentation très soignée - Bulletin scolaire adressé aux parents à la fin de chaque semaine - Internat réservé aux jeunes filles de 13 à 18 ans à la Maison de la Harpe - Pour envoi d'une documentation scolaire scolaire 1976-1977, écrire à :

COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU-SOLEIL
VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE) - TEL. : 19.41.25.321.54

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ

Fondée en 1899,
de réputation internationale,
cette Ecole vous apporte la sécurité pour l'instruction
et l'éducation de vos fils.

ÉCOLE PASCAL

à PARIS, 33, bd Lannes
75116 - Tél. : 504-14-23
AUTOBUS - METRO :
Porte Dauphine ou Pompe.

à MORZINE (Haute-Savoie)
74110 - Tél. : 187
S.N.C.F. : Thonon.
AÉROPORT : Genève.

INTERNAT - DEMI-PENSION - EXTERNAT

Du jardin d'enfants
aux BACCALAUREATS.
Sports et plein air
au bois de Boulogne.
Laboratoire. Week-ends organisés.

Du jardin d'enfants
à la classe de Troisième (B.E.C.).
Sports l'été - Ski l'hiver.
Vie soignée à la montagne.
Surveillance médicale.

COURS DEVIENNE

Enseignement privé dans le calme et la verdure à
"LA CHARMERIE" à CIMIEZ (NICE)
Professeurs hautement qualifiés
Internat - Externat - Demi-pension
ANNÉE SCOLAIRE
des classes élémentaires aux terminales A, B, C, D
COURS DE VACANCES
du 2 au 31 Août, de la 6^{ème} aux terminales
préparation à la session de remplacement du baccalauréat
50 HEURES DE MATH
du 1^{er} au 11 Septembre, de la 4^{ème} à la 1^{ère} C et D
2, av. Villehois Mareuil - NICE - Tél. (93) 85.84.27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Général :
Jacques Favet, directeur de la publication.
Jacques Savagat.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57428

مكتبة النهر

d'une nouvelle expansion ?

LES MULTINATIONALES ET LE TIERS-MONDE

si certains grands groupes ont pu, grâce aux subventions, éponger une partie de leurs pertes et si les pétroliers ont largement tiré leur épingle du jeu. C'est donc la nécessité de restaurer les profits qui amène les planificateurs à recommander une baisse du rapport précédent de 45,5 % en 1975 à 41,7 % en 1980.

Cela, naturellement, n'est possible que par un ralentissement de la hausse des salaires nets au cours des années à venir, hausse d'autant plus forte que les charges sociales, elles, auront tendance à continuer leur croissance. Il en résulterait une stagnation, voire une baisse du pouvoir d'achat. Les travailleurs vont naturellement essayer de faire obstacle à cette politique, mais les grandes entreprises disposent de deux atouts d'importance inégale : d'une part, elles ont une plus grande productivité ce qui paraît difficile vu les cadences actuelles et les revendications sur les conditions de travail, — d'autre part, elles ont une plus grande capacité à augmenter leurs prix de vente, ce qui, en rétablissant les marges, ramènera le rapport salaires-valeur ajoutée au niveau recherché. Il ne faut pas porter sur ce mécanisme imparable un jugement moral, mais seulement constater l'implicite logique de l'accumulation du capital et sa conséquence immédiate : la dégradation des profits. Le système est en roue libre. En réduisant le pouvoir d'achat, il déclenche une sous-consommation et un approfondissement de la crise.

Mais, en augmentant le capital accumulé, il s'engage dans la recherche de profits encore plus importants pour le rentabiliser.

Alors, comment s'en sortir ? D'une manière simple, mais, qui rend l'échec sans apporter de solution de fond : par le soutien financier de l'Etat. En effet, le maintien d'un taux de profit acceptable passe par l'aide de l'Etat aux entreprises et l'on peut dire sans exagération que l'on assiste, depuis une décennie, à l'irrésistible ascension d'un système économique où les capitaux publics, peu exigeants, voire même pas exigeants du tout, per-

effectués sous-estiment très nettement le montant des subventions aux entreprises à la suite de dégrèvements fiscaux. Les moyens retenus pour effectuer ces transferts sont très nombreux. Retenons surtout les subventions sous forme de crédits d'étude, d'avances remboursables, les dégrèvements fiscaux des dons purs et simples, les garanties accordées au commerce extérieur, les primes de décentralisation, les prêts du P.D.E.S., les prêts à des taux préférentiels effectués par le Crédit national ou les sociétés de développement régional, et, plus récemment, l'aide publique à l'emploi, l'aide à l'investissement et les primes de participation en capital de l'Etat dans de grandes entreprises privées (Framatome, Honeywell-Bull).

Naturellement, l'attention de l'opinion publique s'est portée sur les grands dossiers industriels : le milliard de prêts du P.D.E.S. à Peugeot pour racheter Citroën, le milliard et demi de prêts du P.D.E.S. à la sidérurgie, accordé après les 2 300 millions pour l'usine de Fos-sur-Mer et les 3 milliards de prêts de la convention Etat-sidérurgie de 1968, les 2 milliards attribués à la C.I.I. qui succèdent aux 400 millions du plan électronique et qui précèdent les 3 milliards et demi de crédits publics qui seront accordés en quatre ans à Honeywell-Bull et à l'industrie de la péri-informatique et des composants.

Mais, sans oublier l'aide à la construction navale dépassant le milliard de francs dans le budget 1976, le coût de l'assurance pour risques économiques a dépassé le milliard en 1975 et atteint, en un chiffre supérieur pour cette seule année, à l'ensemble des crédits accordés pendant le VII^e plan à l'industrie informatique ? Sait-on que, de 1965 à 1975, la part de l'Etat dans la recherche pétrolière a représenté 50 à 90 % des dépenses des compagnies, et que ces sommes n'ont jamais, annuellement, été inférieures à 500 millions de francs pour se situer à une moyenne de

compenser un ralentissement conjoncturel, mais de déficits massifs, permanents, porteurs de germes inflationnistes. Seule une véritable refonte de la fiscalité permettrait de réduire ces déficits, mais elle fait à l'encontre de la logique précédemment développée. On ne peut, en effet, à la fois dégrèver et accroître les charges fiscales des entreprises. Quant aux impôts payés par les particuliers, ils atteignent, pour ceux qui ne fraudent pas, un niveau proche de la limite tolérable. Le déficit est donc certain. Le compte global des administrations aura, dans le meilleur cas, un solde négatif, en 1980, de 15 milliards de francs, prévoit le VII^e plan. C'est tout dire. Le chiffre de 30 milliards paraît, hélas ! plus réaliste.

La problématique que je viens de développer est bien loin de celle que le rapport général sur le VII^e plan cherche à mettre en avant en privilégiant vingt-cinq programmes d'action prioritaire nationaux. Et pour une

raison bien simple : ces derniers ne représentent qu'un investissement annuel de 40 milliards, c'est-à-dire seulement 15 % du budget de l'Etat, d'ailleurs compris dans les dépenses budgétaires normales. Le fait que 85 % du budget échappent à cette présentation, la disproportion entre les programmes (94 milliards pour le téléphone et 3 milliards pour l'emploi), le fait aussi que la planification des grands groupes ne s'exerce pas uniquement par le biais de l'Etat, tout cela justifie notre approche qui, voulant dépasser l'habillage de certains textes, s'intéresse à la logique même du processus.

Mais il nous faut aller au-delà. La critique que nous présentons du VII^e plan sera mieux comprise si nous avançons maintenant quelques principes directeurs d'un autre plan, capable de contribuer à la solution des problèmes qui se posent à notre pays, et qui se situent en rupture avec les schémas que nous venons de décrire.

Deux conceptions de l'homme

C'EST une banalité de le répéter, mais il faut assurer aux travailleurs français un pouvoir d'achat en force croissante, surtout pour les plus démunis, et conserver, vis-à-vis de l'étranger, une indépendance nécessaire pour l'application d'une autre politique. Il n'est pas question de présenter ici une théorie complètement achevée d'une telle planification qui réaliserait ces objectifs, mais simplement de donner quelques principes fondamentaux montrant les différences fondamentales par rapport à la logique du VII^e plan.

Mais, tout d'abord, le pouvoir politique doit s'assurer une maîtrise réelle du développement économique. Pour ce faire, il est indispensable de nationaliser les grands groupes industriels afin de pouvoir réellement diriger le redéploiement de notre appareil productif, et il faut aussi la maîtrise complète du secteur du crédit : le « pouvoir monétaire » doit revenir à l'Etat.

À L'INTERIEUR DU PAYS, l'accroissement du pouvoir d'achat passe par un partage salaires-profits nettement plus favorable aux travailleurs. Voilà qui remet à sa place la politique d'austérité du VII^e plan dont l'objectif avoué est de revenir tout au contraire à une croissance relative plus forte des profits. Comment cela serait-il possible et quelles en seraient les conséquences ? Afin que les hausses de salaires négociées entre les travailleurs et les entreprises ne leur soient pas reprises, il sera essentiel, dès les premiers jours du plan, d'entreprendre le mécanisme suivant. Un blocage des prix des produits industriels est indispensable. C'est à ce niveau que se situe la seule action efficace. On a bien vu, par exemple, au cours de l'année 1975, alors que les ventes d'automobiles stagnaient ou reculaient, leurs prix continuant à augmenter dans des proportions inadmissibles. Ceux qui croient encore à la fausseté loi de l'offre et de la demande pour expliquer le mouvement des prix dans les grands groupes feraient bien de méditer cet exemple et bien d'autres. Certes, le blocage des prix est donc des profits n'est pas sans mal, et l'on entend déjà les remarques : en effectuant cette opération, c'est l'investissement qui sera touché au cœur. Aucune firme ne pourra ni ne voudra continuer à s'équiper si vous lui supprimez la source du financement de cet équipement.

À cela, il faut répondre que les profits resteront suffisants pour permettre les investissements, mais il faut avoir le courage de reconnaître que, globalement, la formation brute de capital fixe des entreprises devrait croître moins vite que par le passé. De plus, deux compléments doivent être immédiatement apportés : d'une part, cette réduction de l'investissement

brut global ne touchera que les investissements de gaspillage dont le système actuel donne des exemples concrets : le milliard de francs des abattoirs de La Villette n'est pas un cas isolé ; d'autre part, l'obsolescence accélérée de certains biens d'équipement ne se justifie pas. Dans de nombreux domaines, une politique novatrice, sous le faux prétexte de modernité, conduit à mettre au rebut des équipements efficaces et nullement démodés. Il ne s'agit donc pas de ralentir, dans l'économie nationale, la croissance de l'investissement net, mais seulement celle de l'investissement brut.

Mais un deuxième gaspillage, encore plus colossal, doit être évité. C'est celui qui constitue le chômage de plus d'un million de personnes. On insiste souvent, et avec raison, sur le côté humain et social du chômage, mais on parle peu de la perte formidable qu'il représente à l'échelle de la nation : un million de chômeurs, c'est deux milliards d'heures de travail perdues pour la collectivité chaque année. La lutte contre le chômage doit rester la priorité des priorités. Sans oublier pourtant la perte et le coût de deux cent cinquante millions d'heures de travail que représentent, pour la nation, les accidents du travail.

VERS L'ÉTRANGER, il faut d'urgence renverser la problématique et ne plus tomber dans le piège de l'exportation à tout prix pour se poser la vraie question : quelles sont les importations absolument nécessaires qui exigent, en contrepartie, un volume d'exportations pour les équilibrer ? Or si l'on dresse une typologie sommaire des importations françaises, on s'aperçoit qu'elles peuvent se classer, grosso modo, en trois catégories :

— La première comprend les matières premières et sont imposées par la nature des choses : la France dispose de peu de ressources naturelles minérales sur son territoire, et elle doit donc les importer ;

— La deuxième comprend les produits et les équipements que le niveau atteint par la technologie dans l'ensemble du monde industriel exige de posséder, sous peine de retarder ou même de désemparer dans la compétition internationale : pour tous ces biens, l'importation se justifie à aussi tout à fait ;

— La troisième catégorie, celle des biens de consommation et d'équipement courants, que nous pouvons fabriquer souvent nous-mêmes et qui nous sont imposés par les grandes firmes multinationales, doivent être réduites au maximum.

Vu sous cet angle, on constate que le volume des importations françaises pourrait être beaucoup plus faible que

prévu et que l'effort d'exportation ne serait plus aussi difficile et inaccoutumé que l'on veut bien le dire. Mais, naturellement, ceci correspond à une réorientation de l'appareil productif vers une plus grande autonomie et vers la conclusion d'accords de coopération à long terme avec les États producteurs de matières premières.

Pourtant, ces considérations économiques ne doivent pas cacher un aspect essentiel : la véritable participation des citoyens à l'élaboration et au contrôle de l'exécution du plan. Pour que le plan ait un sens dans une démocratie véritable, il est nécessaire de le régionaliser.

Comment peut-on imaginer, en effet, briser le carcan d'une administration centralisée, tutélaire et toute-puissante, sans mettre en place des plans régionaux ? Ceci n'est possible que par la véritable existence de régions qui doivent devenir des collectivités territoriales démocratiques de plein exercice avec des responsabilités importantes. Certes, les plans régionaux prendront place dans l'élaboration du plan national et devront être coordonnés avec lui, mais ils traduiront la volonté d'orienter et d'encadrer le développement économique et social des régions de façon efficace et, notamment, en matière d'emploi (...).

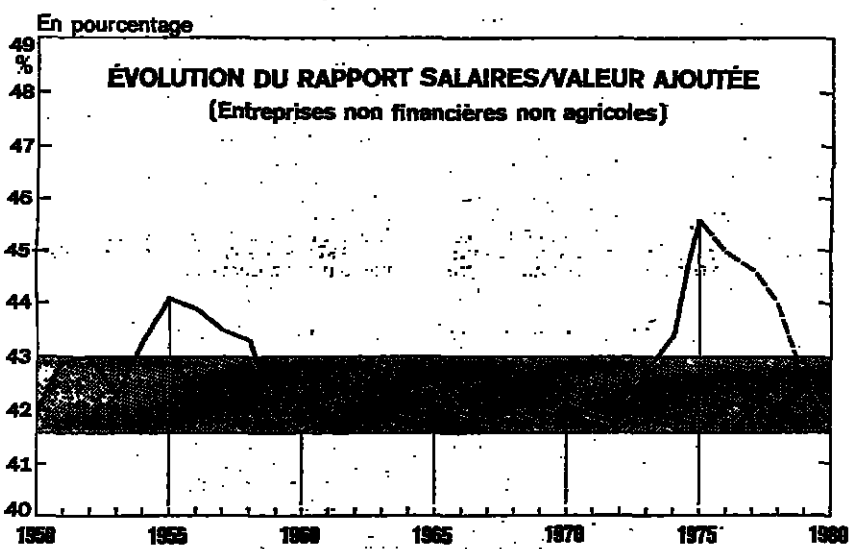
Or la procédure du VII^e plan ne laisse aux instances régionales que la fonction d'aménager à la marge les effets des choix nationaux. Aussi une autre voie est possible pour les régions, et certaines s'y sont essayées. À l'occasion des travaux liés à l'établissement du VII^e plan, elles ont tiré le bilan de la façon dont la région et ses habitants ont été affectés par la crise, et ont entamé une réflexion sur les grandes lignes d'orientation d'un développement qui leur soit propre. On sent bien que c'est insuffisant, et qu'il faudrait aller plus loin.

Deux conceptions de la planification, qui, finalement, caractérisent deux choix de sociétés, s'opposent actuellement. D'un côté, la planification des grandes sociétés capitalistes, qui tout en imposant un redéploiement industriel important, ne propose pas de modifications de structures profondes, que ce soit au niveau des revenus primaires, de la prise de décision, en un mot, qui s'inscrit dans la logique de l'accumulation du capital et de sa concentration. Ceci se comprend car, pour changer les structures, il faut un minimum de consensus national, ce qui n'est pas le cas actuellement, et qui risque de l'être encore moins demain.

De l'autre, une planification plus directement conduite par les citoyens eux-mêmes, c'est-à-dire une planification où la politique, au sens large du terme, joue un rôle beaucoup plus important. Elle exige, parce qu'elle se situe en rupture avec le système existant et qu'elle entraîne des changements structurels décisifs, un consensus large et un progrès certain dans la maîtrise des processus de décisions collectifs, une décentralisation véritable, une confiance dans les hommes et dans leur capacité à prendre en main eux-mêmes leur propre destin.

Au-delà des considérations purement économiques, ce sont deux conceptions de l'homme qui s'affrontent (...).

CHRISTIAN GOUX.



mettent aux capitaux privés qui leur sont associés d'obtenir un taux de rentabilité largement positif. À cet égard, l'enquête menée par l'INSEE (et publiée dans le n° 60 de la revue *Economie et Statistiques* d'octobre 1974) montre clairement les mécanismes du financement public direct ou indirect du capitalisme privé concentré.

D'une part, la distribution de la pression fiscale nette sur les entreprises a permis que le taux de rentabilité réel après impôt baisse moins vite sur la période 1964-1974 que le taux de rentabilité réel avant l'impôt. Ainsi, grâce à l'atténuation de la pression fiscale, l'Etat a freiné la tendance à la chute du taux de profit. D'autre part, les secteurs où l'intervention publique est massive — énergie, construction navale, aéronautique, sidérurgie — transfèrent par les prix qu'ils consentent une bonne partie de leurs surplus à leurs clients ou à leurs fournisseurs, afin d'en augmenter leurs profits. Sait-on, par exemple, qu'en 1975 l'électricité a payé son électricité 6 centimes de kWh, alors que la famille française moyenne la paie dix fois plus cher ? Quant au montant des transferts financiers primaires de l'Etat vers l'industrie, il est impressionnant puisqu'il atteint environ 10 % du budget, et encore les études qui ont été

600 millions par an ? Réalisez-vous, par ailleurs, que plus de la moitié des primes de conversion et de décentralisation, c'est-à-dire en gros 200 millions par an, sont accordées à des entreprises qui faisaient plus de 100 millions de chiffre d'affaires par an ? Enfin, sait-on que le coût pour l'Etat de la déduction d'aide fiscale pour investissements, accordée à la fin de l'été 1975, sera de 8,4 milliards de francs ?

Cette tendance ne peut que se poursuivre au cours du VII^e plan, et d'ores et déjà, le ministre de l'économie et des finances a promis que la réévaluation des bilans sera inscrite dans la loi des finances pour 1977. Il a laissé entendre que la règle de décalage d'un mois en matière de T.V.A. sera aménagée par les entreprises industrielles ; en outre la commission de financement pour le VII^e plan, réalise une réorientation vers l'industrie du dispositif de bonifications d'intérêts, primes et déductions fiscales qui avaient surtout profité à l'agriculture et au logement.

Mais cette solution n'est pas si commode, car l'aide massive de l'Etat rencontre un obstacle de taille, celui du déficit budgétaire permanent dont l'année 1975 nous a donné un avant-goût. Il ne s'agit plus, comme dans le passé, de déficits transitoires s'établissant sur une ou deux années pour

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY
Directeur de la publication : Jacques FAUVET
Rédacteur en chef : Claude JULIEN
Rédactrice en chef adjointe : Micheline FAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en francs) :
VOIES NORMALES

France, DOM, TOM, ex-colonies sauf Algérie 55
Régions 72

PAR AVION (abonnements et taxes) :

Europe (y compris Turquie d'Asie, Agorée, Chypre, Malte), Algérie, Maroc et Tunisie	87	Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Egypte, Syrie	181
Afrique francophone, Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Réunion	96	Indonésie, Chine, Corée, Hongkong, Japon, Thaïlande, Malaisie, Maldives, Philippines, Singapour, Taïwan, Timor, Viet-Nam, Yémen du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande, autres pays d'Océanie	140
Amérique, Madagascar, Laos, Vietnam du Sud, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Géorgie, Polynésie française, Cameroun, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis et Futuna	116	Autres pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Océanie	121

(Chèque postal : Paris n° 4307-03)

Rédaction et administration : 5, rue des Italiens, 75007 PARIS CEDEX 09

Tél. Rédaction : 546-72-32

Tél. Abonnements : 520-53-03

Adresse télégraphique : Jourmondia, Paris

Tél. : Le Monde 650-972 Paris

Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.

Nous vous offrons comme cela près de 25 pays et de 50 escales. Pas pour l'exotisme, ni pour l'aventure. Pour y aller conclure vos marchés. A partir de Londres, Paris, Francfort, Bruxelles, Prague, Genève ou Moscou. Vite. Confortablement. Au rythme de vos affaires.

الخطوط الجوية الجزائرية AIR ALGERIE

Régime de fer, économie dépendante : le Brésil

De l'euphorie économique au désenchantement

Par YVES HARDY

« Si la hausse des cours du pétrole à la fin de 1973 n'était pas venue déséquilibrer notre balance des paiements, le boom brésilien se poursuivait comme avant... » Tel est le leitmotiv qu'on se plaît à répéter dans les milieux gouvernementaux brésiliens pour expliquer les difficultés présentes de l'économie. Faute de « miracle économique » à pouvoir mettre en avant, il semble que les châtiments du régime aient trouvé leur « explication-miracle » aux perturbations qu'affectent la machine économique, fleuron des divers gouvernements militaires depuis 1964.

Une argumentation qui, à vrai dire, serait plus convaincante si, dès avant 1974, le modèle de développement brésilien n'avait donné — au travers de phénomènes de « surchauffe » — ses premiers signes d'essoufflement ; et, surtout, si les contradictions qu'il a fait surgir, avec leurs incidences néfastes sur l'expansion, étaient réduites à la seule crise énergétique. Cela n'est pas le cas.

Le système économique dont le président Ernesto Geisel a hérité de ses prédécesseurs militaires en mars 1974 possédait un incontestable dynamisme. Il était basé sur une suite de réactions en chaîne qui constituaient un cycle renouvelable : rétention salariale,

concentration des revenus, développement du marché des biens de consommation de luxe, plus-value accrue et investissements dans le secteur industriel alimentant ce marché privilégié, nouvelle concentration des revenus... Les impressionnantes chiffres de croissance du produit intérieur brut (P.I.B.) — près de 10 % annuels en moyenne — que pouvait aligner M. Delfim Netto, ministre des finances de 1967 à 1974 et exécutant zélé d'une telle politique, semblaient confondre ses détracteurs. Mais ce partisan convaincu de « la croissance accélérée à tout prix » et cynique pourfendeur d'une meilleure redistribution des revenus, « ce loup de pays riches », léguait à ses successeurs un système qui avait tourné trop vite pour ne pas donner des signes de fatigue (1). De fait, les premières manifestations d'un « grippe » économique, au fonctionnement même de son modèle, se produisirent dès 1974 sans toutefois déclencher l'alarme parmi les nouveaux responsables. Et pour cause : M. Mario Henrique Simonsen, intronisé grand argentier, n'allait pas, dès le début de son mandat, contraindre une politique qui avait donné de si bons résultats dans le passé. Le mal était pourtant plus profond qu'il ne le pensait, et justifie en tout cas un diagnostic détaillé.

Phénomènes de saturation

Parmi les premières mesures prises par les militaires au lendemain de leur accès au pouvoir, figurent celles qui doivent mettre un terme aux pressions dévastatrices des salaires. Tant et si bien que les débuts de la dictature furent caractérisés par une baisse notable du pouvoir d'achat des travailleurs. A ce propos, le Paulo Singer constate : « En comparant les revenus salariaux accordés pour tenir compte de l'augmentation du coût de la vie, entre 1965 et 1967, période pendant laquelle le blocage des salaires a été le plus dur, on peut arriver à la conclusion que les salaires réels ont diminué d'au moins 25 % » (2). Même si ce blocage s'est quelque peu relâché par la suite, la politique de concentration salariale a toujours été de mise pour

Outre ces conditions défavorables qui semblent devoir tempérer la croissance à venir, le modèle de développement brésilien est aussi confronté à de profondes distorsions, reflet des choix politiques qui le sous-tendent. Et, fait nouveau, le personnel politique au pouvoir s'en inquiète ouvertement. Nous revenons à Sao-Paulo, M. Luis Arrubio Martins, chef du mouvement civique du gouvernement de l'Etat, n'hésite pas à nous déclarer : « L'insuffisante diffusion du développement est le problème politico-économique le plus grave que nous ayons à résoudre. Il est vrai que le fossé ne se comble pas entre la partie de la population la plus privilégiée et le reste du pays. Il est vrai que le décalage au niveau des régions, que le décalage

TABLEAU I

Investissements directs et profits des Etats-Unis au Brésil (en millions de dollars).

Années	Investissements (*)	Profits rapatriés	Solde pour les Etats-Unis
1960	53	45	- 8
1961	7	24	+ 17
1962	14	24	+ 10
1963	8	13	+ 5
1964	36	5	+ 31
1965	6	19	+ 13
1966	10	19	+ 9
1967	39	66	+ 27
1968	80	75	+ 5
1969	61	66	+ 5
Total			+ 57

Source : U.S. Department of Commerce, Survey of Current Business, 1970.

(*) Le volume des investissements des Etats-Unis au Brésil représente plus du tiers de l'ensemble des investissements étrangers.

les différents gouvernements militaires depuis onze ans. Les sociétés multinationales peuvent ainsi fabriquer au Brésil, à moindre coût, les marchandises qu'elles exportent ensuite. Ainsi I.B.M. construit ici une partie des ordinateurs destinés au marché commun ; et Volkswagen licencie des milliers de travailleurs de ses usines allemandes, tandis qu'augmentent les cadences de production au Brésil et que s'achève la construction d'une nouvelle usine. Simples aperçus, qui donnent la mesure de l'exploitisme à laquelle sont soumis les ouvriers brésiliens. Si l'on joint à cela la restauration de la discipline dans le travail en raison de la répression des grèves, et l'augmentation de la cadence du rythme de ce travail (4), on imagine l'importance des gains de productivité enregistrés depuis 1964.

Le particularisme du mode brésilien est que ces gains de productivité sont confisqués au profit d'une infime minorité, au lieu d'être répartis dans la collectivité nationale. D'où l'existence de deux marchés parallèles : celui des biens durables et de luxe, auquel ne peut accéder que la fraction privilégiée qui bénéficie de ces gains, et celui des biens de consommation courants (5). Ces dernières années, tous les efforts ont porté sur le premier marché, d'où l'essor spectaculaire expliqué en grande partie la croissance rapide du P.I.B.

Mais voilà qu'apparaissent, pour la première fois, des phénomènes de saturation de la demande, que révèle par exemple le gonflement des stocks dans l'électro-ménager et chez les revendeurs de voitures. La faible élasticité de cette demande ne laisse guère d'espoir d'amélioration dans l'immédiat, le gouvernement favorise, à l'aide d'imposantes subventions, les tentatives des firmes cherchant à accroître leurs exportations. Mais cette politique déguisée de dumping se heurte à une conjoncture internationale de crise qui annule les effets.

Seraient-ce là les limites d'un modèle de développement ? Question qui ne doit pas laisser de préoccuper non seulement les industriels brésiliens qui avaient déjà tablé sur une croissance exponentielle de la production et effectué leurs investissements en conséquence. En tout cas, la fébrilité qui anime aujourd'hui ces responsables économiques n'est pas seulement opportuniste : il s'agit pour eux de faire réviser en baisse tous les programmes de production.

tend à augmenter entre Sao-Paulo et le reste du pays. » Et de poursuivre par un aveu d'impuissance : « Mais que faire ? On ne peut tout de même pas arriver à Sao-Paulo pour permettre aux autres de rattraper leur retard ! »

Si cette double contradiction n'est pas nouvelle — elle est inscrite dans la logique même du type d'accumulation, l'insuffisance grandissante qu'elle fait naître dans les cercles officiels est intéressante à signaler. Tout se passe comme si les premières tentatives de la mutation économique de ce modèle se faisaient jour en même temps que sont rendues plus difficiles les possibilités d'un retour en arrière. Comment, en effet, ne plus avoir tout à fait délaissé l'industrie de la consommation de luxe — l'automobile en particulier — lorsque la base sociale du régime est attachée à la logique officielle « tout fait pour l'encourager en ce sens » aux consommations ostentatoires jugées comme autant de preuves de sa prospérité ou de son développement ? De fait, l'expansion démographique (2,9 % par an en moyenne), puisque les moyens d'acquisition de la grande masse des consommateurs font toujours défaut. Seules parmi ces industries, celles qui ont réussi à trouver des débouchés à l'étranger connaissent une relative prospérité. Inévitablement, par conséquent, les entreprises, que de tenter de trouver ailleurs les devises trop rares sur le marché interne. La dépendance du Brésil à l'égard de l'extérieur s'en trouve accrue d'autant.

Et c'est à ce niveau que s'opère une autre redoutable distorsion pour le système économique brésilien actuellement en vigueur. A la recherche de marchés, mais aussi de moyens financiers hors des frontières, étant donnée la faible capacité d'épargne interne, le Brésil a eu recours depuis une dizaine d'années à des injections constantes de capital étranger, comme pour entretenir son « miracle ». De fait, dès 1964, les investissements étrangers, et au premier rang d'entre eux les dollars américains, faisaient une entrée massive au Brésil. Toutes les dispositions étaient d'ailleurs prises pour leur faciliter la pénétration de l'économie bré-

silienne. Onze années plus tard, un rapide bilan de cette politique d'ouverture permet de constater que le capital étranger domine toutes les branches stratégiques de l'économie (électronique, aéronautique, mécanique, automobile...) et que, par le biais de leurs filiales désormais installées dans la place, les multinationales se livrent au jeu des placements spéculatifs.

L'exemple des Etats-Unis est de ce point de vue très instructif. La commission des relations extérieures au Sénat nord-américain a révélé que, de 1960 à 1969, les retours de profits aux Etats-Unis — à l'exclusion des royalties, intérêts et transferts clandestins de ressources — ont été supérieurs aux investissements directs effectués au Brésil (cf. tableau I). « Le fait est, souligne le sénateur Frank Church devant l'ambassadeur des Etats-Unis au Brésil, véritablement étonnant, que les compagnies américaines présentent plus de capital qu'elles n'en apportent. Comment peut-on dire alors que le Brésil a besoin de nos dollars ? » (6).

Au reste, cet acte d'accusation porté contre le rôle du capital étranger n'inspire aucune mesure gouvernementale de contrôle ou de restriction. La seule disposition qui prit le général Médici en septembre 1973, consistant à limiter les risques inflationnistes que faisait courir au pays cet afflux de devises étrangères, fut d'assujettir les prêts à long terme contractés à l'étranger à un dépôt obligatoire de 25 % à la Banque centrale (7).

L'autre motif avancé par les tenants de cette politique d'endettement systématique est la nécessité de financer les importations. Confrontés à un solde presque toujours négatif de la balance des paiements (cf. tableau 2), force leur est de recourir aux emprunts extérieurs. Ils peuvent ainsi maintenir les taux d'intérêt élevés, sans problème majeur. Aggravant le déficit de la balance des paiements, l'augmentation du coût du pétrole a obligé les responsables économiques à réduire encore davantage dans une conjoncture où la demande de prêts était au plus haut. A cette occasion, et suivant en cela la loi de l'offre et de la demande, les bailleurs de fonds ont bradé le pétrole national et à raccourcir les délais de remboursement. C'est ce changement brutal dans « le profil de la dette » qui a soudain révélé les effets cumulatifs de l'endettement et la situation de banqueroute qui est déjà, potentiellement, celle du Brésil.

En effet, le taux payé par le Brésil sur le marché international des mon-

naies est en constante progression : 4,36 % en 1969, 7,56 % en 1973. Et, selon des données de la Banque centrale, que rapporte M. de Carvalho dans l'hebdomadaire *Opiniao* (8), le pays devra payer 1,8 milliard d'amortissement de prêts en 1975, soit au total, avec les intérêts, 2,9 à 3 milliards de dollars. Quel sera alors le niveau d'endettement en 1979-1980, alors que les seuls amortissements dépasseront 3 milliards de dollars ?

Une récente étude de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) précise même que les paiements de l'amortissement et des intérêts augmentent à présent plus rapidement que le niveau du produit intérieur brut. Le coefficient d'absorption de la dette sera supérieur à 100 % après 1977 (10). Autrement dit, les experts de l'O.E.A. affirment qu'après 1977 il restera au Brésil moins de dollars qu'il n'en faudra pour payer les seuls amortissements et intérêts des prêts précédents.

Les pouvoirs publics brésiliens risquent donc d'être confrontés à une situation d'endettement insurmontable à la fin de la décennie. Car ce ne sont pas les réserves actuellement disponibles — et qui fondent comme neige au soleil — 6,4 milliards en 1973, 5,2 milliards en 1974 ; moins de 3,5 milliards aujourd'hui — qui pourraient satisfaire aux remboursements ; d'autant qu'elles n'ont de réserves que le nom, puisque les mêmes sont constituées en quasi-totalité par des emprunts. Que ce paradoxe, payer la dette par la dette, ait pu tenir lieu de politique pendant plus de dix ans, dit long sur la faiblesse d'un tel modèle économique et sur le bon vouloir des créanciers. Ce dernier aspect

TABLEAU II Evolution du commerce extérieur brésilien et de la balance des paiements (en millions de dollars).

Années	Balance commerciale			Balance des paiements
	Exportations	Importations	Solde	
1964	1 430	1 086	344	+ 149
1965	1 593	1 941	- 348	+ 368
1966	1 741	1 423	318	+ 24
1967	1 654	1 441	213	+ 237
1968	1 881	1 855	26	- 506
1969	2 211	1 923	288	- 281
1970	2 739	2 507	232	- 562
1971	2 944	2 945	- 1	- 341
1972	3 990	4 208	- 218	- 1 459
1973	6 197	6 016	181	- 1 290
1974	7 990	12 589	- 4 599	- 6 900
1975	8 500	12 300	- 3 800	- 7 400 (*)

Source : Banque centrale du Brésil.

(*) Estimations du Financial Time.

laisse penser qu'en raison du rôle politique de « tête de pont de l'impérialisme » qu'il assume dans le sous-continent américain, le Brésil ne sera pas voué à la faillite.

"Acheter la confiance"

Le discours prononcé le 9 octobre dernier par le président Geisel et l'annonce de la démission de décembre par le ministre du plan M. Reis Veloso, correspondent à un plan anti-crise élaboré autour de deux objectifs : renégociation politique de la dette extérieure et la mise en œuvre de contreparties économiques pour les Etats-Unis (accès au pétrole brésilien) et tentative d'assainissement interne par la réduction du niveau des importations (11).

Quelles sont la portée et les conséquences de cette réponse gouvernementale aux actuelles difficultés économiques ? L'autorisation accordée aux sociétés pétrolières étrangères de participer à la prospection du sous-sol, au travers de la formule des « contrats de risque », revient en dernière analyse à brader le pétrole national et à franchir un degré supplémentaire dans la dénationalisation de l'économie. Le revirement politique significatif de celui qui fut l'un des fondateurs de la présidence du F.D.G. de la firme d'Etat Petrobras ne peut guère s'expliquer que par la nécessité d'« acheter la confiance de ses créanciers internationaux » (12).

Pour soulager la balance commerciale, il apparaît effectivement raisonnable — dans une conjoncture mondiale qui restreint les possibilités d'expansion des exportations — de limiter le volume des importations ; ainsi est affiché le souci de réduire les dépenses de l'Etat. Mais le rapport à leur niveau de 1975. Cette mesure drastique, caractéristique d'un gouvernement en difficulté, n'affectera cependant que les seules entreprises publiques. Aucun sacrifice ne sera imposé aux entreprises privées, étrangères notamment. Ce sont pourtant ces dernières qui, par leurs achats massifs de biens d'équipement à l'étranger, sont en grande partie à l'origine du déficit de la balance commerciale (13).

Le gouvernement se trouve bien au cœur d'une contradiction essentielle. Pour mettre un terme au déséquilibre de ses échanges extérieurs, il devrait promouvoir des entreprises étatiques dans le domaine des biens de capital et des biens intermédiaires, ce qui constituerait inévitablement les intérêts des firmes multinationales. Celles-ci trouvent avantage à assurer elles-mêmes la fourniture de tels produits à laquelle concourent parfois leurs propres filiales) et ne sauraient surtout se passer de ce canal d'importations qui leur permet de réaliser de substantiels transferts financiers. Le serait également une politique — et le capital national contrôle effectivement ce sec-

teur des biens de production — qui jetterait les bases d'un nouveau type d'accumulation, aux conséquences politiques imprévisibles. Pour obtenir de taille que le président Geisel s'est bien gardé de franchir. En réponse à ses inquiétudes, il n'a pu enregistrer que la promesse renouvelée de M. Kissinger — lors de son passage à Brasilia en février 1976 — dans l'ancien modèle de développement.

On a pu croire un moment que le grand intérêt de la démission révélerait les tendances nationalistes de la société brésilienne. L'accord moléculaire passé avec l'Allemagne de l'Ouest malgré l'apparente mauvaise humeur de Washington, les quelques éclats de voix de M. Severo Gomes, ministre de l'Industrie, se posant en protecteur du capital national, pouvaient inciter à s'engager sur cette voie. Les! L'abandon en cours du monopole pétrolier et le refus d'atténuer au pouvoir des multinationales obligent à reconnaître qu'il ne s'agit pas d'un retour à une politique de conjoncture aux prétentions fort limitées. Ce sont bien toujours les adeptes de l'« interdépendance économique » qui détiennent les clefs de l'évolution. Et la défense de la souveraineté nationale reste le cadet de leurs soucis.

Le libéralisme tant vanté par les idéologues gouvernementaux ne semble pas destiné à un meilleur avenir, malgré les engagements répétés du président lui-même. En tout cas, depuis les succès électoraux du M.D.B. en novembre 1974 et la manifestation des premières difficultés économiques, on a pu enregistrer un nouveau et progressif durcissement du régime. Testimoniant, s'il en est, la politique répressive qui s'est abattue de manière implacable dans le passé sur les groupes révolutionnaires, louches aujourd'hui les membres du parti communiste brésilien et du M.D.B. Curieuse déconpression ! Et même si, en l'occurrence, l'initiative d'une telle politique revient davantage aux éléments de la « linha dura » de l'armée qu'au président Geisel, cela ne fait qu'illustrer le peu de crédit que l'on doit accorder à ses velléités de changement.

Le moins que l'on puisse dire est que, opposés sur ce point à un fort clan de militaires et à l'établissement industriel qui a conscience de défendre ses privilèges, le président Geisel et son inspirateur en la matière, le général Golbery, n'avaient pas les moyens de leur politique de libéralisation. Les récents succès électoraux déguilés en succès — du journaliste Vladimir Herzog et de l'ouvrier métal-

lurgiste José Manoel Piel Filho, dans les locaux de la II^e Armée de Sao-Paulo, sont venus appeler le pouvoir des « appareils de sécurité ». Et, sans la cassation préalable de mandats de députés du M.D.B., il est permis de se demander si le président Geisel aurait pu faire accepter par ses pairs sa décision de condamner les responsables militaires de ces exécutions.

Il reste que, pour éliminer ou neutraliser les chefs de file des « ultras » au sein de l'armée, le président Geisel est amené à reprendre à son compte l'essentiel de leur politique répressive, notamment à l'égard de l'opposition. On est loin des promesses de « détente » de la période d'investiture. Ce glissement présidentiel, toujours plus droit, conforte en tout cas dans l'idée que le modèle de développement brésilien est indissociable d'une politique répressive : pour assurer la reproduction des inégalités sociales dont s'alimente le type d'accumulation retenu, s'impose au régime la réduction au silence de toute contestation.

La politique suivie par M. Delfim Netto et ses disciples a pu se résumer en une tentative pour développer au mieux les forces productives existantes tout en excluant la majorité de la société brésilienne de son utilisation rationnelle. Le Brésil, malgré les quelques inflexions apportées depuis un an (notamment en matière de création d'emplois) suit à présent les premières secousses pour prix d'une telle orientation. A défaut d'être responsable de tous les maux dont on voudrait la charger, la crise pétrolière a au moins révélé la fragilité de l'économie brésilienne.

Il serait aventureux d'en déduire pour autant la faillite à court terme du régime brésilien. L'alliance semble se conforter entre officiers supérieurs et représentants du grand capital car, comme le notait déjà il y a deux ans Celso Furtado, « le terrain d'entente entre le groupe industriel et les militaires est beaucoup plus vaste que ce qu'il était lorsque les interlocuteurs de ces derniers étaient des hommes politiques attachés aux intérêts locaux ou sujets à la tentation populiste d'aller aux masses par-dessus les structures de médiation » (15).

Le fait nouveau est que l'actuelle crise économique et financière a placé

les militaires dans une situation de dépendance accrue à l'égard de leurs créanciers internationaux. Et, par là même, rendu le Brésil encore un peu plus disponible aux projets des multinationales.

Ayant eu donner aux militaires une idéologie moderne en les persuadant de l'importance de leur mission pour assurer la protection d'une puissance internationale en gestation, le grand capital qui reste le maître du jeu redouble plus aujourd'hui les soutiens de la machine économique et les risques d'ébranlement du système politique pouvant en résulter que la colère des masses brésiliennes surexploitées, toujours privées de possibilités d'expression en tant que force politique.

(1) Sur le plan politique, une fraction non négligeable des cercles militaires voue une tenace rancune à M. Delfim Netto, en le rendant responsable, par le mécontentement qu'il a suscité, du fait avorté du succès de l'opposition légale — le Mouvement démocratique brésilien (M.D.B.) — aux élections de novembre 1974.

(2) Paulo Singer : « O milagre brasileiro : causas e consequências », Centro Brasileiro de Pesquisas Econômicas (Cebep), Sao-Paulo, 1972.

(3) Aujourd'hui encore, au Brésil, dans les entreprises publiques, des temps de travail de dix heures par jour et cinquante heures par semaine sont choses courantes.

(4) A Rio de Janeiro, à défaut de données précises sur la multiplication des accidents de travail, domine, en effet, le record mondial, peu glorieux.

(5) Selon les statistiques officielles, 50 % des brésiliens ont des revenus trop faibles pour participer au marché de consommation (570 dollars par an), 30 % demeurent à un niveau de subsistance (1 000 dollars) et seulement 20 %, ont un revenu suffisant pour pouvoir accéder au marché des biens durables (2 400 dollars).

(6) Cité par Moisés Bandeira dans « Carreira e Desnazionalização », page 191, Civilização Brasileira, 1975.

(7) Ce taux de réserves a été porté, en 1975, à 40 % du montant du prêt.

(8) Le Brésil a importé, en 1974, pour 2 942 millions de dollars de machines et équipements électriques et 1 761 millions de dollars de chaudières, machines et instruments mécaniques divers. Il faut y ajouter 711 millions de dollars de pièces et éléments divers destinés aux industries électriques et électroniques. Le total de ces achats dépasse très largement, non seulement l'augmentation de la note pétrolière de 1974-1975 (environ 2 milliards de dollars) mais même le total de cette note pour l'ensemble de l'exercice 1974 (environ 3 milliards de dollars).

(9) *Opiniao* du 29 août 1975.

(10) En 1974, sur 100 dollars qui restaient au Brésil et servaient à payer les loyers et amortissements, il n'en restait que 4,41 en 1975 et, pour les cinq années suivantes, les prévisions s'établissent comme suit : 2,84 % en 1976, 2,4 % en 1977, 1,61 % en 1978, 1,05 % en 1979 et 0,54 % en 1980.

(11) *Le Monde*, 12-13 octobre 1975.

(12) Les importations déficientes commerciales de janvier et février 1976 ont pu prouver l'efficacité de ces restrictions partielles.

(13) Celso Furtado, *Análise da realidade brasileira*, Ed. Autophot, Paris, 1974.

مكتبة الشامل

prototype du développement périphérique

L'Amazonie, réserve pour le capital multinational et refuge pour le capital national étranglé

Par HÉLÈNE RIVIÈRE D'ARC et CHRISTINE APESTEGUY

EN 1970, le gouvernement brésilien, sous la présidence du général Médici, décide de donner à l'occupation de l'Amazonie une justification idéologique et un caractère nationaliste qui vont se greffer sur le souci — jusqu'à présent — d'ordre économique de mettre en valeur une région « vide d'hommes », dont le potentiel de richesses est encore mal connu malgré la création, dès les années 1966-1967, de plusieurs organismes de développement (SUDAM, SUFRAMA, BASA, SUDAMCO) (1). Le Programme d'intégration nationale (PIN), décret-loi issu de la présidence de la République, reçoit en juin l'approbation formelle de la Chambre des députés. Il prévoit la création de deux axes de pénétration : la Transamazonienne, est-ouest, et la route Cuiabá-Santarém, sud-nord ; la désappropriation d'une bande de terre de 10 kilomètres, de part et d'autre des routes fédérales, qui sera destinée à la colonisation agricole ; enfin, la mise en place d'une infrastructure d'irrigation dans le Nord-Est. Un budget de 2 milliards de cruzeiros, soit 430 millions de dollars, est attribué au projet.

Raisons conjoncturelles et structurelles, motivations officielles et contradictions politiques s'enchevêtrent pour expliquer cette opération d'envergure qui va marquer pour l'avenir la présidence de Médici : les grandes sécheresses de 1969 et 1970 dans le Nord-Est ont contribué, une fois de plus, à accentuer les tensions sociales en puissance, de façon permanente dans une région aux structures agraires archaïques. La reconnaissance de l'incapacité de la SUDENE (Superintendance de développement du Nord-Est) à agir sur cette situation oblige le gouvernement à poser le problème sur le plan national et à le présenter comme celui de tous les Brésiliens. Mais, sachant qu'il n'est guère possible de toucher à des structures agraires puissamment conservées par la bourgeoisie latifundiaire nord-est, le projet comme alternative à l'occupation de l'Amazonie, ce qui servira, en outre, le prestige personnel du président ; il évoque alors l'existence, dans des contrées peu explorées, de terres productives où l'excédent de population du Nord-Est trouvera enfin le moyen non seulement de créer des richesses pour subvenir à ses besoins, mais aussi de participer à une œuvre nationale (2).

Une intense publicité, à laquelle participe la presse internationale, est lancée à tous les niveaux sur ce programme. Ce qui explique pourquoi la Transamazonienne acquiert, beaucoup plus que la Cuiabá-Santarém, une véritable valeur symbolique. La « mobilisation » générale de l'opinion nationale et internationale, doit ainsi faire oublier la contestation violente du régime ; celle-ci préoccupe le gouvernement depuis 1967 et s'est traduite par une répression très dure, par l'annexionnement du P.C. brésilien et par la dégradation de l'image de Brésil dans le monde, accentuée par les articles dénonçant la torture et le génocide dans la presse internationale.

Au sein même, de l'appareil d'Etat,

l'occupation et le contrôle de l'Amazonie devront, par ailleurs, permettre un consensus au moins temporaire ; la région entrera, en effet, depuis longtemps, dans les préoccupations des militaires (Golbery, 1955), et avait même été le révélateur d'antagonismes (Albuquerque-Lima, 1968). Il devient possible de noter dans ce vaste programme — le PIN — les aspirations de chaque tendance. Pour occuper l'Amazonie, l'armée procède alors à un contrôle par une présence massive sous différentes formes : traditionnelle — occupation des frontières, postes militaires, en se substituant à la police des Etats pour résoudre les conflits (3) ; moins directe — participation à la construction des routes, aux transports, assistance sanitaire et médicale dans les zones les plus isolées (par l'intermédiaire de la Force aérienne brésilienne). Il s'agit là de prévenir des mouvements sociaux spontanés ou organisés qui pourraient naître de la brutalité de la pénétration capitaliste. On en profite aussi pour relever l'image de l'armée, qui se rend ainsi indispensable, en l'associant à une grande tâche d'apparence nationaliste.

Il convient de noter la rapidité avec laquelle le programme a commencé d'être appliqué : le décret a été promulgué en juin, l'appel d'offre pour la construction de la route a eu lieu en août, l'inauguration du premier tronçon en décembre 1970. Les entreprises bénéficiaires de l'opération sont les principales firmes à capital brésilien du pays, mais dépen-

d'un principe facile à tourner, il s'est avéré plus aisé de négocier avec les gouvernements d'Etat qu'avec l'administration fédérale. Face à ces pressions, l'INCRA s'est vu peu à peu contraint de se libérer de ses diverses tâches et de se transformer en marchand de terres. Dès 1973, il met en vente quatre cent quatre-vingt-onze lots de 3 000 hectares dans le Rondonia et le Pará. Devant le succès énorme de cette opération (il a reçu deux mille neuf cents demandes), il la répète en 1975, année au cours de laquelle près de 11 millions d'hectares sont négociés, dont une centaine de lots de 66 000 et 72 000 hectares, destinés à l'élevage et à l'exploitation forestière.

Mais, bien que quelques-unes des grandes entreprises se consacrent à la colonisation, la plupart d'entre elles se

tourment vers l'élevage. Elles justifient leur implantation en Amazonie de deux façons : d'une part, elle prétendent préparer les terres pour la petite exploitation qui « ne pourra subsister que lorsque la grande lui aura ouvert le chemin (5) », d'autre part, elles se proposent de lutter contre l'insuffisance de protéines animales que connaît la planète. Ces deux arguments sont contredits par la situation de fait. Pour le premier, on remarque que l'arrivée de l'entreprise capitaliste a toujours été accompagnée de l'expulsion des petits exploitants (posseiros) qui pratiquaient une agriculture d'autosubsistance élargie et qui ont ouvert les terres. Le second argument n'est pas plus valable quand on sait que le principal marché envisagé pour l'exportation de viande bovine est celui de la C.E.E.

La prépondérance de l'étranger

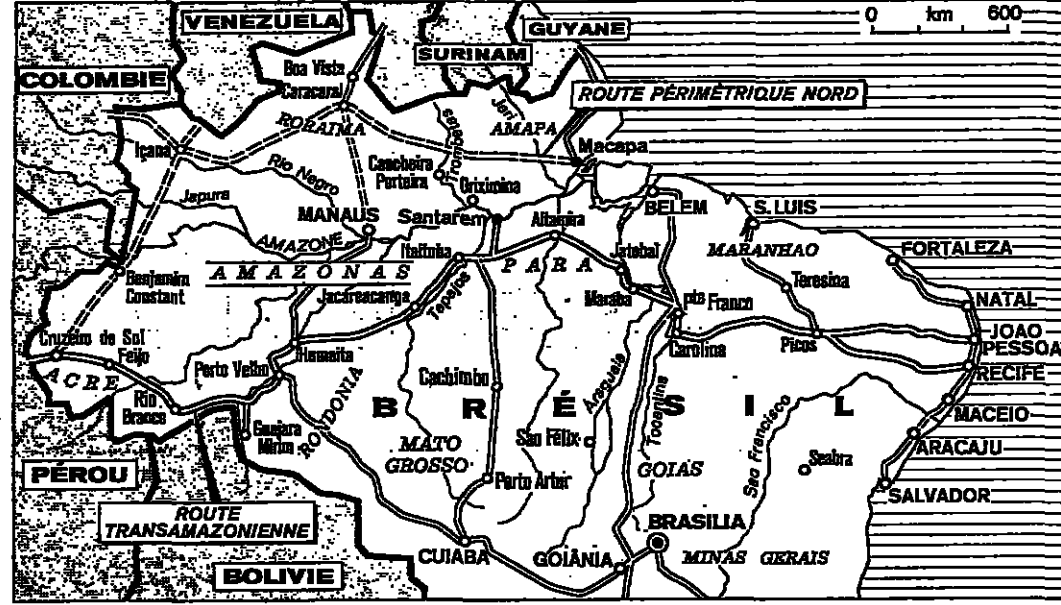
LES nouveaux plans de développement fédéraux publiés en 1975 répondent directement aux exigences et aux aspirations des investisseurs : second plan de développement de l'Amazonie et Polamazonia. Ce dernier définit quinze zones d'intervention et bénéficie d'un budget de 4 milliards de cruzeiros (environ 440 millions de dollars). Outre la nécessité d'implanter un « pôle » au moins par territoire ou par Etat, leur localisation entraîne une situation de fait, chacun correspondant soit à une zone d'exploitation

entraîne, en effet, la pénétration capitaliste dans la périphérie amazonienne, source de conflits violents qui se terminent le plus souvent par une expulsion. Par le biais du « projet foncier », l'INCRA est chargé d'établir les cadastres, mais étant données les pressions auxquelles il est soumis et dont on a déjà parlé, on peut penser que la « régularisation » aura pour terme l'éviction d'une bonne partie du petit paysan. A moins que le secteur privé n'organise lui-même la fixation de ces populations qui pourraient lui fournir une main-d'œuvre disponible en période de travail saisonnier.

Un dernier point non négligeable est la définition par décret de l'Amazonie légale comme « aire préférentielle pour l'exportation de viande bovine (6) » et la suppression de toute taxe et des quotas sur les exportations de viande d'origine amazonienne.

Par ailleurs, à la fin de 1975, la Banque d'Amazonie (BASA) renforce le plan par un crédit de 4 milliards de dollars (indépendamment des stimulations fiscales), dont 80 % sont destinés à l'élevage et à l'agro-industrie (irrigation).

La structure des investissements effectués en Amazonie au cours des dix dernières années reflète finalement assez bien la situation de dépendance qui caractérise le capital brésilien. Par sa politique d'ouverture aux capitaux internationaux, l'Etat, et particulièrement le régime militaire, a favorisé la prédominance de la présence étrangère dans les secteurs les plus dynamiques de l'économie (l'industrie de transformation en général). Il a dû compenser cette présence par une augmentation de la part du secteur public, ce qui n'a pas été sans provoquer, depuis décembre 1974, un long débat sur l'étatisation. Débat qui dissimule une nécessité fondamentale, la prise en charge par l'Etat des secteurs dont la faible rentabilité n'intéresse pas le secteur privé et qui exigent de gros investissements (infrastructure urbaine, ser-



dantes de la technologie étrangère, notamment de Caterpillar (4). Certains députés des Etats amazoniens ont manifesté leur regret de la préférence dont elles ont fait l'objet à l'encontre des petites entreprises locales. Mais il était nécessaire de donner un coup d'accélérateur au capital privé brésilien en difficulté.

Antagonismes au sein de l'appareil d'Etat

PRIS en charge par l'institut national de colonisation (INCRA), dépendant du ministère de l'Agriculture, les premiers colons arrivent, en 1971, à Marabá et Altamira, qui va devenir pour un temps la « vitrine » de la colonisation en Amazonie. La publicité autour de la route, reprise par les entreprises de colonisation privée, s'intensifie et l'immigration spontanée devient vite supérieure à celle qui est contrôlée. Dès 1972, le premier pas vers la remise en cause de la petite colonisation — dite sociale et franchi — l'INCRA ne prend plus en charge le « voyage du migrant » sous prétexte qu'il arrive tout seul. Le désengagement de l'INCRA ne cessera « plus jusqu'à ce que son rôle soit officiellement transformé sous la présidence de Geisel, en 1976. Le long de plusieurs routes transamazoniennes, sa présence n'a même pas eu le temps de se manifester, sinon sous une forme théorique (Cuiabá-Santarém, par exemple). L'opération démographique, en 1974, semble donc avoir atteint son but ; la conjoncture a changé. Une nouvelle image du Brésil a été diffusée sur le plan international.

Parallèlement, la pénétration de l'entreprise capitaliste va de l'avant, accélérée par la création, en 1966, de la SUDAM (voir note 1). Dès cette époque, les latifundia agropastoraux se sont formés dans la périphérie amazonienne, facilement accessible et déjà ouverte par un front pionnier spontané et discontinu. Même au moment de la promulgation du décret, ces latifundia ne se sont guère manifestés, ils n'ont, en fait, jamais cessé de s'intéresser aux terres de l'intérieur.

Le changement de la politique amazonienne est révisé, dès l'arrivée du général Geisel au pouvoir, par une publication du ministère de l'Intérieur, remettant totalement en cause l'action de l'INCRA. Le débat est repris par la presse et les groupes de pression qui critiquent un schéma d'occupation fondé sur une petite

colonisation à la charge de l'Etat. Cette controverse a été présentée comme une lutte de fonctionnaires (SUDAM-INCRA), alors qu'elle traduit, en réalité, des antagonismes à l'intérieur même de l'appareil d'Etat. Le principal groupe de pression est l'Association des éleveurs d'Amazonie, créée en 1967, avec siège à São-Paulo. Elle compte une centaine de membres dont les plus importantes entreprises agropastorales et de colonisation privée installées en Amazonie. Un de ses objectifs est la prise en charge complète de la colonisation agricole qui constitue une source de profits rapides. A la différence de l'INCRA, l'entreprise privée s'adresse à un type de colon qui doit être muni d'un capital et dont la seule condition d'accès à la terre est de pouvoir acheter son lopin, ce qui provoque l'exclusion des Nord-estins. Elle recrute ses colons, par campagne publicitaire, uniquement dans le Sud, y favorisant ainsi le remembrement des terres et l'extension des pâturages ou des cultures d'exportation (soja). Le petit agriculteur du Paraná, du Rio-Grande-do-Sul ou de São-Paulo est souvent contraint de quitter son exploitation soit parce que les contrats de fermage ou de métayage ont été suspendus pour développer l'élevage, soit parce que l'avance du soja provoque l'étalement ou l'endettement du minifundio. Le modèle de colonisation proposé par les sociétés privées est, par ailleurs, fort différent du modèle paternaliste établi par l'INCRA ; il se réduit à l'ouverture de routes, à la démarcation des lots et, éventuellement, à des services payants.

Les attaques répétées contre l'INCRA visent peut-être à discréditer l'organisme afin de le priver d'une partie ou de la totalité de ses prérogatives, notamment de celles qui concernent l'accès à la terre. L'institut, dans les régions où son rôle n'est pas seulement formel, limite à 3 000 hectares la surface de terre achetable ; et bien qu'il ne s'agisse là que

A qui profite la colonisation ?

L'ETUDE collective que vient de publier le CEBRAP de São-Paulo (1) constituera un ouvrage de référence pour tous ceux qui s'intéressent à l'Amazonie. Et cela à plusieurs titres.

La première partie du rapport, au travers d'une démarche historique, fixe les différences de politique des organismes publics brésiliens à l'égard de l'Amazonie. Tandis qu'en 1953 la politique populiste de Getúlio Vargas ne s'assignait que la « matérialiste » régénération physique et sociale des populations de la région, les projets de 1966 et 1970 des présidents Castello Branco et Médici mentionnaient explicitement le souci d'intégrer l'Amazonie à l'économie nationale et la fixation de populations dans les régions frontalières.

A régimes nouveaux, nouvelles préoccupations.

L'étude veut aussi par les très nombreuses données statistiques reproduites en annexe, concernant tant les phénomènes démographiques (évaluation des mouvements migratoires, etc.) qu'économiques (superficie des terres mises en exploitation, nombre d'emplois créés et leur distribution régionale, etc.).

Mais les plus intéressantes précisions sont, sans conteste, celles relatives aux conditions sociales d'occupation de l'« Enter vert ». Dans les régions traversées par la Transamazonienne, le pouvoir local habitude à la gestion d'une économie de quasi-autosubsistance s'étiole au profit de la bureaucratie des fonctionnaires fédéraux (INCRA, SUDAM, etc.). Et les auteurs s'inquiètent de la situation des régions les plus éloignées, où la présence étatique, seulement diffuse, laisse les seringueiros (travailleurs des plantations d'hévéas) et les peões (ouvriers agricoles) aux prises avec leurs seuls employeurs, enclavés à pratiquer un « régime de semi-esclavage ». Et de citer les cas d'employés atteints de

malaria et abandonnés par leur patron, ou, pire encore, les témoignages de gatos (recruteurs de main-d'œuvre temporaire) qui se vantent de pratiquer de douloureuses injections d'alcool sur les travailleurs malades... afin qu'ils ne viennent plus se plaindre ! La seule borne à de telles pratiques, notent-ils, est « la conscience chrétienne de quelques bonnes âmes tourmentées par les conditions inhumaines de vie dans la forêt ». L'espoir de ces peões est d'échapper, entre deux cycles de travail dans la forêt, à la surveillance des gardes de la fazenda et d'occuper un peu plus loin un lopin de terre d'où ils seront chassés plus tard par un nouveau latifundiste.

Ce sombre tableau des conditions de vie de la population locale — sans parler des Indiens, dont le sort n'est pas évoqué — conduit les auteurs à s'interroger : à qui a profité la colonisation de l'Amazonie ? Force leur est de constater que les aides fiscales, le développement du secteur agro-pastoral et des extractions minières, ont « essentiellement bénéficié à d'autres pays ou à d'autres régions que l'Amazonie ». Ils en concluent qu'une telle entreprise apparaît en fin de compte comme la « rançon d'un rêve de grandeur (ils auraient pu ajouter : et de visées stratégiques) de certains militaires avec les intérêts des milieux industriels ». C'est en cela que le « défi amazonien » est bien représentatif de l'actuel système politique brésilien.

Y. H.

(1) Amazonia: Desenvolvimento socio-econômico e políticos de população, par Geraldo Müller, Teresa M.S. Vasconcellos, Paulo Eduardo Cardoso, Tarciso E. Brandão Lopes, Centro de Análise e Planejamento, São-Paulo, 1976.

Une nouvelle puissance nucléaire ?

L'HISTOIRE récente du Brésil est jalonnée de réalisations spectaculaires, aujourd'hui associées au volontarisme étatique qui les a poussées à naître : il en est ainsi de Brasilia créée à l'initiative de Juscelino Kubitschek, ou de la route transamazonienne de Getulio Vargas. Parlerait-on à l'avenir des centrales nucléaires du général Geisel ?

En tout cas, le contrat signé le 27 juin 1975 entre la République fédérale d'Allemagne et le Brésil — qui prévoit la fourniture échelonnée d'un à quinze ans, par le gouvernement de Bonn, de huit centrales nucléaires de 1300 mégawatts (1), d'une usine d'enrichissement de l'uranium et d'une usine de retraitement — mérite lui aussi son lot de superlatifs. Premier accord qui porte sur la livraison du cycle complet du combustible nucléaire, il constitue bien une des plus grandes opérations commerciales jamais réalisées par un gouvernement latino-américain. Les actuelles évaluations chiffrées situent le coût de ce contrat à 12 milliards de dollars environ.

Le plus surprenant, cependant, tient peut-être à ce qu'un programme d'une telle ampleur et aux conséquences considérables, ait finalement suscité si peu de controverses, à l'étranger comme au Brésil. Bien mieux, le président Geisel peut se féliciter d'avoir obtenu, sur cette initiative, le ralliement de l'opposition légale, le M.D.B. (2). Après les déclarations de M. Mario Henrique Simonsen, ministre des finances, parlant à propos de cet accord d'un « acte de souveraineté nationale », le sénateur M.D.B. Franco Montoro s'enthousiasme : « La nation entière doit applaudir à cette coopération ».

Pour déclencher cette approbation quasi-unanime, il a suffi sur ce sujet d'une manifestation verbale de mauvaise humeur de Washington, fruit d'insinuations commerciales contraires. D'aucuns ont cru naïvement déduire que tel était l'indice d'une autonomie diplomatique et commerciale accrue du régime de Brasilia. Mais comment penser qu'un tel marché eût pu être conclu contre la volonté politique des États-Unis, alors que les deux contractants lui sont des alliés fidèles ? La visite de M. Kissinger à Brasilia, en février dernier, au cours de laquelle fut décidée la création d'une « grande commission » américano-brésilienne, signe de rapports privilégiés, suffit à mettre un terme aux spéculations quant à des divergences profondes.

Les conditions de grand secret dans lesquelles ont été menées durant des mois les tractations avec les experts allemands ne prédisposaient pourtant pas à un consensus national sur cette question. Hormis quelques hommes de confiance de la C.N.E.N. (3), le gouvernement militaire a délibérément tenu à l'écart des négociations toute la communauté scientifique brésilienne (trois centres de recherche sur l'énergie atomique qui emploient plus de deux mille personnes existent à Rio, à São Paulo et à Belo Horizonte), tout comme les deux grands médias autoritaires s'il en est, reflet exemplaire du système politique dictatorial.

Au demeurant, les seules oppositions brésiennes relevées au sujet du contenu même de l'accord émanent des physiciens. Soucieux de « sauvegarder l'indépendance technologique nationale et d'utiliser les moyens techniques les plus appropriés à notre niveau de développement social et économique », ils expriment « des réserves sur le fait que, dans un pays où existent plus de 100 000 MW d'énergie hydraulique, il soit nécessaire de faire appel dans l'immédiat à une solution nucléaire de cette importance » (4).

Cette prise de position, critiquée à peine voilée de la décision gouvernementale, invite à s'interroger sur son bien-fondé. Quels besoins énergétiques justifient ce recours à une technologie étrangère sophistiquée et encore mal maîtrisée ? Le professeur Andrade Ramos, directeur de la C.N.E.N., et qui partage les vues officielles, se réfère à une croissance continue du marché énergétique brésilien de 12 % l'an. Par ailleurs, les autorités brésiennes signalent que « des études et projections sur la région sud ont démontré que d'ici à 1980 seront entièrement mises

en exploitation toutes les sources d'énergie hydraulique (...), le programme d'installation de centrales nucléaires jouant un rôle de la plus grande importance à partir de la décennie de 1980 » (5).

Ces deux intéressantes prévisions, nous renseignent utilement sur la méthode d'évaluation des besoins énergétiques nationaux. Le taux de 12 % retenu correspond à une croissance de la production industrielle avoisinant 15 % de celle des sommets du « miracle économique », époque révolue. « Et les analystes extrapolent les besoins du « poumon » São Paulo à l'ensemble du pays. Comme si la perspective brésilienne ignorait récession et disparités régionales, et faussait délibérément l'impression sur un style de croissance à plus bas profil énergétique, au moment où les planificateurs européens commencent à étudier sérieusement cette possibilité. Voilà qui démontre sinistrement l'« impérieuse nécessité » d'une abondante production d'électricité d'origine nucléaire dès 1981, d'autant

Banc d'essai pour l'Allemagne ?

A l'inverse, on saisisse bien tout l'intérêt que le gouvernement d'Helmut Schmidt porte à cet accord. Il permet aux firmes allemandes (Kraft-Werk Union, Siemens, A.E.G.) de faire une expérience décisive sur le marché mondial des réacteurs, dominé jusqu'à présent par les firmes nord-américaines Westinghouse et General Electric. Associées à la production de l'uranium brésilien par l'intermédiaire de la société Urangesele, les dirigeants allemands voient se dissiper le spectre du manque de leur propre programme nucléaire. Enfin, et ce n'est pas l'aspect le plus négligable, le Brésil va servir de banc d'essai à la technologie allemande.

Si la filière à eau pressurisée (réacteurs de type PWR) a déjà été expérimentée avec succès, en France notamment, la forte puissance retenue pour chaque centrale (1300 MW) peut faire surgir des problèmes techniques nouveaux, et surtout le procédé adopté d'enrichissement de l'uranium

tant que les énormes potentialités hydrauliques — sans parler du solaire — de l'ensemble amazonien sont encore intactes.

Le mobile économique serait-il plutôt la véritable raison d'être de cette coopération ? Les accords traditionnels, alors le désir d'alléger un peu le fardeau de la balance commerciale, sur laquelle pèsent lourdement les importations pétrolières, en lui substituant de l'électricité nationale ? Arguerait-on aussi pour probant. Le propre du Brésil qui ne dispose pas de toute l'infrastructure d'un pays hautement industrialisé, est qu'il introduit une dépendance technologique durable (6). Autrement dit, il gèrera le budget importation et empruntera un gonflement de la dette extérieure déjà considérable (22 milliards de dollars). On a du mal à imaginer que les dirigeants brésiliens aient pu jouer une amélioration temporaire de leur commerce contre la certitude d'une dégradation régulière de celui-ci à moyen terme.

— dit procédé « Becker » par typhé — expérimentés dans le centre de recherche nucléaire de Karlsruhe, n'a jamais été industrialisé. Tout se passe comme si, au moment où les pionniers du nucléaire tels que les États-Unis et la France sont peu à peu gagnés par l'expectative à l'égard de cette technologie, la rentabilisation et la mise au point du très coûteux programme nucléaire exigent son expérimentation dans des pays périphériques. Cynisme mais bon calcul : il revient toujours moins cher d'exporter les risques.

De ce point de vue, un certain nombre d'interrogations se sont récemment exprimées (7). Elles proviennent du rapprochement entre les strictes exigences de sécurité qu'impose un tel programme — dont la fiabilité reste à prouver — et la culture du régime brésilien. Qui peut assurer, en effet, que les normes de radioactivité, par exemple, seront bien respectées, dans un pays où aucun contrôle populaire ne peut s'exercer et où les droits de

la fin du gouvernement Kubitschek. Pour donner un nouvel élan à l'industrialisation, deux voies radicales étaient ouvertes : ou bien l'effacement du marché intérieur par une politique de réformes sociales et l'extension du secteur nationalisé de l'économie, ou bien une nouvelle étape d'accumulation fondée sur la concentration accrue des revenus distribués, la consommation des classes aisées stimulant une reprise des industries de biens de consommation durables.

Le despotisme tropical

(Suite de la première page)

Après la fin de la traite, les planteurs, qui disposent d'importantes stocks d'esclaves, pourront, progressivement, faire appel aux immigrants italiens et aux paysans pauvres du Nordeste ; ceux-ci entreprendront alors le calvaire séculaire qui les conduit à sillonner le territoire brésilien au gré des spéculations internationales sur l'agriculture commerciale, jouant sur ce volant de travailleurs soumis par la violence aux plus inhumaines conditions de travail, l'agriculture peut rester très compétitive.

La toute-puissance des planteurs dans leur domaine se trouve justifiée par l'importance même de l'agriculture commerciale. Le besoin impérieux de fixer les travailleurs dans les plantations, dans un pays où la disponibilité des terres reste infinie, les autorise à accaparer à leur profit des pouvoirs qui, partout ailleurs, sont directement exercés par l'État. Le poids sociologique de la grande plantation est tel, dans les campagnes, que le « vagabond » est le petit paysan vivant sur des terres dévolues, sans titre de propriété, et tirant sa subsistance de la forêt des rivières et de la petite agriculture domestique. Tout cultivateur qui refuse la pénible condition de travailleur rural devient un hors-la-loi. Cette société rurale autoritaire réussit ainsi à maintenir l'essentiel de ses prérogatives dans la période post-esclavagiste. Et c'est paradoxalement pendant cette période que se popularise en Europe l'image du « Brésilien », nonchalant, riche propriétaire dont le personnage fournit un rôle de composition dans les opérations parisiennes, tel ce Brésilien — qu'Offenbach fait zozoter dans la Vie parisienne.

La répression et l'armée

APRÈS s'être affirmée, pendant le dix-neuvième siècle, comme un instrument du pouvoir central et de la bureaucratie d'État contre les oligarchies régionales, l'armée joue un rôle complémentaire aux côtés des forces militarisées des États de la Fédération et n'intervient localement que lorsque les conflits dépassent une certaine ampleur.

Dans les années 1920, une série d'insurrections dirigées par de jeunes officiers progressistes préparant la révolution de 1930 et l'événement d'un nouveau pacte politique qui permet aux classes moyennes de faire irruption dans la politique brésilienne, brisent l'hégémonie politique des planteurs. Dans la mesure où il définit l'industrialisation comme un des objectifs fondamentaux de l'État, Getulio Vargas qui avait pris la tête du gouvernement, associe les militaires à la poursuite de ces objectifs économiques, contribuant ainsi au renforcement de l'armée elle-même en tant qu'institution et pour l'accomplissement de la mission de défense du territoire national qui lui était impartie.

Dependait, cette association de l'armée aux grandes tâches de la politique économique s'affirme au moment même où l'instabilité militaire subit des changements stratégiques lourds de conséquences. Au retour de son action aux côtés de l'armée américaine en Italie pendant la seconde guerre mondiale, des officiers brésiliens demeurent fidèles à l'esprit de camaraderie

comme un postulat permanent et à fortifier les conséquences logiques d'un tel alignement. Le type d'effortment auquel devaient se préparer les armées occidentales demandait donc non seulement une simple coordination des armées nationales, mais une véritable intégration sous le « leadership » américain.

Cette doctrine se diffusait parmi les militaires au moment même où l'armée était appelée à prendre part devant l'impasse économique et politique ouverte à

l'homme sont constamment hantés ? Qui connaît d'éventuels accidents — ce risque n'est pas nul — dans un pays où l'information est en liberté surveillée ?

L'autres préoccupations tiennent aux décalages économiques que tend à produire l'accord germano-brésilien. D'une des clauses de ce contrat stipule que le Brésil pourra livrer à l'Allemagne jusqu'à 20 % de ses réserves évaluées d'uranium. Outre que ce mode de paiement perpétue les termes classiques de l'échange inégal (matière première contre technologie), il accentue dangereusement le mouvement de dénationalisation des richesses minérales nationales. Après l'introduction des « contrats de risque » pétroliers qui ouvraient une

Rêves militaires et politiques des multinationales

MAIS si ce choix nucléaire brésilien n'apparaît adapté ni aux besoins ni aux ressources du pays, ne répond pas à des impératifs économiques évidents, ne faut-il pas chercher ailleurs les motifs de son adoption ?

En d'autres termes, le vieux rêve des militaires brésiliens d'accéder à l'arme atomique n'a-t-il pas été trop vite oublié ? Il est d'autant plus légitime de se poser la question que le processus de retraitement de l'uranium — qui conduit à l'obtention du plutonium, produit fissile de base pour la fabrication de l'arme atomique — est aujourd'hui, sur le plan de l'utilisation pacifique, remis en cause. Comme l'a écrit Jean-Louis Lavallard, « les gouvernements étrangers qui l'obtiennent à vouloir restreindre les combustibles nucléaires qu'ils le font à des fins militaires, puisque l'opération serait reconnue comme économiquement non rentable » (10).

En tout cas, si cette hypothèse devait être retenue, on en mesure déjà les conséquences politiques. La possession de la bombe conforterait le pouvoir des militaires, plus sûrs encore de leur puissance, conduirait au renforcement des appareils de sécurité au travers des « nécessités de la surveillance » et renforcerait la position des généraux brésiliens par rapport à

large brèche dans le monopole d'État de la sécurité, l'épuisement des réserves de manganèse dû à son exploitation intensive depuis 1953 par la Bethlehem Steel (associée au groupe brésilien Ambrósio) dans l'État d'Amazonas, un autre pan de la propriété nationale qui s'effondre.

Par ailleurs, la distribution d'électricité reste encore, dans une large mesure, l'appauvrissement du privé. Lorsque l'on connaît les pratiques de compagnies telles que « Light and Power » à São Paulo ou « Bond and Share » à Rio et dans le Nord-Est (8), on peut s'interroger à juste titre du supplément de pouvoir qu'elles exerceraient sans contrôle. Les écologistes n'ont pas tort, non plus de dénoncer l'aberration qui conduira à installer deux ou trois des huit centrales dans l'État de São Paulo, alors que la ville souffre déjà d'un surcroît de pollution.

A dire vrai, le gouvernement brésilien n'en est pas à une incohérence politique près. Alors que le II^e plan national de développement souhaite attirer les déséquilibres régionaux en contribuant à la mise en valeur de l'Amazonie et du Nord-Est, le gouvernement entérine un projet énergétique qui contribue à renforcer la concentration excessive d'activités dans le Sud-Est (9).

leurs partenaires latino-américains. C'est bien la menace la plus grave — malgré tous les démentis de pure forme — que fait courir cet accord de coopération.

Avec les militaires, les entreprises multinationales sont sans doute les plus intéressées à la réalisation de ce contrat. Ce sont elles que l'on retrouve en amont et en aval de la chaîne nucléaire. Principales consommatrices d'électricité, elles sont également grandes pourvoyeuses de technologie. Comme par ailleurs, elles ont su habilement intégrer à la direction de leurs filiales brésiennes les militaires fraîchement émoulus de l'École supérieure de guerre et les généraux brésiliens (11), rares sont les conflits d'intérêt.

En ce sens, l'accord nucléaire germano-brésilien représente peut-être la première manifestation de ce « complexe militaro-industriel » que l'on voit s'asseoir son pouvoir à long terme (la validité du contrat s'étend jusqu'à 1990) et pour essayer — en faisant jouer d'énormes intérêts économiques — d'associer une puissance occidentale autre que les États-Unis, en l'occurrence l'Allemagne, à la perpétuation de la dictature brésilienne.

Y. H.

nombreux paradoxes. L'enlèvement de l'ambassadeur américain Burke Elbrick, en 1969, illustre le décalage entre la politique antérieurement formulée par le département d'État et le pas franchi par les militaires brésiliens avec l'aide du Pentagone. Appartenant à la génération de fonctionnaires qui accédèrent à des postes importants sous l'administration Kennedy, Charles Burke Elbrick, ancien ambassadeur américain à Lisbonne puis à Belgrade, avait déjà donné des preuves de son talent de négociateur. En décembre 1961, au moment où l'Inde envahit l'ancienne possession portugaise de Goa, son action à Lisbonne, coordonnée à celle de J.K. Galbraith, ambassadeur des États-Unis à New-Delhi, avait été très remarquée (2).

Il paraît, promis à un brillant avenir lorsqu'il est nommé ambassadeur à Brasilia quelques années plus tard. Son enlèvement, à Rio-de-Janeiro, attire l'attention de l'opinion publique occidentale sur la situation politique brésilienne. Libéré au bout de quelques jours, en échange de prisonniers politiques martyrisés par les militaires, Elbrick s'est montré très impressionné par les militants qui s'entretenaient avec lui pendant sa captivité. Dès son arrivée à l'ambassade américaine, devant un parterre de journalistes du monde entier, il fait des commentaires très modérés sur ses géoïens et déclare avoir été très bien traité. Exaspéré par ces propos, les militaires brésiliens s'aperçoivent plus tard que l'ambassadeur avait poussé l'« inadvertance » jusqu'à livrer aux militants les noms des principaux agents brésiliens travaillant pour le compte de la C.I.A. Appelé pour consultation à Washington, Charles Burke Elbrick ne rejoignit plus son poste et semble avoir été mis, par le département d'État, sur la voie de garage.

La fin du gouvernement Kubitschek. Pour donner un nouvel élan à l'industrialisation, deux voies radicales étaient ouvertes : ou bien l'effacement du marché intérieur par une politique de réformes sociales et l'extension du secteur nationalisé de l'économie, ou bien une nouvelle étape d'accumulation fondée sur la concentration accrue des revenus distribués, la consommation des classes aisées stimulant une reprise des industries de biens de consommation durables.

L'état de guerre interne

Si une partie de l'armée restait attachée à une industrialisation nationale, de nombreux officiers se méfiaient de la mobilisation politique intense dont le Brésil était le théâtre. Le spectre de la « république syndicale », régulièrement évoqué par la droite, sensibilisait des militaires qui voyaient poindre à l'horizon une institution qui rivaliserait avec eux sur le plan de la représentativité nationale. Les luttes sociales en cours montraient, d'autre part, que l'industrialisation nationale n'était réalisable qu'au prix de bouleversements sociaux dont l'issue ne paraissait pas prévisible.

Le coup d'État d'avril 1964 rompt dix-huit années de légitimité constitutionnelle pour armer la vague montante du mouvement populaire. La période qui suit est marquée par l'établissement des préconditions politiques et sociales qui permettront une nouvelle expansion industrielle fondée sur la concentration des revenus et la baisse du salaire réel des travailleurs. Après le démantèlement de l'appareil syndical, l'armée elle-même est le théâtre de purges importantes, qui éliminent les officiers nationalistes et permettent l'endocritisme du contingent.

Sur le plan international, on assiste à un revirement total de la politique brésilienne. Brasilia rompt ses relations avec Cuba et envoie des troupes à Saint-Domingue en 1965. C'est l'officialisation de la doctrine des « frontières idéologiques ». L'intériorisation de cette doctrine au sein de la société brésilienne brise le cadre traditionnel où évoluaient les conflits politiques régionaux. Le rôle des forces armées passe de la défense du territoire au maintien de l'ordre. La portée de l'action de tel ou tel groupe d'opposants politiques n'est plus jugée d'après ses seuls effets régionaux ; c'est, dans le contexte de la lutte des nations de l'hémisphère contre la « subversion », qu'est conçue la nature de la contre-offensive qui doit être menée par les forces militaires nationales. L'état-major de l'armée passe ainsi à une interprétation « supranationale » de la sécurité de l'État.

Cette situation nouvelle a engendré de

(1) Latin American Institutional Development, « Changing Military Perspectives in Peru and Brazil », par L.S. Elnaui et A.C. Supan, Rand Corporation, Report R-368-DOB, avril 1971, 122 pages.

(2) Ambassador's Journal - A personal account of the Kennedy years, par J.K. Galbraith, Londres 1968, 656 pages.

(1) 1 mégawatt = 1 MWe = 1 million de watts. À titre de comparaison, notons que le récent accord entre la France et l'Afrique du Sud porte sur la livraison de deux centrales de 825 mégawatts.

(2) M.D.B. : Mouvement démocratique brésilien, seul parti d'opposition toléré.

(3) C.N.E.N. : Commission nationale de l'énergie nucléaire.

(4) Extrait d'une motion approuvée le 14 juillet 1975 par la Société brésilienne de physique et l'Assemblée générale de la Société brésilienne pour le progrès de la science.

(5) Brésil Information, n° 14, novembre 1975, publication du ministère des relations extérieures du Brésil.

(6) Dépendance d'autant plus certaine que la filière à eau légère a jamais été étudiée dans les centres atomiques brésiliens.

(7) Lors de la journée internationale d'étude sur ces accords, qui s'est tenue à Paris, le 19 mars 1976, sous la présidence des professeurs Kastler et Rigaux, Le Comité France-Brésil, 19, rue Jacob, Paris (8^e), publiera prochainement l'essentiel des interventions prononcées.

(8) Il est déjà arrivé que ces compagnies pratiquent des coupures prolongées de courant, comme moyen de pression, pour obtenir une part accrue du marché.

(9) Le Journal pro-gouvernemental, Correlato do Povo (28 juin 1975) avoue ingénument : « Les habitants de l'Amazonie ne pourront pas être mis à contribution avant 1990, car toutes les difficultés ne sont pas surmontées et les études et les investissements préliminaires ne sont pas faits ».

(10) Le Monde du 25 février 1976.

(11) Sur cette imbrication des intérêts militaires et économiques étrangers (américains surtout), cf. Miguel Alemán, « Le nouveau visage de l'absolutisme », Le Monde diplomatique, septembre 1974.

مركز البحث

Auparavant classé comme un pays dont le peuple avait un comportement paisible, le Brésil fut, dès lors, considéré comme un pays dangereux, et les diplomates furent recroqués en conséquence. Depuis cette époque, l'ambassade américaine est étonnée de nombreux « opérations ».

Sur le plan national, l'état de guerre interne, instauré par les militaires, eut pour conséquence l'effacement de la guerre civile dans l'histoire du Brésil. Parallèlement à l'effacement de la guerre civile, l'armée brésilienne fut conduite à entre-

prendre la construction de routes qui ont rompu l'isolement où se trouvait la région, pendant qu'elle prenait des mesures d'assistance médicale dont bénéficiaient temporairement les populations désaménagées de la contrée. Étonné de l'intérêt soudain que les autorités portaient au sort de ces populations, un maître de la région avait candidaté à la presse brésilienne que, tout compte fait, la guérilla avait été « bénéfique ». Mais, au-delà de ces incidences inattendues, la conséquence la plus tragique des événements de 1964 à 1972 fut l'extension de l'appareil répressif.

La crise économique qui s'amorça en 1974 et le déclin des investissements américains et européens au Brésil incitent les dirigeants brésiliens à rompre partiellement avec la politique d'alignement inconditionnel sur la diplomatie américaine, dont les changements devenaient trop décevants. La diplomatie brésilienne procède à une adhésion progressive aux thèses d'alignement sur l'axe Moscou-Pékin, dans l'espoir de bénéficier des actions conjuguées des pays producteurs de matières premières. Ce rapprochement a pu se poursuivre après le coup d'arrêt porté à la libéralisation interne.

Paradoxalement, les limites de cette politique extérieure « indépendante » surgissent après le geste le plus spectaculaire et le plus audacieux de la diplomatie brésilienne : la reconnaissance du M.P.L.A. au lendemain du retrait des troupes portugaises de l'Angola. L'inter-

venue d'une évolution déjà perceptible depuis quelques années. Dans la rivalité séculaire qui oppose le Brésil et l'Argentine, les États-Unis suivaient la prudence et habile politique pratiquée par l'Angleterre au dix-neuvième siècle : utiliser avantageusement la position d'arbitre pour obtenir des concessions commerciales des deux nations, sans pour autant opter pour l'un ou l'autre pays.

Toutefois, depuis l'échec de l'opération de relèvement des militaires entreprises par Peron, l'Argentine a plongé dans une impasse à tous égards exemplaire par rapport à la situation brésilienne. Con-

trairement à ce qui se passa au Brésil, où l'appareil syndical organisé par Vargas s'écroula avec Goulart en 1964, la C.G.T. argentine résiste encore aux pressions patronales et rend impossible toute politique d'accumulation capitaliste fondée sur une compression des salaires et sur un volant de chômeurs, conditions qui furent indispensables au « miracle économique » brésilien. Tirant les leçons de ces évolutions différentes de la situation intérieure des deux pays, les États-Unis privilégient, depuis quelques années, leur alliance avec le Brésil, au détriment de l'Argentine.

Les obstacles à la libéralisation

Le durcissement marqué par l'« Acte institutionnel n° 5 » (décembre 1964) jeta dans la clandestinité d'abord, dans la lutte armée ensuite, des étudiants, journaliers et ouvriers qui, dans la période précédente, misaient sur la pression du mouvement de masses pour contraindre les militaires à lâcher leur politique. Les officiers qui, depuis la fin des années 1950, recevaient de l'armée américaine un entraînement intensif à la lutte anti-guérilla dans la forêt et qui s'étaient préparés pour des actions de « pacification » dans les campagnes, furent pris au dépourvu par l'effacement de la guérilla urbaine. Ils durent faire appel aux « techniciens » de la police civile qui avaient une connaissance approfondie des méthodes de répression en milieu urbain. En effet, dès le début du siècle, l'appareil de répression avait créé un flux migratoire vers les villes, gonflées de bidonvilles et de banlieues misérables. Au fur et à mesure, la police avait vu s'accroître son rôle pour « contenir » la criminalité. La peine de mort étant proscrite de la Constitution, la police utilisait les méthodes qui avaient déjà fait leurs preuves au temps de l'esclavage. Depuis plusieurs décennies, tortures et exécutions sommaires remplissent chaque jour la chronique policière de Rio-de-Janeiro et de São-Paulo. Ces agents spécialisés dans l'infirmité, le chantage et la torture traquent et abattent un à un les chefs des mouvements syndicaux. Les aveux extorqués sous la torture forment les bases de l'accusation dans les procès qui enverront des centaines d'opposants en prison.

Lorsque le général Ernesto Geisel arrive à la présidence de la République en 1974, les mouvements clandestins de l'opposition se sont pratiquement effondrés. Il apparaît alors souhaitable de réduire un appareil de répression qui souille l'image du régime à l'extérieur et dont le maintien paraît désormais inutile. D'autre part, sur le plan international, la contradiction était flagrante entre l'état de guerre interne, directement inspiré de la « guerre froide », et la « détente » internationale. Très vite, il est apparu que les analyses politiques de la présidence de la République, jugeant indispensable une libéralisation du régime pour procéder à un

élargissement de sa base sociale, n'étaient pas suivies par les responsables les plus directs de la répression. Il s'est alors confirmé, de manière concrète sur le plan des institutions, ce qui était déjà clair au niveau politique depuis 1964 : certains milieux industriels et bancaires avaient confié à leur profit l'ordre établi par les militaires. L'appareil de répression, court-circuitant l'autorité de l'État, fonctionnait comme police privée au service de ses groupes économiques. Dès la fin des années 60 s'est organisé tout un circuit de contributions de patrons et de grands capitalistes pour financer la répression. Parmi les donateurs figurent aussi bien des entrepreneurs de certains secteurs spéculatifs, comme celui de la construction civile, que de grands industriels et banquiers (3).

Ces organisations ont montré qu'elles craignaient que la libéralisation ne favorise la réorganisation du mouvement syndical. La répression s'est attaquée alors avec violence aux milieux intellectuels et syndicaux. Un nouveau pas fut franchi à São-Paulo, où d'importantes organisations politiques sont structurées autour du commandement de la II^e armée. Par des assassinats délinéaires, les autorités militaires de cet État ont voulu placer le président de la République au pied du mur pour l'obliger à prendre le risque de désavouer publiquement la répression. Jouant habilement de l'indignation provoquée dans l'opinion publique par ces assassinats, le gouvernement central a pu procéder à un certain nombre de changements dans les unités de l'armée et dans la police de São-Paulo.

Pourtant, on est encore loin d'une quelconque « nuit des longs couteaux » qui aurait débouché sur une unification de la police dans la main de l'État. Car il est apparu que la chaîne de complicités dont jouissent les militaires est loin d'être restreinte au rang des sous-officiers (4). Le gouvernement militaire brésilien, qui en veut à son « révolutionnaire », ne peut pas ouvrir le procès des militaires sans risquer de mettre en question sa propre légitimité. Le président Geisel ne voit donc que vider provisoirement de leur contenu les oppositions qui surgissent au sein de la police, et, pour cela, il doit durcir son attitude, abandonnant sa

venance des troupes cubaines dans le conflit cubain, le vieux démon de la subversion communiste, qui avait, pendant longtemps, inquiété les militaires brésiliens. Toutes les conditions se trouvent alors réunies pour créer, dans l'Atlantique Sud, un microclimat de tensions internationales qui ramène le Brésil aux beaux jours de la guerre froide.

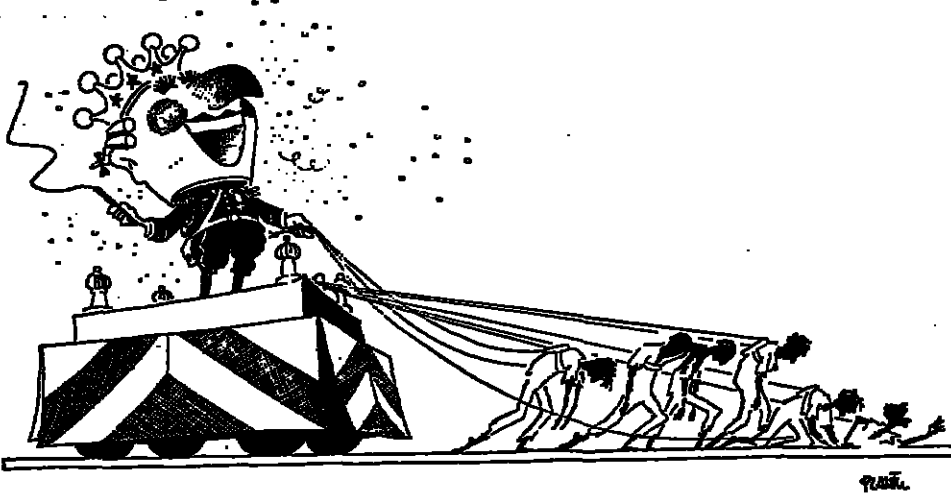
La disparition de la contradiction entre la dette internationale — les Américains avaient donc « tort » — et l'état de guerre interne justifiaient le durcissement du régime. Il y est donc, à deux années d'intervalle, la coïncidence de facteurs internationaux et intérieurs qui ont permis aux secteurs les plus durs, parmi les militaires et parmi les civils, de renforcer leur emprise sur le régime. La récente visite de M. Kissinger en Amérique latine offi-

cielle avait assuré la victoire de Fidel Castro à Cuba. On y retrouvait les principes de la politique d'engagement qui avaient marqué la « guerre froide ». L'arrivée des militaires au pouvoir au Brésil, en 1964, a stoppé net ce mouvement. Cependant les risques encourus par la politique d'intégration économique aux

Le complexe agro-alimentaire

La politique actuelle des États-Unis comporte d'autres différences fondamentales par rapport à celle pratiquée au début des années 1960. Maquere, la création de l'Alliance pour le progrès visait à réduire les inégalités sociales les plus criantes, pour contrer le mouvement de radicalisation des classes moyennes dont

États-Unis ne se trouvaient pas éliminés. L'existence d'un important secteur nationalisé gênait la pénétration du capital étranger. En outre, les grandes compagnies nationales brésiliennes ont toujours sacrifié des fonctionnaires assez rebelles à la pénétration du capital étranger. Le caractère imprévisible qu'a toujours



1964.

revêtu la succession présidentielle au Brésil, depuis que les militaires sont au pouvoir, rendait encore plus redoutable une alliance entre des militaires nationalistes et une partie de la bureaucratie d'État.

(Lire la suite page 10.)

LECTURES SUCCESSIVES D'UN GRAND LIVRE

Racisme et mythes brésiliens

C'EST un curieux destin que celui du livre de Gilberto Freyre qui a été récemment réimprimé en France (1). Dans une puissante fresque historique sont brodées les étapes du « processus » de la civilisation brésilienne, du Brésil d'aujourd'hui au Brésil d'hier, du Brésil des colons aux indigènes, de l'importation massive d'esclaves, autour des domaines des plantations de canne à sucre s'organise une société esclavagiste, agitée et esclavagiste qui procède à la fusion des cultures indiennes, africaines et portugaises dans une culture plus vaste et multiforme, donnant le jour à la civilisation originale dont le Brésil est le creuset.

« Gilberto Freyre » nous fait la description de la famille patrilinéaire pour faire ressortir le rôle capital joué par les Portugais. Les colonisateurs développent des liens familiaux et para-familiaux avec l'ensemble des habitants du domaine et par là même font le rôle qui mène à la formation de groupes culturels isolés et autarciques. L'indien et l'Africain servent de médiateurs aux Portugais dans leur adaptation à un milieu matériel hostile, permettant ainsi la « survie » de la civilisation sur une large échelle d'une grande civilisation dans la zone tropicale.

La publication de cet ouvrage en 1933 coïncide avec un mouvement de critique de la société esclavagiste et agitée brésilienne, propagé par les élites modernisantes au moment où Vargas arrive au pouvoir avec l'appui des couches moyennes urbaines. Le livre est aussitôt reçu comme un ouvrage progressiste, courageux, dont les thèmes principaux réhabilitent la culture noire et son apport à la formation de la société brésilienne.

Maîtres et esclaves construisent le courant raciste occidental qui se développe à la dix-neuvième siècle, le thème de la supériorité de la race blanche émergeant de la conquête de possessions en Afrique et en Asie. Ce courant raciste était réprouvé au Brésil, où les classes dominantes qui discutent la question de l'identité nationale rejettent la culture africaine : elles veulent faire reconnaître la société brésilienne comme une société blanche, de civilisation européenne.

De 1888 à 1938, un courant dit de « racisme scientifique » s'élève à dénoncer le « blanchiment » progressif du peuple brésilien par l'appel à toutes sortes d'arguments culturels et démographiques.

« Gilberto Freyre » s'inscrit en faux contre ces idées courantes, et il fonde son interprétation sur une documentation variée, créant à la fois sa propre méthodologie et son propre style. Dans l'après-guerre, à la suite du cataclysme nazi et du renversement du régime autoritaire de Getulio Vargas, les idées développées par Freyre sont de nouveau à l'ordre du jour. En 1942 apparaît la première édition française de Maîtres et esclaves.

Le préface par lequel Lucien Febvre présente l'ouvrage aux lecteurs français est significatif de l'état d'esprit des intellectuels français pendant cette période. De la méthode de l'auteur, Lucien Febvre retient la liberté du chercheur. Du contenu du livre, il dégage les leçons qu'en doivent tirer les Européens, qui

« volent partout se révolter contre eux, ces peuples de couleur (...) ». Dans la marée montante de la décolonisation, c'est ainsi l'ombre du problème colonial qui se profile derrière la lecture de ce livre de Gilberto Freyre. Le Brésil, tel qu'il y est décrit, apparaît comme un exemple réussi de société ayant intégré les cultures dissimilables mises face à face par les colonisateurs.

La suite des événements compromet les tentatives de trouver une solution similaire aux problèmes posés par la décolonisation. L'influence de Maîtres et esclaves reste néanmoins vivace en Europe. Toute une génération d'intellectuels français est restée attachée aux idées de Freyre sur la « démocratie raciale » brésilienne, essai de révers générique que les guerres coloniales en Indochine et en Algérie faisaient tomber en lambeaux.

Une décennie plus tard, lorsque le souverainisme portugais doit à son tour se mettre à l'heure de la décolonisation, les idées de Gilberto Freyre sont de nouveau venues au dossier du régime salazariste autarcique, appuyant sur les livres de Gilberto Freyre, que la colonisation portugaise était différente de celle pratiquée par les autres pays européens — ce qui était vrai — et que le problème de la décolonisation des « provinces d'outre-mer » ne se posait pas. C'est pourtant l'argument que l'histoire vient de jeter par-dessus bord à Lisbonne, à Luanda, à Lourenço-Marques.

Voilà donc Maîtres et esclaves ramené à sa dimension initiale, celle que lui donnait la société brésilienne. Quelle est la portée de l'analyse de Freyre dans le Brésil actuel, quarante ans après l'apparition de son livre ?

RÉVÉLONS un peu sur le ténor de cette analyse à peine naissante, les provinces du nord du Brésil, essentiellement Bahia et Pernambuco. Gilberto Freyre étudie les rapports entre maîtres et esclaves tels qu'ils se sont organisés dans cette région pendant la dix-neuvième siècle, et de là provient la partie la plus considérable de sa documentation.

Des études plus actuelles démontrent que cette région est en décadence tout au long du dix-neuvième siècle, en raison de la baisse des prix du sucre. Les plantations exploitent eux-mêmes les esclaves sans recourir à l'emploi de salariés dans des activités domestiques et entrepreneuriales du domaine que dans les plantations. Pendant ce temps, dans les États du sud du Brésil, São-Paulo et Rio-de-Janeiro, l'expansion des plantations de café se poursuit de manière accélérée. L'ensemble des esclaves sous-employés dans le Nord, le Nord-Est et même le Sud sont achetés par les planteurs de café. Quand l'économie siffle de la traite esclavagiste s'estompe, en 1850, les esclaves urbains et des petites plantations recouvrent l'attention de leur vente aux planteurs de café comme un châtiment.

Dès 1870 il y a déjà des centaines d'esclaves dans le Centre-Sud que dans le Nord-Est. La formidable hausse des exportations de café entraîne un durcissement des conditions de travail dans les champs. Des soulèvements répétés d'esclaves

sont signalés dans toute l'aire où avance la culture de café. La société esclavagiste étudiée par Gilberto Freyre — celle du Nord-Est — porte peu de tensions, dans la mesure même où elle se situe dans le déclin du marché international, sa raison d'être.

Par ailleurs, c'est la situation des esclaves domestiques qui se rapproche le plus du modèle de rapports entre maîtres et esclaves, décrits dans le livre comme étant relativement relâché. Or les esclaves des champs reçoivent un tout autre traitement de la part des surveillants de la plantation. D'autre part, si les esclaves urbains échappent davantage au contrôle de leur maître, c'est pour avoir affaire avec la police et les patrons auxquels leur maître a loué leurs services.

L'interprétation de Gilberto Freyre se ressent de ces différences régionales et sectorielles dans la mesure où elle a l'impression d'englober l'ensemble de la société esclavagiste brésilienne. Cela est dû en partie à la description par thèmes, qui étudie le problème de la périodisation, et en partie aux doctrines sociologiques qui ont inspiré l'auteur. En conséquence, tous les aspects de la trame sociale se trouvent en place, mais le rythme auquel Gilberto Freyre les fait évoluer est largement impressionniste.

Ces critiques ont été formulées en leur temps et l'auteur en est conscient. Au fur et à mesure des préfaces qu'il écrit pour les éditions successives du livre, il précise d'ailleurs que son sujet « n'est moins ce qui survit parmi nous de la race et de la civilisation africaine, portugaise ou indigène dans leur état le plus pur (...) » que la « processus de formation d'une société et d'une civilisation typiquement brésiliennes » (préface de la troisième édition parue au Brésil).

Même s'il n'adhère pas au satisfecit à l'état des rapports raciaux au Brésil, Gilberto Freyre voit dans le mélange de races — la « miscélation », — connu dès les débuts de la colonisation, le fait majeur de la société brésilienne et le processus ininterrompu à travers lequel s'accomplit la « démocratie raciale ». C'est une définition sur cela que se fonde l'idéologie raciale dominante au Brésil actuel.

Dans cette idéologie multiraciale — avec la nuance comme couche intermédiaire, la classification se fait à partir des caractéristiques physiques de l'individu, qui peuvent varier selon l'époque, la région ou l'observateur (le phénotype ?). Au contraire, aux États-Unis, l'idéologie bi-raciale classe les individus soit comme des Blancs soit comme des Noirs ; les mariages exogames y sont condamnés et les cas individuels sont résolus non pas par l'apparence de l'individu, mais par son ascendance raciale.

Pour expliquer le processus de « miscélation » des races au Brésil, Freyre invoque la « lubricité » des Portugais et de leurs descendants et l'« indifférence » du Brésilien à l'égard des critères raciaux habituels. D'autres auteurs avancent des explications qui contrarient cette vision optimiste de ce vaste et complexe processus. Le « blanchiment » de la

race au Brésil est tout autant le résultat d'une politique officielle d'immigration favorisant les Blancs (en 1934, devant la montée du nombre d'immigrants japonais, le gouvernement a créé un système de « quotas » par régions qui définit aujourd'hui encore la politique officielle) que du langage du « stock » ethnique et culturel négroïde. La dynamique de ce « blanchiment » se trouve moins dans le « préjugé » réel ou supposé des Portugais et Brésiliens, Blancs et Noirs, que dans l'exploitation sexuelle qu'ils exerçaient sur les femmes noires et qui a été relayé par le préjugé racial qui a poussé celles-ci à rechercher des compagnons plus blancs qu'elles (processus d'hypergamie). Sont ainsi créés les effets cumulatifs qui, de génération en génération, provoquent la décroissance naturelle de la population noire. Parallèlement, la cooptation par laquelle les Blancs organisent l'ascension sociale des Noirs et des métis établit le mécanisme de « décapitation » culturelle du groupe inférieur par l'absorption de ses élites dans le groupe dominant.

TOUTES ces raisons expliquent comment la question raciale se trouve masquée dans la société brésilienne actuelle. D'autre part, les critères en fonction desquels les Occidentaux classent les civilisés et les « autres » ont aussi changé. Le « miracle brésilien » présenté par les classes dominantes est le taux de croissance annuelle du produit intérieur brut, et non plus le taux d'accroissement de la population blanche, qui trahissait les diplomates brésiliens d'antan.

L'interprétation que Gilberto Freyre donne de la société brésilienne reste largement tributaire d'un Brésil agraire et patriarcal, d'une civilisation pré-industrielle où les groupes culturels en présence se trouvaient dans un équilibre relatif. L'urbanisation croissante et l'industrialisation sauvage des dernières décennies ont fait basculer cet univers dans un passé mythique. En même temps, la révolution graduelle des pratiques qui, au Brésil, convertissent les formes de discrimination raciale, a transformé le thème de la « démocratie raciale » en un mythe brésilien. Le rappel inlassable qu'en fait la classe dominante et la violence avec laquelle sont accueillies les critiques des sceptiques montrent que ce mythe est devenu un des piliers de l'ordre au Brésil.

Face à une évolution sociale infligeant les idées générales de sa jeunesse, Gilberto Freyre s'est retranché dans un passéisme étroit. Sa voix autorisée a été maladroite aux moments d'urgence, au Portugal, essayant de donner une couverture idéologique nouvelle au maintien des colonies en Afrique. Mais cette fin mélancolique ne peut pas faire oublier que ce livre porte un message fraternel et généreux d'une société qui, au-delà de son propre getto, garde la puissance capable de transformer ce message en une réalité vivante.

J. J.

(1) Maîtres et esclaves, traduction française de Roger Bastide, préface de Lucien Febvre, Éditions Gallimard, 550 pages, 75 francs.

(Suite de la page 9.)

En d'autres termes, le coup d'Etat a certes rendu plus difficile la progression des idées socialistes au Brésil par la suppression des libertés civiles, mais l'existence d'un secteur nationalisé et les rapports de forces à l'intérieur de l'armée n'excluent pas l'alignement du Brésil sur des positions tiers-mondistes. L'offensive de la diplomatie américaine à l'égard du Brésil vise donc à forcer un double isolement de la politique brésilienne : à l'intérieur de l'Amérique latine d'abord, au sein des pays du tiers-monde ensuite. Par ailleurs, la « réponse » brésilienne devant la banqueroute économique va dans le même sens. Plutôt que de mettre en pratique une politique de restriction d'importations qui aurait été en contradiction avec la politique de consommation effrénée du régime et heurterait les couches favorisées qui sont son principal appui, le gouvernement préfère accentuer la dénationalisation de l'économie en livrant au capital étranger les secteurs rentables qui étaient constitués en monopole d'Etat, et ce dans l'espoir d'attirer les capitaux étrangers qui lui permettront de réduire le déficit de la balance des paiements.

Les enjeux de l'alliance privilégiée qui

unit les Etats-Unis au Brésil semblent dépasser le cadre des seules considérations de la politique anti-américaine. Outil d'agression d'un sous-impérialisme d'un pays jouant le rôle de garde-magasin pour le compte des Etats-Unis ou d'un pré-impérialisme authentiquement national, les menaces que l'expansionnisme brésilien fait peser sur les autres pays de l'Amérique du Sud ne peuvent se concrétiser que dans la mesure où elles ne s'opposent pas à la domination que les industries américaines exercent sur les marchés du continent. Ce sont les multinationales qui restent maîtresses du projet industriel brésilien.

Il en va tout autrement avec les changements qui se produisent actuellement dans les campagnes brésiennes. Les récentes décisions du gouvernement américain montrent que les Etats-Unis jouent délibérément sur l'accroissement des capacités de production agricole, dans la perspective d'une augmentation croissante de la demande et de l'insuffisance de l'offre mondiale d'aliments. La pénétration des multinationales dans le secteur alimentaire brésilien prend une forme intensive ces dernières années, mais suivent certaines caractéristiques particulières. Dans le secteur de l'élevage bovin, on l'on prévoit, pour 1980, un déficit de la pro-

duction mondiale de l'ordre de 1,6 million de tonnes, l'accroissement de la production ne se fait pas par l'introduction de techniques d'élevage intensif, mais plutôt par l'élevage extensif, utilisant des terres presqu'gratuites et l'immense marché de main-d'œuvre offert par la population brésilienne (5). Dans le domaine agricole, aussi bien dans l'agriculture « ancienne » — coton, café, tabac et canne à sucre — que dans l'agriculture commerciale « nouvelle » — soja — c'est aussi par un élargissement des aires de plantation que se réalise l'essentiel de l'augmentation de la production.

Au contraire de la politique coloniale classique à laquelle le Brésil est resté soumis pendant trois siècles, le néo-colonialisme des multinationales ne se trouve pas impliqué de très près dans l'organisation de la production agricole. Dans le cas brésilien, c'est surtout la commercialisation qui les intéresse. Ainsi, pour compenser le manque à gagner occasionné par les spéculations sur le marché international, les planteurs et éleveurs brésiliens ont tendance à élargir les aires de production. Ce calcul économique, qui est traditionnel dans l'agriculture commerciale brésilienne, aboutit à l'organisation sur une large échelle d'une économie de gaspillage.

La frontière agricole qui progresse dans l'Amazonie s'étend aussi vers l'ouest, dans l'axe du tropique du Capricorn. Une expansion des plantations et des élevages vers la Bolivie et surtout vers le Paraguay semble déjà en cours. En effet, ce dernier pays se trouve beaucoup plus rapproché du système commercial et portuaire dynamique de l'économie brésilienne — celui qui se forme autour de São Paulo — que l'Amazonie elle-même. Dans cette région, malgré toutes les exactions déjà pratiquées contre les populations indigènes et les travailleurs migrants, l'Etat n'a pas encore pu jouer le rôle nécessaire en plaçant les infrastructures routières et l'organisation du peuplement, de manière à permettre l'exploitation du potentiel forestier et minier de la région.

C'est autour du complexe agro-alimentaire brésilien, dépendant des circuits de commercialisation des multinationales, que pourront rapidement se concrétiser les

(5) Cf. José S. de Veiga, « Quand les multinationales font du ranching », *Le Monde diplomatique*, septembre 1975.

(6) Il s'agit du rapport intitulé *Potential Implications of Trends in World Population, Food Production, and Climate*, O.F.S. 401, août 1975, 50 pages; cf. Joseph Collins, « La C.I.A. et l'arme alimentaire », *Le Monde diplomatique*, septembre 1975.

visées expansionnistes du Brésil. Comme le montre le Rapport sur la faim et la population dans le monde, préparé par la C.I.A., les thèses du Club de Rome ont fait des adeptes à Washington (6). Le contrôle des marchés producteurs d'aliments est en passe de devenir un élément essentiel de l'affrontement soviéto-américain. Dans cette perspective, la reconnaissance du Brésil, à travers l'internationalisation de son marché intérieur et la consolidation de l'autoritarisme interne, apparaît comme un atout décisif pour la politique américaine.

Ainsi, ce que l'histoire du Brésil peut avoir de barbare — l'esclavage colonial, aujourd'hui ce despotisme tropical — se prolonge, vaste tragédie que le capitalisme ne cesse de renouveler.

JULIA JURUNA.

● Le « Comité Brésil pour l'amnistie » (1) vient de publier deux « dossiers » qui réunissent d'importantes documents sur les conditions de travail et la répression des syndicats, la dégradation de la situation économique, la condition paysanne, la campagne pour l'amnistie, l'impérialisme français au Brésil, l'attitude de l'Eglise catholique, la censure.

(1) C/o Guy Auzanhe, 1, rue Paul Strauss, Paris (20^e).

URUGUAY

Impasse constitutionnelle, assassinats politiques

Comment « stabiliser » un régime de dictature ?

Le 18 mai ont été retrouvés, dans la banlieue de Buenos-Aires, les corps criblés de balles de deux personnalités de l'opposition uruguayenne. Le sénateur Zelmar Michelini et l'ancien président de la Chambre des députés, Hector Gutiérrez Ruiz, avaient été enlevés à leur domicile quatre jours plus tôt.

Une campagne internationale de protestation allait aussitôt se déclencher contre la dictature uruguayenne, dont les agissements ne peuvent s'expliquer sans tenir compte d'autres tentatives dans les pays du cône sud pour « stabiliser » les dictatures, conformément aux vœux des Etats-Unis qui voient ainsi le moyen de résoudre certaines contradictions sociales de leur politique étrangère. Zelmar Michelini, candidat malheureux, sous les couleurs du parti traditionnel Colorado, lors des élections présidentielles de 1962 et de 1966, rejoignit en 1971 les rangs du Front de la gauche (Frente Amplio). Ses interventions au Sénat contre la pratique de la torture, les attentats de l'extrême droite et la répression en général lui valurent de violentes intimidations au sein de l'armée et de la police. Il n'hésitait pas à affirmer, en 1972, que s'il rejetait la lutte armée comme moyen d'action politique, il comprenait les mobiles des hommes qui l'ajoutaient que seules de profondes réformes permettraient de résoudre le problème de la guérilla.

Refugié en Argentine à la suite du pronciement militaire du 27 juillet 1973, il continua à se faire inlassablement l'avocat des victimes de la répression en Uruguay. Seul le refus des autorités de lui délivrer un passeport l'empêcha de rendre à une invitation d'Edward Kennedy afin de dénoncer la dictature devant l'opinion américaine.

Quant à Gutiérrez Ruiz, personnalité modérée appartenant au parti traditionnel Blanco, il avait été enlevé en avril 1972 par les Tupamaros, qui voulaient lui faire écouter le témoignage de Nelson Bardsio, membre de l'Escuadrón de la muerte déchu par les guérilleros. Gutiérrez commit ensuite le crime — aux yeux de la police et de l'armée — de déclarer que Bardsio lui paraissait sincère. Une telle vengeance apparaît cependant bien dispo-

portionnée avec le danger qu'il représentait pour le régime.

La volonté d'égarer les observateurs sur une fausse piste apparaît dans la fabrication d'un pseudo communiqué de l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP) qui aurait révélé l'existence d'assassinats. Et aussi dans le fait que fut retrouvé, à côté des corps des parlementaires, celui de William Whitelaw, ex-dirigeant Tupamaro, qui avait rompu avec cette organisation en 1974.

EN fait, il convient de replacer l'assassinat de ces deux personnalités de l'opposition dans le cadre de la lutte pour l'institutionnalisation du régime qui se déroule actuellement en Uruguay, et à laquelle l'ambassadeur des Etats-Unis n'est pas étranger.

S'il est incontestable que les militaires exercent la réalité du pouvoir en Uruguay depuis juin 1973, la dictature peut se révéler d'une élection prescrite « régulière » (1) en novembre 1977. C'est un paravent constitutionnel auquel certains renoncent de mauvaise grâce. Ainsi les Etats-Unis, qui trouvent inconfortable l'isolement international dans lequel se sont placés leurs protégés chiliens, voient avec inquiétude l'Uruguay — dont ils doivent soutenir l'économie à bout de bras — suivre la même voie. C'est pourquoi l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Ernest Siracusa, plaide aujourd'hui pour que les élections générales prévues pour la fin de 1976 soient effectivement libres, assorties, bien sûr, de la prescription des partis marxistes et de celle de personnalités qui déplaisent aux militaires.

Cette solution « de rechange » est appuyée par les hommes influents du cabinet présidentiel, comme le ministre des finances Vigh Villagra, ainsi que par les chefs de trois régions militaires.

Le président Bordaberry, soutenu par la marine et le général Cristóbal, chef de la plus importante région militaire (Montevideo), voudrait faire prolonger son mandat. Un autre secteur de l'armée, représenté par le général en chef César Vadoro et le commandant de l'aviation, propose la constitution d'une junte militaire

qui gouvernerait pendant cinq ans. Ces deux derniers secteurs s'opposent d'ailleurs avec vigueur. Une « fuite » a permis au journal *Excelsior* de Mexico de publier, le 13 avril, le texte d'un mémorandum du président de la République aux militaires. Il y propose la constitution d'un régime fasciste-corporatiste, dont les forces armées — après avoir renoncé à l'exercice du

Par ALAIN LABROUSSE

pouvoir administratif — seraient les garantes. Ce mémorandum, daté de décembre 1975, vient d'être rejeté par les militaires.

Depuis, pour ces deux courants « anticonstitutionnalistes », le plus urgent était de faire échec à la tentative de donner une façade pseudo-légale au régime. Les partisans de cette dernière solution tirent argument, non seulement du discrédit du gouvernement et des militaires aux yeux de la population, mais du fait qu'une opposition sourde continue à être encadrée par l'Eglise, le parti communiste, et surtout les syndicats clandestins. Il a été en particulier impossible au pouvoir de mettre sur pied une centrale syndicale qui lui soit acquiescente. Ils font également valoir les pressions exercées par les chefs des partis traditionnels et l'appui apporté à leur tentative par les Etats-Unis. Cette solution permettrait d'offrir une soupape de sûreté au régime et d'améliorer son image internationale.

Dans la recherche de cette « ouverture », certains ministres, en particulier M. Vigh Villagra, avaient depuis quelque temps renoué avec des personnalités de l'opposition en exil. Dans cette perspective, Gutiérrez Ruiz, ex-président de la Chambre et le sénateur Michelini, qui avait gardé de sa longue carrière à l'intérieur des partis traditionnels de nombreux contacts et une indéniable influence, étaient des candidats de choix. Il est donc permis de penser que leur assassinat, qui place les gouvernements uruguayen et argentin dans une position difficile, a été organisé par des secteurs « durs », séduits de saboter cette tentative de « camouflage constitutionnel ». Un

autre événement devait bientôt confirmer cette interprétation : le dirigeant le plus important de l'opposition en exil, M. Wilson Ferreyra Aldunate, personnalité conservatrice du parti Blanco, fut enlevé le 15 mai 1976, dans une tentative d'enlèvement qui le conduisit à se réfugier à l'ambassade d'Autriche, puis à gagner la France. Il convient de rappeler à cet égard que les circonstances de l'assassinat du colonel Trópoli, attaché militaire à Paris, en décembre 1974, n'ont jamais été éclaircies : de nombreux éléments semblent indiquer qu'il a pu être l'œuvre de militaires, mais le commandant du Trópoli était un des leaders, et qui tendait alors à forger une alternative au « bordaberrisme » (2).

L'apparition récente des cadavres mutilés d'une dizaine de militants sur les côtes de l'Uruguay (3) pourrait également résulter de la volonté de certains secteurs militaires de forger le pouvoir en Uruguay à renouer définitivement à toute tentative d'« ouverture ».

CEt épisode sanglant, tout en illustrant une fois encore les méthodes employées par le pouvoir en Amérique latine pour résoudre certaines contradictions politiques, révèle également le dilemme devant lequel se trouve la diplomatie des Etats-Unis.

Chili, par exemple, l'isolement international de la junte militaire pousse Washington à envisager des solutions de rechange à visée plus « humaine ». Mais outre le fait que ceux qui voudraient être les artisans de ces changements, comme le général Bonilla proche de la démocratie chrétienne, meurent parfois « accidentellement », les dictatures mises en place par l'intervention américaine se renforcent de démonstrations que seule la manière forte est payante : parce que les masses populaires de ces pays n'ont pas été totalement écrasées, toute ouverture pseudo-démocratique risque d'aboutir à un déferlement de contestation mettant en cause le système. Dans ces conditions, les Pinochet et les Bordaberry-Cristóbal continuent à être soutenus par Washington.

Ce problème se pose aujourd'hui en Argentine dans des termes voisins. La

junte militaire, présidée par le général Videla, constitue le gouvernement le plus répressif qu'ait jamais connu ce pays : près de quinze mille personnes ont été arrêtées ; les assassinats et les disparitions se comptent par centaines ; la torture est pratiquée sur une vaste échelle ; les libertés syndicales ont été abolies et les militants ouvriers sont systématiquement poursuivis... et pourtant ce régime s'efforce de mettre en place une « opposition » politique de circonstance groupant les radicaux, les communistes — qui apportent leur « appui critique » à la junte — et certains secteurs péronistes ; il s'efforce de renouer le dialogue avec des syndicats « jaunes » ; de maintenir des relations économiques avec Cuba et les pays du « tiers monde » ; d'autres secteurs militaires, à la tête desquels se trouve en particulier le général Menéndez, réclament une politique répressive plus énergique encore, la rupture des relations diplomatiques avec Cuba, la dénationalisation de pans entiers de l'économie. Il n'est pas impossible que des militaires appartenant à ce courant aient couvert l'assassinat des parlementaires uruguayens.

Si l'influence de ces secteurs ne cesse de croître, c'est que la politique de la dictature argentine, comme celle des dictatures chiliennes et uruguayennes, continue de rencontrer une opposition importante dans la classe ouvrière en particulier. Les Etats-Unis voudraient concilier la défense de leurs intérêts et le maintien des apparences aux yeux de l'opinion internationale. Les grandes bourgeoisie qui leur sont liées, et les forces répressives qui sont leurs bras séculiers, voient leurs têtes penchées, savent bien qu'au moment où la crise touche de plein fouet les économies dépendantes, cette fiction ne peut plus être maintenue.

(1) Sans de multiples irrégularités, il est probable que le candidat du parti Blanco, M. Wilson Ferreyra Aldunate, aurait combattu l'écart de 40 000 voix qui le séparait de Juan María Bordaberry.

(2) Cf. *Le Monde diplomatique*, juillet 1975 : « Les mythes du nationalisme et du progressisme ».

(3) Les deux premiers d'entre eux étaient des militants du mouvement de la Résistance Ouvrière Etudiante (R.O.E.).

Dans les revues...

LA NOUVELLE CRITIQUE consacre tout un ensemble de pages à l'Etat-Unis. En outre : une « table ronde » sur (et pour) la morale. Et — nécessairement — une table ronde sur la morale et les communistes. (N° 94, mai, mensuel, 10 F. — 2, place du Colonel-Pabien, 75015 Paris.)

Les cahiers du C.E.R.S., REPERES,

poursuivent leur enquête sur l'impérialisme économique. Après les multinationales françaises, dans le précédent numéro (que nous avions signalé), ils traitent cette fois des multinationales étrangères en France, « élément intégrant de l'impérialisme U.S. » (N° 94, mai, mensuel, 8 F. — 8, rue Favart, 75002 Paris.)

LES FUTURELLES — dont le sous-titre : « Analyse, Prévision, Prospective » est

presque superflu — a ouvert un « Forum prévisionnel » où sont exposés et débattus les différentes idées et études sur le futur. Entre autres articles de la revue, les « Perspectives alternatives dans le monde », par L. R. Brown, qui croit lui aussi à la fin du monde ; et de « nouvelles perspectives européennes », par J.-M. Le Breton, qui s'interroge sur la possibilité même de cet avenir, en retraçant les conditions et les chances. (N° 6, printemps 1976, trimestriel, 25 F. — 10, rue Cernuschi, 75017 Paris.)

Le seul article sortant du cadre national dans le dernier numéro de L'ESPÉRANTIN est une très intéressante illustration, par Elisabeth Jelin, du spontanéisme qui surprend et étonne les « organisations syndicales bureaucratiques ». L'auteur expose et analyse les mouvements de grève spontanés en France, au Mexique et au Chili. (N° 76, avril-juin, trimestriel, 25 F. — Edit. du Seuil.)

Dans l'ATTOGGESTION ET SOCIALISME, un ensemble de recherches et de documents sur les « actions autonomes » et les expériences de gestion directe au Portugal. (N° 20-21, janvier-mars, trimestriel, 25 F. et ordinaire : 18 F. — Edit. Anthropos, 12, av. du Maine, 75015 Paris.)

Dans les ETUDES, François Fajó fait le point de la politique yougoslave au moment où nous sommes, et qu'il considère comme le fondement de « l'Europe-ligne » quelque chose qui prendra celui-ci. (Mai 1976, mensuel, 10 F. — 15, rue Monsieur, 75007 Paris.)

L'ECONOMIE ET HUMANISME ouvre un débat sur le capitalisme français : ombres et lumières. A propos d'ailleurs, le capitalisme français vit-il, comme le développement de Pierre Bédouin, « à l'ombre de l'Université » ? Ou ne serait-ce pas le contraire ? (N° 3, mai, mensuel, 15 F. — 55, quai Clemenceau, 63000 Clermont.)

Un numéro particulièrement riche d'articles et de textes de L'E. S. Benghor, introduction au colloque tenu en mars dernier à Dakar sur « L'Afrique noire et le monde méditerranéen ».

l'article où P. Quillet montre le côté « révolutionnaire » de la « femme de la ferme » de la pensée allemande au moment noir : un « dossier » féministe : J.-B. Leclerc et S. Maye retracent l'histoire de la participation politique et du vote des femmes au Sénégal ; et Orlène Balmi revient sur la « révolution » de la spécificité de l'exploitation des femmes, donc de leur lutte ; le socialisme — qui reste celui des hommes — n'aurent jamais la libération des femmes, ces éternelles « colonnes vertébrales » selon l'expression du G.P.R., dont nous signale le dernier cahier. Enfin, entre autres choses, la suggestion et l'autoquestion, projets du tiers-monde. (N° 6, avril, trimestriel, 25 F. — 10, rue Thiers, 75017 Paris.)

Dans LA NOUVELLE REVUE DES DEUX MONDES, le R.P. Riquet considère l'« imbricatio libana » dominée par le « village de plus en plus acoustique entre communisme chrétien et communisme musulman ». Il n'aperçoit au drame qu'une alternative dont il précise les deux termes. (Mai 1976, mensuel, 12 F. — 15, rue de l'Université, 75007 Paris.)

Dans KRYZEN DÉLIRE, dans LA REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE, la politique actuelle de la France au Proche-Orient à la lumière de ce que fut, et qui continuerait à inspirer, article de ce politique. (N° 861, mars-avril, bimestriel, 10 F. — 33 bis, rue Jouffroy, 75017 Paris.)

Elle brille dans des rapports entre christianisme et marxisme inspire à Giulio Giorello, dans NOTRE COMBAT (que dirige Georges Montaron) un article intitulé : « Quel marxisme pour notre temps ? ». Dans le cas d'un même débat, Philippe Wazier présente le schéma d'une « hypothèse d'interprétation du marxisme ». (N° 58, mai 1976, dix numéros par an, 6 F. — 45, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris.)

Les Signaux est une publication qui poursuit depuis quatre ans un « long effort » : LE PEUPLE FRANÇAIS et Revue d'histoire populaire. Elle s'efforce de présenter avec prédilection à une tradition populaire : l'antimilitarisme ; mais non moins à l'insurrection nationale, la résistance,

l'appel aux armes. Ainsi une grande part de son contenu réunit la libération de Paris et les Soldats de l'An II. (N° 22, avril-juin 1976, trimestriel, illustré, 4 F. — B.P. 26, 92150 Meudon.)

Un numéro spécial de LA LETTRE (REVUE DES AFRICAINISME) est consacré à l'impérialisme culturel français en Afrique. Les Antilles et la Réunion. Des Africains et des Français y analysent la domination et la violence culturelles dans les anciennes colonies. (N° 21-22, mai-juin 1976, mensuel, 9 F. — 68, rue de Babylone, Paris-7^e.)

Comment la Banque Interaméricaine de développement se fait l'instrument de pénétration de l'idéologie nord-américaine dans les universités latino-américaines ? DIALOGO SOCIAL, revue panaméricaine (en espagnol), reproduit un article sur ce thème publié par le Centre d'études sociales et de promotion populaire d'El Salvador en 1971. Une analyse qui a gardé toute son actualité. (N° 77, 6 avril 1976, abonnement annuel pour l'étranger : 10 dollars. — Apartado 9A-192, Panama.)

CARTEES D'ETUDES ARABES ET ISLAMISME : cette nouvelle revue du département d'arabe de la Sorbonne publie des textes en arabe et en français sur le monde arabe. Un article sur « Les écritures du rûs » actuellement en Egypte, par M. Tomiche (N° 1) U.S.E. « Langues et civilisations de l'Est, de l'Orient et de l'Afrique du Nord », université de la Sorbonne nouvelle Paris-III, 12, rue de Santeuil, Paris-7^e.)

Publication canadienne consacrée au cinéma. DESLICES donne dans son cinquième numéro un texte de Fernando Z. Solana sur « L'expérience d'un groupe ciné-club ». Dans la même livraison : « Éléments pour une théorie du cinéma », par Perle Bouquard, et un très riche entretien avec Khataybi sur le cinéma arabe, du tiers-monde et militant. (N° 3-4, avril 1976, bimestriel, 2 dollars canadiens. — C.P. 398 Succ. M., Montréal, Québec H3V 3M5.)

FRANCE PAYS ARABES

La première publication française exclusivement consacrée au monde arabe

Des rubriques politiques, culturelles, économiques et le supplément "France-Palestine"

En vente dans les principaux kiosques, les drugstores, à Paris en province et au Maghreb : 4 F

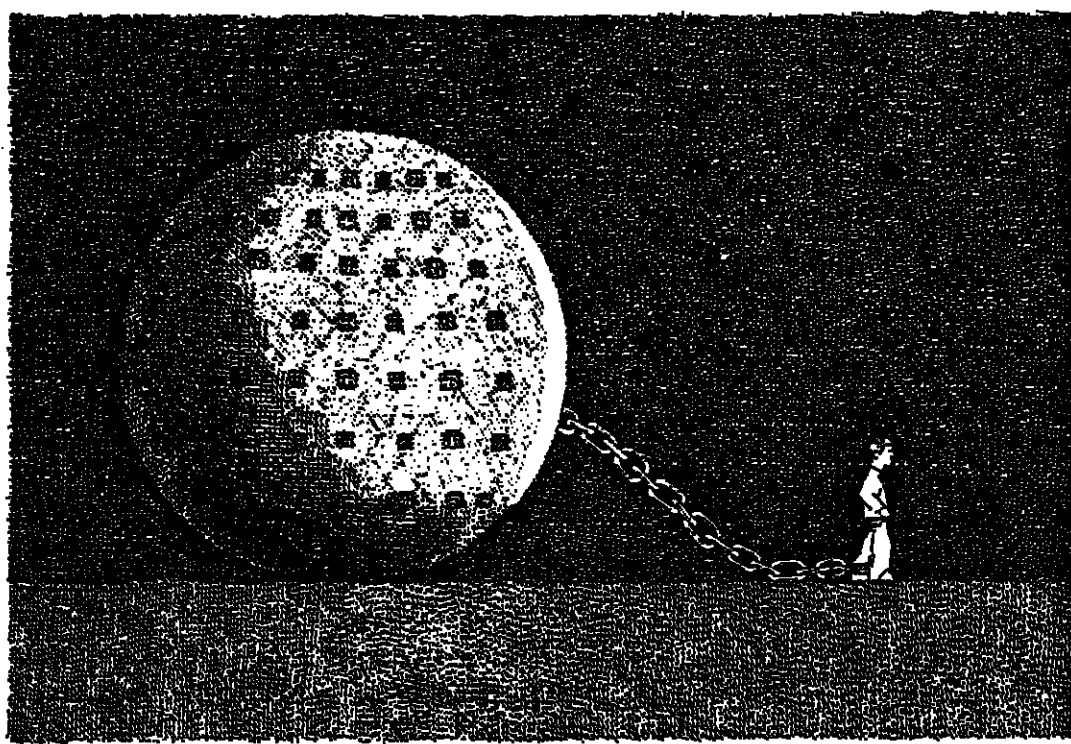
Spécimen sur demande : 12-14, rue Augereau 75007 PARIS — Tél. 555.27-52 - 705.81-45

Centre France-Pays Arabes à LYON : 36, rue Transsac, 69005 Lyon — Tél. : 37-16-63

Centre France-Pays Arabes à NANCY : 45, rue de Metz, 54000 Nancy

مركز الدراسات العربية

L'HOMME, LA VILLE ET LA DÉMOCRATIE



(Dessin de Julien.)

Le combat pour la démocratie se déroule nécessairement dans tous les domaines de l'action humaine — et en priorité, sans doute, sur les lieux où la majeure part de la population se trouve concentrée. Si naguère la ville fascinait, il semble bien que, de plus en plus, elle soit soumise à la critique, non pas en tant que telle mais en raison de ce qu'elle est devenue. Car là comme ailleurs les notions d'intérêt général, de bien commun et de dignité ont été sacrifiées à d'autres considérations pour multiplier les nuisances.

Les Nations unies organisent à Vancouver, pendant la première quinzaine de juin, une conférence consacrée aux problèmes de l'habitat. Cette rencontre se propose en particulier de comparer les solutions qui ont pu être apportées à ces problèmes dans les diverses régions du monde. Notre ambition ne pouvait évidemment pas être d'embrasser

ici l'ensemble des questions qui se posent à cet égard. Les articles ci-dessous se proposent pour l'essentiel de mettre en lumière les causes profondes du malaise urbain tel qu'il se présente surtout dans les pays industrialisés, mais aussi, sous l'influence de ces derniers, dans bon nombre de pays du monde sous-développé.

Si les causes d'une urbanisation accélérée sont complexes, souvent difficiles à distinguer, on retrouve toujours, à la source du problème, une certaine conception du droit de propriété, qui a naturellement exacerbé les affronte-

ments de classes. En dépit de toutes ses insuffisances, ou plutôt à cause d'elles, la ville est ainsi devenue, et sera de plus en plus, un lieu de conflits. Mais, précisément, il n'y a pas de démocratie sans tensions et sans confrontations d'intérêts ou d'opinions, pourvu qu'elles soient tendues vers le service de la collectivité. La multiplication des initiatives locales en ce domaine permet d'espérer que l'aménagement de la vie humaine dans le cadre urbain ne sera pas laissé au bon vouloir de planificateurs technocratiques et bureaucratiques ou à l'ambition d'intérêts particuliers.

Sortir de l'absurde

Éclatement de l'espace
dissolution des fonctions
traditionnelles de la grande ville

Les nouveaux défis de la croissance urbaine

Par MARCEL RONCAYOLO *

SEPT milliards d'hommes pour la planète autour de l'an 2000 : les trois quarts vivent dans les pays « moins développés » ; leur population est urbanisée à 45 %, soit deux milliards d'hommes. Le monde industrialisé, urbanisé à 80 %, concentre dans ses agglomérations un milliard et quelque quatre cents millions d'habitants. Voilà une image du futur. Une autre hypothèse, plus ancienne, situe dès 1990 la moitié de la population mondiale dans des villes de plus de cent mille habitants. Laissons à ces extrapolations leurs incertitudes, évaluons de façon plus réaliste les rythmes projetés : ce qui importe, c'est la tendance.

Vers 1900, la grande ville n'est que l'exception, quinze millions d'habitants peut-être à travers le monde. En 1960, elle groupe plus d'un demi-milliard d'habitants, un système de l'humanité. Cette tendance, on ne peut penser qu'elle soit aisément renversée : un ralentissement éventuel de la fécondité aurait peu d'effet, à l'échelle d'une génération ; on sait la rigidité des phénomènes de population, liée aux structures d'âge. D'autre part, même si la croissance urbaine n'est plus uniquement le résultat de migrations, comme elle l'a été souvent au vingtième siècle, elle ne reflète pas, sans plus, l'accroissement démographique global. Il y a bien concentration de la population, les limites seraient-elles moins élastiques. Faut-il alors compter avec les oscillations de la conjoncture économique ? La dépendance est loin d'être établie entre prospérité et croissance urbaine, notamment dans les pays les moins développés. Alors, les effets d'une crise générale ou de volontés politiques plus affirmées ? On entre ici dans le jeu des scénarios. Néanmoins, l'urbanisation, la concentration autour des grandes villes, paraissent obéir à des mouvements plus profonds : mais n'y a-t-il pas un risque à identifier trop ces mouvements aux résultats de la civilisation technicienne, transmise progressivement à l'ensemble du monde, à la diffusion d'un progrès nommé

modernité ou même à l'extension d'un mode de production dominant ? Les problèmes de la croissance urbaine dans les pays industrialisés suffiraient à détourner de cette facilité. L'expansion des villes paraît déterminée ici la crise des villes. Le système urbain se dissout en espaces plus ou moins froids, tout en étant paralysé par l'accumulation des mouvements et des changes. Ségrégation des fonctions et des groupes, congestion, dégradation et rénovation des centres suscitent tour à tour l'inquiétude et la critique. Plus récemment, la consommation désordonnée d'un espace, traité comme bien rare, l'urbanisation, touchant à son terme, paraît ainsi détruire l'urbain. Mais n'est-ce pas à travers cette crise de légitimité de la grande ville, dans les failles mêmes d'une représentation moins cohérente, qu'il faut saisir les mécanismes et les changements en œuvre ? À prendre vue, dans les pays industrialisés, le taux d'urbanisation plafonne entre 70 et 80 % de la population totale. Dans ce phénomène, il faut voir, bien entendu, l'épuisement des réserves démographiques qui avaient entretenu l'exode rural. Une agriculture ramenée à 5 % de la population active ou moins ne peut libérer que des contingents aléatoires, même si le

mouvement continue. Plus encore, l'urbanisation ne peut être crétée dans des limites géographiques ou statistiques précises. Comme mode de vie ou modèle de consommation, l'urbanisation a pénétré les campagnes. Comme ensemble d'activités (on de revenus) non liés à l'exploitation du sol, elle a regonflé des unités considérées comme rurales : ainsi, aux États-Unis, la croissance d'une catégorie, le « rural non farm », est composée essentiellement d'une population résidentielle. Si l'on s'en tient aux villes, dans les limites juridiques, l'augmentation de la population urbaine a surtout profité, toujours aux États-Unis, entre 1950 et 1970, aux unités petites et moyennes, de dix mille à cent mille habitants. En Europe occidentale, phénomène semblable : en Allemagne de l'Ouest, dans les années 1960, le taux de croissance est d'autant plus fort que la ville appartient à une catégorie plus modeste : l'expansion démographique caractérise surtout les franges urbaines, impliquant petites villes et villages dans le mouvement. Aux Pays-Bas, l'avantage va encore aux « communes rurales urbanisées ».

retenir, dans l'ensemble, c'est la vitesse du mouvement : c'est l'ampleur de la croissance urbaine en chiffres absolus, alors que les campagnes peuvent continuer d'augmenter et que le taux d'urbanisation réagit plus lentement. C'est surtout l'orientation de cette croissance qui bénéficie, pour l'essentiel, aux grandes villes et surtout à une seule ville. En Egypte, au Brésil, au Pakistan, les villes de plus de cent mille habitants concentrent, dès 1950, les deux tiers de la population urbaine. Des structures urbaines écrasées par le sommet, tel est le schéma le plus répandu. Report du « surpeuplement rural » vers les grandes villes ? Sans doute, mais il resterait à expliquer pourquoi il aboutit à une telle

concentration. Il resterait aussi à constater que la migration se développe souvent sans rapport direct avec l'importance des réserves démographiques (l'Afrique sous-peuplée, par exemple), de la densité rurale et même des formes d'exploitation qui caractérisent les campagnes. La concentration urbaine n'est pas un fait purement négatif ; il serait trop simple aussi de rapporter l'écrasement des structures urbaines à la jeunesse (contestable d'ailleurs) du mouvement, au « saut » d'une étape par rapport à l'expérience des pays actuellement industrialisés. C'est bien dans l'ensemble des déséquilibres, des rapports avec les autres sociétés et dans les sociétés intéressées, qu'il faut situer les raisons de ces tendances.

Le jeu des rapports sociaux

L'ANALYSE des pays moins développés nous renvoie à un jeu de causes sociales, économiques et politiques, qu'il serait périlleux de dissocier à l'excès. N'en est-il pas de même pour l'urbanisation des pays industrialisés ? La formation des grandes agglomérations est habituellement rapportée à deux étapes du développement : concentration de la production directe et des échanges physiques dans un premier temps, celui de la révolution industrielle ; concentration des services, de l'appareil de gestion de l'économie en un second temps. Les grandes villes seraient ainsi successivement « bénéficiaires » de la concentration industrielle et financière, puis de l'exode de ces activités plus affines, distinctes de la production directe de biens physiques, que l'on nomme tertiaire supérieur ou quaternaire. Admettons que le schéma comporte des chevauchements entre les phases : est-il pour autant expli-

citatif ? On pourrait rappeler que l'essor des grandes villes et notamment des capitales — est antérieur à l'industrialisation, au point qu'elles apparaissent parfois comme monstrueuses à la fin du dix-huitième siècle dans l'ontologie du mouvement d'industrialisation qu'une fois amorcé et ne l'ont fixé parfois que tardivement (l'industrialisation parisienne — si l'on exclut l'artisanat classique d'une ville de luxe — démarre seulement à la fin du dix-neuvième siècle). Lorsque l'agglomération est constituée, les découvertes techniques ne suffisent pas à renverser, par elles-mêmes, le mouvement : ce fut le cas pour l'énergie électrique. On peut également douter que l'informatique, par sa seule introduction, entraîne la décentralisation des activités tertiaires les plus affines. Elle serait plutôt créatrice, hors de la grande ville, d'emplois banalisés.

(Lire la suite page 12.)

De la « Mégapolis » américaine aux villes du tiers-monde

C'EST à un autre niveau que la concentration est lisible : non plus celle des villes prises isolément, mais des ensembles constitués autour des « métropoles », ou du noyau initial, la ville centrale, platonique ou déclinée. Aux États-Unis, les autres métropoles (unités statistiques constituées autour des villes de cinquante mille habitants et plus) groupent une part croissante de la population, à la fois par extension et augmentation de la densité : 63 % en 1960, 69 % en 1970. C'est aux vingt-neuf autres métropoles d'un million d'habitants et plus que va le contingent le plus important. Si l'on projette les rythmes actuels, 60 % de la population américaine vivraient, en l'an 2000, dans des agglomérations « millionnaires ».

L'ensemble métropolitain — comme l'agglomération — traduit l'ampleur et la nature du phénomène de la concentration s'accomplit, dans les pays « les plus développés », à une autre échelle : de vastes régions urbaines accumulent les activités et les hommes. Le cas extrême, la « Mégapolis », analysée par Jean Gottmann, sur la côte orientale des États-Unis, est devenu une référence classique. Mais, selon des dessins géographiques variés, des accumulations analogues caractérisent l'Europe occidentale et plus encore le Japon. Les modalités liées à l'histoire, à l'héritage urbain et politique, sont alors moins importantes, au plan de l'explication, que les structures communes à ces ensembles. Les distances perdent de leur sens, comme les contraintes physiques, à partir du moment où elles se mesurent à des échelles variables. Urbanisation généralisée, assurément — mais qui souligne, avec évidence, à travers l'opposition de zones fortes et de zones faibles, les inégalités héritées

et celles, plus significatives, du système social : qu'il rappelle, aussi, le déclin de l'individualité urbaine et la dépendance des ensembles les plus puissants soient-ils, à l'égard d'un système de décision plus abstrait et plus délocalisé. Dès lors, l'indicateur démographique (limité le plus souvent à la population résidentielle) évoque qu'une partie du phénomène : diffusion et concentration vont de pair, exprimant non pas des tendances contraires mais la conciliation ou la tension entre les aspects complémentaires de l'urbanisation. Concentration démographique : le mouvement est apparemment plus simple dans les pays « moins développés ». Il combine les effets de vastes déplacements migratoires et d'une croissance naturelle forte dans la plupart des cas. Mais, au-delà, est-il possible d'attribuer une unité à l'ensemble ? Les taux d'urbanisation sont très variables : moins de 20 % en Asie et en Afrique. Plus de 50 % au Mexique et au Brésil ; des taux de pays industrialisés en Argentine et au Venezuela ; une position moyenne pour les pays arabes. Cette distribution n'a qu'un rapport indirect avec la situation de ces pays sur une échelle — elle-même contestable — du développement ou même de l'industrialisation. Sans doute la croissance urbaine s'exerce-t-elle avec la croissance et la multiplication des liens extérieurs, notamment les formes récentes de la dépendance. Encore faudrait-il s'interroger davantage sur les effets de cette croissance et la nature de ces liens et saisir au fond cette parité que l'on croit deviner parfois entre les villes d'Amérique latine et celles du bassin méditerranéen, Mexico, Rio ou Athènes. Ce qu'il faut

* Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales.

Lire pages 12 à 17

- P. 12-13. — La propriété contre l'urbanisme, Max Querrien. — Pouvoir, système urbain et lutte de classes, Manuel Castells. — Un lieu de conflits, François Bédaride. — A qui profite Paris ? Claude Bourdet.
- P. 14-15. — Fin des articles de Manuel Castells et Claude Bédaride. — Les ruraux africains et le « droit à la ville », Marc Vainio. — Refuser de subir, François Serrand.
- P. 16-17. — Fin des articles de Marc Vernière et François Serrand. — Qu'est-ce qu'une ville ? Agnès Piron. — La réversible occasion d'un système informatique, Maurice T. Machine.

CINEMA POLITIQUE
Images de la ville
(Page 18)

ARMORIAL
GRAVEUR - MAROQUINIER

98, FAUB° ST-HONORÉ - 26, AV. VICTOR-HUGO
27 rue, BOUL° RASPAIL - PALAIS DES CONGRÈS 7^{ème} MAILLOT
PARIS

(Suite de la page 11)

Les conditions de l'accumulation sont autres que techniques : elles échappent, de même, à une détermination trop simple par le marché. Les économistes font valoir les effets attractifs d'une clientèle, d'un marché du travail diversifié, des économies d'échelle : la théorie des pions centraux rend compte de la localisation des services les plus rares et de leur groupement dans les grandes villes, mais elle établit une hiérarchie plus qu'une explication du cumul. On mesure mal, au contraire, comment la société fixée dans une grande ville crée non seulement une demande, mais lui donne un nouveau contenu. Toute grande ville, à la manière des villes pré-industrielles, prélève un surplus, et, de ce fait, transforme le modèle économique ou culturel. C'est le lieu où les groupes privilégiés s'efforcent de contrôler à la fois l'investissement, les choix sociaux et l'information : c'est là qu'ils s'articulent avec le pouvoir politique. Ainsi peut-on s'expliquer, plus que par des lois mécaniques de localisation, la concentration du pouvoir financier, qu'il s'agisse de bourgeoisies du dix-neuvième siècle ou du dispositif des grandes firmes modernes, mais aussi des institutions de négociations, de la transmission du savoir et même du conflit social ou de la critique. Ainsi convient-il de chercher dans l'idéologie de l'innovation les rapports sociaux moins neutres qui en fondent les éléments.

Le poids des structures politiques héritées — centralisation, construction plus ou moins ancienne des États-nations — est encore sensible, de ce fait, dans la carte des grandes métropoles européennes ou américaines. Héritage d'une géographie mais aussi mode de rapport entre la politique et l'économie. Sans doute faudrait-il interpréter de la même manière la concentration urbaine dans les pays du tiers-monde ; dépendance à l'égard des économies dominantes, par l'intermédiaire de ces grandes villes, pénétration des modes de consommation et, plus inégalement, de production ; mais aussi lieu d'affrontement des groupes dirigeants, lieu d'élaboration de l'État-nation, centre d'attraction par rapport aux contraintes, aux limites, aux inégalités du monde rural.

Les contrastes sociaux des villes du tiers-monde sont connus : aux oppositions nées de la colonisation et de ces enclaves étrangères que furent les « villes européennes » (modèle inégalement applicable) s'ajoutent celles, plus récentes, entre quartiers planifiés, signes de « modernité », et habitat dit spontané. On aurait tort, dans les villes d'Occident, de fonder les contrastes sociaux exprimés dans l'espace sur la seule industrialisation ; encore plus de comparer dans le temps ces contrastes, sans se référer aux élargissements qui correspondent à des âges différents. Mais le thème

s'est affirmé, dans les dernières décennies, dans des sociétés qui affichaient par ailleurs la volonté d'unifier les modes de consommation. La décomposition fonctionnelle de la ville a au moins le mérite de révéler, en réduisant la force symbolique de l'urbain, le jeu plus évident des rapports sociaux. Les discussions autour de la centralité, l'idéologie des centres directionnels, les plaidoyers en faveur du face-à-face ou de la ville « affinée » recherchent une filiation, au-delà des effets de masse imputés à l'industrialisation ou du dépeuplement immobilier. Souci assurément « élitiste ». Mais, tandis que la véritable décision se délocalise, échappe à l'action des bourgeoisies centralisées, l'habitat, comme les autres fonctions, est dissocié : dégradation

ou rénovation de luxe pour les parties anciennes, répartition par strates, modifiée selon les revenus, l'âge ou les intentions d'épargne pour le reste. Que les modèles de valorisation soient différents d'une société à l'autre, notamment des États-Unis à l'Europe, cela ne fait aucun doute ; mais les modèles se transfèrent de plus en plus aisément, et ce qui compte, à travers cette division sociale de l'espace, c'est bien l'affirmation des différences. Que l'on refuse la ville, sauf pour les emplois et les services stricts que l'on attend d'elle, ou que l'on ressente comme une frustration l'ajoutement des équipements et surtout de la vie urbaine, le résultat est bien le même : la légitimité de la grande ville de notre temps est mise en question.

des seuls groupes professionnels. Le thème est présent dans la littérature américaine. L'élargissement des compétences à une région urbaine est-il suffisant ? Il n'écarte pas le jeu des systèmes de décision plus « abstraits » : il ne retrouve pas *ipso facto* l'enracinement dans la population. Les expériences les plus audacieuses de l'Europe (Bologne, par exemple) n'ont pu s'enfermer dans les thèmes de l'urbanisme et la compétence institutionnelle ; il a bien fallu mettre en question les structures économiques et sociales, choisir la non-croissance : mais une décision locale peut-elle aussi aisément se généraliser ?

Le procès de la grande ville hégémonique — et signe d'une hégémonie sociale — est donc ouvert, de l'intérieur et de l'extérieur. Mais ce procès est à la fois celui de la société, du mode d'accumulation et du mode de gestion, des différences culturelles et de la création de la différence. L'expérience soviétique montre qu'il est moins aisé de donner un nouveau sens à la ville que d'en faire le support de l'économie. L'idéologie chinoise du « blocage » des villes est-elle autre chose qu'une nécessité du temps ? Renverser l'ordre des choses, situer l'urbain comme finalité, la croissance comme moyen, la participation des habitants comme méthode, est-ce indiquer des chemins suffisamment clairs ?

MARCEL RONCAYOLO.

La ville en procès

CRISE de légitimité, double : venant de l'intérieur et de l'extérieur, s'attaquant à la fois aux acteurs, à l'urbanisme et aux institutions d'urbanisme ? Les meilleures intentions ont conduit à la pédagogie appauvrissante du fonctionnalisme : le souci de limiter la croissance d'urbanisme ? Les meilleures intentions ont abouti à quelques résistances sans freiner complètement le mouvement. On s'est aperçu qu'il ne suffisait pas de construire un cadre pour établir une communauté perdue ou espérée. Il reste alors à

l'architecte urbaniste à se nier lui-même à travers l'évocation du spontanéisme. Les institutions urbaines ? Elles ne gèrent plus que les morces d'une ville, ce qui multiplie les impasses et les particularismes. La crise financière des villes américaines est éloquent. Seroient-elles encore « adaptées » à la réalité géographique, elles se heurtent à l'entrecroisement des systèmes de décision. C'est bien la crise de l'institution territoriale, en tant que telle. Il reste alors à la nier, à faire appel à une gestion sectorielle ou à l'action

A l'origine de la dégradation : le sol considéré comme marchandise

La propriété contre l'urbanisme

Par MAX QUERRIEN *

LES séismologues redoutent, nous a-t-on dit, que Los Angeles ne soit ravagée par un tremblement de terre. Mais il y a un autre péril auquel on ne songe guère : les villes du monde occidental sont lentement englouties dans une abstraction corrosive, qui n'est autre que la propriété privée du sol avec l'étrange constance que l'histoire économique lui a donnée. On serait tenté de confier à un film d'urbanisme-fiction le soin de sonner l'alarme, mais il est difficile de « faire peur » avec une abstraction. C'est pourtant l'abstraction, comme support diabolique d'une dynamique concrète, qui est au cœur du drame.

Peut-on d'ailleurs se battre contre la force de l'habitude ? La propriété, n'est-ce pas d'abord la qualité de ce qui est propre, adapté, personnalisé ? Et, en tant que droit réel absolu sur des parcelles de sol, la propriété foncière ne produit-elle pas, pour le plaisir de tous, des ensembles urbains comme Down-Manhattan ou le port de Honfleur, devant lesquels il est d'usage de s'exalter ?

Malheureusement il y a au moins trois motifs de rejeter ce raisonnement. D'abord la technologie de la construction, la nature des programmes d'aménagement urbain et l'existence de règles administratives telles que le permis de construire, ne permettent plus, dans les conditions actuelles, d'espérer l'éclat quasi biologique d'ensembles spontanés, rationnels et séduisants. D'autre part, à côté de quelques réussites, combien l'ordre parcellaire aura-t-il engendré de désordres urbains, dont l'univers désolé des banlieues linéaires et la géométrie grise et glacée de bien des « grands

ensembles » sont deux illustrations significatives ? En outre, n'est-ce pas la question : on n'urbanise pas pour les photographes, non seulement parce qu'on ne saurait pas maîtriser cette entreprise, mais surtout parce que le but et la justification de l'urbanisme et de l'urbanisation, c'est d'offrir un cadre de vie acceptable pour l'habitation, les activités et le loisir.

La vérité tient dans deux constatations

Campagne corrompue, ville ruralisée

C'E n'est, bien sûr, qu'une question d'échelle, mais qu'un milieu d'un univers qui est peut-être infini et paraît bien avoir treize milliards d'années d'âge il y ait une petite boule qui se prend au sérieux au point que sa peau soit devenue un cadastre, c'est assez drôle ! Il est vrai qu'au temps des voleurs de feu nos lointains ancêtres ont pu être sensibles très vite à l'idée d'un périmètre au-delà duquel les ressources ne devaient pas s'aventurer sous peine d'être mis à mal. De là à percevoir ce lopin de terre comme « approprié » par le groupe, il n'y avait qu'un pas. Un pas franchi le silex à la main et l'innocence en tête, sur une planète encore vaste et peu peuplée. C'est seulement beaucoup plus tard que le silex serait remplacé par des forces spéciales de répression et l'innocence par un corps de représentations psycho-sociales forgé par les groupes dominants et propre à donner à la propriété la caractéristique absolue, inviolable et sacrée que le monde moderne connaît bien pour le citer toujours et le violer souvent.

Ce raccourci un peu lesté n'est qu'une

préoccupante : la propriété foncière est l'objet d'un immense malentendu social et conceptuel, largement responsable de la dégradation simultanée et réciproque de la ville et de la campagne ; elle réduit l'urbanisme à n'être qu'un compromis entre la société et son cancer urbain ou sous-urbain.

Invitation à prendre du recul et à croquer l'écran idéologique qui masque la véritable nature de la propriété foncière. Il n'aurait dû pas de soi que la croûte terrestre, qui est une donnée géophysique et non un produit de l'activité humaine, pût être appropriée, c'est-à-dire divisée en parcelles sur chacune desquelles s'exercerait une souveraineté proprement fantasque. A ce compte-là, pourquoi ne pas admettre que l'air respirable soit lui aussi, objet d'appropriation privée ? Qu'on ne s'y trompe pas : ce qui lui a éparpillé cette aventure juridique, c'est qu'il est difficile à saisir et que le coût de l'opération eût été trop élevé au regard du prix de vente au détail... C'est peut-être aussi que, dans la conception civiliste, la propriété de l'espace aérien, comme celle du tréfonds, est inséparable de la propriété du sol. L'énigme juridique de l'air, qu'il a fallu faire décoller en inventant le droit moiré pour rendre possible, moyennant redevance, l'extraction

* Ancien directeur de l'architecture au ministère des affaires culturelles, maire de Paimpol.

tion des richesses du sous-sol et en échauffant la théorie de l'abus du droit pour empêcher les propriétaires de creuser les dirigeables avec des poteaux pointus ! Amusante revanche de l'analyse concrète sur l'idée pure ; jolie leçon de dialectique juridique à l'usage des juristes qui s'étaient faits les théologiens de l'immuable.

Mais la leçon n'est pas allée au-delà de ce que rendait strictement nécessaire la conciliation des intérêts fonciers et des intérêts industriels et commerciaux. La théorie de la propriété foncière sociale n'a servi, en définitive, qu'à sanctifier le droit de propriété, avec ses attributs classiques, c'est-à-dire non seulement le droit d'usage et de jouir de la chose, mais aussi celui d'en disposer.

Et c'est bien là qu'est le malentendu. Chaque fois qu'une menace se dessine, les spécialistes des transactions immobilières poussent en avant la pétition des propriétaires modestes qui, grâce à une épargne persévérante, ont acquis une petite maison individuelle ou un appartement en copropriété, comme si quelque un songeait à les leur confisquer. Mais la réalité économique qui se perpétue à l'abri de ces images émouvantes, c'est le marché immobilier, et plus spécialement le marché du sol.

A la réalité matérielle de la croûte terrestre sur laquelle nous posons les pieds depuis les premiers âges, la société marchande a substitué, en fait et en droit, la notion purement monétaire de valeur du sol. Ce qui compte, c'est la valeur d'échange et non la valeur d'usage. Il est probable que, dès le troisième siècle, quand la bourgeoisie des villes a fait basculer à son profit le rapport de forces qui l'opposait au

seigneur foncier, la propriété urbaine, support d'une économie économique, a été vécue au niveau du subconscient, avec certains traits d'un droit moiré. Aujourd'hui, en tout cas, notre législation n'est pas faite pour la propriété comme traduction juridique d'une insertion concrète dans un cadre de vie, mais pour la propriété en tant qu'elle confère le droit absolu de réaliser la contre-valeur en argent d'un bien qu'on ne posséderait que pour le monnayer au prix de spéculation qu'autorise le marché du sol. On fait peu de cas de l'usage. Ce qui compte, c'est l'abus, si bien nommé, c'est-à-dire une abstraction, qui s'accommode du cynisme social et porte en elle une dynamique urbaine incontrôlable.

Or le lieu par excellence où s'exerce le droit de disposer, c'est la ville, parce que le sol y prend la valeur d'échange que lui donnent le droit de construire et la rente de situation, qui sont, l'un et l'autre, des produits immatériels de l'activité sociale : plans d'urbanisme, équipements publics financés par les contribuables, engouement et marketing. Non seulement le profit foncier est une plus-value acquise sans travail, mais encore, du fait de cette plus-value, le développement urbain secrète ses propres inhibitions financières et les contribuables sont pressurés pour financer des surprofits. Les logements sociaux fuient les centres, la ségrégation urbaine s'accroît, la division des classes s'accentue. Pour trouver des sols à un prix accessible, on grignote l'espace rural, on « mité » les exploitations agricoles. La campagne est corrompue, la ville ruralisée. Les réseaux s'effritent, les finances communales s'effondrent, la qualité

Nouveaux regards

UN LIEU DE CONFLITS

Par FRANÇOIS BEDARIDA *

A considérer les attitudes de nos contemporains face à l'urbanisation, qui pour- rait imaginer une contestation plus solennelle que celle qui oppose les années 70 aux années 50 et 60 ? Et cela aussi bien du côté des responsables — ceux qui « fabriquent » les villes — que pour les usagers — ceux qui les subissent parce qu'ils y vivent. N'existe-t-on pas aujourd'hui, en effet, après une phase de croissance accélérée, elle-même accompagnée de célébrations enthousiastes, à un soudain coup d'arrêt sous l'effet d'une vague de réaction anti-urbaine ? Tout y

* Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, ancien conseiller scientifique de la division d'études urbaines du Centre de recherches d'études et de documentation sur la consommation (Credoc), auteur de *La Société spatiale, 1851-1975*, Armand, Paris, 1976, 75 F.

CITE UNIVERSITAIRE

< PAVILLON DU LAC >

Ouvert tous les jours
Terrasse en plein air
20, rue Gazan (Parc Montsouris)
958-38-52

contribue : mode écologique, pulsions libertaires, retour en force de l'irrationnel...

A la faveur de ce renversement des mentalités s'imposent de nouvelles priorités. Alors que pendant une quinzaine d'années une véritable grisaille urbanistique avait conduit à ériger la ville en symbole de la modernisation, de la croissance et du progrès (ne fallait-il pas justement voir là la preuve que la France, ce vieux pays de civilisation agraire archaïque et routinière, s'engageait enfin sur la voie du dynamisme industriel ?) voilà que maintenant l'éducation, bien établie naguère, entre via citadine et modernisme se trouve brutalement remise en cause. Et que le ruralisme, rendu responsable il n'y a pas si longtemps du retard économique français, suscite à nouveau d'éloquents défenseurs. Pris par les révisions déchantées, beaucoup, y compris parmi les planificateurs, ont jugé nécessaire de procéder à un sérieux examen de conscience.

Le résultat, c'est que l'idéologie optimiste qui, dans une atmosphère d'expansion débordante, correspondait au néo-scientisme technocratique des années 60, a fait place aux interrogations et au doute. Dès lors ne fallait-il pas revenir au plus vite de la politique aliénante d'urbanisation tout axiomes telle qu'elle avait prévalu pendant deux décennies ?

Sans doute convient-il de faire la part des choses. Et de ne pas se laisser abuser par le jeu des apparences. Non seulement la controverse entre les « lumières de la ville » et les valeurs durables de la campagne ou de la nature reflète un débat séculaire qui se perpétue depuis l'antiquité. Mais même à plus court terme, un mouvement pendulaire n'a cessé de faire alterner poussées urbanisatrices et mouvement de réaction devant la croissance débridée des villes. C'est ainsi qu'à l'heure actuelle est névrosé le paysan par une fraction de l'opinion du fait urbain lui-même. Négation radicale qui, au nom des nuisances, de la pollution, de l'aliénation, etc., conduit à fuir la ville en tant que telle et par principe. Mouvement d'autant plus signi-

ficatif qu'il trouve écho surtout auprès de la jeunesse, dont il capte les énergies créatrices au détriment du progrès et de l'avenir des villes.

Trois dangereuses illusions

OR ce retour imprévu aux mythes de la ruralité (le Vieux tous l'année en Bretagne, ou le pays « vert », l'habitant-néocroquant dans une émission publique par un journal d'enseignants) se combine avec la crise qui atteint le milieu des planificateurs et des architectes. Finales les certitudes arguées et les affirmations catégoriques de naguère... Tout proclame désormais la crise des ambitions urbanistiques. Car ces dernières, telles qu'elles s'élevaient dans les cours des écoliers des années 50 et 60, ont révisé bien plus que leur fragilité : elles ont laissé transparenter la fausseté de leurs postulats. C'est ainsi qu'on peut dégoûter les trois illusions majeures de l'urbanisme traditionnel.

La première erreur a consisté à voir dans l'urbanisme une réponse à tous les problèmes — collectifs, individuels, familiaux — de la société. Érigées en véritables panacées, la rénovation des villes, la transformation de l'habitat, la construction d'ensembles planifiés et d'équipements étaient censées apporter la « clé de » la question sociale, voire du bonheur. En fait on avait tout simplement oublié que tout ordre urbanistique reflète la société qui lui a donné naissance : bien plutôt qu'une cause, c'est une résultante. Combien d'échecs d'ailleurs a-t-il fallu pour ébranler cette croyance à l'harmonie grâce à l'environnement ! Et pour mettre fin au raisonnement candide : « Laissez-moi faire une bonne ville, et je vous garantis une bonne société. »

Deuxième illusion : l'idée, d'inspiration à la fois néo-scientifique et technocratique, selon laquelle la rationalité est appelée à l'emporter par sa vertu même, par la justesse de ses calculs, par la démonstration de la supériorité de l'urbanisme rationnel, voire de l'urbanisme libéral. Or, s'il est bien vrai que l'urbanisme, du fait de sa finalité d'ordre et d'organisation en vue du bien-être, s'affirme comme le triomphe du rationnel, du même coup il n'a que trop tendance à oublier tout ce qui décolo-

de l'histoire, de l'effectivité, du désir, bref tout ce qui chez le sujet réside, au lieu de se couler dans le moule dessiné à son intention, et en même temps à se laisser griser par les modèles mathématiques, les analyses de structure, les simulations et autres jeux urbains. De là le fossé qui est allé en se creusant entre la volonté rationalisatrice des planificateurs et l'irrationnalité irrépressible des citadins.

Enfin la troisième illusion concerne la notion de concertation. Et là on tombe tout droit dans la duperie du langage, tenté dans ce cas d'actes. En effet, dans la mesure où les décisions majeures reposent en un petit nombre de mains, à quoi bon tant parler de démocratie, de participation, d'échanges entre « partenaires sociaux » — alors que ce sont le plus souvent des leçons. Car l'on ne saurait considérer que les quelques maquettes, exposées ici ou là dans des hôtels de ville, introduisant à une discussion satisfaisante, sur un pied d'égalité, entre usagers et urbanistes. D'autant que la plupart de ces maquettes sont dépourvues de signification concrète pour la majorité de ceux qui viennent les contempler. Dès lors, comme a pu l'écrire à bon droit J. Dreyfus, ou bien que la concertation soit un dialogue, elle n'est qu'un discours que le planificateur tient aux planifiés.

Solutions pluralistes et démocratie

MAIS, dira-t-on, si le bilan des années urbanistiques s'avère aussi décevant, quel urbanisme peut-on envisager pour l'avenir ? Surtout à un moment où il importe simultanément de défendre la ville contre les illusions anti-urbaines de ceux qui, désespérant de toute vie de cité, rêvent de fuir vers l'horizon du village. Les dangers de ce côté-là sont pourtant évidents. A travers le processus de « ruralisation » on se dirige tout droit vers un système hybride dans lequel les campagnes, persennées d'implantations hétérogènes, perdent de manière insidieuse non seulement leur verdure, leur calme, leur charme séculaire, mais surtout tout caractère spécifique, tandis que la ville, émaillée de campagnes dénaturées : tel serait le résultat catastrophique d'une évolution qui irait en ce sens. A l'encontre de cette menace de dissolution, il est donc

مكتبة النهر

des réalisations se dégradent. Et, pendant ce temps-là, les propriétaires fonciers encaissent la plus-value.

Comment s'étonner, dans ces conditions, si l'urbanisme apparaît beaucoup moins comme un ensemble de projets pour les villes que comme un compromis de l'organisme social avec le cancer foncier et ses dérivés ? Le glissement du concret à l'abstrait, du topologique au monétaire, qui affecte la propriété du sol, condense l'incertitude, souleuvre de faiblesse l'incertitude, à se situer elle-même dans l'abstraction pour en corriger les effets tant bien que mal. Au lieu de façonner la ville future, elle invente les astuces juridiques qui permettront d'écrire les abus les plus criants, de dévaloriser les blocages les plus mal supportés.

Certes, il y a, ici et là, des lendilles d'urbanisme opérationnel, mais elles ont creusé leur place à grand-peine dans un tissu législatif et réglementaire d'une effrayante complexité, d'où les simples sont exclus et où seuls les retors peuvent se glisser. L'histoire du droit de l'urbanisme, dans un pays comme le nôtre, est celle des stratagèmes légaux de plus en plus sophistiqués grâce auxquels on cherche à déjouer les manœuvres spéculatives et, plus généralement, à limiter les surcoûts imputables au marché du sol. Mais, ce marché contre nature, non seulement on le conserve, mais, à l'occasion, on se voit

contraint de s'y référer avec le respect dû aux lois naturelles, comme c'est encore le cas pour le jeu de la préemption dans les zones d'intervention foncière de la loi du 31 décembre 1973.

Dans le même temps, d'ailleurs, les tenants de la propriété traditionnelle sont parfaitement fondés à dénoncer sa dégradation. Pourrissent et glorieusement vont de pair, comme pour certaines fins de règne. C'est bien vrai qu'on n'a plus le droit de faire ce qu'on veut chez soi, règles d'urbanisme, servitudes d'architecture, protection des forêts, accès aux rivières, servitudes de télécommunications ou d'aérodromes et bien d'autres encore, réduisent et parfois même suppriment le prétendu droit absolu d'user comme on l'entend de sa parcelle de sol. Mais précisément ces amputations ne s'attaquent de manière directe qu'au droit d'usage. Dans le compromis entre la collectivité et la propriété individuelle, c'est le *ius abutendi*, la dimension monétaire et abstraite de la propriété, qui est en principe épargnée, ce que l'on peut illustrer par des exemples.

Ainsi la société se considère comme quitte vis-à-vis de l'exproprié si elle lui verse la valeur vénale de son bien, sans faire de différence sur des dispositions spéciales, entre l'habitant modeste qu'on chasse de son cadre de vie et le propriétaire de valeurs foncières qui ne sera guère troublé d'avoir à faire un

réemploi. Avec le jeu du marché du sol, l'expropriation, c'est la lésion : ici la confortable plus-value, là l'indemnité chichement comblée. D'où l'embarras des municipalités et certaines scléroses du tissu urbain.

L'attention portée au droit de réaliser la valeur monétaire du sol est si forte qu'on a imaginé, avec les transferts de coefficients d'occupation du sol, d'offrir au propriétaire d'un terrain inconstructible la faculté de céder, moyennant finance, un droit de construire fictif que lui octroierait, à cette seule fin, un plan d'occupation des sols subitement doté. Cette métaphysique de l'abus n'est pas sans risque : ou bien le système se généralise et c'est toute la législation de l'urbanisme qui saute ; ou bien on le limite aux zones protégées en raison de la qualité de leurs paysages et, pour réduire quelques inégalités locales, on crée institutionnellement une inégalité de traitement supplémentaire. On mesure ainsi à quel station l'urbanisme est condamné.

Autre exemple : lorsqu'on a inventé le « *plafond légal de densité* », on avait d'abord écrit bravement qu'au-dessus de ce plafond, le droit de construire appartenait à la collectivité. Le droit de construire, c'est-à-dire en fait la valeur du terrain qu'on cède d'un bloc à un promoteur ou, sous forme de parts, à des copropriétaires. Cette « collectivité »

est écartée au profit d'un simple versement fiscal qui, certes, a les mêmes effets, mais ne porte en principe aucune atteinte au droit de propriété « inviolable et sacré » de l'article 17 de la Déclaration des droits. C'est déjà significatif, mais il y a plus : pour lutter

contre la densification du centre des villes, les pouvoirs publics s'en remettent au jeu aléatoire d'une nouvelle abstraction monétaire — le plafond légal et le versement — plutôt qu'à un volontarisme concret portant sur le devenir urbain.

Enlisés dans l'absurde

Le plus frappant, dans cette relation conflictuelle de la propriété et de la ville, c'est qu'on voit le projet concret s'évanouir au creux d'un théâtre d'ombres. Qui décide ? Les habitants ? Sûrement pas. Le pouvoir, municipal ou étatique ? Guère davantage. En définitive, le meneur de jeu, c'est une dialectique monétaire, défilée, imprévisible, aléatoire, que l'on sent de confondre avec la liberté. La ville prend naissance dans une nouvelle forme de jungle, sophistiquée, légalisée, codifiée. Si, dans le monde où nous sommes, beaucoup se plaignent d'être impuissants malgré les responsabilités dont ils sont censés être investis, ce n'est pas un hasard...

Que faire ? De tels constats justifient la révolution violente. Mais c'est un processus coûteux dont il vaut mieux faire l'économie. Et, en particulier dans un pays où il y a treize millions de propriétaires fonciers, historiquement amalgamés de telle manière que l'immense

troupeau des modestes et des fragiles serve à tout moment de rempart aux puissants, la situation n'est pas objectivement révolutionnaire.

Il est probable que la seule politique possible pour libérer la créativité urbaine des maléfices qui l'étranglent, c'est une législation volontairement différenciée en fonction des situations concrètes de manière à créer une nouvelle dynamique sociale. Une législation qui, certes, consolide la propriété personnelle et familiale comme l'un des moyens naturels de s'insérer dans un cadre de vie et d'améliorer le visage de la terre, mais qui règle son compte à l'abus, consacre et protège l'usage et cesse de faire du sol une marchandise alors qu'il ne devrait donner lieu qu'à un droit d'usage.

Pour en arriver là, il faut d'abord que l'opinion comprenne que nous sommes actuellement enlisés dans l'absurde.

MAX QUERRIEN.

Au cœur du débat politique dans les pays industrialisés

Pouvoir, système urbain et lutte de classes

Par MANUEL CASTELLS *

LES problèmes urbains se situent, de plus en plus, au cœur du débat politique dans les sociétés capitalistes industrialisées. C'est, en partie, sur la base des revendications urbaines et d'une alternative de gestion communale que la gauche italienne a obtenu la majorité aux élections de 1975 dans les municipalités de toutes les grandes villes du pays. Même phénomène au Japon, où socialistes et communistes dirigent les villes les plus importantes grâce à la priorité qu'ils accordent aux problèmes de l'urbanisme et de l'environnement. Aux Etats-Unis, la crise de New-York n'est que la manifestation la plus spectaculaire d'une série de contradictions sociales qui remettent en cause un modèle de développement urbain qui reste pourtant indispensable à l'organisation d'une vie quotidienne répondant aux intérêts sociaux dominants dans la société américaine.

En France même, la politique urbaine et régionale est l'un des indices les plus nets des clivages et des luttes entre les différentes forces politiques, comme on a pu l'observer lors du débat sur la loi Galley concernant la propriété foncière urbaine, ou, encore, dans les mesures successives qui ont été prises pour le domaine des transports ou dans les programmes de rénovation urbaine. Certains observateurs vont même jusqu'à rendre le « cadre de vie » des grandes assemblées de banlieue parisienne responsable du succès de la gauche aux élections cantonales de 1976 auprès des classes moyennes habitant pour une bonne partie dans les zones d'habitat résidentiel. Comme nous le verrons, le processus en cours est en fait plus complexe.

Par ailleurs, si, au lieu de nous en tenir aux aspects institutionnels du pouvoir politique, nous observons l'évolution des mouvements

populaires, l'un des phénomènes les plus significatifs des dernières années est l'éclosion de nombreuses actions revendicatives et de protestation sociale concernant des questions urbaines et de l'environnement. A travers des voies différentes, la ville et ses problèmes apparaissent comme ayant de plus en plus de poids dans les pratiques qui constituent le pouvoir. Ce rapport se développe aussi dans l'autre sens : le pouvoir politique, et en particulier son expression concentrée, l'Etat, façonne la ville de manière croissante. L'intervention de l'Etat dans l'urbain, directe et indirecte, est l'élément fondamental dans l'organisation de l'ensemble des équipements collectifs qui constituent la structure urbaine (1).

D'où vient-elle, cette politisation de l'urbain ? Et où mène-t-elle ? A un premier niveau, elle résulte d'un processus contradictoire suscité par l'évolution économique et sociale du capitalisme avancé. La concentration du capital entraîne celle des moyens de production et des unités de gestion, celle de la force de travail nécessaire. La concentration spatiale des travailleurs détermine la concentration de l'ensemble des équipements collectifs dont ils ont besoin. Ceci concerne aussi bien la consommation individuelle (produits écoulés par le marché) que la consommation collective (biens et services individuels). Plus encore, l'interdépendance croissante des différentes unités de production et de gestion oblige à une fonctionnisme sans cesse à-coups, à l'échelle d'un système complexe économique, aussi bien dans la production que dans la consommation.

Ces processus sont le fondement de la structure urbaine des grandes villes. Or, avec le développement de la technologie, la force de travail accroit son rôle dans le processus de

production : chaque travailleur doit mettre en valeur une fraction de plus en plus grande de capital investi dans des machines ; l'interdépendance des unités techniques et économiques réclame un fonctionnement de plus en plus programmé ; la force de travail ; enfin, l'accélération du progrès technique renforce le rôle de l'information et de la connaissance, et donc de la qualification d'une partie de la force de travail, dans la création de valeur. Ce rôle stratégique de la force de travail accroit, de façon correspon-

L'Etat et la consommation collective

CES moyens collectifs de consommation jouent aussi un rôle fondamental dans l'organisation de la consommation individuelle marchande. Par exemple, l'expansion de l'industrie automobile dépend entièrement de l'organisation d'un réseau efficace de voies rapides intra-urbaines. Et l'implantation des grandes surfaces dans les banlieues, à la base de la relation d'un certain type de consommation, dépend elle-même des politiques de logement et des transports ainsi que du traitement de la propriété foncière. Or, l'on sait que l'un des problèmes essentiels du capitalisme avancé est

* Manuel Castells enseigne la sociologie urbaine à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Paris) et poursuit des recherches sur la politique urbaine au Centre d'étude des mouvements sociaux (C.M.S.S.). Il a publié plusieurs ouvrages de sociologie urbaine, dont : *La question urbaine* (Maspero), *Luttes urbaines* (Maspero), *Monopoles : l'urbanisme et la politique* (Mouton), *Le F. G. G. G.* (Maspero), *Sociologie de l'espace industriel* (Anthropos), etc.

dante, le rôle des moyens de consommation qui lui sont nécessaires, en particulier de ceux autour desquels s'organise l'ensemble de la consommation : les équipements collectifs. Le logement, l'école, les services de santé, les crèches et garderies, les équipements culturels, les transports, etc., sont ainsi devenus des plaques tournantes de la structure urbaine et des exigences indispensables du processus de production. Imagine-t-on ce que serait le marché de travail sans un réseau de transports capable de distribuer les travailleurs (pour une bonne part à la même heure chaque jour) dans l'ensemble de l'agglomération ?

La difficulté de trouver des débouchés sans cesse croissants capables de suivre dans son évolution la masse de capital qu'il s'agit de mettre en valeur de façon rentable.

La stimulation de la demande sovrable, qui devient fondamentale pour le capital privé, passe par une série de mécanismes (crédit, fiscalité, publicité, etc.), dont l'un est le mode même d'organisation de la consommation marchande. Mais ces banlieues pavillonnaires, et le modèle de comportement et de consommation implicites, ont été rendus possibles par une certaine politique urbaine dont l'Etat a été un instrument majeur (2).

Ainsi, s'il est vrai que notre société

reste avant tout déterminée par le processus de production, la consommation collective, organisée à travers le système urbain, a un rôle de plus en plus important dans l'ensemble de l'organisation sociale, tout en étant une contradiction secondaire. Cela dit, les équipements collectifs ne sont pas seulement requis par les processus de production et de consommation, ils répondent au développement des exigences des masses populaires, dont les besoins se définissent historiquement, au fur et à mesure des progrès des forces productives et, surtout, du renversement du rapport de forces entre les classes en lutte. Au fur et à mesure que le mouvement des travailleurs a gagné en force et en influence politique dans l'ensemble des pays capitalistes avancés, le salaire direct perçu des employeurs a été complété de plus en plus par le salaire indirect constitué par des prestations sociales et les biens et services collectifs, dont l'usage devient souvent plus important pour le niveau de vie populaire que le montant nominal des salaires directs (3).

C'est ainsi que les moyens collectifs de consommation, à la base de la structure urbaine, sont de plus en plus requis par l'évolution du capital.

(Lire la suite page 14.)

(1) Ceci apparaît assez clairement, en ce qui concerne la France, grâce au développement de recherches sur la politique urbaine ; cf., pour une expression synthétique des résultats de ces recherches, le volume collectif du colloque de l'Institut de la Ville, *La planification des villes*, ministère de l'Équipement, 1974.

(2) Cf. notre article « La crise urbaine aux Etats-Unis », *Les Temps Modernes*, février 1976.

(3) Cf. Jacques Grevet, *Besoins populaires et financement public*, Editions sociales, Paris, 1976.

« Ville sans citoyens »

A QUI PROFITE PARIS ?

Par CLAUDE BOURDET

« PARIS, ville mineure, Paris, ville sans citoyens... » Ces définitions et bien d'autres ont été données de la situation de la première ville de France. Et il est exact que, à l'heure actuelle, en tout cas, en attendant la mise en place du nouveau statut, Paris est une des seules villes d'un pays moderne et « démocratique » qui soient administrées par l'Etat ; la quasi-totalité des pouvoirs y est concentrée entre les mains des deux représentants du gouvernement, le préfet de Paris et le conseil de Paris, à des pouvoirs plus restreints que ceux de n'importe quelle autre commune française, et infiniment plus faibles que ceux de la plupart des grandes municipalités étrangères.

Ce qui est extraordinaire, c'est la facilité avec laquelle les Français d'aujourd'hui acceptent cette situation. L'habitude la leur fait trouver normale, et leur ignorance des structures étrangères les amène à formuler des remarques naïves comme : « Paris, c'est la capitale, on ne peut donc pas le laisser gérer comme les autres villes. Comme si Londres, Bonn ou Berlin, Moscou, Tokyo, Vienne, etc., n'étaient pas des capitales. Mais le statut de Paris, en vérité, n'est qu'un cas extrême. Les autres villes de France, régies par la loi du 5 avril 1884, ne sont pas des municipalités à part entière, et les départements français ne sont pas de véritables collectivités territoriales. Le système préfectoral hérité du Premier Empire représente une incursion bizarre de l'Etat dans les affaires locales, si l'on se réfère aux exemples étrangers. Le conseil municipal de Lyon, Bordeaux, Marseille, ou un conseil général quelconque ont un peu

plus de pouvoir que le Conseil de Paris (à la fois ville et département), mais pas beaucoup plus.

Quand on explique à nos concitoyens que non seulement un pays fédéral comme l'Allemagne occidentale, mais aussi un pays centralisé, comme la Grande-Bretagne, fonctionnent sans préfets, ils sont stupéfaits : « Mais qui, alors, représente le pouvoir central ? » L'idée que le pouvoir central n'a pas besoin d'être représenté, que les assemblées municipales et régionales suffisent pour faire appliquer à la fois leurs propres décisions et les lois de l'Etat, ne les effraie pas. La plupart d'entre eux n'en ont pas le moindre concept, beaucoup plus libéraux que la droite, on peut noter toutefois dans le programme commun des dispositions tendant à accroître le pouvoir des communes et des départements, et à éliminer celui des préfets. C'est un état d'esprit nouveau, et qu'il faut saluer, mais en remarquant que dans le passé de bonnes intentions du même ordre ont été « oubliées » au moment critiques. D'une manière générale, on remarque que la centralisation s'accroît dans les périodes autoritaires — mais ne décroît pas dans les périodes libérales. Il y a beaucoup d'explications à cela, mais il y a par-dessus tout une déformation intellectuelle, héritage d'une longue histoire.

Le centralisme français vient d'abord d'une monarchie qui ne s'est jamais vraiment allée au peuple contra les fâcheux. Le roi a brisé le pouvoir des communes comme celui de ses vassaux ; périodiquement, les tentatives d'autonomie régionale ont été écartées : celles des Flandres, celles d'Etienne Marcel à Paris et de ses successeurs, les espoirs de la Ligue à la fin du seizième siècle, ceux des deux Frondes, tout cela n'a mené qu'à l'accroissement du centralisme. Les Jacobins en ont été les héritiers ; une image simpliste de la Rome antique et la souci de briser le conservatisme provincial les ont poussés encore davantage dans le même sens. Napoléon n'a fait que systématiser la structure jusqu'à ses dernières conséquences, la Restauration, la monarchie de juillet, la II^e République, le Second Empire et la III^e République n'ont rien changé et la tentative manquée de la Commune pour desserrer le carcan n'a servi qu'à justifier la permanence du centralisme

(Lire la suite page 14.)

essentiel de maintenir une conception à la fois structurante et structurée de la ville.

Pour ce faire, trois postulats, selon nous, sont à poser comme postulats de base d'une civilisation urbaine véritable. Tout d'abord, en contradiction avec les thèses d'un urbanisme abstrait et béat, on doit prouver bien haut qu'une ville est lieu de conflits. Repoussons donc sans hésitation les fausses harmonies et les consensus illusoire. Dans la mesure où toute société est fondamentalement conflictuelle, la vie urbaine en reflète les antagonismes et les luttes : de classes, d'intérêts, de pouvoirs, d'aspirations. Vouloir l'ignorer, c'est s'aveugler à plaisir. En second lieu, à la place de l'uniformité technocratique, il importe d'envisager des solutions pluralistes, multiples, tenant compte des particularités régionales, des traditions et habitudes locales, de la diversité historique et géographique. Ce sont ces contraintes-là que l'architecture doit refléter afin de respecter la personnalité de chaque ville, l'originalité de son décor, son mode propre de relations sociales. Enfin, sans se masquer les enjeux de pouvoir inhérents à toute forme d'organisation urbaine, il faut sans cesse en appeler à l'initiative des citoyens contre un ordre imposé d'en haut. Sans doute, face aux impératifs techniques et aux coalitions de tous ordres, cette revendication démocratique peut-être utopique. Mais la nécessité permanente d'une prise de la parole « par les intéressés » est à rappeler inlassablement. Comme la devise récemment manifestée de jeunes architectes dans un appel à l'opinion, « parlez, exprimez-vous, ne laissez pas faire automatiquement ceux qui décident pour vous ».

A partir de là, il est possible de délimiter deux domaines d'application appelés à servir de pierres de touche pour les années à venir. L'un est celui des villes nouvelles dans quelle mesure réussissent-elles à former de véritables villes, c'est-à-dire des communautés autonomes, dotées d'une unité et d'un esprit propres ? L'autre est celui des centres urbains afin que les villes anciennes — c'est-à-dire la majorité des villes — ne se décomposent pas petit à petit, jusqu'à devenir de simples conglomerats de quartiers périphériques juxtaposés, mais au contraire conservent un cœur historique vivant et actif.

Sur le premier point, il faut bien dire que jusqu'ici les expériences tentées en France

s'avèrent plutôt décevantes. Ces réalisations, nées aussi bien de la cogestion des centres anciens que de l'adaptation et du sous-équipement des banlieues (celles-ci soient composées des étendues pavillonnaires de l'entre-deux-guerres ou des grands ensembles de l'après-guerre), ont voulu répondre à un objectif ambitieux : créer des agglomérations absolument nouvelles, comprenant centres multifonctionnels, emplois, loisirs, habitations. Congues comme le fruit d'une réflexion et d'une volonté novatrice tant sur le plan urbanistique qu'architectural, elles ont prétendu bénéficier du prestige qui s'attachait aux réalisations britanniques du même nom, bien que cette assimilation sur le plan de la terminologie s'avère assez abusive, tout soit importants les écarts d'échelle, de conception, d'organisation de l'espace.

Quant à la reconquête des centres, elle connaît deux variantes : soit la rénovation (on démolit les édifices existants pour édifier du neuf, ce qui entraîne un bouleversement radical de la population), soit la réhabilitation (qui consiste à modifier le moins possible la population du quartier tout en améliorant l'habitat, le confort, les données spatiales, etc.). A côté de dangers évidents, tels que les convoitises des privilégiés de la classe dirigeante désireux de s'approprier les quartiers anciens en chassant les résidents, on peut citer en ce domaine des cas incontestables de réussite. Ainsi, à Bologne, on a pu voir à l'œuvre une politique de réhabilitation démocratique de l'espace urbain. Là, sous l'impulsion de la municipalité, des conseils de quartier ont été chargés d'établir des programmes de travaux zone par zone et d'en contrôler la réalisation.

Ainsi en démythifiant les règles d'une planification abstraite et technocratique et en faisant triompher un urbanisme préoccupé en priorité de la vie des habitants, de telles réalisations permettent de redonner une confiance raisonnée dans l'avenir des villes. Celles-ci, en définitive, ne sont pas plus les « lieux de perdición » dénoncés par Raskin que les lieux d'élection célébrés avec naïveté par les partisans de l'urbanisation à outrance. Leur vocation fondamentale, c'est de rester des lieux de confrontation, mêlant inextinguiblement services, affrontements et échanges.

FRANÇOIS BEDARIDA.

(Suite de la page 13.)

du procès de production, du procès de consommation et des revendications sociales, au fur et à mesure du développement du capitalisme. Or, en même temps, il se trouve que, en général, la production et la gestion de la plupart de ces biens collectifs ne sont pas rentables pour le capital privé, au moins sans qu'une intervention extérieure au capital ait été créée, préalablement, les conditions nécessaires au profit capitaliste. Et ceci pour des raisons trop complexes pour être résumées en une seule phrase, mais dont on peut dire qu'elles tiennent aux rapports historiques entre les classes et non pas à la « nature » de ces biens et services.

Voilà qu'on débouche sur une contradiction majeure du développement capitaliste : ce qui est exigé de façon fondamentale à partir de plusieurs sources ne peut pas être produit par la logique du capital. C'est pour tenter de résoudre cette contradiction que l'Etat intervient de façon décisive dans la production, la distribution et la gestion des moyens collectifs de consommation et dans l'organisation spatiale des services (5). Le secteur des équipements collectifs et le système urbain qui en résulte vont donc être marqués de façon décisive par le rôle de l'Etat. Ce rôle n'a pas cessé d'augmenter en France, sur le long terme. En prenant un indicateur très approximatif de l'évolution de l'intervention de l'Etat, comme sont les dépenses étatiques par poste budgétaire, exprimées en pourcentage du revenu national, on observe un renversement très net dans l'évolution des fonctions politiques tradi-

tionnelles (administration et défense) sont passées de 5 % du P.N.B. en 1870 à 9,9 % en 1970 ; les dépenses d'aide à l'agriculture, à l'industrie et au commerce de 0 à 2,9 % ; et les dépenses qu'on peut classer dans la rubrique « services et équipements collectifs » (éducation et culture, action sociale, transports, logement et urbanisation), de 1 % à 14,1 % (6).

Cette intervention n'est pas, pourtant, un pur mécanisme régulateur. L'action de l'Etat est le résultat d'un processus politique, largement commandé par les luttes de classe. En ce sens, les conflits politiques vont être déterminants dans la gestion des moyens collectifs de consommation et du système urbain. Or, dans la mesure où ceux-ci conditionnent les pratiques sociales de l'ensemble de la population, l'ensemble des pouvoirs sociaux subissent les conséquences de l'intervention de l'Etat dans ce domaine : l'Etat devient le véritable aménageur des services collectifs structurellement organisés de la vie quotidienne. Les contradictions se développent dans la sphère de la consommation collective, les conflits ayant leur racine dans l'organisation urbaine tendent ainsi à se reporter, de façon plus ou moins directe, à la gestion de l'Etat et aux orientations politiques sous-jacentes. L'intervention de l'Etat dans l'urbain, tout en visant à dépasser les contradictions résultant de l'incapacité d'une économie capitaliste à produire des biens et des services dont elle-même suscite un besoin pressant, politise et globalise les conflits urbains, en articulant directement les conditions matérielles d'organisation de la vie quotidienne et le contenu de classe des politiques de l'Etat.

hité historique d'une telle stratégie ? Par l'utilisation d'une « nouvelle arme » qui devrait être décisive dans la phase historique que nous vivons : la capacité de gagner l'adhésion des masses populaires, d'obtenir leur appui conscient avant même de contrôler les appareils. Et la seule méthode connue de transformer une conscience, sur la base de la défense des intérêts objectifs, est la découverte de ces intérêts dans et par la lutte. A condition, certes, d'intégrer dans le terme de lutte l'ensemble des moyens de pression, y compris la gestion de secteurs ou de niveaux de l'Etat, en nous éloignant de l'immagerie des luttes sociales réduites aux explosions de rue.

Si la classe ouvrière est celle qui a le plus de conscience de sa situation et qui soutient le plus les organisations politiques alternatives au pouvoir organisé autour de la bourgeoisie, c'est surtout parce qu'elle a une expérience d'organisation et de lutte, même si celles-ci découlent de la place fondamentale qu'elle occupe dans les rapports de production. Or la classe ouvrière ne peut pas, aujourd'hui, à elle seule, poser une alternative socialiste en Europe occidentale. Celle-ci n'est possible que par la constitution d'un ensemble de classes populaires objectivement intéressées à dépasser le capitalisme et subjectivement conscientes de cette nécessité et de cette possibilité. Les couches fondamentales pour avancer dans cette perspective avec la classe ouvrière, qui reste l'axe essentiel du projet socialiste, ce sont les couches de salariés que l'on connaît sous la dénomination de « nouvelle petite bourgeoisie ». Et si elles luttent de plus en plus au niveau de leur lieu de travail, c'est au niveau des revendications urbaines qu'elles découvrent le plus facilement un rapprochement d'intérêts avec la classe

ouvrière et une opposition commune à la logique du système et à son expression concentrée dans la gestion des biens collectifs par l'appareil d'Etat.

C'est en ce sens que les luttes urbaines, les alternatives politiques municipales, le débat autour de la consommation collective et de l'aménagement de l'espace, jouent un rôle crucial dans la dynamique politique en cours dans nos sociétés. Si les « grands ensembles » votent à gauche, ce n'est pas parce que le béton « enrage », mais parce que la socialisation de la consommation qui s'y exprime rapproche les conditions de la vie quotidienne des habitants, renforce leur solidarité et favorise le développement de luttes qui s'adressent à la fois à l'Etat-agent économique et à son appareil politique local et national.

Cette tendance, de plus en plus apparente, est d'autant plus paradoxale que ce sont les classes dominantes qui ont posé la « question urbaine » sur le devant de la scène

politique en essayant de substituer les problèmes du cadre de vie à la contradiction entre capital et travail (11). Cette tentative, implicite de « naturaliser » les contradictions sociales et donc de renvoyer leur solution à un problème technique, a été sur un « oubli » majeur : la vie n'est pas un « cadre », mais une pratique. Et c'est par la pratique que l'on a découvert que, s'il est vrai qu'il y avait des contradictions sociales nouvelles dans l'organisation des villes, celles-ci s'articulent de façon étroite à l'organisation de l'ensemble des rapports entre les classes, c'est-à-dire aux rapports de pouvoir. Voilà pourquoi la relation entre la ville et le pouvoir nous semble au centre de la problématique urbaine actuelle. Car, si le pouvoir structure la ville, les mouvements qui prennent naissance dans et par la ville jouent aujourd'hui un rôle stratégique dans la transformation du pouvoir.

MANUEL CASTELS.

cette thèse dans notre ouvrage *La Question urbaine*, Maspéro, Paris, 1972.
(11) Cf. M. Castels, E. Chertk, F. Godard, D. Moun, *Sociologie des mouvements sociaux urbains dans la région parisienne*, vol. 1, Mouton, Paris, 1976.
(9) Au sens où elle est définie par Nicole Foulant dans les *Classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*, le Seuil, Paris, 1974.
(10) Sur le fondement empirique de la détermination des politiques urbaines en France par les intérêts du capital monopoliste, on commence à avoir un volume de recherches important. Voir, par exemple, Jean Leijne, *La Politique urbaine dans la région parisienne*, Mouton, Paris, 1973 ; et, du même auteur, *La Politique urbaine dans la région lyonnaise*, Mouton, Paris, 1974.
(11) Cf. la thèse de Monique Dagnaud, *Idéologie urbaine et la technocratie*, Ecole des hautes études en sciences sociales et université de Paris-V, Paris, 1976.

Classe ouvrière et nouvelle petite bourgeoisie

UNE telle évolution est fondamentale du point de vue politique, car ce qui caractérise les contradictions urbaines est qu'elles concernent toutes les classes populaires, y compris les couches de la « nouvelle petite bourgeoisie » (cadres, techniciens, employés). La crise du logement s'étend au-delà de la classe ouvrière, la crise des transports en commun concerne l'ensemble de la population devant effectuer des déplacements quotidiens, le manque de crèches et garderies concerne toutes les femmes, la ségrégation sociale et fonctionnelle de l'espace ne favorise que l'élite dirigeante, la pollution est elle aussi largement indivisible, etc. Or, si ces contradictions concernent la large majorité de la population, elles ne sont pas pour autant « naturelles » ou découlant du « milieu urbain » : elles sont déterminées par des rapports sociaux historiquement définis (7). Dans nos sociétés, elles découlent, sous leur forme spécifique, de l'organisation capitaliste de la production et de la consommation, et de l'intervention d'un Etat largement dominé par le bloc au pouvoir constitué autour de la fraction hégémonique du grand capital financier.

Voilà donc comment, par le biais des contradictions urbaines, la logique sociale dominante frappe l'ensemble des classes populaires de façon largement indivisible. Les « usagers » et les « résidents » par conséquent, les mouvements revendicatifs divers, qui, petit à petit, sont en train de constituer un véritable « syndicalisme urbain » (8). Il faut remarquer, tout spécialement, la participation, par conséquent, d'un mouvement relativement autonome de la « nouvelle petite bourgeoisie » (9) qui, par contre, ont une tradition de lutte et d'organisation relativement faible dans la sphère du travail. C'est à travers ces « luttes urbaines » que de nombreuses couches populaires, tra-

ditionnellement distantes à l'égard des organisations et des orientations du mouvement ouvrier, en partie du fait de leur place dans la division sociale du travail, prennent conscience de leur opposition objective à des pratiques d'Etat marquées par l'hégémonie du grand capital (10). La formation d'unités collectives de consommation (les grandes villes) débouche ainsi sur l'organisation collective des revendications par rapport à ces équipements, de la part de l'ensemble des classes. Et l'intervention de l'Etat suscite souvent la politisation de la revendication.

La portée de cette tendance peut être mieux comprise si on la met en rapport avec l'évolution récente de l'expression politique des mouvements sociaux populaires. En Europe occidentale, pendant vingt-cinq ans, la gauche est demeurée partagée entre la gestion social-démocrate du capitalisme et l'isolement politique, tout en défendant les conditions de vie des travailleurs, dans l'attente du « grand soir ». Les luttes sociales qui se sont déroulées depuis 1968, la crise économique, l'affaiblissement politique de la bourgeoisie au pouvoir, ont créé une situation nouvelle. En Italie, en France, mais aussi, par des voies spécifiques, dans d'autres pays, se profile une nouvelle alternative politique, que certains appellent la « voie démocratique du socialisme ». Elle tente de dépasser les nostalgies des institutions de l'Etat par des moyens démocratiques (essentiellement électoraux), et dans la transformation des rapports sociaux sans laquelle toute mesure économique ne peut déboucher que sur une rationalisation du système déjà en place. Comment concilier une analyse de classe de l'appareil d'Etat et la posi-



NOUVEAU PAYSAGE URBAIN, DANS LE QUARTIER DE LA DÉFENSE PRES DE PARIS.
Quand le système laisse éclater sa logique au grand jour...

et, en ce qui concerne Paris, à lui infliger la loi du 14 avril 1971, directement anti-communale, dont nous subissons encore les effets, qui a privé la capitale du minimum d'autonomie des autres villes de France.

Un statut « de classe »

Ce statut particulier de Paris est manifestement un statut « de classe ». Paris avait été pendant un siècle la ville révolutionnaire par excellence. La noblesse, puis la bourgeoisie, avaient au tour d'elle le Convention, le Directoire, le Consulat et l'Empire, la monarchie restaurée, la 1^{re} République et le Second Empire n'ont jamais varié dans leur volonté d'enlever à Paris toute vie autonome, et la 3^e République de M. Thiers n'aurait probablement même pas eu besoin de la menace de la Commune pour suivre le même chemin. Toutes les protestations et propositions, venues même de milieux modérés, depuis 1871, se sont heurtées au refus du pouvoir central d'accepter une démocratisation quelconque de la vie municipale à Paris. Peu à peu, comme je l'ai montré dans mon livre *A qui appartient Paris ?* (1), l'habitude et la résignation ont gagné la capitale.

Pourtant, depuis une dizaine d'années, un nouveau mouvement pour une certaine autonomie de Paris est apparu. Cela tient au fait que, à la suite de la politique d'« exurbanisation » ou, disons le mot, de déportation des travailleurs vers la banlieue, mais en œuvre depuis un siècle par la bourgeoisie et son Etat, Paris est devenue une ville à majorité conservatrice dont le pouvoir n'a plus peur. Cela tient aussi aux progrès, dans toutes les sociétés modernes, des idées de décentralisation de l'autorité, à la suite de l'engorgement bureaucratique des systèmes ultra-centralisés. Et cela tient enfin à certaines luttes de petites équipes dirigeantes de la V^e République — luttes qui reflètent précisément ce genre de conflits politico-technocratiques. Il y aura donc, d'ici quelques mois, un « maire de Paris », titre inconnu depuis la Révolution française, il y aura une structure plus démocratique dans les arrondissements, et, paraît-il, davantage de pouvoir pour l'Assemblée parisienne.

Pour savoir si cette réforme a des chances

de promouvoir une transformation réelle, deux aspects sont à considérer. Tout d'abord, l'attitude et la puissance de l'administration. Ce qui fait la force des préfets dans le système français et la faiblesse des assemblées départementales, c'est le fait que les préfets disposent d'une vaste équipe de fonctionnaires qui dépendent entièrement d'eux, donc du gouvernement, pour leur vie professionnelle, alors que les conseils généraux n'ont aucun technicien à leur opposer. Sans doute, les maires des grandes villes ont, eux, leur propre administration et sont moins impuissants. Mais la valeur technique de l'administration préfectorale et les moyens dont elle dispose sont généralement plus élevés. A Paris, la situation est encore plus grave du fait que l'Assemblée parisienne n'a aucun technicien à son service et que ses membres ne sont réduits à jouer tout bien que mal par leurs propres moyens les « vérités » gouvernementales, à une époque où toute décision est enrobée d'une haute technicité.

J'ai évoqué, dans le livre cité plus haut, un exemple caricatural de ce genre de situation : un haut fonctionnaire venant m'expliquer à la tribune avec gentillesse et une certaine pitié, au début des années 60, qu'il était impossible, parce que trop coûteux, de couvrir comme je le demandais les voies de la nouvelle gare Montparnasse pour établir un espace vert, dont l'absence se faisait cruellement sentir dans ce quartier (ceci se passait à une époque où les travaux pour la nouvelle gare commençaient à peine), et le même haut fonctionnaire, ou un de ses confrères, venant dix ans plus tard à la même tribune répondre à un de mes collègues qui posait la même question : « Quel dommage que vous n'ayez pas pensé plus tôt : il y a quelques années, au moment de la construction de la gare, c'eût été facile et peu coûteux ! » Il y a chaque jour au Conseil de Paris des pièges de cet ordre ; l'Assemblée est constamment trompée par les pseudo-arguments techniques des hauts fonctionnaires et le résultat, ce sont les absurdités et les scandales vus par le pouvoir central (la Villette, par exemple) avec la complicité d'une majorité municipale parfois coupable mais le plus souvent ignorante. L'avenir de la future réforme municipale, l'accession de Paris à la position de ville au gouvernement, au moins en partie, elle-même, dépendront avant tout de l'exis-

tence d'une haute administration nommée et payée par l'Assemblée parisienne, et non par les préfets. Il faudra disséquer avec soin les décisions prises à ce sujet.

Le pouvoir et la finance

L'AUTRE aspect, intimement lié au précédent, concerne la nature du pouvoir en France sous la V^e République. Sous les régimes précédents, il y avait une nette distinction entre le pouvoir politique et le pouvoir financier. Il était de mauvais ton, et peu habituel, d'être à la fois homme d'affaires et homme politique. Les financiers ne se privaient pas d'intervenir, mais étaient obligés de suivre des chemins compliqués ; c'était l'époque des amitiés des influences, voire des chiques, et il y avait une résistance de l'administration contre des procédés qui étaient, au moins officiellement, condamnés. La gauche, même bourgeoise, prétendait défendre les pauvres contre les riches. La droite elle-même ne pouvait pas honorer publiquement le vœu d'or. Le Second Empire et le régime de Vichy ont eu un esprit différent : d'où les fortunes ouvertement amassées par les amis d'Hausmann et l'intervention directe du grand patronat à Vichy. Mais il appartenait au régime gaullien de théoriser, en quelque sorte, la symbiose de l'argent et de la politique : il lui a suffi de remplacer les anciennes divisions entre partis, plus ou moins représentatifs de classes sociales, par la définition « polaire » du rattachement à la personne gaullienne, que le « fidèle » soit ouvrier — ou banquier.

Dès l'été 1958, les milieux d'affaires se sont précipités sur cette ouverture providentielle, et l'on a vu le général s'entourer des plus grands noms de la finance, comme un simple président des Etats-Unis. Le symbole de cette communauté nouvelle entre la politique et la finance a été Georges Pompidou, adjoint du général banquier, premier ministre et président de la République. Mais le même processus d'intégration politico-financière est illustré par bien d'autres exemples, comme celui d'Albin Chalonand, ou de l'actuel président de la République. A l'échelon de la haute administration, le passage sous la moindre gène d'un préfet de Paris, M. Diabolo, en 1971, l'administration préfectorale à l'équipe de direction du vaste trust qu'est la

Banque de Paris et des Pays-Bas (dont il contrôlait les activités en région parisienne quelques mois plus tôt), montre la généralisation d'un climat que nos pères auraient trouvé ahurissant. De Gaulle n'est plus, mais le système, fermement installé, n'a fait que croître et embellir.

Or, l'étroite intégration de l'Etat actuel et de la haute finance simplifie à l'extrême le jeu des financiers. Ce n'est plus une figure de dire que c'est « leur Etat ». Plus besoin d'interventions obliques et secrètes, d'omissions et de chiques : tout se passe aux plus hauts niveaux, et le plus légalement du monde ; la législation est faite pour les grandes sociétés ; ne sont frappées, et parfois chassées, au pilori, que les « marginaux » qui veulent profiter de ces « créneaux » — ou ceux qui se hasardent à des demi-illégalités dont les puissants se gardent bien, n'ayant jamais besoin. La structure centralisée de la France facilite naturellement les choses à ces grandes sociétés ; possédant l'Etat, elles n'ont pas autant besoin qu'autrefois d'intervenir au niveau des municipalités. Mais, évidemment, Paris est pour elles le terrain de chasse idéal, le gouvernement — leur gouvernement — pouvant y faire exécuter à peu près directement ses instructions, c'est-à-dire les leurs. C'est à cet aspect que nous avons dû le succès de la Ville de Paris, évoqué plus haut, ou l'abandon aux grandes sociétés de cette rénovation urbaine dite si joliment « rénovation concertée », du type du secteur Italie et des Hauts de Belleville.

Si la ville perdait entièrement son statut d'Etat actuel pour revenir ou à droit commun, ou à des entités municipales de France, cela n'empêcherait évidemment pas les financiers d'agir à Paris comme ailleurs, à travers le gouvernement et l'administration préfectorale, en complétant le cas échéant leurs interventions grâce à leurs amitiés municipales. C'est dire qu'il ne faudrait pas trop s'inquiéter pour eux. Pourtant, l'essence des attitudes humaines dans ce genre de situation tient à la conservation de ce qui est profitable et à l'abandon de ce qui est nuisible. Il sera intéressant de voir si les milieux d'affaires, et les hommes politiques qui les servent, vont se résigner aisément à l'idée de faire de ce profitable Paris une ville « comme les autres ».

CLAUDE BOURDET.

(1) Seuil, 1972.

مجلس الشعب

La réaction populaire contre une planification importée

ORPHEU Negro ou Calcutta : l'Européen reçoit des villes du tiers-monde une image baroque ou catastrophiste, mais toujours limitée : la présence, ailleurs, de « bidonvilles », rassure et valorise celle que valait ce citoyen humilié, spectateur passif du douloureux remodelage de son propre espace vécu. S'il croit connaître l'Inde, il ignore souvent que « son » Afrique noire, terre des pittoresques greniers à mil, est en voie d'urbanisation rapide depuis les indépendances. Nulle part ailleurs, pourtant, on n'a vu une ville — Abidjan — régulièrement doubler son chiffre de population tous les six ans : une autre, Kinshasa, au Zaïre, l'ancienne Léopoldville, peuplée de quatre cent mille habitants en 1960, s'achemine vers les deux millions d'âmes. Ces rythmes effrénés de croissance dépassent de loin ceux qui affectaient les pôles de la « révolution industrielle », simple doublement en cinquante ans de Londres et Manchester.

Malgré quelques analogies, toute comparaison trop simpliste entre l'urbanisation-industrialisation de l'Europe du dix-neuvième et cette hyper-urbanisation récente serait dès lors stérile. Au-delà des classiques « élites » des centres-villes, en effet, la forme la plus commune de la croissance urbaine en Afrique prend l'aspect d'une urbanisation extensive « à ras du sol », grande dévoreuse

d'espace. Dans cette périphérie, toujours beaucoup plus étendue, souvent plus peuplée que le noyau colonial de base, l'image « intégrée » de la ville, les vagues interrompues d'immigrants d'origine rurale façonnent la nouvelle entité urbaine à leur bon plaisir. Privée de la ville monumentale, ils modèlent l'espace qu'on leur abandonne et, nécessairement, une élite minoritaire de « vrais » citadins devra tenir compte de leur dynamisme.

Brazzaville, capitale d'un pays sous-peuplé aux ressources modestes, est aussi étendue que la commune de Paris — pour dix fois moins d'habitants — tandis que Ouagadougou, énorme village où un tiers des habitants vivent de l'agriculture, couvre neuf fois la surface qu'elle pourrait financièrement urbaniser. On comprend qu'un urbanisme conventionnel importé, conçu pour des villes prospères à croissance modérée et « verticales », n'ait guère sa place en Afrique.

A côté de tentatives limitées de type H.L.M. — qui profitent à la seule petite bourgeoisie citadine — après l'échec de solutions radicales, politiques ségrégatives héritées d'Hausmann, les autorités nationales n'ont d'autre issue que la pratique d'un certain laisser-aller en matière de planification urbaine. Elles devront ensuite, même de mauvaise grâce, accepter l'actif concours de ceux qui, spontanément, tentent de résoudre leurs problèmes au jour le jour. Du

Les ruraux africains et le « droit à la ville »

Par MARC VERNIERE *

continent africain nous viendra peut-être l'ampleur de la reconquête du droit à la ville (1) par ses principaux usagers. Ces « marginaux » majoritaires feront comprendre à la ville de prestige qu'elle seule est marginale.

L'Europe conquérante a imposé dans ses villes d'outre-mer l'organisation spatiale à base de ségrégation qui régnait chez elle. Sans le handicap de la présence de noyaux historiques, les capitales africaines, créations « ex nihilo », sont, à l'état brut, des villes « utiles », projections d'un système économique. Elles se présentent comme des entreprises fonctionnelles : le « Plateau », ville moderne des dominants, isolé sous couvert d'hygiène, commande la ville noire, lotissement en damier qu'occupent les autochtones regroupés : le port et la zone industrielle tout proches sont garnies de bidonvilles informelles peuplées de l'armée de réserve des travailleurs — immigrés — des campagnes environnantes.

L'indépendance apporte au dispositif d'énormes changements d'échelle, mais n'altère pas chez les nouveaux responsables l'image de ce qui doit être une ville convenable. Héritée d'Hausmann,

la règle devient l'« assainissement » permanent du centre par l'expulsion massive des occupants des bidonvilles vers des lotissements périphériques tristement équipés. Cette option volontariste, reposant sur le principe simple des vases communicants, est une thérapeutique de choc d'autant plus brutale depuis 1960 que le rythme d'accroissement des villes devient plus rapide. De Dar-El-Salam à Dakar, en dépit de différences idéologiques et socio-culturelles importantes entre les pays, « assainir » devient la hantise de tous les dirigeants qui réalisent au-delà de l'ancienne ségrégation raciale, et sous couvert d'intégration des « marginaux », la plus nette des ségrégations sociales de l'espace urbain (2).

Abidjan, vitrine africaine des pays industrialisés, présente ainsi ces contrastes extrêmes entre le « Plateau » et la « Riviera » de Cocody d'un côté, les lotissements géants d'Abobo-Gare et du Banco de l'autre. Mais le plus souvent ce schéma idéal — ville moderne des cols blancs, banlieue contrôlée des travailleurs et des immigrants — ne se réalise pas. A la périphérie, le rythme des implantations spontanées dépasse celui de la création

de lotissements officiels, même bâchés. Cette mise « hors-la-loi » volontaire de nombreux citadins est-elle une réaction de dépit de la part de ceux qui n'ont pas eu la chance d'être « recensés » ou résulte-t-elle d'un choix délibéré ?

Dans bien des cas, le problème ne se pose même pas en ces termes : sur le terrain, devant l'impuissance des autorités à exécuter quelque action que ce soit sur la ville, la masse des néo-citadins prend paisiblement possession de l'espace : gros quartiers de type villageois (Ouagadougou), implantations « pavillonnaires » le long des grands axes — cas de Douala où les extensions récentes, qui se baptisent « Nylon » ou « Tergal », n'ont rien de champêtre — ou encore sage prolongement des lotissements en damier déjà existants (Brazzaville). Par contre, à Dakar, où la tradition volontariste est tenace, la motivation des « squatters » est tout autre : les lotissements périphériques officiels existent, mais la naissance à leurs côtés d'une ville parallèle témoigne d'un refus de certains citadins : devant un modèle infra-urbain qui ne leur convient pas, ils résistent spontanément contre l'interventionnisme pesant que pratiquent avec constance les autorités.

A Dakar : volontarisme officiel, spontanéisme populaire

DANS la capitale sénégalaise, on retrouve, dans les années 50, la trilogie : plateau européen, ville africaine (Médina), bidonvilles intra-urbains. Face à l'invasion de la métropole par des immigrants, les autorités coloniales, puis nationales, entreprennent l'expulsion massive des taudis en voie de surpeuplement : les « déguerpis » — c'est le terme en usage — seront installés à 15 kilomètres du centre, dans l'immense lotissement de Pikine, créé de toutes pièces. Ainsi va naître, loin des yeux des nantis, une sorte de ville-jumelle de la capitale, le « Dakar des pauvres ». Le grand damier périphérique se peuple au rythme des déguerpissements successifs : il suffit d'y ajouter des cases supplémentaires. Née en 1962, la ville-nouvelle compte actuellement plus de deux cent mille habitants, le tiers de l'agglomération, et ce transfert massif de population peut être considéré comme une réussite technique : Dakar, purgée de ses bidonvilles, peut dignement accueillir les touristes.

Pourtant, dans les anciens taudis, microcosmes sécurisants, les néo-citadins, par le jeu des rassemblements naturels — grande famille, même village, même ethnie — s'accoutument à la grande ville : exilés à Pikine, ils se sentent d'autant plus marginalisés que leurs regroupements spontanés ont été brisés par le biais de l'attribution au hasard des parcelles. Exclues de la vraie ville, ces Dakarais devenus Pikinois sont aussi des intrus dans le Cap-Vert rural, où l'agglomération imposée est un corps étranger. Les villageois autochtones Labu, possesseurs coutumiers de la terre, refusent aux nouveaux venus

l'accès au sol cultivable : le maraîchage ne peut être pour les banlieusards une activité de substitution. Rejetés par Dakar, ignorés par les villageois, les Pikinois se sentent doublement marginaux.

Mais, dès les années 60, de nombreux Dakarais menacés d'expulsion refusent de n'être que les objets passifs de la politique officielle. Ignorant la loi moderne, ces réfractaires vont se référer au droit coutumier : dans les villages Labu, détenteurs d'un sol que la grande ville en essor revendique, ils vont trouver des complices bienveillants. Le cas n'est pas rare en Afrique : Labu à Dakar, Duala et Bassa à Douala, Ebrie à Abidjan, Mpongou à Libreville, Bateke à Brazzaville, par des ventes plus ou moins légales de terres cultivables qui deviennent parcelles à bâtir, vont ainsi participer à la naissance d'une urbanisation « sauvage » parallèle aux extensions contrôlées des grandes villes surpeuplées (3).

(Lire la suite page 16.)

(1) Formules de H. Lefebvre, *Le Droit à la ville*, Anthropos, 1968.

(2) Une seule exception à ce schéma : la ville de Bissau, en Guinée ex-portugaise. La capitale, seule tenue par l'occupant au milieu de campagnes libérées depuis des années, n'était pas un milieu pour les ruraux, mais un symbole d'oppression pour les soldats paysans du P.A.I.G.C. Les nouvelles autorités ont pu se permettre d'entreprendre une politique de « désurbanisation » et de « retour à la terre ». La réside, évidemment, la solution au problème urbain, mais celle-ci n'était applicable que dans ce contexte psychologique et politique précis.

(3) M. Vernière, « A propos de la marginalité, réflexions illustrées par quelques enquêtes en milieu urbain africain », *Cahiers d'études africaines*, n° 51, vol. XIII, 1972.



DEVOREUSE D'ESPACE, ENORME VILLAGE AU RAS DU SOL : N'DJAMENA — la capitale africaine semble lui opposer le défi d'une autre finalité.

(Photo Naud-A.A.A.)

Une initiative pilote

REFUSER DE SUBIR

Par FRANÇOIS SERRAND *

A l'appel de l'abbé Pierre, pendant le rigoureux hiver de 1954, une poignée d'habitants, organisée dans un arrondissement de Paris, le septième, une vaste collecte de vieux meubles. Un millier d'habitants y prenaient part. Ni dirigeants d'œuvres charitables, ni militants politiques, les initiateurs de cette insolite démarche sont tout simplement des habitants qu'indignent les drames du logement. Constatant à la fois la carence des pouvoirs publics et la somme d'énergies disponibles dans la population, ils décident alors de prendre en charge les cas les plus graves de logement dans le septième.

Ils y réussissent, grâce à des campagnes d'information et de collecte de fonds, grâce aussi à une solide organisation des activités bénévoles. En cinq ans, ils parviennent à reloger plus de trois mille cinq cents personnes. Mais, trop souvent, c'est loin de Paris, dans des univers très mal urbanisés, ils découvrent ainsi les désordres de la politique urbaine, le rejet systématique des personnes de faibles revenus en dehors de la ville, et les transformations anarchiques de la capitale sous la pression des puissants intérêts immobiliers.

A l'époque, en 1960, l'aménagement urbain est un domaine inconnu du grand public. Les programmes des partis politiques, de la droite comme de la gauche, n'y font guère allusion. L'évolution urbaine apparaît

comme un phénomène que les habitants doivent se résigner à subir. C'est contre cette situation que l'un des initiateurs de l'action de solidarité des habitants du septième décide de réagir : à partir de la réussite de cette action, il lance, avec un groupe de personnes du secteur le plus menacé par les opérations immobilières, une enquête sur la situation et l'évolution du quartier du Gros-Cailleur. C'est la première fois qu'un lien se crée d'enquête que l'administration accepte de leur confier. Les résultats de la consultation de six cents foyers choisis selon un échantillonnage valable, et portant sur soixante questions, constituent une foule d'informations. Au-delà des données chiffrées, c'est l'aspect qualitatif des besoins et des opinions de la population qu'expriment les réponses. Le rapport ouvre une perspective nouvelle : la qualité de la vie.

Un autre résultat important de l'enquête, c'est la dynamique qu'elle engendre. Elle provoque la création d'un comité d'aménagement géré par des habitants pour l'ensemble de l'arrondissement. Son premier objectif est de proposer des solutions pour protéger la personnalité physique et humaine du quartier du Gros-Cailleur. Le comité organise une étude détaillée de chacun des îlots vêtus. Il en présente deux ans plus tard un projet de remembrement et il demande à la ville de Paris de confier à des organismes H.L.M. la remise en état des îlots d'habitat ancien. L'administration est intéressée, mais se déclare incompétente. Il faudra attendre quinze ans pour que cette proposition novatrice, reprise par diverses associations, devienne un des objectifs de la politique urbaine : la réhabilitation de l'habitat. Encore un attend-on toujours aujourd'hui une application.

Avec les habitants

L'ACTION du comité d'aménagement ne s'est pas limitée à cette cible. Parmi les quelques trente objectifs qu'il a poursuivis, trois genres d'interventions illustrent bien la nature de son action. Et d'abord son intervention contre l'illégalité d'un permis de construire. Comme au lendemain même de la création du secteur de sauvegarde de l'est du septième, cette décision administrative aurait, sans le recours du

comité, lézardé l'édifice des dispositions de sauvegarde d'un secteur. Avec l'association des riverains (A.S.S.R.R.O.) dont il a suscité la formation, le comité d'aménagement attaque la décision devant le tribunal administratif. Après une longue et difficile procédure ouverte du Conseil d'Etat, il obtient gain de cause. Entre-temps, il a dû s'opposer aux démolisseurs dans le rue. L'offense en justice fait grand bruit. L'administration sera plus vigilante et les promoteurs n'avanceront plus qu'avec grande prudence dans le septième. Qui donc, sans l'intervention du comité, eût fait appliquer la loi ? Sans doute la pétition d'un millier de signatures n'eût-elle décidée le député du septième à demander une commission d'enquête parlementaire. Mais, sans l'action du comité, le promoteur aurait ouvert le chantier bien avant les conclusions de la commission.

Le septième arrondissement est riche en espaces verts. Encore faut-il les protéger, les ouvrir à la vue du public et, dans certains cas, en donner accès au public. Sur la place du Président-Minkowski, près des invalides, l'administration a l'intention d'aménager les terre-pleins en parkings. Le comité d'aménagement exhorte les habitants, les informe et organise une consultation dans le secteur. Par une forte majorité, les réponses se prononcent contre le parking et pour un jardin public. Par beau temps, le jardin est aujourd'hui bonifié d'enfants, un jardin dont les parents ont esquisé les plans. Ailleurs, rue de Babylone, à la suggestion des associations des parents d'élèves des écoles d'alentour, le comité obtient de la compagnie des Filles de la Charité la cession à la ville de Paris de 7 000 mètres carrés de leur jardin. Depuis le début de ses interventions, le comité demande la suppression des murs qui enserment les jardins des administrations. Aujourd'hui, le passant voit la verdure où baigne l'hôtel Maitillon.

Comme bien d'autres arrondissements, le septième est sous-équipé pour la vie de sa population. Un gymnase va enfin être mis à la disposition du public. Là encore, le comité a apporté son concours à une association pour l'aider dans ses interventions auprès de la ville. C'est l'association des parents d'élèves de l'école publique Duquesne-Eblé qui, de haute lutte, a obtenu ce gymnase pour le

septième. Partout le comité organise une large concertation des habitants sur les problèmes qui les concernent directement. Au-delà des actions ponctuelles il a collaboré aux travaux préparatoires du plan d'occupation des sols du septième. Il présente les documents dans une séance d'audio-visuel à l'UNESCO. La grande salle des conférences est pleine.

Constitué en association selon la loi de 1901, le comité d'aménagement est devenu une structure de concertation de l'ensemble des groupes humains du septième. Son conseil d'administration comporte une trentaine de personnes qui représentent les diverses activités de la vie locale. Les travaux de ses commissions — sociale, scolaire et de l'urbanisme — rassemblent une centaine d'associations et d'institutions privées. Il est devenu le lieu incontesté de la démocratie locale vécue par les habitants. Une commission mixte formée par une convention entre les élus et le comité constitue un organe de dialogue entre les édiles du septième et les différents groupes d'habitants. La stricte indépendance du comité à l'égard de toute tendance politique ou confessionnelle est une des conditions de la large audience du comité.

Dans un marché ouvert, au cœur du Gros-Cailleur, rue Jean-Nicot, il a installé le Centre d'information et d'animation du septième arrondissement. Ouvert toute la journée et tous les jours, sauf le dimanche, il connaît à certains moments, dans l'espace de 90 mètres carrés qu'il occupe, l'affluence de mille. Vingt-cinq mille personnes en ont franchi le seuil en 1975. Bien davantage cette année. A la demande des habitants, il a dû installer une antenne sur le marché de l'avenue de Saxe, un état en plein air. Le centre d'information rue Jean-Nicot est un lieu d'accueil pour toute personne qui cherche un renseignement ou qui veut seulement briser sa solitude. Quarante bénévoles se relaient pour accueillir les gens. Dans trois petits bureaux se succèdent les permanences de services publics : caisses vieillesse, d'allocation familiale, d'assurance-maladie, de retraites complémentaires... Il y a aussi des permanences de services assurés par des associations : conseils juridiques, information pour les jeunes, logement, emploi...

(Lire la suite page 16.)

* Fondateur du COPRAS, président du Centre d'information et d'animation du septième arrondissement.

(Suite de la page 15)

Face aux entreprises planifiées et « intégrantes », l'alliance de deux types de marginaux, citadins dominés et villageois menacés, est significative. C'est ainsi qu'à Dakar une « ville illégale » de cinquante mille habitants double désormais le lotissement de Pikine. Rejetés, comme les Pikinois, par la ville moderne, les « irréguliers » sont récompensés de leur plus grande audace. Libres de leur implantation, ils peuvent se regrouper par affinité et acquérir des terrains à la mesure de la taille de leurs familles. Puisqu'ils ont payé tribut aux autoch-

tones, ils profitent des équipements et de l'animation sociale du village, noyau autour duquel s'ordonne le front pionnier d'urbanisation spontanée, et obtiennent l'autorisation de cultiver la terre. Citadins en marge, ces ruraux d'origine se réintègrent dans la campagne. Leur exemple est contagieux puisque de nombreux habitants de Pikine, que la présence d'équipements collectifs de base dans le lotissement ne suffit pas à retenir, revendent leurs lots pour tenter eux aussi l'aventure illégale. Faute d'un droit à la ville, ils imposent leurs droits sur la périphérie : prudemment, les autorités ont choisi de fermer les yeux.

Ensuite, il est clair — encore faut-il le dire — que l'on doit dépasser la question urbaine et ne pas considérer isolément la ville comme un corps malade, de peur de rejoindre les analyses des « médecins de l'espace » (voir note 1), membres actifs d'un système social, qui tentent de guérir une « pathologie de l'espace » qui serait cause du mauvais fonctionnement d'une société et des maladies sociales. Si, comme nous le croyons et ainsi que l'affirme la Déclaration de Coooyoc, les pays du tiers-monde doivent, pour se développer, compter sur leurs propres forces (« self-reliance »), alors il est impossible d'y parvenir en participant à un système qui perpétue la dépendance économique : cela peut impliquer un retrait temporaire du système économique actuel » (2).

Quand on sait qu'à Dakar les « marchands de sommeil » spécialisés sont en majorité d'anciens travailleurs immigrés — Sarrakholle, ceux-là mêmes qui ont subi et appris, dans les meubés parisiens, d'efficaces techniques d'exploitation, on avouera qu'il est temps pour l'Afrique d'abandonner certaines dépendances et d'éviter la reproduction de la dépendance (3). Sans des changements d'orientation très profonds — bien au-delà du simple remplacement des familles Marché officielles par des Zis, — les habitants des quartiers spontanés des villes africaines, même experts en adduction d'eau, ne seraient que les pionniers isolés d'une lutte entre « périphérie » et « centre », au sens strictement urbain du terme. Mais d'ici là nous parviendrons peut-être ce que l'on espère être une certitude : les combattants des « muvèques » de Luanda ont gagné leurs galons de citadins et d'Africains.

MARC VERNIERE.

(4) Lire les travaux de J.F.C. Turner concernant les « Etablissements urbains incontrôlés », notamment la synthèse qu'il a présentée au colloque ONU de Pittsburgh, 1966.

(5) Institut de développement et de planification de Dakar, dirigé par Samir Amin.

(6) Session de formation sur l'environnement urbain en Afrique inter-tropicale. IDEP, I.E.D., Douala, 1974.

(7) Citation du travail de L. Barbade de la revue *Urbanisme*, Ben Mady Ouse : « La formation comme action sur la ville », *Environnement africain*, vol. 1, n° 1, 1975.

(8) Déclaration adoptée au symposium sur « Les modèles d'utilisation des ressources, stratégies pour l'environnement », à la conférence « ONU, Coooyoc Morales, Mexico, octobre 1974, traduction française : *Environnement africain*, vol. 1, n° 3, 1975.

(9) Le « libéralisme » économique et la dépendance : l'ensemble des contradictions spatiales et sociales que nous avons présentées ne sont pas l'apanage de la seule Afrique. Amérique latine et Asie du Sud-Est présentent des situations analogues. (Lire : « Les métropoles de l'Amérique », A. Durand-Lasserve, *L'Espace géographique*, n° 4, tome III, 1974.

Les acteurs du combat périphérie-centre

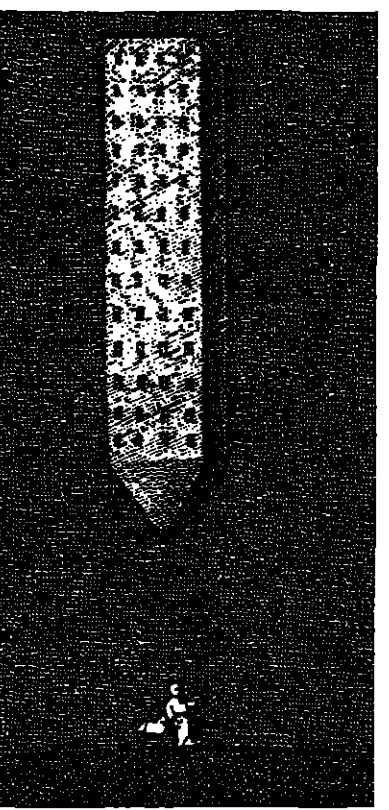
CHÈC d'une politique volontaire ? Réussite relative des entreprises spontanées ? On doit convenir qu'une ville comme Brazzaville, antithèse de Dakar par son « laisser-aller » en matière d'urbanisme planifié, est sans doute une des cités africaines les plus harmonieuses : elle est l'expression fidèle de la population qui l'occupe, à la fois ville et village pour des citadins d'origine rurale — en 1974, parmi les plus de vingt ans, on ne dénombrait dans la capitale congolaise que 15 % de Brazzavillois de naissance. Une urbanisation extensive de ce type ne poserait pas de vrais problèmes techniques si l'équipement minimum « *posteriori* » — scellément nécessaire pour des raisons médicales — de la périphérie était réalisable avec les seules ressources budgétaires locales. Dans la négative, faut-il alors casser la dynamique de la croissance spontanée, seulement s'en inspirer en la contenant dans un cadre un peu plus contraignant, ou bien poser le problème en d'autres termes ?

Depuis les travaux du sociologue J. Turner au Pérou (4), la première solution n'est plus envisageable. Ce dernier a trouvé dans les « invasions » périphériques de Lima des motifs de réconfort : au cœur de ces « extensions de l'espace » (qu'il oppose aux « *slums of despair* » du centre-ville), il réhabilite les dynamiques pionnières de la frange urbaine chez lesquels — important correctif aux idées reçues — il s'étonne de découvrir des comportements conservateurs de *self made men*. La lecture de Turner et le laisser-aller consécutif à l'égard des « incontrôlés » ont beaucoup fait pour désamorcer les « luttes urbaines » en Amérique latine.

A sa suite, la Banque mondiale, qui s'inquiète depuis peu de l'hyperurbanisation du tiers-monde, va tenter de « récupérer » les quartiers spontanés. Sa politique récente, dite des « parcelles assainies », consacre la fin des interventions brutales : il faut désormais inciter et non obliger les citadins « sous-intégrés » à se regrouper à la périphérie ; eau courante et éclairage public seront la récompense de leur docilité. Cette assistance discrète, qui, pour une banque, défie les lois de la rentabilité — qui en doute, sinon ceux qui veulent sauver la face ? — est une stratégie intelligente qui peut s'avérer efficace dans un « système économique normal » (formule de Turner). Même si ces objectifs ne sont que charitables (7), une telle action, prudente compensation à l'« échange inégal », ne fera pourtant que perpétuer de graves contradictions.

Aussi les chercheurs de l'IDEP (5) pensent-ils, à l'opposé, que le tiers-monde devrait désormais davantage compter sur ses seules ressources en matériel et en hommes. Le colloque de

Douala (6) a mis l'accent sur la nécessaire éducation des citadins laisés pour compte, seule méthode d'action sur la ville du plus grand nombre. Il est vrai que, dans la grande cité camerounaise — près de quatre cent mille habitants, — on peut observer, chez les « squatters » des quartiers périphériques, un phénomène singulier : sans aucune aide des pouvoirs publics, ils ont entrepris collectivement — cotisations, équipes de travail — l'équipement et l'assainissement de leur environnement (drainage, remblais, construction de ponts et d'écoles). Il est séduisant de penser qu'au prix d'une formation technique légère les « spontanés » réduiraient eux-mêmes tous leurs problèmes — à la chimie, à l'électricité, à la plomberie, à la peinture, à l'entretien, à la sécurité, à la salubrité, à la tranquillité, à la vie des quartiers, simple



(Dessin de Julem.)

effet induit de l'approche nouvelle, mais visera la prise en main de la ville par le plus grand nombre.

L'enthousiasme des témoins de l'expérience de Douala est justifié. Deux remarques pourtant. D'abord, il ne faut pas omettre de signaler que ces initiatives spontanées ont été prises dans un

Qu'est-ce qu'une ville ?

Le grand rêve des urbanistes, que notre époque permet de concrétiser, est de créer des villes nouvelles. Entreprise difficile lorsqu'il ne s'agit pas d'ajouter des quartiers neufs à un noyau central constitué par les siècles, mais de faire surgir ex nihilo une cité autonome sur un terrain vierge, l'élaboration des villes nouvelles suscite de redoutables questions : qu'est-ce qu'une ville est ville ? Y a-t-il même une réalité homogène sous ce concept ?

Les statisticiens n'ont pas trouvé mieux qu'une mesure quantitative pour distinguer la ville de la non-ville. Mais les normes agrégées des cités industrielles ou des agglomérations sans forme étreintes le long des axes routiers montrent avec assez d'éloquence qu'une ville n'est pas plus urbaine qu'une autre parce qu'elle compte deux ou trois fois plus d'habitants... Artifice classificatoire repris en France autour de l'opération « villes moyennes » supposées offrir une qualité de vie particulière ; mais on s'aperçoit vite que derrière ce critère, en apparence quantitatif, mais qui varie du simple au triple selon qu'on considère Manosque ou Chambéry, se cachent sans doute d'autres réalités plus impalpables qui définissent une certaine forme de vie. Bâtir une ville est donc bien autre chose qu'agglomérer des bâtiments.

La classification fonctionnelle, longtemps favorite des géographes, n'apporte pas un enseignement plus opératoire lorsqu'elle distingue les villes-marchés des villes-fortresses ou des villes-carrefours... Une ville peut en être une, même sans se grouper autour d'une activité dominante, et l'on sait maintenant qu'un bassin minier, un hypermarché, une université ou un « dortoir » ne suffisent pas à engendrer une ville. Mais la plurifonctionnalité est aussi un concept creux si on ne sait qu'il juxtapose des activités.

C'est pourtant sur sa lancée qu'ont couru les fantasmes du « zoning » qui ont tenté d'agréger en un tout cohérent et fonctionnellement ordonné les éléments qu'ils trouvaient dans les villes : industries, bureaux et administrations, commerces, logements, équipements, lieux de récréation et de promenade. En plan ou en maquette, le projet était séduisant ; mais sa réalisation concrète, outre son caractère monotone et ennuyeux, se heurtait aux avatars d'une programmation soumise à des contraintes politiques, administratives et financières qui laissent des vides plus ou moins longs à combler dans la savante mosaïque.

On est revenu alors à un langage idéaliste en cherchant comment donner, à ces carcasses froides, une « âme » — terme vite remplacé par son équivalent étymologique d'« animation », plus opératoire en apparence, et moins métaphysique. A travers les comparaisons tirées de la biologie que les planificateurs ou penseurs de la ville ont longtemps chéries, on laissait entrevoir l'image d'un tout organique parcouru d'échanges, auquel il fallait un souffle, un principe de vie. Ce souffle, c'était le « forum » ou l'« agora », lieu de rencontre entre des habitants soigneusement dosés selon l'âge, la situation sociale, l'éthnie, pour éviter toute sclérose ou toute fermeture des ségrégations. Au centre du dispositif serait l'animateur, personnage catalyseur des initiatives, des échanges, de la fête... à condition que le cadre offert soit festif, coloré, mouvant, imprévu et que les invités soient disponibles, contents, et ne forment pas une masse amorphe ou des groupuscules hostiles les uns aux autres.

Ces visions asseptisées d'un milieu urbain qui parviendrait à échapper aux conditionnements de la société qui le produit se retrouvent curieusement dans toutes les sociétés industrielles avancées, quel que soit leur régime politique : et même celles qui détiennent la maîtrise foncière ou un pouvoir financier centralisé ne semblent guère parvenir à réaliser des ensembles urbains stimulants pour la vie collective. La monotonie frappante de la plupart des réalisations, de San-Francisco à Vladivostok, semble difficile à briser. Peut-être y a-t-il une gégère à vouloir créer de toutes pièces, en l'espace de quelques années, une communauté vivante dans un cadre avant tout fonctionnel, où les repères symboliques ne se créent pas sur commande. La ville est d'abord histoire en train de se faire sur un terrain donné, et au cœur d'une société dont elle est un des enjeux. Mais peut-être y a-t-il encore un défi plus profond et plus insurmontable à vouloir élaborer selon des méthodes technocratiques le cadre et la forme de vie des futurs habitants, d'une manière en quelque sorte extérieure aux conflits réels dont la ville est le terrain, en exaltant seulement la grandeur d'un projet commun qui n'est le projet que de quelques-uns.

La terminologie même qui parle de la ville comme d'une réalité en soi qui aurait une essence ou quelque sorte indépendante de la réalité de cette évacuation des conflits d'intérêts et du refus de reconnaître l'inégalité des pouvoirs entre ceux qui pensent et réalisent et ceux qui subissent. Peut-être le domaine de l'urbanisme est-il en contradiction avec les enjeux qu'il apparaît le plus clairement : possession du terrain, exploitation des ressources naturelles, profit tiré des activités productives...

Toutes les définitions les plus élaborées de la ville ne feront pas trouver la clé de la fabrication d'une « bonne » ville, d'une « vraie » ville, d'une ville « humaine et animée » aussi longtemps que les processus de sa production réduisent ceux qui l'habitent au rang d'usagers, ou de consommateurs dont on organise prudemment les expressions collectives ; aussi longtemps également que l'on cultivera l'illusion officielle d'une planification qui n'obéirait qu'à la rationalité des intérêts communs, alors qu'elle est le lieu d'un des affrontements les plus sévères de notre temps.

AGNES PITROU,
sociologue au C.N.R.S.

(Suite de la page 15)

Les habitants trouvent là, sinon toujours une réponse immédiate à leur question, du moins une orientation vers les services compétents. Les administrations découvrent dans le fonctionnement de leurs permanences installées au centre l'efficacité d'une insertion dans la population, là où elle se soit et se sent chez elle. Ouvert à toutes les associations qui veulent y tenir librement des réunions, il est devenu le terrain de rencontres des animateurs des activités de septième. Le secrétaire d'Etat à l'action sociale, M. René Lenoir, dans son livre les Exclis, le cite comme une réalisation pilote de l'aménagement social. Des délégations étrangères viennent le visiter.

Et pourtant la réalisation du projet de construction d'un bâtiment pour le Centre d'information, à l'emplacement de la carcasse du marché sur un sol faiblement utilisé, se heurte depuis plusieurs années au refus de l'administration. Le prétexte invoqué, le manque de crédits, ne tient plus depuis la présentation par le comité d'un projet de construction d'un étage sous le pavillon. Le coût chiffré par les services de la préfecture ne dépassait pas 1,5 million de francs. Pour une population de quatre-vingt mille habitants, qui ne dispose d'aucun équipement socio-culturel et que d'un petit gymnase, la dépense est raisonnable. Encore plus s'il s'agit d'un équipement pilote. En définitive, le comité n'a obtenu qu'un simple agrandissement des locaux du centre.

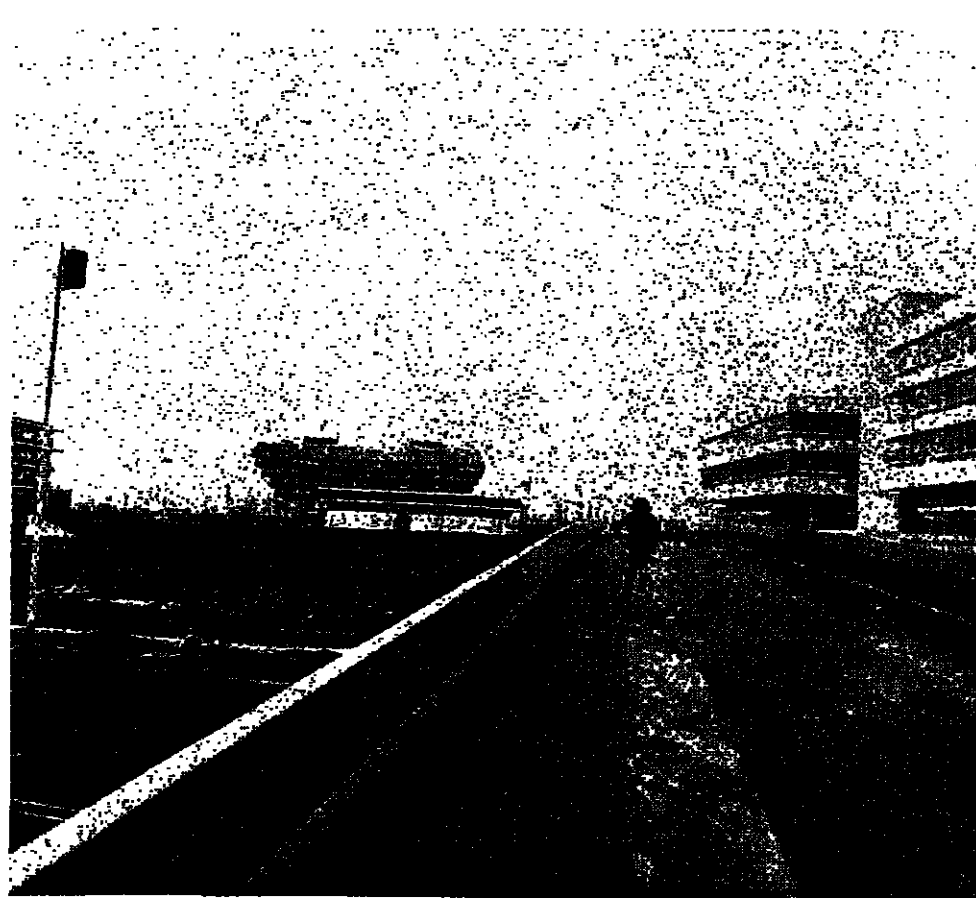
Encore le député du septième, M. Edouard Frédéric-Dupont, exige-t-il que la nouvelle installation comporte pour le service social du septième, jusqu'à présent dans la centre, « un bureau et une salle d'attente séparés par un mur sans accès à la grande salle d'accueil du centre et avec une entrée sur la rue où flottera le drapeau tricolore ».

Une coordination nationale

CETTE réaction est révélatrice de l'allergie de bon nombre d'édiles parisiens au changement : celui qu'exige de la démocratie locale l'évolution de notre société. On comprend le grand écart que constatent les

Parisiens entre les perspectives tracées par le président de la République et les réalités qu'ils vivent. On comprend aussi la prudence de l'administration à l'égard d'un projet apparemment mineur, mais dont elle apprécie l'impact sur le dynamisme de la vie sociale. M. Frédéric-Dupont n'est cependant pas hostile à l'action du comité d'aménagement. Il se a admis depuis longtemps déjà l'utilité. Lors de sa dernière campagne électorale, il en a même approuvé les objectifs et souligné l'apport à la vitalité de la démocratie. Il en utilise d'ailleurs assez souvent les travaux et les propositions, au Conseil de Paris et même à l'Assemblée nationale. Passionnément libéral et très attaché à son arrondissement depuis plus de quarante ans qu'il le représente à l'Hôtel de Ville, il est partagé entre l'estime qu'il porte à l'action du comité et la circonspection que provoque en lui la croissance accélérée de cette action dans la population. Sans doute aussi faut-il tenir compte du climat de suspicion qu'entretient à leur égard l'opiniâtre opposition aux associations d'habitants influent au sein de la municipalité de l'Hôtel de Ville. Les deux autres élus de sa liste du septième arrondissement, Etienne de Véricourt et Philippe Mithouard, ont toujours apporté un appui sans réserve au comité. Leurs interventions auprès de l'administration préfectorale ont efficacement contribué à l'ouverture du dialogue qu'il a, fréquemment avec les fonctionnaires de la ville, comme dans certaines cas avec ceux des administrations centrales. Par exemple, pour les projets de la gare d'Orsay, du quai Branly ou de l'asplénade des Invalides. Un dialogue fort utile.

Il existe aujourd'hui dans seize autres arrondissements de Paris des structures analogues de participation des habitants à la vie de leur quartier. Leurs animateurs ont constitué, depuis mars 1968, la « Plate-Forme des comités parisiens de participation à l'urbanisme et à la vie de la cité ». Leur bureau d'études, le COPRAS, formé par des bénévoles, a spectaculairement démontré leur efficacité sur le projet des Halles. Récemment, la Plate-Forme des comités parisiens a constitué un « Carrefour national des comités de quartier » (1) avec la Confédération bénevoles des comités de quartier de Marseille. L'union des comités d'intérêts locaux de Lyon et le comité de liaison des unions de quartier de Grenoble.



(Photo André Sae-Gemma.)

A CERGY-PONTOISE, VILLE NOUVELLE.

Les habitants des vieux quartiers parisiens défendent une autre qualité de vie.

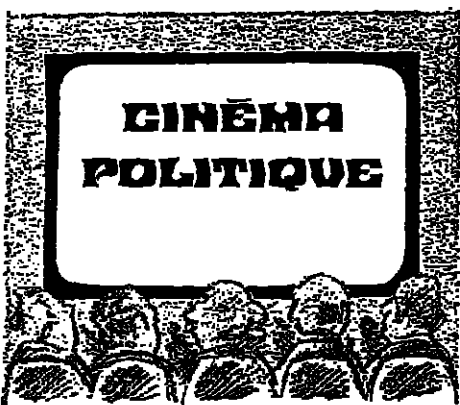
Si première intervention auprès du Sénat, pour réintroduire dans le code de l'urbanisme une importante disposition rejetée par l'Assemblée nationale, est révélatrice du poids que peut exercer cette action dans la démocratie :

comme le contre-poids nécessaire au bon fonctionnement de l'horloge du bureau.

FRANÇOIS SERRAND.

(1) Secrétariat : 24, rue Montgrand, 13006 Marseille.

دعوات العمل



quement de vocables latins ou grecs comme civitas, polis, urbs qui, tous trois, désignent la ville et prouvent que la sociabilité urbaine a longtemps été gage d'affirmation, de courtoisie et de savoir-vivre.

Cette relation positive à la cité, à la ville (qui est par ailleurs considérée comme le siège privilégié d'une civilisation) n'a cessé de s'affirmer au cours des siècles; elle est même inversée pour devenir, dès l'époque pré-industrielle, une expérience négative, oppressive et aliénante. La ville est aujourd'hui le lieu de la dispersion culturelle, de l'anonymat, de la violence et même, paradoxalement, de la solitude. Elle concentre le plus grand nombre de maux du monde contemporain et renforce ainsi, à contrario, la nostalgie dominante, celle de la nature perdue, et ses corollaires: la rusticité vivifiante, la simplicité des usages et la convivialité villageoise.

En s'appuyant sur des considérations psychosociales élémentaires, les cinéastes ont insisté, depuis toujours, sur la violence supposée des villes, sur l'agressivité et la criminalité suscitées par le milieu urbain; ils ont fait supporter à la cité toutes les délinquances, en une sorte de fascination morbide envers le prétendu pouvoir d'encastrement des « jungles d'asphalte ». Pour se borner au seul cinéma américain, dès l'attentat aux violences urbaines, on peut rappeler des films comme: les Mystères de New-York (1915, L. Gasnier); les Nuits de Chicago (1927, J.V. Sternberg); Casablanca (1942, M. Curtiz); les Bas-Fonds de Frisco (1949, J. Dassin); Quand la ville dort (1950, J. Huston); Police sur la ville (1968, D. Siegel).

« Civilité », « politesse », « urbanité » : ces termes expriment une certaine déférence (une considération) dans les relations à autrui; ils dérivent étymologiquement de vocables latins ou grecs comme civitas, polis, urbs qui, tous trois, désignent la ville et prouvent que la sociabilité urbaine a longtemps été gage d'affirmation, de courtoisie et de savoir-vivre.

ou Un justicier dans la ville (1974, M. Winner), qui insistent tous sur le « personnage urbain » des délinquants, présentés comme fortement individualistes, agressifs, sans goût pour la vie sociale et motivés uniquement par l'aspect concurrentiel des relations entre citoyens.

D'autres films ont souligné un aspect moins connu de la pathologie des citadins: la solitude des individus noyés dans la masse. Le meilleur exemple de cette veine est peut-être le Foule (1927) réalisé par King Vidor, qui aborde aussi, dans le Rebelle (1949), le problème de la rénovation architecturale des villes, mais négligera de réfléchir aux aspects politiques et sociaux de cette rénovation pour se consacrer à l'enjeu esthétique.

Seul un certain cinéma progressiste, au moyen de documentaires et sur un ton généralement humaniste, s'est inquiété de la ségrégation spatiale des villes et de ses conséquences sociales; il a dénoncé la pénurie de logements pour les habitants de condition modeste dans les grandes villes. L'école documentaire anglaise produisit un célèbre court métrage: Housing Problems (1935, Elton et Ashby), où les locataires de quartiers entassés exposent, en « faux direct », leurs revendications immobilières et l'espoir de vivre décemment. Aux États-Unis, des cinéastes de gauche, réunis autour de Paul Strand dans Frontier Film, s'intéressèrent aussi aux injustices urbaines de la ville de New-York et dénoncèrent la politique irresponsable de la municipalité dans l'histoire de New-York (1935, L. Jacobs) puis dans la Ville (1936, Steiner, Serlin et W. Van Dyke). En France, les mêmes problèmes furent évoqués avec émotion et tendresse par Jean Lohy, en 1945, dans Aubervilliers; et par Jean Dewever, en 1956-1958, dans deux courts métrages d'une remarquable efficacité: la Crise du logement et Des logis et des hommes.

Sur un plan directement fictionnel, beaucoup de cinéastes ont imaginé la ville, étendue jusqu'à la demeure, comme avenir infernal de l'humanité: Métropolis (1926, F. Lang), Alphaville (1965, J.-L. Godard) ou Soleil vert (1974, R. Fleischer) montrent un monde où la stratégie urbaine impose à l'homme ses comportements et où la ville gouverne seule au moyen de ses simples structures.

Images de la ville

De la pathologie à l'apocalypse, en passant par la ville-logement, le cinéma semble avoir abordé les principaux problèmes que soulève la vie urbaine; il a cependant négligé le plus politique d'entre eux: celui qui considère la ville, dans son déploiement spatial, comme trace matérielle du pouvoir politique, comme reflet, dans son urbanisme même, d'une idéologie et d'une conception marchande de l'espace. La reconstruction fébrile de grandes villes dans l'après-guerre et la spéculation effrénée des sols n'ont que très rarement été analysés au cinéma. Deux films seulement ont abordé, avec sérieux et ambition, les aspects directement politiques liés à la promotion immobilière: Main basse sur la ville (1963, Francesco Rosi) et La ville est à nous (1975, Serge Poljinski). Nous les analysons dans cette page.

Toutefois, il nous faut reconnaître que l'immobilité de la spéculation immobilière est dénoncée couramment, presque de manière banale, dans de très nombreuses fictions: la Tour infernale (1974, R. Wiesel), par exemple, où l'incendie est provoqué par des matériaux inadéquats utilisés criminellement, en fraude, par un des promoteurs. Plus récemment, l'histoire de la Ferme du dimanche (1975, L. Comencini) repose sur un meurtre commis autour de marchandages à propos de terrains mis en valeur par l'extension de la ville de Turin. Dans Nous nous sommes tant aimés (1974, E. Sciole), l'un des personnages principaux (incarné par Vittorio Gassman) devient l'avocat d'un promoteur véreux mais milliardaire et œuvre juridiquement toutes les irrégularités de celui-ci. Ces dénonciations, frôlées, multiples, ont l'intérêt de discréditer durablement certaines professions liées à la spéculation immobilière; toutefois, elles ont le défaut de demeurer trop superficielles, trop anecdotiques. La situation urbaine requiert des films qui, à la suite de ceux de Rosi et de Poljinski, permettent de comprendre que l'espace de la ville modifie étroitement notre propre vie et que c'est en modifiant les structures de cet espace que nous transformerons les structures de communication entre les citoyens.

IGNACIO RAMONET.

Lieux de dépossession

« La Ville bidon », de Jacques Baratier

« La ville est à nous », de Serge Poljinski

DEUX films français à peu près contemporains, qui ont en commun — outre l'évidente modicité de leur budget — le regard porté sur le monde de l'immobilier: Baratier, comme Poljinski, anime à l'écran les promoteurs et les politiques comme une galerie de guignols: caricatures sentencieuses, les hommes du « fric » et du pouvoir — écho lointain du théâtre prolétarien des années 30, en U.R.S.S. ou en Allemagne —.

Mais la « satire » analogique: il ne suffit pas de dessiner l'image de l'ennemi en une marionnette simplifiée, caricature pour faire œuvre efficace. Il importe d'avoir, préalablement, défini le champ du combat (1).

Jacques Baratier a tourné l'essentiel de son film à Crétail, autour de la cité de transit des Petits-Prés, au cours des années 1968-1970. Il a mêlé des plans de direct (où les habitants de la cité jouent leur propre rôle) à des plans où des comédiens chevronnés (Robert Castel, Roland Dubillard) interprètent le pied-noir frangible ou le gardien sans illusions. Le procédé n'est pas nécessairement condamnable: le néo-réalisme a atteint quelques-unes de ses réussites exemplaires en insérant des comédiens professionnels dans un milieu authentique. Baratier qui travaille plus sur le montage que sur la fusion dans un même plan, donc dans une même démarche — à échouer: la façon de ses acteurs rompus aux planches joue au détriment des amateurs, fait resor-

tir, non sans quelque mépris hanté, la gaucherie et le malaise des familles d'Algériens à qui on a seulement demandé de « vivre » sous la caméra.

Mais l'erreur n'est pas seulement de méthode. Le procès de l'immobilier, que l'auteur esquisse par les caricatures évoquées plus haut, explique une contrepartie positive. Il nous la propose dans l'évocation nostalgique d'un monde de jeunes ferrailleurs en blouse, casseurs de voitures, chevaliers du chalumeau, qui vivent les derniers jours de la liberté dans les terrains vagues cernés par les banquiers et les bulldozers. Ils sont arrogants, méprisants à l'égard de l'ouvrier qui pointe tous les matins, possédés à l'égard de l'égérie qui les unit au monde de la cité. Ils jouent entre eux d'étranges tournois sur des voitures bricolées.

Tout le film du côté du passé, de l'illusion romantique. Au béton qui envahit et uniformise la banlieue (et la cité de transit n'en est certes pas exempte: le béton des promoteurs, à Crétail, tout particulièrement, n'est pas destiné aux sous-prolétaires déshérités de la capitale; la cité des Petits-Prés y est une vermine qu'on tente de cacher sous des couches de peinture fraîche pour ne pas décourager les éventuels acheteurs d'appartements dans la ville nouvelle), à ce béton niveleur (de la plaine et des consciences), Baratier ne sait opposer que l'attendrissement sur la fin des individualités, des vies — qui devront aller un peu plus loin pour découper les DS et les 504 accidentées au retour du week-end.

LES pantins de Poljinski ont une autre signification — qui peut-être nous ramène à ce lointain théâtre politique que l'évoquait. La ville est à nous est tout entier conçu comme un agit-film, comme un appel qui dévoile et mobilise.

La ville est à nous, au nom de l'efficacité, pour sur plusieurs registres: la caricature déjà évoquée (des scènes outrancièrement articulées entre les gens de la finance, les gens du pouvoir, et la petite pègre qui écoute pour eux les basses); l'analyse politique éclairante (le jeu de Monopoly qui ouvre le film), et les séquences de cinéma direct qui authentifient et actualisent le propos, puis définissent

le lieu et la forme de l'affrontement.

Poljinski a tourné dans deux quartiers de Paris (le cinquième et le deuxième) des interviews, in situ, de locataires menacés d'expulsion. Il a reconstruit (phénomène de grossissement) certains dialogues outrés (vraiment outrés, la proposition d'un logement à Dourdan ?) pour en accentuer le poids de scandale. Il a souligné, épaissi le trait, pour le faire significatif. Parce qu'il savait où il allait: le film se termine sur des plans de manifestations rue Saint-Antoine. Sur la résistance que les habitants d'un quartier ont entreprise en commun. Sur la nécessité de s'organiser en comités, pour informer, éclairer, mobiliser.

Le film est lui-même un moment de cette mobilisation. Il est pauvre, il grince parfois de schématisme, mais il est une étape de la prise de conscience des habitants en vue de l'autodéfense des quartiers contre les hommes d'argent.

La ville est à nous n'a pas le fini d'une œuvre durable. Il serait insensé d'en faire un *Main basse sur la ville* français. Il cherche plutôt à s'inscrire dans l'histoire du cinéma que dans l'histoire de la France géographique: les manifestations enregistrées au Marais en juin 1975 nous viennent à l'esprit comme une leçon: expulsés de tous les quartiers, unissez-vous! La ville est à nous est un film à diffuser, sur le terrain, à utiliser. Il peut alors fonctionner, dans le champ où est le sien, comme il y a deux ans, l'histoire d'A. parvenu comme un outil par le M.L.A.C. et les G.I.S.

Il y a quelque quarante ans, La vie est à nous, que Jean Renoir dirigeait avec une équipe de cinéastes communistes, était tout film militant tout armé. La ville est à nous se veut sans doute l'héritier (l'analogue des titres en témoigne) d'un courant directement engagé, rare dans le cinéma français. Mais de la vie à la ville, le tir est devenu plus précis. Le cinéma est aujourd'hui plus maniable, plus familier, plus adapté aux luttes quotidiennes.

JEAN-PIERRE JEANCOLAS, animateur à la Maison de la culture de Crétail (section cinéma).

Spéculation et politique

« Main basse sur la ville », de Francesco Rosi

« A JOURD'HUI, cette terre vaut 300, 500, 1 000 francs le mètre carré. Mais, demain, ce même mètre carré peut valoir 70 000 francs... C'est la spéculation, ça, ça ne dépend que de nous. Cinq mille pour cent de bénéfices. Il suffit que nous obtenions de la ville qu'elle amène ici les rues, les égouts, l'eau, le gaz, l'électricité, le téléphone... »

L'homme qui parle ainsi dans la séquence d'ouverture, en pré-générique, de *Main basse sur la ville* (1963) est Eduardo Nottola, un entrepreneur exemplaire: conseiller municipal majoritaire, il est, à la tête d'une entreprise chargée à la fois, par la municipalité, d'étudier l'extension de la ville de Naples et la construction des nouveaux quartiers, ainsi

leur patron, qui pourra poursuivre sa spéculation...

Le film démontre la légalité de telles pratiques qui respectent à la lettre les dispositions prévues par la loi, mais profitent, en fait, du pouvoir absolu que les partis de droite détiennent au conseil communal. Rosi valorise l'action que mènent les élus de la gauche, minoritaires, décidés à dénoncer bien haut de tels abus tout en sachant que, par leur nombre, ils ne pourront pas imposer le moindre amendement.

BIEN que vieux de treize ans, le film conserve toute la force de sa démonstration grâce à la mise en scène de Rosi qui, surtout durant les séquences des



L'EFFONDREMENT ACCIDENTEL, DANS « MAIN BASSE SUR LA VILLE »
L'avertissement lancé à la droite avait valeur prémonitrice.

que la destruction des édifices du centre ville et la rénovation des vieux quartiers. S'il est le personnage le plus en vue du film (interprété superbement par Rod Steiger), il ne constitue pas le centre d'intérêt pour le réalisateur, Francesco Rosi, qui voudrait surtout révéler les mœurs politiques d'une grande ville italienne et démentir l'enjeu politique que représentent les constructions immobilières.

A la suite d'un effondrement accidentel provoqué par les travaux de démolition que poursuit la société d'Eduardo Nottola, la gauche réclame et obtient, au conseil communal, la création d'une commission d'enquête pour déterminer à qui revient la responsabilité de l'accident. Cette commission, nous allons la suivre durant toute la première partie du film et nous initier de la sorte, comme au moyen d'un film-enquête documentaire, aux mécanismes de la spéculation immobilière. Nous mesurons bientôt les abus les plus fréquents: attribution de terrains publics à des entreprises privées pour la construction de logements de luxe, démolition abusive de vieux quartiers sans souci de relogement des anciens occupants qui, dispersés, perdent souvent (c'est le cas des artisans) leur clientèle et donc leur moyen de subsistance; non-respect des règles de sécurité, trop coûteuses; circulation des pots-de-vin pour tous ceux qui participent à l'opération. Le développement de la société immobilière permet d'augmenter le nombre d'ouvriers travaillant dans la construction, lesquels, pour conserver leur emploi, devront voter Nottola et assurer ainsi la réélection de

débats, impose une telle mobilité à la caméra qu'elle parvient à passionner sur des problèmes apparemment techniques. Revu aujourd'hui, le film renseigne par ailleurs sur l'évolution des luttes: le réalisateur faisait reposer l'essentiel de la résistance aux spéculateurs sur les arguments de la gauche parlementaire; les localitaires intéressés sont montrés comme désemparés ou vénaux (à deux reprises, des victimes abusées acceptent de l'argent pour taire leurs légitimes protestations). Toutefois, à la fin du film, le conseiller communiste avertit la droite: « Ceux qui sont vos sujets sont en train de prendre conscience de leurs droits de citoyens. » Cela, en effet, se vérifie de plus en plus, non seulement dans les lieux mêmes de l'action du film (on sait que, depuis, Naples s'est donné un maire communiste), mais ailleurs aussi, où les associations de localitaires, les comités d'expulsion, ripostent aux promoteurs et imposent par la lutte leur « droit à la ville ».

L. R.

Pour des projections-débats

— *Main basse sur la ville*. — Réal. Francesco Rosi, 1 h 45, noir et blanc, 1963. — Diffusion: Fédération Jean-Vigo, 8, rue Lamarck, 75018 Paris. Tél.: 234-04-24.
— *La ville est à nous*. — Réal. Serge Poljinski, 16 mm, 35, couleur, 1975. — Diffusion: Le Grain de Sable, 18, rue de l'Ouest, 75014 Paris. Tél.: 832-46-97.
— *Expulsions - Impulsions*. — Réal. Philippe Lavalade, 16 mm, 35, noir et blanc, 16 mm, 1973. — Diffusion: U.F.C.B., 35, rue Singer, 75016 Paris. Tél.: 234-74-24.

AUTOUR D'HENRI LEFEBVRE

C'est pas ici le lieu de rappeler les thèses d'Henri Lefebvre sur le phénomène urbain (voir, par exemple, la *Revolución Urbana*, Gallimard, collection « Idées », 1976).

Mais seulement de signaler que le cinéma peut valablement introduire à un débat sur la pensée du philosophe. Henri Lefebvre lui-même a pris la parole dans un film d'une trentaine de minutes, produit par l'Office national du film du Canada (dans le cadre du programme de cinéma d'intervention sociale et Société nouvelle), et réalisé par Michel Régnier en conclusion à la série *Urbaines* (1). Cet Urbaines 15, sous-titré *Entretien avec Henri Lefebvre*, est simplement une longue conversation, enregistrée avec beaucoup de chaleur, entre le philosophe et un interlocuteur compétent de la société, et vintre sur l'avenir de l'urbanisme, maintenant dans le rôle passif d'un habitant.

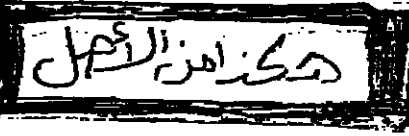
Le film, comme une bonne émission de télévision, vaut surtout par la présence physique de l'invité: un regard, une voix, une volonté de convaincre et de préciser. Henri Lefebvre est presque aussi directement présent dans le *Droit à la ville*, court métrage réalisé par Jean-Louis Bertucelli en 1975. Le film a été conçu selon la formule « carte blanche ». Les producteurs (le C.C.L.) ont demandé au philosophe de la préparer, d'en définir l'esprit et le ton, d'en écrire le commentaire. Bertucelli est intervenu alors pour accrocher au beau texte de Lefebvre des plans tournés au hasard de Paris. Le Paris historique, le Paris politique, le Paris des Parisiens (on y habite, on s'y déplace, on y travaille), le Paris défiguré, pervers, rentabilisé, celui des châteaux et des profits. « Pour que la ville reste encore ce qu'elle fut, et ne se métamorphose pas en un monstre, en une machine à écraser les hommes, il faudra que son peuple la reprenne en main, la récupère, la reconquière... »

L'espace dans les salles de séjour, d'Alain Ripert, vient donc la preuve à l'écran des thèses de Lefebvre, et encore un court métrage, qui rend compte d'une expérience

inattendue, mais fructueuse: Alain Ripert est parti d'un détail, le plan d'une salle de séjour, répété à des dizaines d'exemplaires dans une résidence bourgeoise de l'Ouest parisien (Paris 2). Des familles, différentes, ont acheté des appartements. Elles ont meublé ces salles de séjour. L'analyse d'une dizaine de ces plans est acclamée: le poids de l'architecture (la place des portes, des fenêtres, les angles, les prises de courant) est tellement contraignant — le poids de la culture commune, qui détermine le choix des meubles et des signes, la nécessaire présence du récepteur de télévision, ajoutant à la contrainte — que des résidents, a priori différents (couples et modernes, a priori sur ceux des publicités qui vantent Paris 2, ou familles nombreuses, jeunes ou moins jeunes), après avoir parfois essayé plusieurs modèles d'aménagement, se retrouvent vivre dans des appartements analogues. Ils ne se sont pas concertés, ils ne se connaissent sans doute pas. Mais la télévision, la banquette, le téléphone, la trop grande table, se retrouvent au même endroit. Le béton des architectes a pagé: il impose un cadre de vie, une sub-culture nationale, une idéologie... Henri Lefebvre encore: « L'urbanisme ne cherche pas à modeler l'espace comme une œuvre d'art. Il selon des raisons techniques comme il le prétend. C'est un espace politique qu'il façonne. »

J.-P. J.

(1) Série de quinze films-documentaires d'une trentaine de minutes chacun sur la vie dans la cité, réalisés dans un certain nombre de grandes villes. Ne pas confondre la série *Urbaines* avec la série *Urbis* 2000, également canadienne et dirigée par Michel Régnier, qui évoque l'occupation des sols dans quelques métropoles (Montréal, Gaspé, Bologne, etc.). Les films de la série qui furent présentés dans le cadre des Journées de la Maison de la culture de Crétail ont été: ils s'en tiennent surtout aux points de vue officiels, exprimés dans de longs entretiens, sans contrepartie des usages.



Bilans de la politique soviétique

LES RELATIONS AVEC LE PROCHE-ORIENT ET LES HÉRITIERS DE KHROUCHTCHEV

Par MARIE LAVIGNE *

BILANS : les Français et les Russes ont en commun d'aimer le genre, à l'occasion de commémorations, anniversaires, joutes et autres « vingt ans après ». Ainsi, un groupe d'universitaires français ont pu en 1963 égarer un voyage par Transsibérien en faisant voir le plus sérieusement du monde que pendant le trajet tombait la deux cent cinquantième anniversaire de la naissance de Diderot : le grand encyclopédiste procède à nos compatriotes un banquet généralement offert par les Soviétiques.

Les anniversaires ne sont pas toujours des prétextes, ils permettent de faire le point. Ainsi en est-il du livre d'Hélène Carrère d'Encausse (1), maître de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques, paru vingt ans après l'accord historique de livraisons d'armes entre l'Égypte et la Tchécoslovaquie du 27 septembre 1955, qui en fait introduit l'U.R.S.S. au Proche-Orient. Son auteur nous donne un fil conducteur pour l'interprétation, combien maladroite, d'une politique souvent déconcertante et toujours complexe ; quelques mois après la sortie de son livre, la déclassification par l'Égypte du traité d'amitié soviéto-égyptien de 1971 non seulement ne contredit pas ses développements mais est éclairée par la référence à ses analyses.

De ce bilan en profondeur d'un aspect de la politique étrangère soviétique, on peut rapprocher un ouvrage britannique paru au même moment sous la direction de Michael Kaser, *Le Proche-Orient et la Russie* (2), d'origine économique d'Oxford et d'origine soviétique de cette même université (3). Ce bilan en extension correspond aux dix ans et demi (sic) qui ont suivi la chute de

Khrouchtchev en octobre 1964, et dresse le tableau des transformations intervenues dans tous les domaines de la vie soviétique, depuis l'agriculture jusqu'à la religion, en passant par la défense, la vie du parti, les importations de technologie occidentale, la littérature, les oppositions internes. Les deux directeurs de la publication font, pour terminer, le point, sans obsession excessive d'une synthèse au demeurant impossible, sur les grandes tendances de l'évolution économique et politique au cours de la période.

Le compte rendu de ces deux ouvrages ne risque pas de tomber dans le travers qui consisterait à leur trouver des inter-relations significatives ; le chapitre sur la politique extérieure du second consacré quelques lignes (p. 69), sur une vingtaine de pages, à l'action de l'U.R.S.S. au Proche-Orient. On dégagea cependant une concordance frappante dans les jugements portés sur l'équilibre politique réalisé en U.R.S.S. : existence d'une véritable direction collective, où le processus de décision tend à devenir de plus en plus subtil et équilibré. « Il existe aujourd'hui une coalition, fondamentalement conservatrice, d'intérêts divers où les règles du jeu sont beaucoup plus claires qu'à l'époque de Khrouchtchev » (Brown-Kaser, p. 245) ; « le parti se veut d'abord, et c'est le grand changement économique et social de la période de coordination et le régulateur de tous ses intérêts divers. Il doit (...) ajuster les exigences des groupes dont il est composé, et répondre en même temps à une pression sociale qui croît continuellement et toujours plus forte dans le même sens, celui d'une volonté de mieux-être et de paix » (Carrère d'Encausse, p. 325).

dans ce domaine spécifique ; on remarquera que les phases de la politique soviétique au Proche-Orient ne coïncident pas avec le changement de dirigeants en U.R.S.S. On ne saurait opposer l'ère Brejnev à l'ère Khrouchtchev. Le spécialiste de relations internationales pourra situer cet aspect de la politique extérieure de l'U.R.S.S. dans un contexte global. Des rapprochements seraient ici intéressants avec l'évolution générale des relations Est-Ouest (particulièrement soviéto-américaines) et avec l'engagement du dialogue Nord-Sud. Une question tout de même : où s'arrête à l'Ouest le Proche-Orient ? Peut-on ne pas traiter de l'Algérie, à peine évoquée à propos de la phase Ben Bella ? Géographiquement oui, sans aucun doute, mais politiquement ?

Dans une vision plus subjective l'économiste avertisseur ici principalement à deux problèmes : que signifie la réification du socialisme selon le « schéma arabe » ? Quelle est la portée de la prise économique apportée au Proche-Orient ?

La construction d'un système économique et socialiste, dans les États arabes qui déclarent avoir choisi cette voie ne se fait assurément pas sous la houlette ni même avec la participation des partis communistes. H. Carrère d'Encausse illustre de nombreux exemples le paradoxe constant de la position soviétique : le soutien de régimes où le parti communiste est persécuté, en Égypte, en Irak, en Syrie notamment. Dans des pays où le prolétariat est numériquement quasi inexistant et la paysannerie arriérée et inorganisée, la « bourgeoisie nationale » est la seule force sociale de progrès ; c'est le thème développé en U.R.S.S. à partir de 1966. Des réformes agraires faisant passer la campagne du stade féodal à un stade capitaliste, des nationalisations étendues qui éliminent le grand capital privé et notamment le capital étranger, un commencement de planification ne constituent cependant pas le socialisme, surtout si ces mesures profitent finalement avant tout à la classe dirigeante.

Aussi, et logiquement, les Soviétiques sont-ils amenés en 1968-1969 à condamner la notion de « socialisme à deux vitesses » développée par Brejnev, la réhabilitant cependant après 1964, en développant le concept de « démocratie révolutionnaire », illustré par l'Égypte en tout premier lieu. Cette attitude a été le thème du traité d'amitié soviéto-égyptien de 1971, dont les buts sont de « garantir les conditions nécessaires au maintien et au développement des conjugués sociaux et politiques des peuples arabes » (art. 2 du traité, précisant que l'Égypte édifie « une société socialiste »). Oubliant le premier traité d'amitié liant l'U.R.S.S. à un pays non socialiste, en 1958, on en revient progressivement à un schéma hi-polaire : la politique soviétique au Proche-Orient ne vise plus à soutenir et affermir des pays non alignés, c'est-à-dire à leur faire bloquer entre capitalisme impérialiste et socialisme marxiste-léniniste, mais est désormais subordonnée à l'affrontement-débat avec les États-Unis. On voit que plusieurs lectures de ce livre sont possibles. Le politique s'attachera aux mécanismes de la décision

politique, on voit apparaître deux constantes, l'une bien connue, l'autre moins. La première est ce que Hélène Carrère d'Encausse appelle le caractère business-like de l'assistance : « Il s'agit d'affaires, non de dons, carient il n'y a pas de contrepartie politique » (p. 68). Ce type de relations s'instaure dès 1956 et prend immédiatement une grande ampleur : de 1956 à 1958, tout un réseau d'accords bilatéraux se constitue entre l'U.R.S.S. les pays socialistes et les États du Proche-Orient, sur les échanges et l'assistance technique, avec des aspects que l'on connaît, crédits à long terme, à taux d'intérêt faible (2,5 à 3 %), remboursables en nature. Le barrage d'Assouan, pour lequel un accord est signé en décembre 1958, est le symbole de cette politique. On rappellera enfin qu'en cas de rupture politique il n'y a pas nécessairement rupture de l'aide,

contrairement à ce qui se passe dans les relations entre pays socialistes. Le deuxième trait est, spécifiquement pour cette région du monde, la clairvoyance pétrolière de l'U.R.S.S., qui dès 1956 pressent l'éventualité d'un recours à l'arme du pétrole, en 1967 appuie la politique rationnelle de boycottage, en 1972-1973 encourage les aspirations des producteurs à constituer un groupe de pression dans la vie internationale.

Peut-on dire après avoir refermé ce livre que, « à reconstruire après coup, tout s'organise et s'éclaircit » ? Certes, H. Carrère d'Encausse donne à son lecteur l'impression agréable qu'il est intelligent et perspicace, mais nous ne sommes pas ici dans un monde cartésien. Les trois étapes décrites ont certes une logique interne qu'une quatrième démentira peut-être. Après tout l'U.R.S.S. n'est pas seule en cause.

Dix tableaux accessibles

L'OUVRAGE dirigé par MM. Kaser et A. Brown ne vise pas à la cohérence. Il nous présente dix tableaux d'une exposition pour grand public, avec quelques « promesses » pour le lecteur. Le lecteur est invité à lire sans ordre préconçu, et on l'avertit qu'il n'a pas du tout besoin de connaissances préalables. Sur ce dernier point, nous pouvons témoigner de notre expérience personnelle. Un économiste sans culture littéraire et sans idées sur la sociologie religieuse peut lire avec intérêt les chapitres sur la littérature soviétique, la presse khrouchtchevienne, ou sur la place des différentes religions dans la société contemporaine. Les analyses politiques couvrent la politique étrangère, la politique à la mort de Lénine, la naissance des tendances existantes dans la classe gouvernante (ici nous serions d'accord avec H. Carrère d'Encausse pour considérer que de telles classifications ont une valeur opérationnelle douteuse). L'étude sur les changements dans le parti (Peter Frank) applique la « méthode des générations » aux cadres supérieurs du parti communiste. Si on pose par hypothèse que la vision politique d'un individu est déterminée par sa naissance à une « conscience politique », laquelle se situe entre les âges de sept et vingt-cinq ans (plutôt vers la limite basse), on voit que si Brejnev, comme le groupe dirigeant du Politburo dans sa majorité, a accédé à la conscience politique à la mort de Lénine, la majorité (82 %) des secrétaires des comités de région, c'est-à-dire la « relève », y est arrivée à l'époque du premier plan et des purges, soit à la fin de la période stalinienne, de Staline, à l'époque où la masse des membres du parti (70 %) n'a aucune expérience directe du stalinisme. Observations de bon sens, certes, mais qui ne déterminent pas la « conscience politique » déterminant pour l'explication de l'évolution passée et future des dirigeants ?

On pourrait nous reprocher un jugement incompétent en science politique. Aussi bien notre intérêt personnel nous porte davantage vers les chapitres économiques de l'ouvrage. Alec Nove souligne les aspects positifs de la gestion brejnevienne en agriculture, et à juste titre affirme qu'on

ne doit pas se laisser hypnotiser par les désastres céréaliens de ces dernières années. Le vrai problème de l'agriculture soviétique est aujourd'hui institutionnel : que peut-on faire si le système des kolchozes-sovkhozes n'est pas modifié ?

Philip Hanson, dans une très pénétrante étude sur les importations de technologie occidentale, bouleverse bien des idées reçues. L'U.R.S.S. n'est pas tellement dépendante de cette technologie : donc pas de chantage possible sur le régime soviétique, pas de convergence à non plus sur la base de technologies de pointe transnationales. L'analyse repose sur une étude sectorielle précise des investissements et des importations soviétiques pour la période 1955-1970. Même si on prend les chiffres les plus élevés, la part de la technologie occidentale ne représente au maximum que 4 % des investissements soviétiques. Doit-on en inférer des conclusions pessimistes sur la détente Est-Ouest ? Non ; mais on peut alors penser que la coexistence pacifique est un choix pour l'U.R.S.S., non une contrainte.

Le tableau démographique dû à J. Newth donne, entre autres, un aperçu intéressant des migrations internes. Nous savions qu'il existait en U.R.S.S. une forte mobilité, nous pensions qu'il existait des flux typiques, à partir ou vers des zones fortement répulsives ou attractives. Or il n'en est rien : les schémas de migration ne sont pas clairs, on voit aussi bien les bords de la Volga que la Sibirie.

Michael Kaser apporte une vision générale de dix ans de réformes économiques. La période post-khrouchtchevienne, à un bilan généralement positif ; le plus marquant est sans doute l'amélioration du niveau de vie, liée à une réduction des écarts entre catégories socio-professionnelles et à une baisse de la consommation et des revenus.

(1) Hélène Carrère d'Encausse, *La Politique soviétique au Proche-Orient, 1955-1975*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1975, 328 pages.
(2) *The Soviet Union since the Fall of Khrushchev*, sous la direction d'Alec Nove et de Michael Kaser, Macmillan, Londres, 1975, 294 pages.

Trois grandes étapes

HÉLÈNE CARRÈRE D'ENCAUSSE retrace l'histoire des vingt ans de la politique soviétique au Proche-Orient avec une précision scrupuleuse, en recourant avant tout aux sources soviétiques, sans ignorer quand ils sont pertinents les travaux des spécialistes occidentaux anglo-saxons. Les références intraparties permettent d'imaginer le gigantesque fichier sur lequel s'appuie ce travail ; le lecteur, pour sa part, à l'impression de lire un roman fertile en épisodes et rebondissements, preuve qu'il est possible de faire œuvre scientifique sans pédanterie.

Après 1955, c'est la préhistoire, pendant laquelle les intérêts soviétiques pour la région n'ont conduit qu'à des rendez-vous manqués, peut-être utiles dans le passé, mais qui ne sont plus d'actualité. L'U.R.S.S. apparaît pure de toute compromission impérialiste. Et qui se souvient aujourd'hui que, pendant un temps très bref, l'U.R.S.S. de Staline a parlé au « monde arabe » ?

Tout commence avec l'accord égypto-tchécoslovaque de 1955. Étrange début : l'U.R.S.S. n'est la première puissance réelle de la Tchécoslovaquie n'est que son intermédiaire ; l'accord confirme implicitement le nouveau jeu international, aux règles issues de la victoire de Brejnev, dont l'U.R.S.S. est absente. Ensuite, les relations soviéto-arabes vont se dé-

rouler en trois grandes phases auxquelles correspondent les trois parties du livre. La première phase, c'est l'immédiat après-stalinisme, la période de 1955, théoriquement justifiée par le XX^e congrès : il s'agit de luter contre l'impérialisme, et en même temps de s'ouvrir sur l'extérieur. Le lieu de l'affrontement entre le capitalisme et le socialisme se situe désormais dans le tiers-monde et plus précisément au Proche-Orient. Dans la seconde étape, qui va de 1958 à la guerre de six jours, les dirigeants soviétiques sont progressivement amenés à reconnaître que certains pays arabes adhèrent au socialisme selon des voies propres ; ils appuient, de Khrouchtchev à l'époque Kossyguine-Brejnev, sans solution de continuité, cette extension du socialisme au monde arabe et non seulement à leurs positions que, contrairement aux apparences, la guerre de six jours ne compromet pas définitivement. Avec la troisième étape, qui commence en 1968, on en revient progressivement à un schéma hi-polaire : la politique soviétique au Proche-Orient ne vise plus à soutenir et affermir des pays non alignés, c'est-à-dire à leur faire bloquer entre capitalisme impérialiste et socialisme marxiste-léniniste, mais est désormais subordonnée à l'affrontement-débat avec les États-Unis. On voit que plusieurs lectures de ce livre sont possibles. Le politique s'attachera aux mécanismes de la décision

Face aux polémiques occidentales sur la « détente »

Une nouvelle mise en garde aux adversaires de la normalisation

LE 22 mai, la Pravda a publié un long texte auquel on a voulu donner à Moscou un caractère solennel puisqu'il s'agit d'un « discours du gouvernement soviétique ». Et pourtant, il y a un contraste entre l'importance ainsi conférée au document, et son contenu. D'entrée de jeu, le rédacteur s'adresse à « des milieux déterminés » de la République fédérale allemande qui « jusqu'à ce jour vivent des dogmes de la guerre froide ». Qui sont donc ces « milieux déterminés » ? Le lecteur reste sur sa faim.

Pourquoi alors avoir pris cette initiative ? La politique récente des autorités de Bonn appelle-t-elle de la part du Kremlin une mise en garde particulière ? La déclaration n'apporte aucune précision. Elle n'est, au moins en apparence, qu'un long catalogue de généralités comme depuis longtemps. Le ton est souvent vif, mais l'auteur du document est fortement tempérée par la prudence diplomatique. Les reproches sont lancés à la centaine, mais personne ne peut se sentir particulièrement visé. La déclaration se félicite de la normalisation des relations germano-soviétiques décidée en 1970, et ajoute : « Pas un seul des grands partis politiques (allemands) ne met, en principe, en doute la nécessité pour la République fédérale d'avoir des relations normales avec ses voisins de l'Est. » Elle ajoute : « Les R.D.A. ne cessent de répéter que les deux pays, rappelés-t-ils, ont quinquante ans, et on peut faire encore beaucoup mieux. Cette pro-

gression est profitable à chacun des partenaires et surtout aux hommes d'affaires allemands. Mais attention : les concessions faites à la R.D.A. pour leur permettre de participer à l'unité ne font pas revenir sur ce qui a été acquis. Satisfait est ainsi donné, sans qu'il soit nommé, au chancelier Brandt le docteur de la déclassification, aussi discrètement qu'il peut le faire, aux politiciens allemands de ne pas condamner, dans l'espoir de gagner des suffrages, la « politique à l'Est ». Moyennant quoi le Kremlin est toujours prêt à s'entendre avec le gouvernement fédéral, quel que soit le parti au pouvoir à Bonn.

La mise en garde porte plus précisément sur deux points : Berlin et la République démocratique. L'accord à quatre sur l'ancienne capitale a exigé beaucoup de travail. Il est fondé sur des relations normales de bon voisinage entre la République fédérale et l'Union soviétique, la R.F.A. et les autres États socialistes ; « il ne peut fonctionner avec succès que dans un tel contexte ». Donc, si les rapports entre la R.F.A. et les pays socialistes s'enveniment, Berlin-Ouest risque de pâtir de cette détérioration.

L'APPUI renouvelé à la République démocratique allemande est encore plus significatif. Il ne saurait être question que les frontières actuellement établies en Europe puissent être, d'une façon ou d'une autre, contestées. L'U.R.S.S. met ainsi en garde ceux auxquels s'adresse son discours contre l'utilisation, pendant la campagne électorale, du thème de la réunification nationale. C'est un problème difficile pour les dirigeants de Bonn. Aucun d'entre eux ne peut reconnaître que la coupe du pays est définitive. Les champions les plus durs de l'opposition accusent la coa-

lition social-démocrate-libérale d'avoir bradé la patrie. La démocratie chrétienne avait vivement critiqué les accords conclus avec Berlin-Est. La tendance intransigente du parti a mené un ultime combat en essayant d'empêcher la ratification par le Bundestag des accords conclus avec la Pologne.

Les sociaux-démocrates allemands plaident, de leur côté, la reconnaissance des réalités actuelles en lais-

Par BERNARD FERON

sant espérer d'heureuses modifications dans un avenir encore incertain. Les concessions faites à la R.D.A. pourraient avoir pour conséquence d'assouplir le régime de la République démocratique, voire de faciliter plus tard une série de coopération organique des deux États allemands et, pourquoi pas ? une confédération. La déclaration soviétique indique, sans d'ailleurs insister, que le Kremlin ne se permet pas.

La diffusion de ce texte a coïncidé — mais est-ce un hasard ? — avec la tenue, à Berlin-Est, du IX^e congrès du parti socialiste unifié (S.E.D.), qui devait consacrer une évolution sensible depuis plusieurs années. La R.D.A. a fait son choix : elle veut s'intégrer, toujours davantage et telle qu'elle est actuellement, à la communauté des États socialistes. Elle n'envisage plus du tout la réunification des Allemands. Les formules qui mentionnaient cet objectif lointain et qui n'étaient, il est vrai, qu'une clause de style ne figurent pas dans le nouveau programme. Les seuls points du document qui intéressent directement l'Allemagne.

La déclaration soviétique a cependant une portée plus vaste. Le gouvernement semble profiter de l'occasion pour adresser un message à l'Union. Il admoneste les « adversaires ouest-allemands de la normalisation de la situation internationale ». Il précise que les remarques de ce genre sont celles qui « aux États-Unis et dans les autres pays capitalistes occidentaux ont les mêmes idées ». C'est donc un message du bon usage de la « détente ». L'U.R.S.S. a choisi de le dédier plus spécialement aux Allemands de l'Ouest, sans doute parce qu'ils étaient les interlocuteurs les plus commodes.

En revanche, les remarques du document s'appliquent à un certain nombre de thèmes qui sont traités pendant la campagne présidentielle aux États-Unis. Réagissant sous les assauts de M. Reagan, M. Ford a eu le bon sens de rejeter le concept de « détente ». M. Jimmy Carter assure, de son côté, que, s'il est élu, il sera dur dans les négociations avec l'U.R.S.S. La déclaration du gouvernement soviétique fait allusion à ces polémiques et à un sentiment d'inquiétude largement répandu à l'Ouest. On affirme, dit le texte, que l'U.R.S.S. « profite de la détente pour fortifier ses armées et qu'elle constitue une nouvelle menace pour l'Europe occidentale ». On exige d'elle et de ses alliés que, pour prouver leur volonté de paix, ils consentent à un « désarmement idéologique ». C'est inacceptable, répondent les dirigeants soviétiques. Ils avaient fait la même réponse au mois d'octobre dernier, non pas à des Allemands mais à M. Giscard d'Estaing.

Autre passage du document : on voudrait obliger l'U.R.S.S. à s'inspirer de coutumes et de règles

« incompatibles avec les normes de la légalité et de la démocratie socialisées ». Une fin de non-recueil est opposée à ceux qui mettent en demeure l'Union soviétique de tenir tous les engagements de l'acte final d'Helsinki. Sont visés les Allemands de l'Ouest qui « s'inspirent dans les a/l'aires intérieures de la R.D.A. et, en plus, assurent cyniquement qu'ils remplissent de cette façon leur devoir national ».

Au-delà de ceux qu'on appelle naïvement les « revanchards » et aux quels on ne donne plus de nom, la mise au point est destinée à tous ceux qui demandent un assouplissement du régime soviétique. Même, sans doute, aux communistes occidentaux qui regrettent ouvertement les lacunes de la démocratie soviétique. Sur ce chapitre, Moscou n'accepte pas la discussion ; ce qui a été fait depuis cinquante-huit ans dans le premier État socialiste du monde a la valeur de loi générale pour ceux qui veulent s'engager sur le chemin du socialisme.

La « détente », la coopération entre les deux blocs, ne provoqueront pas, bien au contraire, une réduction du « militarisme » de l'Est. Elles ne pourront ralentir « les processus objectifs du développement historique ». « La détente », note encore le document, n'est pas un « sauf-conduit pour les régimes gangrenés ». Le rédacteur de la déclaration n'a pas besoin de préciser, tant est clair le contexte, que pour lui les « régimes gangrenés » sont tous capitalistes ou se trouvent sous l'influence de grandes puissances capitalistes. Les polémiques actuelles confirment que, sur ce point, on n'interprète pas de la même manière à l'Est et à l'Ouest, le concept de détente.

CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

Le phénomène Carter

(Suite de la première page.)

Tout comme d'autres membres libéraux du Sénat, M. McGovern s'était fortement identifié aux lignes essentielles du programme de « grande société » de l'administration Johnson, sans pour autant se rapprocher des syndicats ou des minorités, et c'est pour cela qu'il passait aux yeux d'une frange non négligeable de l'opinion pour l'un des responsables de l'inflation désastreuse qui affligait déjà l'économie américaine en 1972.

M. Jimmy Carter n'a pas de fardeau semblable à porter. Sa position de gouverneur interdit de l'identifier à une politique nationale du passé. En fait, dans la course à la présidence, cette absence de référence continue pour lui un avantage sérieux. Au sortir d'une période d'inflation et de chômage, face à une administration qui a subi de graves défaites en politique internationale et porte les stigmates d'une série de scandales, il a beau jeu de se présenter comme un ingénieur éprouvé et de mettre en avant son absence de programme.

Prendant le contre-pied des traditions les plus éprouvées, M. Carter fait une vertu de sa prétendue virginité politique, sans craindre de heurter le préjugé bien ancré selon lequel l'art de gouverner ne s'acquiert qu'au terme d'un long apprentissage. Pour lui, la politique n'a rien d'une vocation. Il veut accéder à la plus haute fonction, mais son succès lui vient pour une bonne part d'un refus du fonctionnarisme. Sur ce point, il ne fait que suivre la voie que lui a tracée son prédécesseur à la tête de la législature de l'Etat de Géorgie, le gouverneur Lester Maddox, qui était, comme lui, un simple homme d'affaires sans antécédents politiques. M. Carter se glorifie d'être de souche paysanne (c'est du moins ce qu'il prétend). Or, dans la tradition américaine, le concept de communauté est étroitement associé à la vie rurale, ce qui explique qu'il soit un peu devenu le symbole du « petit » qui se dresse contre la machine bureaucratique du gouvernement ou du parti. Il s'entoure de tout un système de signes et de symboles qui évoquent la possibilité d'un retour de l'Amérique aux petites communautés autonomes des temps héroïques, où l'on vivait par-dessus tout un système de valeurs et dont les relations avec le gouvernement fédéral étaient à la fois très lâches et très antagoniques.

A l'image du « nouveau Sud »

C'EST peut-être dans la transformation radicale du Sud lui-même que l'on trouvera l'illustration la plus éclatante de cette évolution qui affecte à l'heure actuelle le pays tout entier. La campagne se ouvre petit à petit de grands ensembles, de centres commerciaux géants et d'usines qui la défilent, et les paysans quittent la terre pour aller chercher un emploi dans le Nord ou dans les grandes villes du Sud. Depuis plusieurs générations, de nombreux habitants du Sud rural ont fait l'expérience douloureuse de l'émigration forcée, qui a représenté pour eux une profonde rupture personnelle. M. Carter, qui se targue de n'être qu'un simple cultivateur de cacahouètes, incarne le ressassement profond qu'éprouvent tous les Américains qui, même s'ils n'ont jamais cultivé eux-mêmes le moindre lopin de terre, aspirent à la liberté et à l'indépendance. Les ouvriers n'ont pas été contraincts, comme bien des paysans, à l'abandon déshonorant de leur terre, mais beaucoup ont mené depuis des dizaines d'années une existence errante de déracinés, en raison du caractère itinérant d'un grand nombre d'industries de défense, du va-et-vient perpétuel de beaucoup d'autres entreprises entre différentes régions et du renouveau urbain qui les chasse régulièrement de leurs quartiers. Ce déracinement permanent est directement lié, à leurs yeux, à la politique du gouvernement fédéral. Et M. Carter leur promet qu'il les protégera des empiétements d'une bureaucratie anonyme.

Malgré l'insistance que mettent les responsables de la campagne de M. Carter à dissuader les candidats des problèmes fédéraux et du reste de la politique de l'Etat, il ne fait aucun doute qu'il y est impliqué comme tout le monde, étant le gouverneur d'un grand Etat sudiste qui par son très vaste secteur agricole,

« Peu importe que l'ancienne utopie n'ait eu qu'un semblant de réalité très éphémère dans l'histoire des Etats-Unis. L'essentiel est de comprendre l'attrait qu'exerce sur les Américains ordinaires cette vie de communauté idéale, en une époque où des forces sociales et économiques impersonnelles minent inexorablement les droits de l'individu et les agréments de son existence. La bureaucratie fédérale leur paraît gigantesque, hypertrophiée, absolument impossible à contrôler. Malgré les critiques formulées à cet égard par le président Ford, on s'attend à une diminution du budget fédéral dans un proche avenir. En se faisant un honneur de n'avoir jamais appartenu de près ou de loin à la bureaucratie fédérale, et de n'entretenir avec le gouvernement central que des relations lointaines et peu chaleureuses, M. Carter touche profondément la conscience des Américains qui réagissent vivement aux atteintes à la vie privée et souhaitent vivre dans un monde où chaque individu ne soit pas assujéti à l'information et à la surveillance électronique.

M. Carter ne se fait pas faute de dénoncer ses adversaires des « primaires » démocrates comme étant tous, à des degrés divers, des suppôts de la bureaucratie fédérale. A l'en croire, ils ont tous une lourde part de responsabilité dans le gâchis qui règne à Washington depuis vingt ans. Il joue sur les transformations exorbitantes qui ont bouleversé la vie quotidienne des Américains moyens, et établit un lien indirect entre ces transformations et la politique du gouvernement fédéral dans un certain nombre de secteurs. M. Carter ne donne guère d'exemples spécifiques à l'appui de sa thèse, mais tous les Américains savent que la physiologie de leur pays s'est rapidement transformée : ils ont vu leurs communautés atomisées, leurs quartiers détruits, leurs régions dévastées, et des millions d'entre eux ont été forcés d'émigrer en quête d'une nouvelle vie ou de deux plus ciémées.

dépend étroitement de toutes sortes de programmes fédéraux, qui est en même temps le théâtre d'un développement industriel considérable, obligant à des liens plus ou moins permanents avec le gouvernement fédéral et la grosse industrie.

L'Etat de Géorgie est particulièrement représentatif de ce que l'on a appelé le « nouveau Sud » pour marquer le passage progressif de toute la région du Sud semi-féodal des grandes plantations, des petits paysans pauvres et des machines politiques dénuées qui permettaient à des potentats locaux de régner sur les comtés à celui d'une région industrielle moderne où les grandes sociétés dominent la production sur une large échelle et où l'agriculture elle-même est devenue une grosse industrie. La Géorgie a largement bénéficié de l'expansion massive des industries de défense pendant la deuxième guerre mondiale. Il était logique que de nombreuses industries choisissent de s'y implanter : l'Etat disposait d'importantes réserves de main-d'œuvre, d'abondantes ressources en eau et d'un accès à la mer. De nombreuses usines d'aéronautique furent construites près d'Atlanta. Les industries de défense fournirent des emplois à une fraction importante de la population laborieuse de l'Etat, et de nombreux autres ouvriers furent recrutés par la suite dans des petites entreprises de sous-traitance qui étaient apparues dans le sillage des grandes usines. Au bout de quelques années, les industries de défense devinrent d'une importance vitale pour la Géorgie, et la production d'armements de cet Etat d'une importance tout aussi vitale pour la nation. A tel point que la présidence de la commission de la Chambre des représentants sur les forces armées échut à un de ses représentants, M. Carl Vinson, qui se trouva ainsi dans une position avantageuse pour négocier des contrats militaires

au nom de son Etat. De nombreuses industries prospérèrent autour du premier et substantiel noyau constitué par le secteur des industries de défense.

Atlanta est la première ville d'affaires du « nouveau Sud », où sont installés les sièges de compagnies commerciales, les bureaux d'un certain nombre d'industries. C'est aussi un axe routier et ferroviaire important qui sert de centre de transit aux autres zones industrielles du Sud. On voit donc que l'image de « petit campagnard » que Carter a voulu se donner ne correspond guère à la réalité de sa propre base politique.

La Géorgie est tout aussi avancée dans le domaine agricole. Les deux grandes cultures traditionnelles de la pêche et de l'arachide ont été délaissées depuis le début des années 70 au profit de la culture du soja, cette précieuse céréale dont le prix accusait une très importante augmentation sur

Dans le courant d'une vieille tradition

C'EST d'ailleurs son extraordinaire habileté à évincer ces problèmes qui reste l'aspect le plus intéressant de la campagne qu'il a menée lors des « primaires » de ce printemps. Il est parvenu, tout en refusant tout espèce de plate-forme ou de programme, à se situer dans le courant de la très vieille tradition du populisme sudiste. Car les idées qu'il professe semblent s'inscrire dans la continuité de celles de politiciens sudistes de la fin du siècle dernier, comme le sénateur géorgien Tom Watson, qui fut deux fois candidat aux élections présidentielles sous l'étiquette populiste en 1904 et 1908 avant d'abandonner les rangs du parti démocrate.

Mais les différences entre M. Jimmy Carter et Tom Watson sont au moins aussi frappantes que leurs similitudes. Comme M. Carter, Watson était un politicien surgissant du fond du Sud arriéré, qui se constituait une base électorale en invoquant la Bible à tout propos et qui dénonçait la conspiration ourdie par le gouvernement fédéral et les grandes sociétés pour dépouiller les pauvres paysans. Mais il s'était aussi fait l'avocat d'une réglementation fédérale très stricte des tarifs ferroviaires, attaquant directement le pouvoir des monopoles et comptant parmi les précurseurs du combat pour l'égalité raciale. M. Jimmy Carter a adopté un style qui rappelle fortement celui de Watson, mais, contrairement à lui, il ne présente rien de précis. Il a défini sa politique à partir de la métaphore biblique de la lutte du petit David contre le géant Goliath, mais il se garde bien de formuler la moindre critique à l'égard des trusts et des milieux de la finance contre lesquels le populisme s'était constitué en mouvement de masse.

M. Carter est un populiste sans cause, sans conviction, sans engagement, engendré par des forces sociales dont la compréhension échappe aux Américains ordinaires. A une époque où le rôle de l'Etat dans la vie nationale devient de plus en plus évident, tout son attrait vient du fait qu'il semble placer la vie privée au-dessus de la vie publique, et les convictions intimes de l'individu au-dessus de l'intérêt national.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le destin du Sud est étroitement lié à l'expansion de l'industrie textile, de l'industrie sidérurgique, de l'industrie forestière et des industries de défense. Son agriculture s'est développée sur le modèle de celle du Middle-West et des régions de la côte du Pacifique. Aux Etats-Unis, l'agriculture est sous la coupe des gros propriétaires qui ont partagé avec les banques la propriété des terrains. M. Carter est un produit de la montée du « nouveau Sud », dont la première apparition coïncide d'ailleurs presque avec sa naissance (il est âgé de cinquante et un ans) (1).

L'ascension de M. Jimmy Carter correspond également aux mouvements d'implantation qui ont été étudiés le Sud au cours du dernier quart de siècle. Après une période de diminution nette de la courbe démographique de la technologie agricole, qui chassa de la terre des millions de petits exploitants et de journaliers (principalement des Blancs), l'industrie sidérurgique et l'urbanisation de la Géorgie, de la Floride et d'autres Etats du Sud et du Sud-Ouest ramènèrent à la région des millions d'habitants nouveaux (principalement des Blancs). Alors que d'autres régions des Etats-Unis connaissent des pertes nettes de population ou restent stagnantes, le Sud s'est énormément peuplé depuis le début des années 60. Il n'est plus le dernier flot d'archaïsme féodal de l'économie américaine : aujourd'hui, le Sud est, de toutes les régions du pays, celle qui connaît la croissance industrielle la plus rapide, contrairement au Nord-Est industriel qui s'enfonce dans le marasme. De 1960 à 1970, le Sud a vu sa population s'accroître de 23 % et les emplois dans l'industrie y augmenter de 43 %, alors qu'ils diminuaient de 15 % dans l'ensemble des Etats de la zone dite « moyenne-atlantique », dont font partie la Pennsylvanie et l'Etat de New-York (3).

Même est vrai que les bas salaires et le faible taux de syndicalisation constituent le principal attrait de la région natale de M. Jimmy Carter aux yeux des industries du Nord, le revenu moyen par tête y a connu un accroissement spectaculaire depuis une quinzaine d'années. Le Sud ne correspond plus aujourd'hui à l'image pitoyable qu'en donnait une certaine littérature des années 30, comme les romans d'Erskine Caldwell (*Les Routes au tabac*,

le marché mondial. Comme le gouvernement fédéral offrait des prêts particulièrement avantageux aux cultivateurs pour qu'ils produisent la permutabilité des cultures, le changement s'est effectué rapidement, et, aujourd'hui, la majeure partie de la superficie arable de l'Etat est consacrée à la culture du soja. Autrement dit, les revenus de l'Etat proviennent en grande partie directement ou indirectement du gouvernement fédéral, que ce soit sous forme de contrats de défense, d'opérations, de soutien aux prix des produits agricoles ou de programmes de rénovation urbaine sans lesquels l'industrialisation de la Géorgie eût été infiniment plus lente. Sans ces programmes d'origine fédérale, la Géorgie serait encore un Etat agricole retardataire dominé par l'aristocratie des planteurs et les machines politiques locales. Sous ses dehors d'homme-tête et de franchise, M. Carter dissimule soigneusement l'étroite dépendance économique et politique de son Etat natal à cette même bureaucratie fédérale dont la dénonciation a fait sa fortune politique.

le Petit Arpent du bon Dieu, qui perpétue le mythe du « petit Blanc » misérable, croustillant dans sa bécote en bois au bord d'un chemin de terre.

Et pourtant, M. Carter régresse à jeter aux orties cette image désuète. Il a adopté la rhétorique traditionnelle du politicien campagnard pénétré de la Bible qui évoque la figure du populiste gouverneur de Louisiane, Huey Long, assassiné en 1935, au moment où le maître du parti démocrate depuis quarante ans, le président Franklin D. Roosevelt, se présentait comme le drapeau du populisme sudiste, se répandant en invectives contre le *New Deal* et le pouvoir grandissant de Franklin D. Roosevelt. Il contrastait son propre Etat une sorte de dictature bienveillante, mais son style était résolument populiste. A l'instar de Tom Watson, Huey Long se référait constamment à la Bible et à la doctrine chrétienne et se présentait comme le tribun et l'avocat des « petites gens » contre le pouvoir corrompu de l'admini-

Au nom de la « pureté de la race »

D'AUTRE part, sa candidature a rassemblé une coalition d'un nouveau type : pour la première fois depuis Watson, un politicien sudiste bénéficie de soutiens substantiels dans l'électorat noir comme dans l'électorat blanc. Pour y parvenir, M. Carter a eu recours à une formule d'un simplisme effarant : pour lui, les Américains doivent être égaux dans la séparation des races. Bien que sa conception soit en fait une séparation des races, il a recours à la fameuse décision rendue par la Cour suprême en 1954 qui proclamait que l'intégration raciale était la seule base scientifique et moralement valable de l'école publique. M. Carter s'est acquis le soutien des Noirs, qui ont rejeté les efforts des libéraux en faveur de l'intégration (pour des raisons que l'on comprend aisément à la lumière de l'école laïque et de l'intégration scolaire) en même temps que celui des Blancs, qui voient dans l'intégration scolaire une nouvelle menace sur l'existence déjà précaire de leurs enfants. Il a hérité de la doctrine du nom de « pureté de la race », entendant ainsi affirmer qu'il respecte l'autonomie et l'intégrité de la race noire autant que celles de la race blanche. L'essai de « pureté » qui lui a valu des appuis inespérés dans l'Etat de Géorgie, traditionnellement libéral, et dans le Texas conservateur, où il a battu un « enfant du pays », le sénateur Lyndon B. Johnson, à une époque où les forces régionales paraissent sur le point de s'affirmer à l'échelon national malgré

l'influence centralisatrice des moyens d'information de masse. M. Carter représente des forces économiques et sociales qui prennent de plus en plus d'importance dans la vie américaine. Il a parfaitement compris le mélange de laïcs et de pasteurs qu'éprouvent les électeurs américains de l'après-Vietnam à l'égard du pouvoir central, et il les flatte avec une habileté consommée, en s'adressant particulièrement à ceux qui par millions se sentent perdus et déracinés au milieu des gigantesques transformations sociales qui affectent le pays tout entier et des fluctuations dramatiques de l'économie nationale.

En cette époque de chaos, M. Carter promet la stabilité : il prime la stabilité face à l'enchevêtrement complexe de la crise. Il se veut un Américain des valeurs traditionnelles, mais M. Carter a su faire du mythe de la communauté de la religiosité et du rêve américain de réussite individuelle des thèmes extrêmement mobilisateurs. Pour paraphraser un mot fameux de John Kennedy (dont le style semble avoir parfois inspiré), il pourrait dire : « Ne demandez pas ce que ton pays peut faire pour t'aider, demande ce que tu peux faire pour t'aider toi-même. » En attendant que la politique à proprement parler soit reléguée à l'arrière-plan, le combat pour le pouvoir devient un moyen d'éviter d'affronter la réalité, du moins sous sa forme mythique. Carter en appelle simplement à la dignité de la vie privée, opposée à l'immoralité de la vie publique.

Malgré la nécessité tactique qui veut qu'un candidat démocrate à la présidence se démarque, au moins en paroles, de la direction relativement libérale qu'a prise la politique extérieure américaine sous le règne de M. Nixon, rien n'indique qu'un changement d'administration entraînerait un brusque virage à droite de la politique étrangère des Etats-Unis. Seules cer-

Un candidat sans politique étrangère

RÈGLE de tout cela n'aura la moindre influence sur le comportement qu'adoptera M. Carter s'il est élu président. A l'heure actuelle, le budget fédéral se monte à plus de 350 milliards de dollars. Il a hérité de la répartition entre divers groupes d'intérêts. Il faudra bien aussi, un jour ou l'autre, qu'il prenne position sur les grands problèmes du monde actuel. Il n'a fait qu'une seule proposition précise dans le domaine de la politique étrangère : son appel à la réunion d'une conférence mondiale sur l'énergie nucléaire (dont il souhaiterait réduire l'importance) qui n'a toutefois rien d'un programme. C'est, sans aucun doute, pour répondre aux critiques qui l'accusent d'étudier toutes les questions d'importance au cours de sa campagne qu'il a fait publier ses déclarations sur les essais nucléaires et la multiplication des centrales.

On voit mal quel changement important l'accession d'un Carter à la présidence des Etats-Unis pourrait apporter dans les relations internationales. La politique actuelle du gouvernement américain répond aux intérêts et aux besoins des sociétés multinationales des milieux de l'agro-business, qui ont bénéficié des programmes économiques étranges de l'administration Ford. La tempête provoquée par l'OPPEP lorsqu'il a augmenté le prix du pétrole brut a affecté l'Europe occidentale bien plus profondément que les Etats-Unis. Il semblerait au contraire que les Etats-Unis soient prêts à se résigner à l'éventualité d'un nouveau type de capitalisme social, sous le contrôle des partis de gauche d'Europe occidentale, à condition toutefois que les alliances traditionnelles ne soient pas remises en cause.

M. Carter a vaguement laissé entendre qu'il serait « étranger » dans les négociations avec les Soviétiques, mais on peut très bien s'y voir qu'un appel du pied en direction de certains partisans de M. Henry Jackson, qui lui faudra rallier s'il veut obtenir l'investiture des le premier tour de scrutin de la convention. Il existe indiscutablement un certain glissement vers la droite en politique étrangère au sein du parti démocrate. Voilà des années que les dirigeants syndicaux tiennent un langage protectionniste, à la suite, dans une large mesure, du déclin du salaire réel des ouvriers syndiqués qui a coïncidé avec la forte poussée inflationniste provoquée par la crise de l'énergie et la crise mondiale de l'alimentation entre 1972 et 1974. D'ailleurs, le président de l'A.F.L.-C.I.O., M. George Meany, soutient ouvertement la candidature de M. Jackson, et ses positions en politique étrangère sont plus proches de celles de M. Ronald Reagan que de celles de n'importe lequel des candidats démocrates.

Malgré la nécessité tactique qui veut qu'un candidat démocrate à la présidence se démarque, au moins en paroles, de la direction relativement libérale qu'a prise la politique extérieure américaine sous le règne de M. Nixon, rien n'indique qu'un changement d'administration entraînerait un brusque virage à droite de la politique étrangère des Etats-Unis. Seules cer-

(1) C. Vann Woodward : *The Origins of the New South* (étude fondamentale sur l'évolution de la mentalité industrielle dans un secteur de l'ancienne aristocratie sudiste aussitôt après la guerre de Sécession).
(2) *OL Business Week* du 17 mai 1976.
(3) T. Harry Williams : *Huey Long*.

MAGNIFIQUE PROPRIÉTÉ

Meublée ou non - Dépendances, entourée d'un parc de 9 hectares - Vente ou location - 30 minutes de Paris - Accès par autoroute - Convient à Ambassade.

SAVGE 524-46-88.

Résidence de classe

35 km Paris N.
Confort raffiné
6 000 m² de jardin
Piscine chauffée - Tennis
Maison
gardiennée et invitée.

Ecrire PITON

37, avenue Victor-Hugo,
75016 PARIS.



Proximité golf Chantilly, particulier vend directement PROPRIÉTÉ XVIII^e siècle DE CARACTÈRE

90 m² réception, 80 m² bibliothèque, 6 chambres, 2 bains, caves, pavillon de gardien, dépendances, parc 4 000 m².

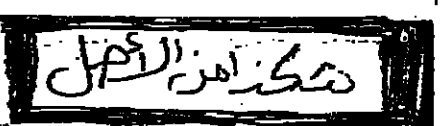
PRIX : 1 100 000 F

Tél. : 359-79-59 (poste 19)

ou écrire :

Mme JEAN-BERNARD

71, rue de Soussure,
75017 PARIS.



DANS L'AMÉRIQUE EN CRISE

taines déclarations de M. Brzezinski, conseiller de M. Jimmy Carter pour les questions de politique étrangère, laissent planer un doute à cet égard : d'après M. Brzezinski, M. Carter, s'il était élu président, pencherait en faveur du bilatéralisme, position qui pourrait entraîner certaines conséquences dans les relations des États-Unis avec les pays de la C.E.E. Mais, si le gouvernement américain choisit de traiter avec les autres pays sur une base individuelle plutôt que collective, ces conséquences seront plus sensibles dans le domaine économique que sur le plan diplomatique.

Gouverner sans rendre de comptes

SON accession au pouvoir affecterait beaucoup plus la politique intérieure des États-Unis que leurs relations internationales. M. Carter incarne ce que je nommerai le nouvel autoritarisme de la société américaine. Les formes de répression caractéristiques de l'ère fondée ne risquent guère de s'instaurer en Amérique. La poussée réactionnaire qui se manifeste à travers sa personnalité est d'essence plus subtile et s'accorde mieux à la prospérité relative du capitalisme américain d'aujourd'hui. Il n'est pas nécessaire, du moins pour le moment, de prendre des mesures qui seraient de nature à restreindre la liberté d'expression, la liberté de la presse ou le droit de réunion. La gauche ne fait passer aucune menace immédiate sur les cercles dirigeants. Quant au gauchisme, il s'est pratiquement éteint après la disparition du mouvement révolutionnaire noir.

Cela ne veut pas dire que la répression politique serait abolie si M. Carter accédait à la présidence. Mais le trait le plus caractéristique du nouvel autoritarisme est la suppression de la répression politique. Il consisterait plutôt en une dépolitisation graduelle de la vie publique, en une dilution progressive du pouvoir, qui n'aurait plus d'autre incarnation que l'exécutif fédéral aux grandes firmes multinationales. M. Carter est le représentant le plus brillant d'un nouveau style d'autoritarisme qui préfère l'imposer par leur impact culturel et psychologique plutôt qu'à travers une idéologie ou un programme. Pendant toute sa campagne, il a demandé à ses électeurs de lui confier un mandat sans jamais spécifier l'usage qu'il en ferait.

Si le gouvernement américain est parvenu à éviter des catastrophes économiques analogues à celles qui se sont abattues sur l'Europe, il est loin d'avoir suscité un soutien actif chez ses propres citoyens. Après le Vietnam, après l'affaire du Watergate, les Amé-

ricains ont perdu tout intérêt pour les affaires publiques. Ils considèrent leur gouvernement avec un tel cynisme que le spectre d'une nouvelle crise — une crise de légitimité — est en train d'apparaître. Ils ont assisté à la chute de toute une série de gouvernements et de dirigeants politiques en un espace de temps extraordinairement court. La présidence elle-même, institution qui a toujours symbolisé la forme la plus haute de la moralité publique, est tombée dans le discrédit le plus total. La centralisation du pouvoir fédéral a déposé de leur autonomie le Congrès et les gouvernements locaux, et elle a signé l'arrêt de mort des derniers restes des idéologies libérales qui avaient stimulé vingt ans durant la vie politique américaine. Il n'est plus possible de soutenir sérieusement que les États-Unis sont une grande société pluraliste où les groupes d'intérêts s'affrontent à égalité dans l'arène publique pour l'obtention d'avantages politiques ou économiques. En ce qui concerne l'intégration de l'État à la vie économique, les États-Unis semblent avoir rejoint, et même dépassé, les pays d'Europe qui connaissent cet état de choses depuis le début du siècle.

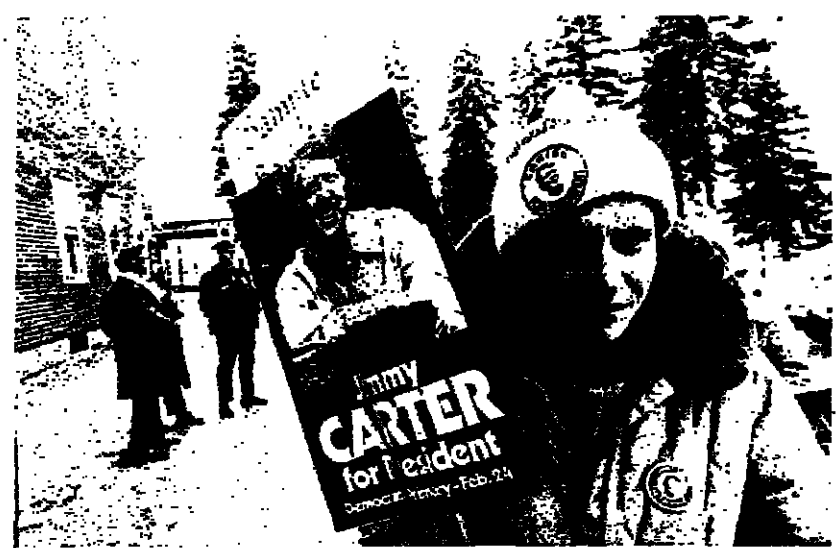
Cependant que les Américains renouent à croire que leurs institutions politiques sont d'authentiques émanations de la volonté populaire. Lors des élections présidentielles de 1972, plus de la moitié des Américains en âge de voter ont voté à l'extérieur des urnes. Deux ans plus tard, après l'échec d'un référendum national à dix-huit ans, 80 % des électeurs de dix-huit à vingt et un ans s'abstinrent de voter, ou même de s'inscrire, lors des élections législatives.

Ce langage de M. Carter est celui de la tradition populiste, mais son refus de formuler une ligne politique montre bien qu'il entend gouverner sans avoir de comptes à rendre à personne. Il est parvenu à tout cela en se calant dans leurs aspirations les plus profondes : le rêve de l'immortalité universelle, le rêve de la communauté et de l'autonomie personnelle, idéaux

culturels qui sont répandus dans toutes les couches de la population. On voit donc qu'il est aussi l'héritier d'une autre tradition, celle des leaders autoritaires qui préfèrent s'appuyer sur des idéaux vagues plutôt que sur un programme précis pour se constituer une base politique de masse.

On arguera que l'arrivée au pouvoir de Franklin D. Roosevelt se fit dans des circonstances analogues (8). Face à une crise économique de proportions colossales, Roosevelt se contenta de rabâcher certains articles de foi et de promettre une délivrance prochaine à une nation minée par la colère et la frustration. Mais si Roosevelt n'avait pas une vision très claire du redressement économique au moment où il menait sa première campagne pour la présidence, son mandat était clairement lié à la solution de certains problèmes concrets et bien définis. S'il n'était pas parvenu à alléger les souffrances de millions de chômeurs, de paysans ruinés et de petits patrons en faillite, il ne lui serait plus resté qu'à démissionner.

Plus de quarante ans se sont écoulés depuis, et l'Amérique n'est toujours pas parvenue à se débarrasser de ses maladies sociales et économiques. L'ennemi est moins que jamais visible. La question n'est plus aujourd'hui de « remettre le pays au travail » : malgré le taux de chômage élevé, la plupart des jeunes Blancs qui entrent dans la vie active trouvent à s'employer. La réussite de M. Carter doit être estimée à sa capacité à résoudre la nouvelle crise idéologique qui secoue aujourd'hui l'Amérique, compréhension qui lui a permis de faire maître chez les Américains l'espérance que son intervention personnelle apaisera les souffrances morales et culturelles provoquées par la société de masse. On n'a jamais vu un candidat à la présidence manier à ce



LES « PRIMAIRES » À MANCHESTER (NEW HAMPSHIRE)
La « virginité politique » n'est plus un handicap.

point les mythes et les symboles pour se gagner les faveurs de la masse des électeurs. M. Carter procède à l'occultation de la réalité sociale et économique, et il a réduit à des symboles « cartériens » toute une ère nouvelle de la politique américaine. Kennedy avait un style, une personnalité hors pair, mais il était trop étroitement lié à la coalition libérale pour gagner à lui les éléments conservateurs. Johnson s'en était finalement écarté, au fond du cœur, un vrai libéral. Peut-être M. Carter représente-t-il l'aboutissement du rêve qu'avait caressé M. Richard Nixon dans les derniers jours de son règne : celui d'un pouvoir absolu et sans limites.

STANLEY ARONOWITZ.

(4) Cf. Richard Barnett et Ronald Miller : *Global Reach* ; Raymond Vernon : *Sovereignty at Bay* (trad. franç. : *Sociétés multinationales*, Calmann-Lévy, 1973) ; John Blair : *Economic Concentration*. Ces trois livres, dus à la plume d'Américains libéraux, fournissent une documentation suffisante à l'appui de cette thèse, ce qui nous épargne d'avoir recours à des auteurs plus radicaux.

(5) Cf. Arthur Schlesinger : *The First Thousand Days* ; Rexford Guy Tugwell : *The Democratic Roosevelt* ; William Lichtheim : *Franklin Roosevelt and the New Deal*. Ces trois historiens, bien que tous favorables à Roosevelt, n'en confirment pas moins qu'il ne disposait pas, au moment de son entrée en fonction, d'un plan de redressement économique précis et articulé.

Le poids des réalités

BIEN entendu, si M. Carter obtient l'investiture du parti démocrate, il sera forcé de s'accommoder d'une manière ou d'une autre des réalités de la politique américaine. La coalition qui a dominé jusqu'à présent le parti démocrate est gravement ébranlée, mais peut-être pas encore complètement détruite. M. Carter ne pourra se permettre d'ignorer bien longtemps les dirigeants syndicaux et les représentants des minorités qui contrôlent la majeure partie de l'infrastructure locale du parti démocrate. Si, comme le sénateur George McGovern, M. Carter s'alignait définitivement sur l'appui en refusant d'entamer des pourparlers avec eux, il connaîtrait les mêmes difficultés qu'

est vrai que, contrairement à M. McGovern, M. Carter bénéficie d'appuis financiers considérables : le lobby sudiste, les groupes d'intérêts du textile et de l'agriculture, et un certain nombre d'hommes d'affaires du Nord alimentent sa campagne aussi longtemps qu'il aura la moindre chance de l'emporter.

En dépit de ces quelques limitations qui le gênent aux entournures, il n'y a pas de doute que M. Jimmy Carter aborde la convention démocrate et l'élection finale avec plus d'outils dans la manche que n'en a jamais eue aucun candidat depuis Roosevelt. Il a profité de l'effondrement de la coalition démocrate et de sa faillite idéologique pour se constituer une

MÉMOIRE DU PEUPLE OU MÉMOIRE DU POUVOIR ? Un autre regard sur l'histoire

« J'E n'arrive pas à faire le lien entre ce que je vis et ce que je lis dans mes bouquins d'histoire », écrit une étudiante (1). Quel rapport y a-t-il en effet entre les problèmes d'aujourd'hui et les récits que nous offrent les manuels scolaires ou les albums de belles éditions ? Marginal 1914, la cour de Versailles, Napoléon à Saint-Étienne, les batailles de la révolution et — chiffres, dates, batailles — nous empêchent aussi bien de comprendre la complexité du passé que d'intervenir à sa lumière la spécificité du présent. Comme le dit Marx, « le droit des Français, aussi bien que des ouvriers, ce sont les grands souvenirs. Il est nécessaire que les événements mettent fin une fois pour toutes à ce culte réactionnaire du passé ».

C'est à cette tâche que s'emploient certains historiens d'aujourd'hui. Comme ces géographes qui remettent en question leur discipline, « complaisants de l'enseignement du territoire et autres ouvrages érudits du capitalisme technocratique avancé » (2), comme ces jeunes physiciens, impatientés de sortir leur science de l'impasse (idéologie, gratuité des recherches) où le système s'aile sous les juristes qui s'inscrivent sur l'espérance des lois et les fondements de l'institution judiciaire, des historiens progressistes dénoncent la conception traditionnelle de leur savoir, qui, loin d'être neutre, leur apparaît comme une machine de guerre idéologique au service du pouvoir.

Service d'État, déjà, dans l'Égypte pharaonique — des commissions officielles présidaient à son élaboration, — l'histoire, rappelle Jean Chesneau, a toujours été faite par des outils par lesquels la classe dirigeante maintenait son pouvoir. Affaire de spécialistes, les historiens de métier, — chasse gardée de l'élite, l'histoire académique est d'abord celle de la classe dirigeante, à la fois celle qui lui convient et celle qu'elle fait. De Charlemagne à la Gaule, en passant par le siècle de Louis XIV, c'est d'un même monde — des grands de ce monde — qu'elle nous parle.

Rapportant leurs faits et gestes, elle se veut une histoire de la grandeur. Politique, militaire ou diplomatique, elle sélectionne, crée, idéalise et propose du passé une image d'histoire à traiter à la Bretagne et « collabo des rois de France », Duguesclin fait figure de héros ; le massacre de milliers d'hommes sacrifiés aux appétits impérialistes devient victoire de Verdun, et les années où un peuple exsangne n'a plus même la force de revendiquer, « la Belle Époque ».

Maquillant des crimes en exploits, des flots et des territorialités en héros, « l'histoire d'un haut » dissimule, du même coup, celle d'un bas. Transformant les militants en « agitateurs », une grave en « désordre », et reprenant à son compte, comme l'a noté si justement Jean Chesneau, le langage de la police, elle se condamne à tant page de la police, à tant l'occupation d'un pays étranger est chose glorieuse (n'a-t-on pas célébré avec faste le centenaire de la conquête de l'Algérie ?), autant la révolte contre les

exploiteurs et la lutte de classes (Commune, guerres de religion) représentent le crime suprême.

M AIS c'est peut-être par ce qu'elle ne dit pas que l'histoire officielle est la plus à la vérité : on peut suspecter un propos. Il est plus difficile d'entendre un silence. Or les silences du discours historique contribuent autant que ses dires à sa falsification : de ceux qui font l'histoire il ne parle presque jamais.

Le peuple reste dans les coulisses (il n'en sort que pour manifester total et contre-total le jour de la manifestation, sa vie quotidienne, son labeur, ses peines, n'intéressent pas l'historien. Pas davantage que les paysans, les artisans, les syndicalistes, les « rebelles » et marginaux de toute sorte, qui constituent pourtant la réalité concrète d'une nation et la formation. Pas davantage non plus que les femmes, que les historiens professionnels ignorent presque systématiquement.

« Un sondage dans les manuels d'histoire de l'enseignement secondaire, écrit Jean Chesneau, montre que les femmes n'y figurent que comme vedettes occasionnelles, dans des rôles circonscrits : Blanche de Castille, la mère, Jeanne d'Arc, la guerrière, Mme Roland, l'intellectuelle... ou bien comme auxiliaire domestique : « la femme du soldat », l'ouvrière du ménage » ; ou encore comme magre exotisme : la marche sur Versailles en 1789, les pétitionnaires.

Trouvée, truquée, l'histoire officielle est propagande — elle propage un savoir qui nous aliène, en nous donnant une image inversée de la réalité : « Notre mémoire est la mémoire du pouvoir », il s'agit donc, estiment les historiens de gauche, de retrouver des souvenirs qui ne soient pas des souvenirs-écrans, qui ne masquent pas mais révèlent, et qui reconstruisent dans son authenticité la trame du tissu historique. Cette recherche s'ordonne aujourd'hui dans diverses directions.

L'une d'elles consiste à rendre la parole à ceux à qui elle a été confisquée. Habités que nous sommes (et c'est l'un des effets du discours historico-idéologique) à considérer l'écriture comme le privilège de ceux qui savent, nous avons du mal à imaginer que des « petites gens » aient pu écrire, ou qu'ils aient beaucoup à dire. Or ce qui frappe, à la lecture des nombreux mémoires et témoignages qui ont été récemment publiés, c'est l'absence, chez bien des travailleurs, d'un désir de dire et d'écrire.

NON pas pour « témoigner », encore moins pour laisser un nom dans l'histoire. Mais simplement parce que le système n'a pas encore anesthésié l'un des besoins fondamentaux de l'homme : le besoin de communiquer. À la fin du siècle dernier, il paraît encore naturel de s'exprimer, on n'estime pas encore que c'est « honteux » ou réservé aux spécialistes. À chaque événement dans la famille, dit Louise Michel, un grand-mère en écrivait la relation sous

forme de vers, dans deux recueils de gros papier cartonné en rouge, que j'ai à sa mort enfermés dans un coffre noir. Le grand-père y avait ajouté quelques pages, et moi-même, encore enfant, j'osai y commencer une Histoire universelle, parce que celle de Bossuet m'ennuyait.

Ouvrier au Creusot, Jean-Baptiste Dumay hésite, sans doute, à raconter son expérience — la vie d'un simple citoyen, dit l'œuvre qui passe en lui — de peu d'importance — mais il passe outre et entreprend pour (sa) famille, la collection de (ses) souvenirs. Agricole Perdiguer, menuisier provençal, Martin Nadaud, maçon caennais, Pierre Amalvin, ouvrier charentais, et bien d'autres en font autant. Ce qu'ils disent a l'irremplaçable saveur du vécu.

Mistère de la condition ouvrière, à l'usine comme dans les taudis, rigueur de la répression patronale, fol révolutionnaire qui jette les travailleurs sur les barricades ou pousse ceux du Creusot à constituer leur Commune, tout ce qui, chez l'historien de métier, et compte tenu de l'échelle — de la hauteur — à laquelle il se situe, n'est que notations abstraites et impersonnelles, prend-il un relief qui le rend extrêmement présent.

Mais cette histoire-là nous parle encore d'une autre façon : loin de dater (si non par certaines expressions : « la question sociale », et la croyance, chez presque tous, au progrès par la science), ces documents éclairent d'une lumière crasse, non encore tamisée par les savants enluminements de l'idéologie bourgeoise, les temps que nous vivons. Ce sont, à peu de choses près, les mêmes, et ce qui frappe, c'est la continuité dans le changement.

Maître du Creusot, député de Belleville, J.-B. Dumay intervient sur des questions qui sont toujours les nôtres : il dénonce le licenciement de cheminots grévistes, la présence des troupes à Carmaux lors d'une grève, s'indigne de la cessation d'exploitation d'une mine, que les ouvriers voulaient mettre en autoconservation, demande la nationalisation des banques. Inspecteur du travail, Fernand Pelloutier déplore son impuissance face aux employeurs, la complaisance de la justice à leur égard : « Combien de magistrats usent de ce droit (ordonner la fermeture d'un établissement) ? Lois et règlements sont tournés en dérision par ceux-là mêmes qui ont le charge d'en assurer l'exécution ». Pelloutier ne s'en étonne pas, « puisqu'il est de l'essence même des gouvernements de confondre leurs intérêts avec ceux de la classe dirigeante ».

QUELLES que soient la pertinence et la richesse de ces documents, il est certain qu'ils ne peuvent constituer la seule matière du savoir historique — qui exige élaboration et mise en forme. Mais leur connaissance est indispensable à qui veut se donner une vision moins idéologique du passé et, par-delà le discours des élites, entendre la voix de ceux qui l'ont façonné.

C'est justement parce que leur apport est fondamental et que « l'histoire est l'affaire de tous » que les historiens contestataires s'efforcent aujourd'hui de travailler autrement.

Groupés autour du « Forum-Histoire », qui se veut « le reflet d'une activité et non un simple produit intellectuel », ces historiens entendent faire de l'histoire avec ceux qui font l'histoire (3). « Il faut sortir du ghetto des historiens professionnels de l'Université... Il faut écouter les travailleurs, leur expérience, leurs questions. Comme le dit un proverbe chinois que Mao aime à citer, pour la grenouille tombée au fond du puits (par exemple de Jussieu), le ciel n'est pas plus grand que l'ouverture du puits (de Jussieu) ». (J. Chesneau.)

Sortir du puits, c'est substituer à la pratique du discours le discours de la pratique et, dans l'étude d'une question, faire appel, quand c'est possible, à tous ceux qui, de près ou de loin, y ont été mêlés. Ainsi procède le groupe *Guerra d'Algerie* : il s'intéresse, évidemment mais pas seulement, aux archives officielles, enregistrées des réels de témoins, algériens et français, reproduit des documents très rares concernant l'activité des groupes français de résistance illégale à la guerre.

On peut citer également le mouvement *Lutte ouvrière*, qui s'est réuni l'été dernier à Montségur, sur le lieu de la dernière résistance cathare en 1244. Ou l'université alsacienne d'été, qui a discuté à Thérheim d'un certain nombre de problèmes d'histoire de l'Alsace, au Moyen Âge et à l'époque moderne.

Il est probable que tous ces travaux nous permettront de porter un autre regard sur l'histoire. Cessant d'apparaître comme une connaissance (faussement) désintéressée du passé, elle prendra peut-être valeur opératoire : dans la mesure où les peuples retrouveront leur mémoire, ne récupéreront-ils pas, du même coup, leur imagination créatrice ?

M. T. M.

- (1) L'histoire, pour quoi faire ? dans « Les Cahiers du Forum-Histoire », Paris VII.
- (2) J. Chesneau, *Du passé faisons table rase* ; Maspéro, Voir également, chez le même éditeur, *La Gaule, la Géographie, ce sera d'abord, à la fin de la guerre*.
- (3) Voir *Le Monde diplomatique* d'avril 1975 : « Quand l'histoire agit dans le présent ».

BIBLIOGRAPHIE

- J.-B. Calvignac, *Mémoires d'un militant*, « Le Mouvement social », Paris.
- J. Carroux-Destry, *Un couple ouvrier traditionnel*, Anthropos, Paris, 1974, 228 pages, 35 F.
- G. Desart, *Les Mémoires d'un travailleur bas-normand*, Annales de Normandie, 1969.
- J.-B. Dumay, *Mémoires d'un militant ouvrier du Creusot*, Maspéro, 1976, 421 pages, 55,10 F.
- L'Histoire, pour quoi faire ? Dans « Les Cahiers du Forum-Histoire », Université de Paris VII.
- L. Michel, *Mémoires*, Maspéro, Paris, 1976, 335 pages, 35 F.
- F. Pelloutier, *La Vie ouvrière en France*, Maspéro, 1975, 242 pages, 35 F.

«False Promises», de Stanley Aronowitz

LA CONSCIENCE DE CLASSE CHEZ LES OUVRIERS AMÉRICAINS

Par PIERRE DOMMERGUES

UNE époque où la « droite radicale » (Daniel Bell) considère — erronément à notre sens — que la société a post-industrielle est dominée par une classe de technologues qui s'est substituée à la classe des possédants et où l'analyse de la gauche radicale (Marxisme) continue — à juste titre — à considérer que la classe ouvrière traditionnelle est cooptée aux États-Unis, au moment où le potentiel révolutionnaire incarné par le mouvement étudiant s'essouffait malgré des reprises épisodiques et où les mouvements des minorités ethniques porto-ricaine, indienne et chicanos subissent la répression systématique qu'ont précédemment connue les mouvements noirs, en même temps qu'ils sont soumis à une magistrale opération d'intégration illusoire — Stanley Aronowitz lance un défi dans *False Promises* (1), une étude informée et

prophétique, théorique et passionnée : aujourd'hui, aux États-Unis, la classe ouvrière n'est pas morte ; elle n'est même pas malade ; elle se porte plutôt bien ; son potentiel révolutionnaire est immense. Mais (1) plus que jamais, elle est manipulée par la classe dominante qui contrôle l'ensemble des moyens de communication ainsi que par les syndicats, les organisations professionnelles, les partis de gauche. (2) La classe ouvrière n'est plus définie par les seuls « cols bleus », mais aussi par les « cols blancs » dont le prestige apparent ne saurait faire oublier qu'ils se recrutent en grande partie parmi les Noirs et les femmes — les exclus de la production — et qu'ils subissent depuis quelques années un processus de prolétarianisation où l'état, premier employeur de ce nouveau prolétariat, joue un rôle fondamental.

(pragmatique ?) des Américains à l'égard du réel ; 2) à la suite de Gramsci, il analyse l'appropriation de la créativité sociale par la classe dominante, le détournement de la culture populaire en culture de masse ; il convient de recréer un bloc historique de culture populaire et révolutionnaire ; 3) pour vaincre la pensée de Lukács, Aronowitz démontre les mécanismes des rapports sociaux et institutionnels qui masquent l'exploitation du travail par le dévouement ; 4) il développe enfin les thèmes marxistes de la généralisation de la relation marchande et de la rationalisation technologique qui réduisent les relations à une uniformité instrumentale perpétrant la structure de domination.

Remontant aux sources du marxisme, mais sans l'abus de la terminologie, il rappelle que la classe ouvrière n'est pas seulement définie dans son rapport objectif comme la classe sociale la plus exploitée du système capitaliste, mais qu'elle doit être appréhendée dans son activité sociale et politique. « L'histoire de la classe ouvrière est le développement de sa subjectivité collective aussi bien que de son objectivité ». Le projet théorique d'Aronowitz est de localiser les conditions de transcendance au plan économique, politique et culturel. La méthode est pluridimensionnelle : embrassant l'histoire, la culture, la politique et la vie quotidienne. Au plan stratégique, Aronowitz considère que l'émancipation de la classe ouvrière ne sera pas le produit du militantisme (traditionnel), ni d'une avant-garde en fit de compte extérieure, ni de la soumission même massive à une idéologie de gauche reproductrice de rapports sociaux autoritaires, mais qu'elle naîtra de nouvelles conditions enracinées dans des relations sociales débarrassées de la hiérarchie et dans une culture d'opposition consciente et critique façonnée par les travailleurs eux-mêmes. En fait, l'étude d'Aronowitz, on songe à Walt Whitman, qui touche ce livre touche un homme.

En ce qui concerne le second objectif — l'analyse de la conscience de classe — et la question fondamentale — pourquoi la classe ouvrière américaine demeure-t-elle une force dépendante dans la société américaine et quelles conditions peuvent inverser cette situation ? — Aronowitz rejette les facteurs idéologiques (« romantiques ») détachés de l'histoire économique et sociale du capitalisme américain. Mais, contrairement aux marxistes traditionnels, il ne nie pas la globalité de l'aliénation quotidienne à la maison aussi bien que sur le lieu de travail, rejoignant à la fois les thèses de Lefebvre et l'éternel respect

tacle. Organiser le temps du travail, l'espace du loisir, faire sentir la culture populaire (langage, musique, jeux, pratiques quotidiennes) toujours menacée d'absorption par la culture de masse, la culture de la consommation — son insu — Aronowitz rejoint les thèses de certains groupes noirs qui considèrent — dans le cadre sacré — de la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme que nul ne saurait oublier — que la libération passe aussi par la redécouverte de soi-même, des siens, de sa culture, de sa façon de vivre. Pour Aronowitz, la survie du capitalisme contemporain dépend autant du monopole qu'il s'est arrogé dans le domaine des rapports sociaux que de la maîtrise de la communication dans le domaine des ressources économiques. « L'appropriation de toute la culture au service de la production

marchande est le trait du capitalisme récent ». La lutte doit être menée sur tous les fronts.

On imagine les objections aux thèses d'Aronowitz : son analyse suppose une Amérique libre du spectre de la faim (or près d'un Américain sur quatre est considéré comme vivant au-dessous du minimum fixé par les services du ministère du travail, et leur nombre est plus élevé parmi les minorités ethniques). Sa stratégie implique que le peuple américain, les masses, la base, se soient désintoxiqués, qu'ils soient capables de résister aux conditionnements des médias et aux apaisements matériels ponctuellement distribués par le patronat et les syndicats, qu'ils puissent donner une forme concrète à leur imagination, bref qu'ils possèdent déjà ce pourquoi ils luttent.

Les transformations du monde du travail

C'EST là qu'intervient le concept de la nouvelle classe ouvrière. « L'ancienne génération de travailleurs est chassée des montagnes de la General Motors à Lordstown, l'usine qui fabriquait les « Végas », ces voitures dont on disait qu'il ne fallait pas les acheter si elles avaient été fabriquées le jeudi ou le vendredi à la veille du week-end, ou le lundi ou le mardi au lendemain du repos hebdomadaire. L'analyse des grèves sauvages, grèves éclairs, ruptures de cadence et boycotts, qui se multiplient après 1967 surtout parmi les jeunes travailleurs, montre que les revendications portent moins sur les salaires ou les retraites que sur les conditions de travail. Aronowitz rappelle également que la volonté de contrôle ouvrier ponctue l'histoire de la classe ouvrière américaine : 1919 (Seattle), 1934 (San Francisco) sans oublier les actions des Industrial Workers of the World au tournant du siècle. L'analyse d'Aronowitz est solide et convaincante. Les alternatives qu'il propose peuvent paraître utopiques, des organisations ouvrières indépendantes de base avec une coordination nationale opérant dans l'usine, dans la communauté, au plan de la nation. Au moins, Aronowitz a-t-il le courage d'imaginer. Et il sait ce qui n'est plus tolérable : les formes de colonisation de la droite et d'une gauche qui a fait siens les rapports de domination.

qu'Aronowitz met un certain espoir. Un remarquable chapitre est consacré aux « troubles » qui interrompent la chaîne de montage de la General Motors à Lordstown, l'usine qui fabriquait les « Végas », ces voitures dont on disait qu'il ne fallait pas les acheter si elles avaient été fabriquées le jeudi ou le vendredi à la veille du week-end, ou le lundi ou le mardi au lendemain du repos hebdomadaire. L'analyse des grèves sauvages, grèves éclairs, ruptures de cadence et boycotts, qui se multiplient après 1967 surtout parmi les jeunes travailleurs, montre que les revendications portent moins sur les salaires ou les retraites que sur les conditions de travail. Aronowitz rappelle également que la volonté de contrôle ouvrier ponctue l'histoire de la classe ouvrière américaine : 1919 (Seattle), 1934 (San Francisco) sans oublier les actions des Industrial Workers of the World au tournant du siècle. L'analyse d'Aronowitz est solide et convaincante. Les alternatives qu'il propose peuvent paraître utopiques, des organisations ouvrières indépendantes de base avec une coordination nationale opérant dans l'usine, dans la communauté, au plan de la nation. Au moins, Aronowitz a-t-il le courage d'imaginer. Et il sait ce qui n'est plus tolérable : les formes de colonisation de la droite et d'une gauche qui a fait siens les rapports de domination.

(1) Stanley Aronowitz, *False Promises*, McGraw-Hill, New-York, 1974, 406 pages.
(2) Irving Bernstein, *The Turbulent Years: A History of the American Worker 1929-1944*, Boston, 1960. Houghton Mifflin Co., Boston.
(3) J.-P. Faye, *Les Langages idéologiques*, Paris, 1972, Seuil.
(4) Voir l'étude sur *Roll Jordan Roll* de Genovese, *Le Monde diplomatique*, février 1976.

UNE RECHERCHE QUI BOUSCULE DES MYTHES

Pour comprendre le fascisme

POURQUOI la classe ouvrière a-t-elle été vaincue ? Pourquoi le fascisme a-t-il réussi à plonger dans la défaite non seulement physiquement mais aussi idéologiquement, le parti socialiste qui était le parti traditionnel du peuple travailleur ? Pourquoi le parti communiste ne s'est-il pas développé rapidement dans les années 1920-1930 et n'a-t-il pas réussi à regagner autour de lui la majorité du prolétariat et des masses paysannes ? Pourquoi les partis prolétariens italiens ont-ils toujours été faibles du point de vue révolutionnaire ? Pourquoi ont-ils fait faillite dès qu'ils ont essayé de passer de la parole à l'action ? Ils ne connaissent pas la terrain sur lequel ils devaient agir, et sur lequel ils auraient dû livrer bataille. Pensez à cela. Telles étaient les paroles prophétiques de Gramsci en 1923.

Aujourd'hui, d'est-ce encore l'ignorance, l'ignorance du fascisme, la volonté de l'ignorer, le refus d'admettre son vaste impact populaire (le prolétariat n'est-il pas détenteur de la vérité ?), la séduction des femmes (ne sont-elles pas naturellement conservatrices ?), la participation essentielle de la petite bourgeoisie (le grand capital n'est-il pas son responsable ?), le refus d'analyser les limites des partis ouvriers (n'ont-ils pas le monopole de l'action juste ?), les « pulsions » qui ont poussé les hommes à agir contre leurs intérêts (l'économique n'est-il pas primordial ?). Le refus même de l'évidence historique : on oublie le « régime-limite » de Pétain. Pourtant Georges Marchais rappelle dans le *Voyage à l'intérieur* du P.C.F. : « Duels lui-même le dit souvent : si un référendum avait été organisé en 1940 ou même en 1941, Pétain aurait obtenu 90 % des voix. » Ce sont toutes ces idées refusées que Maria-Antonietta Macciocchi fait surgir dans *Elements pour une analyse du fascisme* (1).

La « faiblesse » d'un groupuscule « marxiste-léniniste-maoïste » est un dur qui porte précisément ce nom : c'est l'absence sur le séminaire que Macciocchi a organisé sur le fascisme à l'université de Vincennes en 1974-1975. Comment s'étonner d'une telle réaction si l'on confond propagande fasciste et analyse du fascisme ? Cette analyse est indispensable au moment où le bruit des bottes se fait entendre non seulement — comme certains le pensent — dans les seuls pays sous-développés d'Amérique latine par exemple, mais dans nos sociétés « post-industrialisées ».

Ce livre puissant et provocant — le lecteur ne peut plus passer à côté de la question — s'ouvre sur une magistrale analyse de classe du fascisme :

1) En tant que mouvement de réaction armée destiné à déstabiliser la classe laborieuse, le fascisme s'inscrit dans la lutte du capitalisme contre la classe ouvrière ; c'est, selon l'expression de Gramsci, « un stade naturel du développement du capitalisme » et non un accident isolé, peu susceptible de se répéter ;

2) Socialement, le fascisme trouve sa base dans la petite bourgeoisie urbaine (et agricole) ;

3) Le fascisme crée une unité idéologique et organisationnelle. « A la tactique des accords de compromis, il oppose la poursuite de la réduction de toutes les forces de la bourgeoisie dans un seul organisme politique contrôlé par une centrale unique, qui devrait diriger simultanément le parti, le gouvernement et l'Etat ».

Mais l'idée maîtresse de ce travail collectif qui ne mesure pas les divergences théoriques des différents invités de Macciocchi, c'est que le fascisme et le nazisme constituent un système idéologique — « subtil et immense travail au sein des superstructures » — qui a façonné la mentalité de millions d'individus.

En ce qui concerne le consensus fasciste, E. Nikos Poulantzas s'oppose aussi bien à l'analyse psychanalytique de T. W. Adorno (pourquoi les masses ont-elles désiré le fascisme) qu'à l'explication de Jean-Pierre Faye (3), qui privilégie le langage (comment le fascisme fut raconté et dit au peuple) — ces deux conceptions évacuant le concept de la lutte pour la conquête des notions imprécises de masses et de peuple. Poulantzas (4) apporte des nuances essentielles à propos de l'étendue de cet « impact populaire » :

(1) Toujours sous-représentée dans l'appareil fasciste, la classe ouvrière urbaine reste fidèle aux partis de gauche tant que les élections sont relativement libres ; elle organise une résistance active (les maquis italiens) et passive (sabotage, baisse de production). La grande masse de la paysannerie pauvre reste impénétrable au fascisme qu'apparaît au phénomène traditionnel de « terreurs blanches ». Par contre, la petite bourgeoisie traditionnelle (petits commerçants et artisans) et nouvelle (secteur tertiaire) directement dépendante du pouvoir pour son développement économique bascule franchement du côté du fascisme ;

(2) L'impact populaire est plus marqué parmi les jeunes (grâce au système scolaire) et les femmes (grâce au système familial) ;

(3) Il varie selon les périodes : la tendance est à la baisse lors des purges, à la hausse lors des victoires expansionnistes (Autriche, Libye).

Poulantzas analyse les raisons de ce consensus ambigu : le fascisme absorbe le chômage ; il paracheve le processus d'unité nationale, en Italie comme en Allemagne, en jouant sur l'exploitation des masses par le capitalisme étranger massivement implanté après la première guerre ; il adapte son idéologie aux catégories sociales et professionnelles — exploitant ainsi un corporatisme multiforme. Bref, la fascination est réelle mais ambiguë. On songe aux esclaves noirs américains avant (et même après) la guerre de Sécession : contraints d'accepter l'« institution », semblant même parler le langage du maître, ils n'en manifestent pas moins une résistance passive (réintroduction des cadences dans la cueillette du coton) et parfois active (les révoltes d'esclaves) contre leur maître et le créant, en marge du monde du maître, un univers qui leur appartient.

Pourquoi l'adhésion massive des femmes au fascisme ? Macciocchi pose cette autre question. A droite, le problème ne se pose même pas : l'idéologie fasciste « familialiste catholico-moraliste » coïncide parfaitement avec les intérêts du capitalisme moderne et la politique de répression sexuelle qu'elle encourage. A gauche, comme le rappelle Gluckman, la candidate de Lénine n'a pas appris à diriger l'Etat, mais reste à ses fourreaux. Pour Macciocchi, « la libération de la femme repose la révolution culturelle dans la société industrielle, le transformant en une autre qui a une structure organique au nouvel ordre » ; le socialisme inverse le dépeçage de l'Etat et le communisme. Au pays des féministes professionnelles, le fascisme reste à l'écart, qu'il faut chercher à dépasser. Sur ce point, Aronowitz s'oppose aux thèses « économiques » comme aux thèses post-freudiennes de Marcuse. L'espoir ne se situe ni dans le seul changement technique (une sorte de rationalisation pour le pouvoir), ni dans la libération instinctuelle, mais dans la reprise en main par les travailleurs de leur propre destin. Sortir de la société du spec-

La femme est l'autre sexe, comme les juifs : (die Mutter) comme articulation sexuelle, comme vagin dépositaire du grand Tout (das Ganze), de la pureté du sang (das Blut) dans le Volkstum (le peuple en tant qu'entité nationale) et dont la seule obligation est justement la maternité (die Mutterchaft). » Mettant en pratique le critère gramscien de l'historicisme absolu (le fait de saisir l'histoire en rapport avec les objectifs politiques et les choix stratégiques d'un jour), Macciocchi ne se contente pas d'expliquer en termes rétrogrades les liens entre répression et fascisme, elle assume le degré zéro de l'existence de la femme que le fascisme pousse dans ses conséquences ultimes.

Résumé par le mariage idéologique à être « ou vache, ou victime, ou homme (privé de pénis) », la femme est aussi celle qui sait dire non ! Il y est en Italie trente-deux mille résistants et soixante-dix mille femmes engagées dans des groupes de défense. Macciocchi replace les femmes dans la société collective ; elle en fait des « sujets révolutionnaires » et non des « objets de répression ». Elle ne se contente pas de dire et de gauche complaisante — fléchissant par refus — « Surtout, précisez-elle, en partant de la négation, l'affirme la négation de la négation et l'arrive à la dialectique : ce sont les femmes qui font l'histoire, parce que les prises de position des femmes touchent au fonctionnement même de l'espèce, parce que les femmes sont toujours à l'endroit le plus vulnérable du lien socio-politique et dévalent mieux que d'autres (on parle vulgairement d'instinct féminin) le front sur lequel la société est engagée/battue/contrainte ». Elle ne se contente pas de rejeter l'analyse de Mariarosa Dalla Costa (5) sur le pouvoir subversif de la femme dans la communauté ; mais, à la différence de sa compatriote, elle revendique également les erreurs dans sa fascinante réévaluation historique de la femme.

Dans une brève et brillante série d'hypothèses, François Châtelet souligne les relations incertaines entre l'Etat libéral et l'Etat fasciste : 1) l'Etat fasciste (dont l'étatisme massivement illégalisme hitlérienne, l'« Empire français », le Brésil contemporain et le Chili de Pinochet ont été ou sont les expressions les plus pures, les plus démasquées) est « une modalité de l'Etat libéral » ; 2) « une manière d'être qui correspond adéquatement à l'essence, mais qui ne l'épouse pas dans la mesure où celle-ci peut s'exprimer selon une autre manière... » ; 3) la première racine de l'Etat libéral est la pensée libérale classique (droit naturel) ; 4) la seconde, la théorie hégélienne de l'Etat (mais Hegel est aussi défenseur d'une sorte de monarchie constitutionnelle et l'hégélianisme libéral glisse vers le bi-marchisme autoritaire) ; 5) l'Etat libéral est un médium de l'Etat fasciste ; 6) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 7) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 8) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 9) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 10) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 11) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 12) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 13) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 14) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 15) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 16) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 17) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 18) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 19) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 20) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 21) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 22) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 23) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 24) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 25) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 26) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 27) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 28) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 29) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 30) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 31) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 32) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 33) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 34) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 35) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 36) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 37) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 38) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 39) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 40) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 41) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 42) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 43) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 44) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 45) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 46) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 47) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 48) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 49) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 50) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 51) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 52) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 53) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 54) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 55) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 56) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 57) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 58) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 59) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 60) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 61) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 62) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 63) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 64) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 65) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 66) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 67) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 68) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 69) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 70) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 71) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 72) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 73) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 74) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 75) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 76) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 77) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 78) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 79) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 80) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 81) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 82) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 83) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 84) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 85) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 86) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 87) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 88) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 89) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 90) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 91) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 92) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 93) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 94) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 95) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 96) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 97) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 98) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 99) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 100) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 101) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 102) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 103) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 104) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 105) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 106) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 107) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 108) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 109) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 110) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 111) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 112) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 113) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 114) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 115) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 116) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 117) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 118) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 119) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 120) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 121) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 122) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 123) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 124) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 125) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 126) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 127) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 128) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 129) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 130) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 131) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 132) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 133) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 134) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 135) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 136) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 137) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 138) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 139) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 140) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 141) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 142) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 143) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 144) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 145) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 146) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 147) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 148) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 149) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 150) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 151) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 152) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 153) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 154) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 155) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 156) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 157) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 158) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 159) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 160) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 161) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 162) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 163) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 164) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 165) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 166) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 167) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 168) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 169) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 170) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 171) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 172) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 173) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 174) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 175) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 176) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 177) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 178) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 179) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 180) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 181) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 182) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 183) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 184) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 185) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 186) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 187) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 188) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 189) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 190) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 191) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 192) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 193) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 194) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 195) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 196) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 197) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 198) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 199) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 200) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 201) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 202) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 203) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 204) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 205) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 206) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 207) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 208) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 209) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 210) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 211) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 212) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 213) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 214) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 215) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 216) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 217) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 218) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 219) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 220) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 221) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 222) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 223) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 224) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 225) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 226) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 227) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 228) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 229) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 230) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 231) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 232) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 233) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 234) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 235) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 236) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 237) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 238) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 239) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 240) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 241) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 242) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 243) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 244) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 245) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 246) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 247) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 248) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 249) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 250) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 251) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 252) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 253) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 254) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 255) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 256) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 257) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 258) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 259) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 260) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 261) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 262) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 263) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 264) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 265) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 266) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 267) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 268) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 269) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 270) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 271) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 272) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 273) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 274) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 275) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 276) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 277) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 278) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 279) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 280) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 281) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 282) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 283) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 284) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 285) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 286) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 287) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 288) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 289) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 290) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 291) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 292) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 293) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 294) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 295) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 296) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 297) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 298) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 299) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 300) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 301) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 302) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 303) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 304) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 305) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 306) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 307) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 308) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 309) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 310) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 311) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 312) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 313) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 314) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 315) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 316) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 317) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 318) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 319) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 320) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 321) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 322) l'Etat fasciste est un médium de l'Etat libéral ; 323)

ESPAGNE

Menace permanente contre l'existence de l'opposition

L'appareil répressif de l'Etat franquiste reste intact

L'IMPORTANCE des forces armées dans le soutien qu'elles apportent au régime franquiste a souvent été examinée, par l'opposition démocratique espagnole (1). Mais dans la structure de l'Etat, elles ne constituent qu'un élément d'un vaste appareil créé par Franco et qui, aujourd'hui encore, fonctionne sans entraves ni modifications. D'après l'hebdomadaire *Cambio 16*, cet appareil de la dictature reste intact et, si elle se décadait maintenant, l'élimination de l'opposition serait l'affaire de quelques heures (2). Ceci représente une option politique que le gouvernement de M.M. Arias Navarro et Fraga Iribarne n'a pas échoué.

Quelque la répression ait été une constante dans la vie politique espagnole depuis l'arrivée au pouvoir de Franco, l'appareil répressif qui existe aujourd'hui est le résultat d'une restructuration effectuée au cours des années 50 en collaboration étroite avec les services de renseignements américains. Les services américains et britanniques avaient travaillé contre le régime de Franco, par l'intermédiaire, entre autres, du mouvement basque et du gouvernement républicain en exil (3). Ce soutien aux adversaires de Franco a continué jusqu'au début des années 60, mais avait déjà diminué de façon notable après 1949 et la proclamation de la « doctrine Truman » (4). Ce changement d'orientation de la part du gouvernement américain est clairement reflété par la remarque faite en 1951 par C.J.H. Hayes, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Madrid : « Ce n'est pas l'Espagne franquiste qui menace notre paix, mais plutôt une Russie complètement sous le joug et agressement expansionniste » (5). Pour assurer cette « paix » en Espagne, les services américains ont aidé à former le plus puissant appareil répressif que l'Europe occidentale ait connu depuis la deuxième guerre mondiale.

responsable de la sécurité des installations militaires et travaille en liaison avec son homologue américain en Espagne. Le service de renseignement existait ou d'espionnage, dirigé par le général José Dapena Amigo, comprend les mêmes sous-services divisés par régions géo-politiques que la C.I.A. Le troisième service est connu sous le nom de Service d'information politique des armées (S.I.P.E.) ou Service spécial intérieur (S.E.I.), ou encore Service d'information des armées (S.I.E.). Il s'agit d'un ou de plusieurs services et d'agents d'espionnage et de surveillance à l'intérieur des forces armées espagnoles. Parmi ses anciens directeurs, on peut citer le général Salvador Bujanda et le général Guzmán, et parmi ses membres les plus connus le colonel José Sáenz de Tejada, le lieutenant-colonel Juan Valverde Díaz (6). La D.G.S. possède un service technique beaucoup plus développé que celui du haut état-major ou de la Guardia Civil. Dirigé par le colonel Miguel Tamarit Toledo, il dispose de nombreux moyens et s'est spécialisé dans la censure et l'écoute des moyens de communications. A part une brigade des frontières, la D.G.S. dispose d'un service intérieur, le D.O.P. (Direction d'ordre public) et d'un service extérieur, le Service de documentation. Ce dernier, dirigé par le colonel Gregorio Marotelegui Azcona, est essentiellement un service d'espionnage orienté vers l'étranger, mais comprend aussi une branche intérieure dont la cible est le gouvernement même et les ministères en particulier. Le D.O.P., dirigé par le commissaire divisionnaire Mario Arroyo Matute, a une double vocation : la suppression d'activités criminelles qui reviennent à la B.I.C. (Brigade d'investigation criminelle) et la suppression de la subversion qui revient à la B.I.S. (Brigade d'investigation sociopolitique), connue pour le haut potentiel d'ultras dans ses rangs. Le véritable dirigeant de la B.I.S. semble être Saturnino Yague Gonzalez, qui travaille depuis 1956 dans ce même service (7). L'actuel directeur général de la sécurité est M. Victor Casero Sanmartín. Parmi les anciens directeurs, on trouve l'actuel président Carlos Arias Navarro, le colonel Eduardo Blanco Rodríguez (8) la D.G.S. pendant dix-sept ans, le général Francisco Duenas Gavilan et Pedro Salmeron Mora.

La Guardia Civil est sous les ordres d'un directeur général qui dépend directement du président du gouvernement et du chef d'Etat. Elle dispose d'un service de renseignement très développé, le S.I.G.C., qui a été dirigé pendant dix ans par le général Francisco Duenas Gavilan et Pedro Salmeron Mora.

très difficile de distinguer la fonction spécifique de ces deux services qui appartiennent en principe à des organisations différentes. Cette imbrication se traduit ouvertement par le manque de distinction entre les fonctions de la Guardia Civil et de la Policía Armada.

Un dernier service de renseignement, probablement le plus vieux de tous, est le Service d'information du mouvement national (S.I.M.N.). A vocation strictement intérieure, il surveille l'administration, le syndicat et les autres institutions franquistes. Son importance a largement diminué avec la formation des autres services de renseignement en collaboration avec les Américains après 1950.

Le doublement des services dans les trois secteurs de l'appareil répressif correspond à un vœu précis de Franco d'être capable de surveiller étroitement toute activité politique en Espagne et de réprimer à volonté toute contestation inopportune. Elle permet l'obtention de renseignements de plusieurs sources différentes sur un même problème. De plus, elle laisse à Franco la faculté de jouer un service contre un autre afin de mieux contrôler leur pouvoir.

Après la mort de Franco, Juan Carlos a hérité de cet immense appareil, sans pour autant s'en assurer le contrôle ni gagner la confiance de ses chefs. Avant même la mort de Franco, il y eut des incidents concernant des prises de décision autonomes par les chefs de cet appareil. Immédiatement après l'assassinat de Carrero Blanco, le directeur général de la Guardia Civil, l'insiste Carrero Blanco, un état d'urgence qui n'a pas été promulgué par le gouvernement. Un exemple plus récent est l'arrestation d'un député du parti socialiste, soupçonné d'appartenir à l'Union militaire démocratique (U.M.D.) ; ces arrestations auraient été exécutées sous les ordres directs du général Angel Campaño, qui n'en aurait pas prévenu Arias Navarro, alors à la conférence d'Helsinki (9). Cette autonomie est également manifeste dans les événements tragiques qui se sont produits au début du mois de mars dernier à Victoria, Bassauri et l'arragona, lors d'une visite du ministre de l'Intérieur, Fraga Iribarne, à l'étranger (8).

L'assassinat de Carrero Blanco, les événements du Portugal, la mort de Franco, ont largement affecté le développement de cette autonomie et, en conséquence, l'intensification de la répression en Espagne.

La structure la plus directement responsable de cette évolution est le Service spécial d'information et de sécurité (S.E.I.S.), créé à la fin des

années 50 sous la direction du ministre de l'armée, le lieutenant-général Barroso, et en étroite collaboration avec les services secrets américains. D'après l'ancien agent de la C.I.A., Philip Agee, le S.E.I.S. connu sous le nom de code « Quantum », serait le seul service en contact direct avec la C.I.A. Hierarchiquement, le S.E.I.S. se situe entre le chef d'Etat et le haut état-major, dont le chef est le plus souvent aussi le chef du S.E.I.S. Son dernier chef connu était le lieutenant-général Carlos Fernandez Vallespin. Officiellement, le S.E.I.S. ne trouve plus en lui le gouvernement ni son président n'ont accès au S.E.I.S. Sur les sept cents officiers qui composent le S.E.I.S., la moitié sont des officiers de carrière, et l'autre moitié des sous-officiers périodiquement renouvelés. Une liste complète de ces officiers a été publiée (9). La fonction principale du S.E.I.S. est la coordination des autres services de renseignement et la centralisation des renseignements recueillis. Ses sources sont la B.I.C. et la B.I.S. du haut état-major, le Service de documentation et la B.I.S. de la D.G.S., et le S.I.G.C. de la Guardia Civil. De plus, il coordonne l'écoute de plus de dix mille téléphones, notamment à Madrid et à Barcelone.

Mais les activités du S.E.I.S. ne sont pas uniquement limitées au domaine du renseignement. Il a toujours disposé d'une orange « d'action » ou commando spécial. Avec les progrès de l'opposition démocratique en Espagne, le S.E.I.S. a été divisé en deux branches. Elle est formée de deux sortes de groupes. D'abord des groupes « officiels », tels que l'unité aéroportée des cent vingt « gardes civils » stationnés à la base aérienne de Getafe. Ensuite, le S.E.I.S. dispose de la B.I.S. à travers Roberto Conesa et de la police de Madrid à travers le lieutenant-colonel P. Quintanero Montero (9). D'autre part, le S.E.I.S. bénéficie de la collaboration de la plupart des groupes fascistes de l'extrême droite existant en Espagne, tels que Palladin, l'Appareil mondial secret d'action révolutionnaire, Agniter Pressa, les Guerrilleros du Christ-Roi et l'Armée de libération portugaise (E.L.P.). Les relations qui existent entre ces groupes et l'appareil officiel de répression ne sont plus à démontrer (10). C'est sur ces derniers groupes non officiels que le S.E.I.S. semble s'appuyer, bien qu'ils soient en même temps les moins contrôlables. Ils sont sans doute responsables de nombreux attentats terroristes, dont les plus connus seraient l'assassinat de Carrero Blanco et le pistage à la Puerta del Sol (9).

C'est même l'assassinat de Carrero Blanco qui a provoqué le dernier grand renouveau de l'histoire de l'appareil répressif. Vers la fin des années 50, Carrero Blanco avait créé le Service

de documentation de la présidence du gouvernement (S.D.P.G.) pour contrebalancer le pouvoir du S.E.I.S. de Franco. Le S.D.P.G. a été dirigé par le lieutenant-colonel José Soutomayor Lopez jusqu'à la mort de Carrero Blanco, et depuis par le commandant Juan Valverde Díaz, un confident d'Arias Navarro. Le président du gouvernement seul avait accès au S.D.P.G., ce qui a engendré une rivalité avec Franco et son S.E.I.S. Immédiatement après l'assassinat de Carrero Blanco, les officiers et cadres du S.D.P.G. ont été intégrés dans le S.E.I.S. Ce mouvement d'interpénétration s'est fait dans les deux sens. C'est ainsi que l'on trouve à la direction actuelle du S.D.P.G. Arias Navarro, Blanco Rodríguez, Valverde Díaz, Marotelegui Azcona et Fernandez Vallespin, entre autres. Les membres du S.D.P.G. percevaient une « prime » de 35 000 pesetas par mois en plus de leurs salaires normaux. Les estimations du nombre de personnes qui travaillaient avec le S.D.P.G. varient entre trente et deux cent trente ; ce dernier chiffre semblerait plus exact. Ce qui est certain c'est que le S.D.P.G. recrute ses membres parmi les officiers supérieurs et les hauts fonctionnaires les plus droitières (6). Son rôle, aujourd'hui comme sous Carrero Blanco, est la surveillance des fonctionnaires, des ministères et des militaires. En toute hypothèse, le S.D.P.G., véritable bastion des « ultras », à l'intérieur même du S.E.I.S., est le verrou qui empêche de faire sauter avant que l'on puisse parler d'un démantèlement éventuel de l'appareil de répression franquiste. A plus forte raison, toute tentative de réforme du système franquiste est vouée à l'échec aussi longtemps que cette armée autonome, et par là même dangereuse, ne sera pas vaincue et dissoute.

(1) Cf. *Le Monde diplomatique*, novembre 1975.
(2) *Cambio 16*, 5 avril 1976.
(3) E. Harris Smith, O.S.S., Delta Books, New-York, 1972.
(4) *International Herald Tribune*, 18 mars 1976.
(5) A. Pollis, « United States Foreign Policy Towards Authoritarian Regimes in the Mediterranean », *Journal of International Studies*, L.S.E., Londres, vol. 4, n° 1, printemps 1975.
(6) *Union Militar Democrática-Los Militares y la Lucha por la Democracia*, février 1976.
(7) D'après des informations fournies par un ancien agent du S.D.P.G. (Service de documentation de la présidence du gouvernement).
(8) *Cambio 16*, 15 mars 1976.
(9) E. S.I.S. - La Superpolice secrète de Franco, *Frontiers*, n° 1, premier semestre 1974.
(10) *The Times*, 29 mai 1973 ; *Libération*, 31 janvier 1974 ; *Le Monde*, 15 février 1975 ; *Noticias del País Vasco*, 4 juillet 1975.

CET appareil est formé de trois secteurs officiellement indépendants : les forces armées, qui dépendent du haut état-major ; la Guardia Civil, qui dépend de la présidence du gouvernement ; et la Policía Armada, qui dépend de la D.G.S. Direction générale de la sécurité. En réalité, ces trois secteurs sont sous la direction d'un cercle restreint d'officiers ultras du haut état-major dont les plus connus sont les lieutenants-général Campaño, le général Merry Gordon et l'air Planas (6). Cette interpenetration de personnel au niveau de la direction se retrouve à tous les échelons. En outre, l'organisation interne de ces trois secteurs est assez semblable, chacun possédant, entre autres, un service de renseignement, un service d'action et un service technique.

A part un service technique de communications et un bureau de liaison avec les ministères des armées, dirigé par le général Villaseca, le haut état-major regroupe sous son égide au moins trois services de renseignements (7). Un de ces services, la Sécurité militaire (S.M.), dirigée par le colonel Fidel Davila Jalon, est

LE BOURBON LIBANAIS. — A la suite de difficultés de transmission, certains passages de l'article de Georges Corm sur « Le Bourbon libanais », paru le mois dernier, ont été altérés. En particulier, il fallait lire : 1) page 18, fin de la première phrase après le sous-titre « Les extrémistes de la gauche » : « Toutefois, la réouverture du dossier des minorités, sera les intérêts des forces hostiles à une paix fondée sur la justice, notamment le travail et l'extrême droite arabe » ; 2) au bas de la première colonne, page 13 : « ...en vue d'une négociation « satisfaisante » pour elle, au tant que force centraliste arabe » ; 3) enfin, dans sa conclusion, Georges Corm faisait allusion aux responsabilités historiques des puissances impérialistes et du sionisme israélien dans la crise libanaise.

ELECTIONS LEGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

KAMPUCHEA
(Elections législatives du 20 mars 1976)
Nombre d'électeurs inscrits : 3 635 581 ; votants : 3 622 581, soit 99 %.
Assemblée nationale comprend 250 sièges, dont 150 reviennent aux représentants des paysans, 50 aux représentants des ouvriers et autres travailleurs, et 50 aux représentants de l'armée révolutionnaire.

POLOGNE
(Elections législatives du 21 mars 1976)
Nombre d'électeurs inscrits : 24 069 570 ; votants : 23 652 256, soit 98,27 % ; bulletins nuls : 23 652 256, soit 98,27 % ; bulletins blancs : 23 652 256, soit 98,27 %.
Le Front de l'union de la nation, qui comprend le parti communiste, le parti ouvrier, le parti démocratique et les sans-parti, a remporté 23 652 256 voix, soit 98,27 %.

part, a réuni 23 502 983 voix, soit 98,27 % et remporté les 430 sièges au Parlement.

PORTUGAL
(Elections législatives du 25 avril 1976)
Nombre d'électeurs inscrits : 6 481 352 ; votants : 5 336 122, soit 82,35 % ; bulletins nuls : 5 336 122, soit 82,35 % ; abstentions : 1 085 230, soit 16,74 %.
Répartition des voix et des sièges entre les différents partis : parti socialiste (P.S.) : 1 877 137 voix, soit 34,97 % ; 126 sièges ; parti démocratique et populaire (P.D.P.) : 1 296 432 voix, soit 24,03 % ; 71 sièges ; centre démocratique et populaire (C.D.P.) : 653 787 voix, soit 12,23 % ; 41 sièges ; parti communiste : 788 620 voix, soit 14,58 % ; 40 sièges ; autres courants et personnes (A.O.C.) : 15 671 voix, soit 0,29 % ; 1 siège ; parti populaire monarchiste (P.P.M.) : 41 954 voix, soit 0,78 % ; 1 siège ; liste (L.C.J.) : 16 235 voix, soit 0,30 % ; 1 siège ; mouvement de la gauche socialiste (M.G.S.) : 21 022 voix, soit 0,39 % ; 1 siège ; mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat (M.R.P.P.) : 36 237 voix, soit 0,67 % ; 1 siège ; parti communiste portugais marxiste-léniniste (P.C.P.M.L.) : 15 801 voix, soit 0,25 % ; 1 siège ; parti démocratique (P.D.) : 34 235 voix, soit 0,63 % ; 1 siège ; parti populaire monarchiste (P.P.M.) : 22 163 voix, soit 0,34 % ; 1 siège ; autres courants et personnes (A.O.C.) : 5 122 voix, soit 0,08 % ; 1 siège ; union démocratique populaire (U.D.P.) : 91 343 voix, soit 1,69 % ; 1 siège.

VIENTNAM
(Elections législatives du 25 avril 1976)
Votants : 99,77 % des électeurs inscrits ; bulletins valablement exprimés : 99,12 %.
La nouvelle Assemblée nationale (192 députés) comprend 80 ouvriers, 100 paysans, 6 artisans, 54 militaires, 141 cadres politiques, 98 intellectuels et personnalités démocrates, et 12 représentants des communautés religieuses.

Calendrier des fêtes nationales

11 ISLANDE	Fête nationale
21 LUXEMBOURG	Fête nationale
26 REPUBLIQUE MALGACHE	Fête nationale
30 SAINT-SIEGE	Couronnement de Paul VI
1-15 JUILLET	
1 BURUNDI	Fête nationale
1 CANADA	Anniversaire de la Confédération
1 RWANDA	Fête de l'indépendance
4 ETATS-UNIS D'AMERIQUE	Fête de l'indépendance
5 ALGERIE	Fête nationale
5 VENEZUELA	Fête nationale
11 MONGOLIE	Fête nationale
14 FRANCE	Anniversaire de la proclamation de la République
14 IRAK	

Le carnet des ambassades

● Le président du conseil des ministres de la République populaire de Pologne et Mme Piotr Jaroszewicz ont donné une réception le 6 mai en l'honneur du premier ministre et de Mme Jacques Chirac.

● A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur de la République socialiste de Tchécoslovaquie et Mme Juraj Sedlak ont offert une réception le 6 mai.

● A l'occasion de la visite à la Foire internationale de la Fam du Sheikh Ahmed Bin Hamed, ministre de l'information et de la culture, M. Mohamed Mahdi El Tager, ambassadeur des Emirats arabes unis, a donné une réception le 12 mai.

● M. Sigismund von Braun, ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, a offert une réception le 13 mai à l'occasion du départ de M. Ernst Barkat, directeur des services de l'agence D.P.A. en France.

● Le chargé d'affaires a. l. de Turquie et Mme Kamran Tuzel ont donné une réception le 13 mai en l'honneur du président du parti républicain du peuple et de Mme Bülent Ecevit.

● M. Juraj Sedlak, ambassadeur de la République socialiste de Tchécoslovaquie, a offert une réception le 17 mai à l'occasion de la visite officielle en France de M. Alois Indra, président d'une délégation de l'Assem-

blée nationale fédérale de Tchécoslovaquie.

● A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur de la République unie du Cameroun et Mme Bakoto ont donné une réception le 20 mai.

● L'ambassadeur du Royaume hachémite de Jordanie et Mme Salim ont offert une réception le 25 mai à l'occasion de la fête nationale.

REPERES
LE MENSUEL
DU C.E.R.E.S.
Editions Jacques Marchais
Abonnement : 50 F.
5, rue Payenne, 75003 PARIS

SOMMAIRE
du n° 33
10^e COLLOQUE DU CERES
LE COMPROMIS
GEOGRAPHIQUE
TRANSITION
AU SOCIALISME
ET INDEPENDANCE
Dossier préparatoire
au colloque.

En vente dans les kiosques ou au C.E.R.E.S., 20, rue Saint-Hippolyte, Paris (2^e) - Prix du numéro : 2 F. - C.C.P. 45257-01 PARIS

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ-de-Mars, créé, particulièrement, à l'intention de Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes Internationaux, se tient à leur entière disposition pour tout renseignement qu'il leur plairait d'obtenir.

CITROËN CHAMP DE MARS
Filiale de S.A. A-CITROËN 6-10, rue de la Cavalerie, Paris 15^e, Tél. : CITROËN 204.833 F. Tél. 567.99.20 - 783.52.76.

CITROËN CX

Le Monde
réalise chaque semaine
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
RÉSERVÉE AUX LECTEURS
RÉSIDENT A L'ÉTRANGER
Numéro spécimen
sur demande
5, rue des Italiens,
75227 PARIS CEDEX 09.

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Au Conseil de sécurité : la situation dans les territoires occupés par Israël

LA demande de l'Egypte, le Conseil de sécurité a entrepris le 4 mai un débat sur la situation dans les territoires occupés par Israël. Les discussions se sont achevées le 28. Dans une déclaration au nom de la majorité des membres du Conseil, M. Louis de Guiringaud, président, a indiqué que cette majorité avait exprimé une grande inquiétude au sujet de la situation actuelle dans les territoires, en particulier en ce qui concerne le bien-être des populations. Elle déplore en particulier les mesures qui modifient la composition démographique ou le caractère géographique des territoires, notamment la construction de colonies de peuplement. Le président a fait référence à la quatrième convention de Genève, relative au respect des personnes civiles en temps de guerre, dont Israël est invité à respecter strictement les dispositions. Le représentant des Etats-Unis s'est dissocié du texte. Le délégué d'Israël a déclaré que le texte était une violation du droit international et de la tradition des résolutions unilatérales adoptées par le Conseil de sécurité.

Renouvellement du mandat de la force sur le Golan

Le Conseil de sécurité a renouvelé le 28 mai, pour une nouvelle période de six mois, le mandat de la force des Nations unies sur le Golan. La Chine et la Libye n'ont pas participé au vote de ce texte, qui demande en même temps la poursuite des efforts pour la recherche d'un règlement politique au Proche-Orient.

La conférence sur le droit de la mer devra tenir une cinquième session

La quatrième session de la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer, qui s'était ouverte le 15 mars à New-York, a terminé ses travaux le 7 mai sans parvenir à un accord général sur un projet de convention. Elle a décidé de se réunir à nouveau à New-York du 2 au 17 septembre. Trois textes de négociation révisés ont été présentés par les présidents des trois grandes commissions (sort des fonds marins au-delà des juridictions nationales : problèmes de la zone économique exclusive de 200 milles nautiques ; lutte contre la pollution et préservation du milieu marin). Ce sont eux qui serviront de base aux prochaines négociations, ainsi qu'un texte unique sur le règlement des différends par le président de la conférence. Dans un message, M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, s'est félicité des progrès accomplis au cours de la session, tout en faisant appel à l'esprit de compromis et de réalisme des gouvernements pour résoudre les problèmes existants.

La soixantième session de l'ECOSOC

La soixantième session du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC), qui s'était ouverte le 13 avril à New-York, s'est achevée le 14 mai. Ses travaux ont porté sur les points suivants : **Ressources naturelles** : il a été question essentiellement de l'organisation d'une conférence sur l'eau, prévue pour 1977 en Argentine. A la suite des débats, M. Kurt Waldheim a annoncé le 21 mai la nomination de M. Yousif Abdel Maged (Soudan) au poste de secrétaire général de la conférence ;

— **Décennie de lutte contre le racisme et la discrimination raciale** : le Conseil était saisi à ce propos d'un rapport du secrétaire général de l'ONU faisant le bilan des mesures prises dans les divers organes de l'ONU et rappelant notamment l'adoption, par la trentième Assemblée générale, d'une résolution assurant le système au racisme. Deux projets de résolutions ont été adoptés, dont l'un interdit aux Etats la poursuite des activités militaires, nucléaires et économiques prévoyant aux régimes racistes d'Afrique australe de poursuivre la répression contre les Africains. En même temps, il invite les Etats à aider l'Angola, le Mozambique et les pays limitrophes de ces régimes pour leur permettre d'appliquer les sanctions. L'autre texte est relatif à l'organisation d'une conférence mondiale sur la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui doit avoir lieu en 1978 au Ghana.

Une attention spéciale a été accordée à la situation au Mozambique, où une mission de l'ONU, qui s'était rendue dans le pays en avril, a fixé le coût de l'assistance nécessaire pour le développement et l'application des sanctions contre la Rhodésie. Ce coût, pour les douze prochains mois, se situerait entre 139 et 165 millions de dollars : tous les Etats sont invités à aider «généreusement» le Mozambique.

— **Décennie de la femme** : l'ECOSOC a adopté un projet de résolution relatif à la création d'un fonds volontaire pour cette décennie, et a décidé de créer au plus tard en 1977 un Institut de formation et de recherche pour la promotion de la femme. D'autres décisions concernent les droits de l'homme, en particulier au Chili et en Israël ; l'aide au Guatemala et à Madagascar, victimes de catastrophes naturelles ; la lutte contre les stupéfiants ; la mise en œuvre de la convention sur les droits économiques, sociaux et culturels ; le mandat du comité du programme et de la coordination ; l'octroi éventuel du statut d'institution spécialisée au Fonds international de développement agricole, qui doit être mis en place au cours d'une conférence mondiale les 10 et 11 juin, etc. Enfin l'ECOSOC a élu les Etats membres qui devront siéger aux postes devenus vacants dans nombre de ses organes subsidiaires.

— **Droits du peuple palestinien** : Au terme de quatre semaines de discussions, le comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a adopté le 20 mai le rapport qui l'Assemblée générale lui avait demandé de soumettre au secrétaire général. Ce document prévoit la réintégration des Palestiniens dans leurs foyers et dans les lieux de leur habitation, ainsi que la réintégration de la bande de Gaza et de la rive occidentale des territoires occupés en 1967, évacuation qui devrait être achevée au plus tard le 1er juin 1980.

— **Décolonisation** : Le sous-comité des petits territoires du comité de la décolonisation a débattu, à partir du 23 avril, de la situation des îles Gilbert, Pitcairn, et Tokelau, des îles Caennan, des îles Salomon, etc. Une mission de décolonisation s'est rendue dans les îles Vierges britanniques le 3 au 8 mai. Une autre mission devra partir début juin pour les îles Tokelau.

NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES A VOCATION MONDIALE

F.A.O.

L'aide du Programme alimentaire en 1976

L'ORGANE directeur du Programme alimentaire mondial ONU-F.A.O. (P.A.M.), qui a tenu une session de dix jours à Rome au mois de mai, a approuvé l'octroi d'une aide alimentaire évaluée à 355 millions de dollars pour 1976 (ce qui représente un chiffre record), pour la réalisation de trente et un projets de développement économique et social dans vingt-cinq pays.

La plus grande partie de cette aide (221 millions de dollars) a été allouée à des pays figurant parmi les moins développés ou particulièrement affectés par des problèmes de balance de paiements. Les projets (pour un total de 127 millions de dollars) seront exécutés dans des pays de la première catégorie (Bangladesh, Tchad, Ethiopie, Malawi, Népal, Soudan, Somalie, Tanzanie, Haute-Volta), tandis que l'Egypte, l'Inde, le Pakistan, le Bénin et Sri-Lanka recevront 94 millions de dollars pour la réalisation de sept projets. Une aide de 55 millions de dollars sera consacrée à quatre projets de réhabilitation dans les campagnes de populations rurales du Vietnam. Une nouvelle aide alimentaire, d'une valeur de 23 millions de dollars, sera fournie au Portugal pour les réfugiés d'Angola.

— **PRODUCTION MONDIALE DE PÂTE ET DE PAPIER** : Réuni à Rome au mois de mai, le comité consultatif F.A.O. de la pâte et du papier a examiné un rapport sur l'évolution de la capacité mondiale de production de pâte et de papier d'ici à 1980. L'augmentation devrait être de l'ordre de 3,4 % par an : en 1980, la capacité mondiale devrait atteindre 146,6 millions de tonnes (contre 126,3 en 1975). La capacité mondiale de production de papiers et cartons est quant à elle estimée à 206,1 millions de tonnes pour 1980 (contre 175 en 1975), ce qui représenterait un taux d'augmentation de 3,3 % par an.

Développement industriel

La dixième session du conseil

Le conseil du développement industriel, réuni à Vienne du 2 au 30 avril, n'a pas adopté le rapport de clôture, mais a décidé de poursuivre la discussion au mois de septembre. Restent notamment en suspens la révision du programme et du budget pour 1977 de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), et les mesures prévues pour mettre en œuvre les décisions de la conférence de Lima (1975) et de la session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unies de septembre dernier.

Le conseil a adopté une résolution sur l'exploitation et l'utilisation des ressources naturelles, présentée à l'origine par le groupe des «77». Considérant que la capacité des pays en voie de développement de financer leurs programmes de développement dépendent en partie de la capacité de leur exploitation de leurs ressources

naturelles, le conseil demande au directeur général de l'ONUDI d'inclure dans son rapport annuel un paragraphe sur l'aide que pourrait apporter l'organisation aux pays en voie de développement (qui en feraient la demande) pour résoudre leurs problèmes d'exploitation et d'utilisation de leurs ressources naturelles. Le directeur a été chargé de soumettre au conseil, en 1977, un rapport sur la contribution possible de l'organisation au développement d'activités industrielles de transformation des ressources naturelles dans les pays en voie de développement, en collaboration avec le centre des ressources naturelles, de l'énergie et des transports du département des affaires économiques et sociales de l'ONU. Le rôle des entreprises multinationales dans l'utilisation des ressources naturelles des pays en voie de développement devra faire l'objet d'une étude particulière.

— **ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE** : L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a réuni, du 18 au 24 mai, un colloque consacré aux transferts de technologie des pays industrialisés vers les pays en voie de développement. Les débats ont porté sur les industries agricoles et alimentaires, l'énergie, les transports, la formation professionnelle, ainsi que sur les technologies relatives à un certain nombre d'industries (textiles, sidérurgie, chimie, papeterie, chimie, industries métallurgiques).

— **Réuni à Paris**, le conseil exécutif de l'UNESCO a terminé les travaux de sa quatrième session le 28 mai. On trouvera un bref résumé de la session dans le prochain numéro du Monde diplomatique.

— **TRAVAIL** : Des représentants du secteur industriel et des syndicats, ainsi que des délégués gouvernementaux des pays membres de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.), se sont réunis à Genève, du 5 au 13 mai, pour examiner les résultats des travaux de l'Organisation sur l'impact social des sociétés multinationales. Ils ont recommandé l'adoption, par l'O.I.T., d'une déclaration de principe relative aux aspects sociaux des activités de ces entreprises multinationales, et de sous-décret général pour la culture et la communication.

— **SANTÉ** : La vingt-neuvième assemblée mondiale de la santé s'ouvrira à Genève le 3 mai pour une session de trois semaines. Nous rendrons compte de ses travaux le mois prochain.

— **TELECOMMUNICATIONS** : L'Union internationale des télécommunications (U.T.T.) a célébré le 17 mai la huitième journée mondiale des télécommunications, sur le thème «Télécommunications et information».

— **NAVIGATION MARITIME** : Le Gabon est devenu le 1er avril le quatrième-vingt-cinquième membre de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (O.N.G.I.).

ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Fonds monétaire international

Premières ventes d'or du F.M.I. et création d'un fonds fiduciaire

REUNIS le 6 mai dernier, les administrateurs du Fonds monétaire international ont annoncé la première vente aux enchères d'or du F.M.I., ainsi que la création d'un fonds fiduciaire. Ils ont arrêté les procédures de mise en œuvre de l'entente intervenue au comité intermédiaire du conseil des gouverneurs sur le système monétaire international au sujet de la création d'un tiers (50 millions d'onces) du stock d'or du Fonds.

A ses réunions d'août 1975 et de janvier 1976, le comité intermédiaire était parvenu à une entente sur laquelle les dispositions devaient être prises en vue de la vente sur une période de quatre ans d'un sixième du stock d'or du Fonds (25 millions d'onces) au bénéfice des pays en développement et en vue de la distribution intégrée de développement de l'agriculture régionale. En outre, la conférence a décidé de maintenir le siège régional de la F.A.O. dans la capitale chilienne et d'entreprendre, dès que possible, un vaste plan de décentralisation de ses services.

— **INSTALLATION A SANTIAGO DU CENTRE DE DOCUMENTATION ECONOMIQUE ET SOCIALE** : En présence des représentants officiels et des délégués des organismes régionaux et internationaux, le Centre latino-américain d'études économiques et sociales (CELAES) a été officiellement installé le 22 mai à Santiago.

— **COOPERATION ENTRE LES PAYS LATINO-AMERICAINS ET DES PAYS ANGLE-AMERICAINS** : Organisé par la CEPAL, en collaboration avec le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), la première réunion commune des pays latino-américains et des pays anglo-saxons des Caraïbes s'est tenue à Lima du 10 au 15 mai. Il s'agissait de dresser un programme d'actions prioritaires dans la perspective d'une éventuelle coopération technique entre les deux zones.

— **COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE** : Un projet routier de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (C.E.A.), visant à construire une route trans-africaine qui reliera Le Caire à Gabon (Botsuana), a fait l'objet d'une première réunion à Addis-Abeba du 10 au 12 mai, consacrée principalement à l'étude du tracé de la route.

— **COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE** : La trentième conférence sur les ressources dans le domaine de l'aménagement urbain et régional a eu lieu du 5 au 12 mai à Varsovie, sous l'égide de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (C.E.E.-ONU).

— **L'attention d'un groupe d'experts chargé d'étudier les aspects qualitatifs et quantitatifs des ressources en eau**, qui s'est réuni à Genève du 1er au 4 juin, le secrétariat de la C.E.E.-ONU a publié en mai une étude sur les ressources en eau de l'Europe. Les experts réunis à Genève ont aussi étudié la préparation de la conférence des Nations unies sur l'eau.

— **Le tourisme en Europe** fait l'objet d'une nouvelle publication de la C.E.E.-ONU, intitulée «Planification et développement de l'industrie touristique dans les pays de la région de la C.E.E.» (en français, en anglais ou en russe).

— **Au comité des transports intérieurs de la C.E.E.-ONU**, la planification d'une autoroute trans-européenne nord-sud, reliant la mer Baltique à la mer Noire, a fait l'objet d'une réunion le mois dernier.

— **Roumanie (27 avril)** : achat d'un montant équivalent à 95 millions de D.T.S. (374 millions de D.T.S. en dollars, 20 millions de D.T.S. en francs français, 20 millions de D.T.S. en yens japonais, 10 millions de D.T.S. en couronnes suédoises et 7,536 millions de D.T.S.).

— **Chypre (29 avril)** : achat d'un montant équivalent à 15 millions de D.T.S. (60 millions de D.T.S. en florins néerlandais et 3 millions de D.T.S. en lire italienne).

— **Féroé (29 avril)** : achat d'un montant équivalent à 61,5 millions de D.T.S. (25 millions de D.T.S. en francs français, 25 millions de D.T.S. en yens japonais et 0,5 millions de D.T.S. en francs belges).

— **Soudan (14 mai)** : achat d'un montant équivalent à 24,7 millions de D.T.S. (99 millions de D.T.S. en dollars et 4 millions de D.T.S. en couronnes norvégiennes).

— **TIRAGE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE DU YEMEN** : Le 3 mai, le F.M.I. a approuvé une demande de la République démocratique du Yémen portant sur l'achat de 5,762 millions de D.T.S. (soit l'équivalent de 2,725 millions de couronnes suédoises et de 1 million de rials de Qatar).

— **AMENDEMENT DES STATUTS** : Le conseil des gouverneurs a adopté le 3 mai une résolution approuvant les modifications des statuts du F.M.I. (deuxième amendement).

Le deuxième amendement est maintenant soumis à l'approbation des membres du Fonds, conformément à la procédure en vigueur dans chaque pays. Il prendra effet pour tous les membres le jour où le F.M.I. les informera que les trois-cinquièmes des membres disposent des quatre-cinquièmes du total des voix attribuées, ont accepté l'amendement.

— **Bresil (29 avril)** : 40 millions de dollars, pour la réalisation d'un projet de recherche agricole ;

— **Roumanie (29 avril)** : 60 millions de dollars (pour vingt ans et à 5 %), pour contribuer au financement d'un projet d'irrigation et de développement agricole ;

— **Turquie (29 avril)** : 63 millions de dollars, pour un projet relatif au crédit à l'agriculture et aux industries agricoles ;

— **Cameroun (6 mai)** : 300 000 dollars, pour des missions de recherche de justification et des études techniques des chemins de fer du Cameroun ;

— **Inde (6 mai)** : 145 millions de dollars, accordés dans le cadre du «troisième guichet», pour développer les zones qui commandent les

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 Paris

Tél. : 033-05-97

BIBLIOTHEQUE : Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux.

Centre d'Etude et de Recherche sur la Vie locale.

Série « Vie locale » n° 5

J. LAGROYE, G. LORD, L. MOUNIER-CHAZEL, J. PALARD.

LES MILITANTS POLITIQUES DANS TROIS PARTIS FRANÇAIS

P.C., P.S., U.D.R. 3745 F.T.T.G.

principaux réseaux d'irrigation de l'Etat d'Andhra Pradesh :

— Indonésie (6 mai) : 54 millions de dollars, destinés à financer un projet relatif à la navigation en vue de l'extension et de l'amélioration du rendement de la flotte qui dessert différentes îles du pays ;

— Paraguay (6 mai) : 4 millions de dollars, accordés dans le cadre du « troisième guichet », pour l'amélioration de l'enseignement professionnel ;

— Brésil (13 mai) : deux prêts d'un montant total de 102 millions de dollars. Le premier (52 millions de dollars) financera l'extension du réseau de distribution d'électricité de la Companhia Paranaense de Energia Elétrica ; le second (50 millions de dollars) contribuera à la réalisation d'un projet de fabrication d'énergie ;

— Équateur (13 mai) : 33 500 000 dollars, destinés à améliorer les conditions d'exploitation du port de Guayaquil ;

— Indonésie (13 mai) : 70 millions de dollars, pour l'extension de la principale usine d'engrais du pays à Sumatra ;

— Thaïlande (13 mai) : 26 millions de dollars, pour l'extension et la modernisation du réseau téléphonique national.

EMPRUNTS EN REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE ET AUX PAYS-BAS. — La Banque mondiale et un syndicat de banques allemandes ont pour chef de file la Deutsche Bank et la Dresdner Bank ont signé le 29 avril un accord relatif à une émission d'obligations libellées en marks allemands et d'une valeur de 300 millions de dollars. Ces obligations ont été offertes au public en totalité au taux d'intérêt de 5,50 % payable le 1^{er} mai 1983 mais ne seront pas remboursables par anticipation.

Le 14 mai, une émission d'obligations de la Banque mondiale a été souscrite par Pierson Holding et Pierson d'Amsterdam. Cet emprunt s'élève à 50 millions de dollars néerlandais et est remboursable en cinq tranches annuelles de 10 millions de dollars chacune. Les paiements se feront entre le 1^{er} mai 1983 et le 1^{er} mai 1986.

AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA BANQUE. — Les administrateurs de la Banque mondiale ont approuvé le 5 mai des résolutions concernant l'augmentation du capital social de la Banque. Leur décision doit être soumise au conseil des gouverneurs. Les souscriptions des pays membres seraient augmentées de 1,1 milliard de dollars, le capital social de la Banque étant ainsi porté à 30,2 milliards de dollars. Sur les souscriptions reçues, 10 % seraient versés à la Banque (1,1 % en or ou en dollars des États-Unis et 9 % dans la monnaie nationale de chaque membre souscripteur) ; le reliquat, soit 90 %, des augmentations de capital, resterait non versé et serait affecté à la fraction non apaisée du capital social libérable uniquement dans le cas où la Banque aurait besoin pour faire face à ses obligations envers les détenteurs de ses titres.

MODIFICATION DU TAUX DES PRÊTS DE LA BANQUE. — La Banque mondiale a annoncé le 12 mai une modification du taux d'intérêt qui sera appliqué pour les prêts nouveaux ainsi que l'adoption d'une formule nouvelle pour la détermination de ce taux dans l'avenir. À compter du 1^{er} juin 1976, le taux de prêt sera porté de 8,50 % à 8,85 %. Cette augmentation constitue une mesure temporaire qui restera en vigueur jusqu'à l'application de la nouvelle formule du taux d'intérêt des prêts, le 1^{er} juillet 1976.

GROUPE D'AIDE A SRI-LANKA. — Le douzième réunion du groupe d'aide à Sri-Lanka a eu lieu à Paris le 29 avril dernier, sous la présidence de la Banque mondiale, afin d'examiner les résultats économiques de 1975. Les membres du groupe ont convenu de continuer d'accorder une aide substantielle à ce pays, sous forme de prêts et de conditions très favorables.

CONSORTIUM POUR LE PAKISTAN. — Les gouvernements et les institutions chargés de l'assistance au développement du Pakistan ont décidé de réunir à Paris, les 28 et 29 avril dernier, ils ont annoncé qu'ils poursuivraient leur aide.

CREDIT DE L'IDA A L'AFGHANISTAN. — L'association internationale de développement (IDA) a annoncé le 5 mai l'octroi d'un crédit de 10 millions de dollars à l'Afghanistan pour la réalisation d'un projet de centrale thermique.

OPERATIONS DE LA S.F.I. — La Société financière internationale a annoncé le 11 mai un prêt de 25 millions de dollars (accordé conjointement avec des organismes américains, belge et allemand) à la Tunisie pour la construction d'une usine de traitement d'acier, dans le cadre d'une entreprise privée. Le 14 mai, elle a effectué un investissement de 5 000 000 dollars dans l'Arabie Saoudite pour la construction d'une usine de traitement d'acier, dans le cadre d'une entreprise privée. Le 14 mai, elle a effectué un investissement de 5 000 000 dollars dans l'Arabie Saoudite pour la construction d'une usine de traitement d'acier, dans le cadre d'une entreprise privée.

Le conseil d'administration de la S.F.I. a recommandé aux gouverneurs de cet organisme d'augmenter le capital versé, qui passerait ainsi de 40 millions de dollars à 55 millions.

Banque asiatique de développement

Quatre prêts

La Banque asiatique de développement a accordé une série de prêts en faveur des pays suivants dans le courant du mois d'avril :

— Indonésie (8 avril) : 39,7 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque pour vingt-cinq ans et à 8,75 %) destinés à la construction d'une centrale hydroélectrique utilisant l'énergie en houille blanche du lac de Maninjau à Sumatra ;

— Pakistan (13 avril) : 22 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans à 1 % l'an) qui financera la construction de réseaux d'adduction d'eau et de systèmes d'épuration dans la ville d'Hyderabad ;

— Indonésie (13 avril) : 20 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque pour vingt-cinq ans et à 8,75 %) qui permettront d'améliorer le réseau routier à l'est de Java ;

— Singapour (21 avril) : 23,8 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque pour vingt ans et à 9,50 %) accordés au Public Utilities Board pour la seconde phase d'un programme visant à étendre et à améliorer les réseaux d'adduction d'eau de la ville de Singapour.

BILAN DES ACTIVITES EN 1975. — Selon le rapport annuel de la Banque asiatique de développement, publié le 12 avril dernier, les activités de la Banque ont montré une croissance importante en 1975. Le montant total des prêts consentis pendant l'année a augmenté de 35,5 %, atteignant 860,31 millions de dollars ; les prêts consentis à l'aide des ressources ordinaires s'élevaient à 494,06 millions de dollars. Cependant, en raison de l'insuffisance des ressources du fonds d'opérations spéciales, la Banque a dû limiter les approbations de prêts à des conditions de faveur à 166,26 millions de dollars contre 172,88 millions en 1974. De son côté, l'assistance technique de la Banque aux pays membres en développement a marqué une augmentation sensible, passant de 5,42 millions de dollars en 1974 à 6,04 millions.

NOUVEAU MEMBRE. — Depuis le 20 avril, les îles de Cook ont adhéré à la Banque asiatique de développement ce qui porte désormais le nombre des pays membres à quarante-deux.

NOMINATION. — Le président de la Banque asiatique a annoncé le 6 mai que M. C.S. Krishna a été nommé directeur général de la Banque asiatique de développement. M. Krishna a été président de l'Organisation soit prolongé jusqu'au 31 mars 1978.

Banque européenne d'investissement

Prêts à la Grande-Bretagne, à la Nouvelle-Calédonie et à l'Italie

La Banque européenne d'investissement (B.E.I.) annonce les prêts suivants :

— 17,3 millions de livres (29,4 millions d'u.c.) consentis le 28 avril à la British Gas Corporation pour le financement d'un gazoduc traversant la mer du Nord vers le sud-ouest du pays ; ce prêt est octroyé pour huit ans à 9 % ; cette société a reçu le 23 mai pour le même projet un second prêt de 8,8 millions de livres (14,4 millions d'u.c.), également accordé pour huit ans à 9 % ;

— 11,6 millions de livres (19,7 millions d'u.c.) le 30 avril au British Railways Board (pour huit ans à 9 %) pour le financement de la construction de trois prototypes d'Advanced Passenger Trains, trains de conception révolutionnaire pouvant atteindre une vitesse de 250 kilomètres/heure ;

— 14,4 millions d'u.c. (12,6 millions de francs français) le 14 mai au Gouvernement de l'outre-mer de Nouvelle-Calédonie ; il s'agit d'un contrat de prêt à conditions spéciales attribué par la Commission des Communautés européennes et la Banque européenne d'investissement agissant en qualité de mandataire de la C.E.E. chargé de la gestion du prêt, et destiné au financement partiel de la première tranche des travaux de reconstruction d'un tronçon routier ;

— 1,5 million de livres (2,7 millions d'u.c.) le 28 mai à l'Institut pour la Ricostruzione Industriale en Italie. Ce prêt, accordé pour huit ans au taux de 9 %, sera utilisé pour une industrie de transformation de produits sidérurgiques.

Marché commun des Caraïbes

Huitième session du conseil des ministres

La huitième session du conseil des ministres du Marché commun des Caraïbes, qui s'est tenue à St-George (Grenade) du 24 au 29 avril dernier, a pris plusieurs décisions intéressant la politique commerciale et douanière, l'agriculture et le développement industriel. Parmi celles-ci :

a) un accord qui prévoit à partir du 1^{er} janvier 1977 sur les nouvelles dispositions relatives aux produits d'importation admis à bénéficier du traitement communautaire ; b) la mise à l'étude dans une perspective à long terme des moyens d'améliorer et de développer la production régionale d'huiles de corps gras.

Le conseil a d'autre part examiné l'évolution de ses relations avec la C.E.E., notamment à la lumière des dispositions de la convention de Lomé II et a pris note, dans la perspective des travaux de la CNUCED, de la déclaration de Manille et du Programme d'action.

Association latino-américaine de libre-commerce

La coopération agricole

Les directeurs des organismes régionaux de commercialisation des produits de l'agriculture et de l'élevage des pays membres de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC) ont tenu leur quatrième session à Montevideo du 18 au 21 mai. Les représentants des onze pays membres ont procédé à un examen critique des résultats des mesures de politique agricole et discuté des moyens d'accroître leur efficacité. Quatre grands problèmes ont été traités :

a) l'amélioration du fonctionnement du système d'information des marchés ; b) l'harmonisation des normes de qualité ; c) l'établissement d'un plan de coopération des organismes nationaux de commercialisation ; d) la politique de promotion des échanges.

D'autre part, un groupe d'experts des onze pays a été chargé d'étudier les moyens à mettre en œuvre pour favoriser les échanges régionaux afin de réduire les importations en provenance des pays tiers.

TRANSPORTS ROUTIERS. — Convoqué par le comité exécutif permanent, un groupe d'experts des problèmes douaniers a réuni à Montevideo du 12 au 14 mai pour examiner l'opportunité d'un accord-cadre de la législation actuellement en vigueur appliquée aux transports routiers aux points de passage sur l'Uruguay, importante voie fluviale séparant l'Argentine et la République orientale.

Conseil international de l'étain

Relèvement des prix d'intervention du stock régulateur

Reuni du 5 au 7 mai à Londres, le Conseil international de l'étain a décidé de porter le tonnage total exportable par les pays membres pour la période du 1^{er} avril au 30 juin, de 35 000 à 40 000 tonnes. D'autre part, il a fixé le prix-plancher d'intervention du stock régulateur à 1 000 dollars par tonne (904 kilos) et le prix-plancher à 1 200 dollars les nouvelles « tranches d'intervention » du stock régulateur ont été fixées à 1 000-1 065 dollars.

Banque interaméricaine de développement

Prêts au Guatemala et au Mexique

Cinq prêts ont été accordés au cours des dernières semaines par la Banque interaméricaine de développement au Guatemala et au Mexique :

— Guatemala (29 avril) : 28 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans à 1 % pendant les dix premières années et à 2 % ensuite) pour l'amélioration des services d'égout dans sept départements du pays ; un autre prêt (en date du 6 mai), de 20 millions de dollars (à l'aide du fonds de progrès social, pour quarante ans, sans intérêt), permettra d'améliorer l'habitat rural ;

— Mexique (29 avril) : 17 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans à 8 %) pour le développement et l'extension des réseaux d'adduction d'eau et d'égouts de la ville de Monterrey ; ce prêt a été rétrogradé à la Banque nationale du travail et des services publics ; 4,6 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour dix-huit ans, à 8 %) qui devraient faciliter la décentralisation de l'industrie laitière dans le district fédéral de Mexico et, partant, améliorer la qualité du lait ; enfin 20 millions de dollars (6 mai) provenant des ressources ordinaires de la Banque (pour dix-huit ans, à 8 %), rétrogradés également à la National Financiers S.A., financent la seconde partie du programme de développement du tourisme de l'île de Cancun dans la péninsule du Yucatan.

RAPPORT ANNUEL POUR 1975. — Au cours de sa dix-septième session ordinaire tenue du 14 au 16 mai à Cancun (Mexique), le conseil des gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement a pris connaissance du rapport annuel pour 1975 présenté par M. Antonio Ortiz Méndez, président de l'Organisation.

Cette session a été présidée par la première réunion de consultation du Groupe interaméricain pour le développement de l'Amérique latine qui s'est déroulée à Cancun du 14 au 16 mai.

DEUX EMISSIONS D'OBLIGATIONS. — Le 19 avril, une émission d'obligations de la Banque d'un montant de 3,7 millions de dollars a entièrement été émise au pair au dehors du marché des obligations. Ces obligations libellées en dollars à court terme en dollars, ont été achetées par des banques centrales et des agences gouvernementales de seize pays membres (Barbade, Bolivie, Brésil, Colombie, Équateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Trinité et Tobago, Uruguay, Venezuela, ainsi qu'Israël) ; elles porteront intérêt à 7 % l'an et viendront à échéance le 15 avril 1978.

La Banque a d'autre part annoncé le 21 avril qu'un syndicat de banques suisses avait émis en Suisse pour 100 millions de francs suisses d'obligations à court terme libellées en francs suisses à 100 % et à 7 % d'intérêt. Ces obligations appuient « l'émission de 1976 à 7 % libellée en francs suisses » viendront à échéance en 1981.

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT. — Un prêt de 4 millions d'unités de compte (soit 16 millions de francs C.F.A.) a été accordé le 16 mai au Gabon par la Banque africaine de développement pour financer une partie des coûts de la construction d'un complexe de développement des plantations de cacao dans la région de Woleu-Ntem.

Le Dr Kwame Donkor Fardor (Ghana) a été nommé en mai président de la Banque africaine de développement. Il succède à M. Abdoulaye Habib (Tunisie).

GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

pour les cours les plus bas, à 1 065-1 135 pour les cours moyens, et à 1 135-1 200 pour les cours de la limite supérieure d'intervention.

Au 30 avril (date de clôture des signatures), vingt pays consommateurs d'étain (dont les États-Unis, le plus grand consommateur mondial) et sept pays producteurs avaient signé le cinquième accord international sur l'étain, qui doit entrer en vigueur le 1^{er} juillet prochain.

Conseil oléicole international

Les difficultés du marché de l'huile d'olive

Les travaux de la trente-quatrième session du Conseil oléicole international (C.O.I.), qui se sont déroulés du 18 au 20 avril à Paris (Turquie), ont été principalement consacrés aux questions économiques concernant l'huile d'olive. Les représentants des pays membres ont exprimé à cette occasion leur vive préoccupation devant les difficultés que connaît actuellement le marché de l'huile d'olive : maintien de la consommation (après la régression récente, qui avait été accentuée par la crise économique et l'instabilité monétaire), et écoulement de la production (certains pays ont groupé des stocks importants de l'huile d'olive ; d'autres ont accumulé des stocks importants de l'huile d'olive).

Le conseil a souligné les difficultés que connaît actuellement le marché de l'huile d'olive : maintien de la consommation (après la régression récente, qui avait été accentuée par la crise économique et l'instabilité monétaire), et écoulement de la production (certains pays ont groupé des stocks importants de l'huile d'olive ; d'autres ont accumulé des stocks importants de l'huile d'olive).

Organisation des pays exportateurs de pétrole

400 millions de dollars pour le Fonds de développement agricole

Les ministres des finances des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se sont réunis à Paris les 10 et 11 mai pour discuter les modalités d'attribution des crédits et les bénéficiaires du Fonds d'aide aux pays les plus pauvres, dont l'OPEP avait décidé la création en janvier dernier (voir le numéro de février).

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Marché commun

Aide à l'Italie

Une nouvelle aide financière massive, de caractère classique, a été accordée le 28 avril à l'Italie par les ministres des finances de la Communauté économique européenne réunis à Luxembourg.

Les banques centrales des huit autres pays de la Communauté devaient, dans un délai très bref, ouvrir à la Banque d'Italie un crédit à court terme d'environ 1 milliard d'unités de compte (1 unité de compte égale 130 dollars), qui viendrait s'ajouter au 1,1 milliard d'unités de compte d'emprunt communautaire dont la durée est de sept ans.

Les douze ministres présents (la Libye n'était pas représentée) ont décidé d'allouer 400 millions de dollars (soit la moitié des ressources du fonds) au Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA) à condition que les pays développés contribuent pour au moins l'équivalent de 600 millions de dollars (la création du FIDA a été décidée en novembre 1974, lors de la conférence mondiale de l'alimentation, afin de permettre l'accroissement de la production agricole dans les pays en voie de développement). L'autre moitié des ressources du Fonds spécial de l'OPEP servira à accorder des prêts à long terme et sans intérêt à des pays qui consacrent des dépenses de balance de paiements ou qui ne peuvent financer leurs projets de développement. Les contributions définitives des pays membres du Fonds n'ont pas encore été rendues publiques. M. Mohammed Yeganeh (Iran) et Ibrahim Shihata (Koweït) ont été élus respectivement président et directeur général du Fonds.

PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE DE RABAT. — Les experts économiques du OPEP ont tenu du 28 avril au 2 mai à Vienne, une réunion de préparation de la conférence ministérielle qui devait s'y tenir les 27 et 28 mai.

Le Mexique a l'OPEP : M. Francisco Javier Alcaraz, ministre des ressources naturelles, a annoncé le 2 mai dernier que le Mexique pourrait adhérer à l'OPEP « si cette organisation l'y invitait ».

CONFÉRENCES DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT. — Ouverte à Nairobi le 5 mai, la quatrième session de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) s'est terminée le 21. On trouvera un bref résumé de ses décisions dans le prochain numéro.

GROUPE ANDIN. — Le comité consultatif économique et social (C.A.E.S.) du Groupe andin, formé des représentants des chefs d'entreprises et des universitaires du secteur privé de l'économie des six pays, a tenu sa sixième session à Lima du 17 au 20 mai.

La réunion s'est ouverte par l'examen du rapport du comité (la Junta) sur les démarches faites auprès des autorités gouvernementales des pays membres en vue de la modification de l'accord de Cartagena.

D'autres rapports soumis à son examen portaient sur le développement des programmes de la machine-outil et de la pétrochimie et sur la création d'un organisme juridictionnel andin.

MARCHÉ COMMUN CENTRAMÉRICAIN. — Au cours de cérémonies solennelles qui se sont déroulées simultanément dans les capitales des cinq pays, le haut comité pour le perfectionnement et la reconstruction du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.) a remis le 22 avril aux chefs d'État un projet de traité instituant la Communauté économique et sociale centraméricaine. Le haut comité a aussi examiné les travaux qui ont été terminés trois ans. Le haut comité avait en effet, du 13 août 1973 au 9 décembre 1974, préparé le texte de l'acte de fondation du M.C.C.A. et, le 10 juillet 1975, il s'était occupé des problèmes de la politique agricole, des investissements étrangers, de la politique économique et monétaire et de la politique sociale, du financement du développement et des institutions ; enfin du 10 juillet 1975 au 5 mars 1976 il s'était occupé des détails relatifs au point et à la rédaction de son rapport final.

O.C.D.E. — Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.), les prix à la consommation dans les pays membres de l'association ont augmenté de 8,3 % en 1975 (pour l'ensemble de l'année) ; l'Allemagne a enregistré la plus forte augmentation (11,5 %) ; le Japon 8,4 % ; l'Italie 11,8 %.

Pour la période de douze mois se terminant le 31 mars, les prix à la consommation ont augmenté de 8,3 % dans la zone O.C.D.E. (la hausse avait été de 11,5 % pour l'ensemble de l'année 1975) ; l'Allemagne 11,5 % ; la Grande-Bretagne 11,8 % ; le Japon 8,4 % ; l'Italie 11,8 %.

Dans le cadre de son programme de travail sur l'investissement international et les entreprises multinationales, le conseil de l'O.C.D.E. a recommandé une amélioration de l'information et une harmonisation des statistiques sur les activités de ces sociétés.

Le conseil de l'O.C.D.E. a adopté au début du mois de mai une nouvelle recommandation destinée à mettre en place une plus grande protection juridique contre la pollution transfrontière, et qui préconise notamment l'application généralisée d'un régime d'égalité d'accès pour toutes les personnes légitimes (ou menacées de l'être) par une pollution, quel que soit le territoire où elle se trouve située. Cette égalité d'accès, qui concerne les droits de recours en justice et de participation aux enquêtes préalables, sera soumise au droit des pays où est située la source de pollution.

ASSOCIATION EUROPÉENNE DE LIBRE-ÉCHANGE. — Les exportations des sept pays membres de l'association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) ont augmenté de 7 % en 1975 (pour l'ensemble de l'année) ; l'Allemagne a enregistré la plus forte augmentation (11,5 %) ; le Japon 8,4 % ; l'Italie 11,8 %.

Les exportations des sept pays membres de l'association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) ont augmenté de 7 % en 1975 (pour l'ensemble de l'année) ; l'Allemagne a enregistré la plus forte augmentation (11,5 %) ; le Japon 8,4 % ; l'Italie 11,8 %.

En ce qui concerne la production mondiale en 1976, le Conseil international du blé considère qu'elle pourrait être de l'ordre de 375 à 385 millions de tonnes, soit 28 ou 30 millions de tonnes de plus qu'en 1975 (entre 7 et 10 % de plus) et beaucoup plus que le record de 365 millions de tonnes de 1973.

CONSEIL INTERNATIONAL DU BLÉ. — Les estimations relatives au commerce mondial du blé pour la récolte 1976-1977 ont été ramené de 68 à 66 millions de tonnes (non compris les échanges entre les pays de la Communauté économique européenne).

En ce qui concerne la production mondiale en 1976, le Conseil international du blé considère qu'elle pourrait être de l'ordre de 375 à 385 millions de tonnes, soit 28 ou 30 millions de tonnes de plus qu'en 1975 (entre 7 et 10 % de plus) et beaucoup plus que le record de 365 millions de tonnes de 1973.

Remèdes partiels aux difficultés financières du Marché commun agricole

Réunis en session extraordinaire pour colmater les brèches ouvertes dans le budget de l'agriculture européenne par la dévaluation du sterling et de la lire italienne, les ministres de l'agriculture des Neuf ont arrêté le 29 avril à Luxembourg diverses mesures :

1) Les consommateurs italiens paieront leurs denrées agricoles 6 % plus cher. La Commission

NICE capitale de la Côte d'Azur
centre mondial des congrès
met à votre disposition :

• Un Palais des congrès pouvant recevoir 20 000 personnes ;
• Vingt salles de capacités diverses ;
• Tradition stimulante ;
• Trois cents hôtels totalisant plus de dix mille chambres ;
• D'innombrables possibilités d'excursions et de distractions.

Au centre de la Côte d'Azur, desservie par un aéroport international, des liaisons ferroviaires, routières et maritimes la reliant à toutes les capitales.

EN TOUTES SAISONS
NICE EST LA VILLE
DES CONGRÈS
OFFICE DE TOURISME
SYNDICAT D'INITIATIVE
32, rue Edouard-Despois - Tél. : 33-33-23/24
NICE - Aéroport N° 1 : 480-42.

مكتبة النهر

MONDE ARABE

Rêves d'unité
et déchirements

Par TAHAR BEN JELLOUN

déchiré et l'idéologie de l'opportunisme unitaire n'est plus crédible. Comment le serait-elle au moment où des Etats pratiquent une politique de représailles sur les populations : les expulsions.

L'objectif unitaire a laissé place aux alliances tactiques. On s'aligne pour s'opposer à un autre pays arabe. « En fait, nous dit Maxime Rodinson, une unité arabe totale est peu vraisemblable. En revanche, des mesures d'unité partielle (sur des points limités en englobant seulement quelques pays arabes) sont plus plausibles » (1).

S'il aujourd'hui l'unité arabe relève du mythe et de l'illusion, il y a eu une époque où sa réalité s'était ébauchée : au temps de la lutte anticoloniale au Maghreb, notamment, les divergences interarabes passaient au second plan. La domination étrangère cristallisait les efforts éparpillés et donnait à l'identité arabe un contenu fort. La guerre de libération menée par les Algériens était un élément neuf dans l'histoire récente des peuples arabes. Cette guerre, de par son ampleur et ses conséquences politiques, a été le point de départ d'un renforcement des liens interarabes. L'union de l'Egypte et de la Syrie devenait effective. Le Maghreb, en tant qu'identité historique et culturelle, se précisait de plus en plus dans l'esprit aussi bien des dirigeants au pouvoir que des opposants. On osait espérer. On minimisait les obstacles. Après l'Algérie, la Palestine ? Non, le monde arabe ne suivra pas le même itinéraire car, comme nous dit Mohammed Harbi, ancien membre du comité central du F.L.N. : « Dans tout le monde arabe, le mouvement national au sens du colonialisme sous sa forme classique. Mais il a échoué à trouver les solutions adéquates pour vaincre le sous-développement et en finir avec le sionisme et l'impérialisme ». Certes, durant la guerre, les efforts diplomatiques — et, pour certains, militaires — s'unissent, le temps des blessures graves que l'histoire inflige aux peuples arabes. « Une unité fondée sur les sentiments », écrit A. Laroui, *tout le monde y souscrit*. (2). En dehors de la guerre, la coexistence entre régimes différents se révèle difficile : les divisions et les déchirements sont encore plus nouvelles quand il s'agit de l'idéologie. Le schématisme aidant, chacun s'installe dans un camp. Alors on parle de régimes arabes « réactionnaires », relais de l'impérialisme, et d'autres « progressistes », voire « socialistes ». Malheureusement, dans un camp comme dans l'autre, on assiste aujourd'hui au renforcement du courant rigoriste et traditionnel. « Progressistes et conservateurs », dit M. Harbi, *sont engagés dans la voie capitaliste de développement. Les premiers tentent de mettre à profit les divergences d'intérêt entre les grandes puissances, en particulier les Etats-Unis et l'U.R.S.S., pour résoudre la question du développement. Les seconds acceptent l'alliance avec l'Occident et se réclament du libéralisme, même quand l'Etat joue un rôle important dans la vie économique.*

La Palestine n'arrivant pas à être un facteur d'unité entre les Arabes, on invoque deux autres facteurs susceptibles d'unir cette nation : la langue et l'islam.

La langue du Coran n'est pas parlée par le peuple. L'arabe classique, c'est la langue de l'élite intellectuelle. Un écrivain maghrébin par exemple n'aura pas de difficulté à communiquer avec un intellectuel du Machrek. En revanche, il aura du mal à comprendre l'homme de la rue et à se faire comprendre par lui. La langue, malgré son aspect puriste et élitiste, pourrait, au niveau de l'échange culturel, favoriser l'unité. Malheureusement, il y a peu d'échanges dans ce domaine. Il faut dire par ailleurs qu'elle serait un facteur incomplet, car il existe d'autres langues, comme le berbère, par exemple, au Maghreb, mais qui sont retournées, non enseignées, non intégrées dans la culture générale de cette « *quarantaine* » (3).

Avec l'islam, certains pensent tenir le facteur d'unité le plus large, le plus incontestable. Pour Maxime Rodinson, « l'islam est un faux critère. Le mot arabe a été utilisé pour la

première fois en l'an 880 avant J.-C. Jusqu'au septième siècle de notre ère, les Arabes n'étaient pas musulmans. On oublie d'autre part les minorités arabes non musulmanes comme les cortès (Egypte), les maronites (Liban), les catholiques (Syrie) et les juifs arabes.

L'islam en tant qu'idéologie a souvent été utilisé pour le maintien de l'oligarchie féodale et des régimes les plus conservateurs. La critique théologique et la discussion politique de l'islam ne sont pas tolérées dans l'ensemble des pays arabes (4). La foi donc — qui fut réellement un élément important du rassemblement des Arabes dans l'histoire — pourrait-elle encore opérer avec autant d'efficacité dans les temps modernes ? On peut en douter. Du moins, la religion, à elle seule, ne suffit pas : un certain degré de mystification en provient.

Reste alors l'économie. Certes, il n'y a pas encore de « marché commun arabe » ; mais des échanges commerciaux se font de plus en plus, pas forcément d'ailleurs entre voisins. Il existe d'après A. Laroui « une imbrication d'intérêts. Cela dit, l'unité arabe, en tant qu'idée, paraît être en retraite mais, en tant que réalité, elle se consolide : avant 1967, les relations économiques et même culturelles entre les différents pays arabes étaient des plus minces. Après 1973, le changement des rapports de force à l'intérieur des pays arabes, qui a évolué en faveur des pays pétroliers, il s'est créé tout naturellement une situation de complémentarité entre pays riches financièrement mais pauvres humainement et des pays plus avancés politiquement et culturellement, mais manquant de possibilités financières. Les Etats du Golfe investissent au Maroc et au Soudan. Les Tunisiens envoient des ouvriers en Libye et des assistants techniques à Oman. Jamais n'a existé autant de relations objectives entre les pays arabes comme en ce moment ».

Ces échanges constituent-ils les bases d'une infrastructure unitaire ? Mais quand il s'agit d'économie, ce sont les lois du capital qui dominent. On constate alors que l'économie est plutôt révélatrice d'inégalités et de lutte de classes que de stratégie unitaire. Comme le fait remarquer M. Rodinson, « les riches répugnent à assiéger quelque chose pour les pauvres. Alors une zone pourvue des moyens d'un développement autarcique où les riches se joindraient aux pauvres est du domaine du rêve... ». Ces échanges, qui se font selon des intérêts de classe, ne peuvent prétendre résoudre ce que l'arabisme fondé sur la communauté de langue, d'histoire et de culture a vainement tenté de réaliser. « Toute unité », dit M. Harbi, *qui prend en charge les intérêts de toutes les classes » sera qu'une reproduction de la concurrence des classes dirigeantes arabes entre elles et de leurs maîtres impérialistes. (...) Ce n'est pas un hasard si les économies des pays arabes sont davantage tournées vers les pays industriels que reliées entre elles. La prolifération des traités commerciaux dissimule la concurrence que les Etats se livrent. Ainsi, l'Algérie, la Tunisie, et le Maroc ont édifié leurs propres complexes métallurgiques en sachant qu'ils se heurteraient très vite au problème du marché.*

L'UNITÉ arabe reste un slogan. Aucune tentative n'a abouti. Alors, est-ce une question de maturité ? Une simple question de régime ? En fait, c'est à dessein que le problème de l'unité est mal posé. Tant qu'il est pris en charge par les Etats et aussi par les chefs d'Etat, il est à craindre que cette entité vague et vacillante qu'est l'identité arabe restera longtemps à plâtrer et à accuser du retard dans son développement et son émancipation. Chaque leader arabe a sa petite conception de l'unité. Elle se confond souvent avec l'esprit hégémonique. La première conception nassérienne allait vraiment dans ce sens. D'où l'échec lamentable de l'union avec la Syrie. Ce n'est qu'après que Nasser, dans les huit dernières années de sa vie, remis en question l'idée hégémonique d'un Etat sur un autre et a proposé une théorie unitaire qui prend ses racines dans les peuples et le socialisme. Pendant

longtemps, Nasser symbolisait un désir d'unité au niveau des masses. Mais ce désir faisait place à la frustration, car la lutte de la personnalité et les visées d'un sous-impérialisme ruinaient les desseins de cette politique pan-arabe. (Notons que le colonel Kadhafi est resté attaché à la première conception nassérienne de l'unité.)

CONSTAT d'échec ? Pas tout à fait, puisque la division n'est pas totale et que des signes d'espoir s'imposent objectivement. Serait-ce alors une erreur d'appréciation ? L'unité serait-elle en train de se faire malgré les Etats ? Pour A. Laroui, il faut admettre, encore une fois, que « la pensée arabe est en retard sur l'évolution réelle. L'idéologie unioniste a été créée par les basistes sur la base d'une analyse de l'après-guerre et en fonction du seul problème palestinien. Par la suite, Nasser a repris les slogans pour donner une dimension à sa propre politique de leader et il n'avait aucun intérêt à mettre cette idéologie au niveau des réalités nouvelles, d'autant plus que, lui aussi, ressentait publiquement de la dialectique de l'affaire palestinienne. Il ne voyait pas l'unité arabe au-delà de ce problème qui est certes important, mais qui n'est pas le seul à contraindre les Arabes. La réalité nouvelle d'un processus d'unification objective — compte tenu de ses propres contradictions — n'est pas analysée ni théorisée. C'est à cause de cela, en l'absence d'une théorie préalable à une politique unioniste arabe globale et réaliste, que les contradictions entre les Etats s'accroissent puisqu'ils ne trouvent plus pour les contenir que l'idée vide d'unité qui était une idée-force quand les peuples arabes ne se connaissaient pas du tout ».

Dynamique ancestrale culturelle et existentielle, désir profond des masses, l'unité est à repenser à partir des contradictions nouvelles. Elle n'est pas impossible si elle est d'abord intégrée dans le processus révolutionnaire. C'est en ce sens que Khémats Chamar, un militant tunisien, prêche une autre action à la place d'unité arabe : la révolution arabe. « Le concept de « nation arabe » a été le véhicule d'idéologies réactionnaires. Il faut un dépassement révolutionnaire du nationalisme arabe. L'unité des forces progressistes et révolutionnaires dans le monde arabe constitue une nécessité urgente. Tout projet isolationniste est dans son essence contre-révolutionnaire. Cela dit, pour nombre de régimes, et aussi pour certains courants nationalistes en marge des régimes, les mots d'ordre unitaires constituent un prétexte, un moyen de « surenchère... » (5). Le problème palestinien, qui a eu pour effet, entre autres, de faire éclater les contradictions inter-Etats arabes, désigne le sens de l'unité arabe : sa réalisation — à long terme certes — dépendra de la volonté des masses arabes, de leur organisation et de leur combativité. Cette unité se présente par ailleurs comme la base préalable indispensable pour la révolution arabe. « C'est précisément », écrit Nathan Weinstein, *parce que l'unité arabe pose le problème du bouleversement de l'ensemble des structures socio-politiques du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord que l'impérialisme s'efforce d'y opposer le « pacte islamique » en tant que dérivatif des luttes populaires.* (6).

Il est évident que, dans l'immédiat, on ne peut réaliser l'unité arabe, mais on peut éviter davantage de divisions, de déchirements et de haine entre des pays souvent voisins. Il est toutefois urgent de repenser la problématique de l'unité à la lumière des derniers événements du Liban et de la crise du Maghreb.

- (1) Les Arabes, par Maxime Rodinson. (A paraître aux P.U.F., coll. « Que sais-je ? »).
- (2) La Crise des intellectuels arabes, par Abdallah Laroui. Maspéro, Paris, 1974.
- (3) Alors que « *commune* » est nation à reconnaissance théologique, « *quarantaine* » serait « *commune* » laïcisée.
- (4) L'ouvrage parut à Beyrouth en 1970 sous le titre *« L'Unité arabe »* (critique de la pensée religieuse) de Badji Jallil al-Acham. Il fut reçu par un tollé de protestations, ce qui entraîna son interdiction dans tous les pays arabes.
- (5) Débats sur « Monde arabe, nation (a) et société », dans *Politique Asymétrique*, numéro de mai-juin-juillet 1974.
- (6) Le Mouvement révolutionnaire arabe, par Nathan Weinstein. Maspéro, Paris, 1970.

Dans ce numéro :

Pages 2 et 3

Effervescence intérieure et compétitions internationales : LES NOUVEAUX ENJEUX AFRICAINS, par Jean-Pierre Roux et Philippe Galliard.
Enquête sur les enquêteurs : l'art d'utiliser des révélations bien choisies, par Nina Sutton.

Pages 4 et 5

LA PLANIFICATION CAPITALISTE ENTRE LES MULTINATIONALES ET LE TIERS-MONDE, par Christian Goux.

Pages 6 à 10

RÉGIME DE FER ET ECONOMIE DEPENDANTE : LE BRESIL, PROTOTYPE DU DEVELOPPEMENT PERIPHERIQUE : De l'euphorie économique au désenchantement, par Yves Hardy. — L'Amazonie, réserve pour le capital étranger et refuge pour le capital national étranger, par Hélène Rivière d'Almeida et Christine Agostini. — Une nouvelle puissance nucléaire ? (Y.H.). — Racisme et mythes brésiliens : « Maîtres et esclaves », de Gilberto Freyre (J.J.). — Fin de l'article de Julia Jurana sur le despotisme tropical.

Uruguay : Comment « stabiliser » un régime de dictature ? par Alain Labrousse.
Dans les revues...

Pages 11 à 17

L'HOMME, LA VILLE ET LA DEMOCRATIE : les nouveaux défis de la croissance urbaine, par Marcel Roncayolo. — La propriété contre l'urbanisme, par Marc Querrien. — Pouvoir, système urbain et lutte de classes, par Manuel Castells. — Les ruraux africains et le « droit à la ville », par Marc Vernière. — Qu'est-ce qu'une ville ? par Agnès Piron. — Un lieu de conflit, par François Bedezda. — A qui profite Paris ? par Claude Bourdel. — Refus de subir, par François Serrand. — La résistible ascension d'un système inhumain, par Maurice T. Maschio.
JAPON : Les collectifs concluent des accords anti-pollution avec les entreprises, par Taiseo Amano.

Page 18

CINEMA POLITIQUE : IMAGES DE LA VILLE, par Ignacio Ramonet et Jean-Pierre Jeancolas.

Page 19

Bilan de la politique soviétique : Les relations avec le Proche-Orient, les héritiers de Khrouchtchev, par Marie Lavigne.
Nouvelle mise en garde de Moscou aux adversaires de la normalisation, par Bernard Fésou.

Pages 20 et 21

Fin de l'article de Stanley Aronowitz sur LE PHENOMENE CARTER.
Un autre regard sur l'histoire (M.T.M.).

Page 22

« False Promises » : La conscience de classe chez les ouvriers américains, par Pierre Dommargues.
Recherches sur le fascisme (P.D.).

Page 23

ESPAGNE : L'appareil de répression franquiste reste intact.

Page 24

Les livres du mois.

Pages 25 à 27

L'activité des organisations internationales.

Le numéro du « Monde diplomatique » de mai 1976 a été tiré à 120 000 exemplaires.

INTERNAT
avec ou sans correspondant

1/2 pension - externat - de la 6ème aux terminales ABCD

Cours Jean-Jacques Rousseau
établissement privé du second degré
DIRECTION : JEAN-MICHEL TAILLEFER

documentation sur demande
7 bd Prince de Galles / tél (93) 81.37.54

nice cote d'azur

سكس ان الرطل

Juin 1976